ComUE Lille Nord de France

Thèse délivrée par

L'Université Lille 2 – Droit et Santé

N° attribué par la bibliothèque

__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

THÈSE

Pour obtenir le grade de Docteur en Droit Public

Présentée et soutenue publiquement par

ZAFRANE Farid

Le 18 décembre 2015

LES AVATARS DE LA PRESENCE MILITAIRE FRANCAISE EN AFRIQUE : DE LA TUTELLE POSTCOLONIALE AUX MISSIONS INTERNATIONALES DU MAINTIEN DE LA PAIX

JURY

Directeur de thèse : Mr. le Professeur Pierre-André LECOCQ, Université Lille 2

Membres du jury: **Mr. le Professeur Vincent CATTOIR- JONVILLE Université Lille 2**
Mr. le Professeur Alain GASCON Université Paris VIII
Commissaire Général des Armées (2S) Olivier LECLERCQ

Rapporteurs : **Mr. le Professeur Emmanuel MATTEUDI, Université Aix-en-Provence**
Mr. le Professeur Jean VAVASSEUR- DESPERRIERS Université Lille 3

DEDICACES

A mon père, soldat de l'armée d'Afrique appartenant à la troisième division d'infanterie algérienne (3ème D.I.A)

Hommage à la première armée française du général de Lattre de Tassigny. Considérée par les généraux de Monsabert et Juin comme la « digne héritière » de la légion romaine d'Afrique du nord, la IIIème Augusta (unique légion stationnée en Afrique romaine : 253 a.p. J.C).

Avec quatre citations à l'ordre de l'armée entre 1943 et 1945, la 3ème D.I.A est la division française la plus décorée avec la 1ème division française libre. Tous les régiments de la 3ème D.I.A ont obtenu une fourragère. Aujourd'hui son héritière et la 3ème brigade mécanisée.

La guerre est une affaire grave pour le pays, c'est le terrain de la vie et de la mort, c'est la voie qui mène à la survie ou à l'anéantissement, il est impossible de ne pas l'étudier.

Sun Tzu (VIème siècle av. J.C.- Vème siècle av. J.C. : l'art de la guerre)

REMERCIEMENTS

Je remercie Monsieur le professeur Pierre André Lecocq pour ses remarques, ses corrections et les précieux conseils qu'il a bien voulu me donner pour la réalisation de cette thèse.

Je remercie également le général Olivier Leclercq : « merci mon général pour votre patience, vos encouragements, votre aide et la rigueur que vous m'avez apportée. Vos conseils, vos connaissances techniques et historiques ainsi que votre expérience de l'Afrique m'ont permis de mieux appréhender une période complexe de la politique militaire française sur le continent africain ».

Mes remerciements s'adressent aussi aux responsables administratifs de l'école doctorale, Mme Vanhulle Françoise ainsi que le Dr Sophie Ranchy-Desrumaux, pour leurs conseils avisés, leur disponibilité ainsi que leurs encouragements.

Je remercie également le Dr Ziad Osman, le Dr Elyamine Settoul, le capitaine de gendarmerie Heddy Chérigui ainsi que le colonel de l'armée française Fabrice Lesseur pour leurs soutiens et leurs encouragements durant cette thèse.
Je remercie également Mr Paul Michael, pour son aide sur un plan informatique.

Je remercie bien évidemment mon épouse qui m'a aidé durant toutes ces années et mes deux garçons qui n'ont cessé de m'encourager.

Tout à progresser, la guerre seule, manifestation primordiale et suprême de la justice, sanction de tout droit a constamment empiré et par l'obscurcissement de son idée et par l'hypocrisie de ses prétextes et par la mesquinerie de ses résultats. Elle ne se distingue chez les modernes que par une certaine affection de philanthropie et d'urbanité, qui la rend plus immorale et plus absurde.

Proudhon Pierre-Joseph (1809-1865) : « La guerre et la paix »

SOMMAIRE

Introduction

Première Partie : L'importance du facteur militaire dans les relations Franco-africaines après les décolonisations

Chapitre I : Le maintien d'un lien privilégié et paternaliste garanti par la présence militaire

Chapitre II : Nature et effets juridiques des accords de défense Franco-africains

Deuxième Partie : Le maintien de la présence militaire en Afrique : une ambition pleinement assumée à l'aube du XXIème siècle

Chapitre I : La politique diplomatique française s'adapte à la chute du monde bipolaire

Chapitre II : Défis et enjeux de la politique militaire de la France en Afrique : vers une approche multilatérale

Troisième Partie : Les incertitudes de l'avenir de la présence militaire française en Afrique et les mutations nécessaires

Chapitre I : La France face à la nouvelle géopolitique de l'Afrique

Chapitre II : La mutation de la gestion des conflits en Afrique au profit des organisations internationales

Conclusion générale

"La France ne peut être la France sans la grandeur."

Charles de Gaulle, "L'appel"

TABLE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

C.I.J : cour de justice internationale

C.J.CE : cour de justice des communautés Européennes

C.O.S : commandement des opérations spéciales

D.E.A : diplôme d'études approfondies

D.G.S.E : direction générale de la sécurité extérieure

D.N.R.E.D : direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières

D.R.M : direction du renseignement militaire

Ed : édition

F.I.P : forum international des plateformes

Ibidem : même chose

I.F.R.I : institut français des relations internationales

Idem : même chose

L.E : légion étrangère

N° : numéro

Op.cit : opere citato (précité)

O.N.G : organisation non gouvernementale

O.N.U : organisation des Nations Unies

O.T.A.N : organisation du traité de l'atlantique nord

R.E.P : régiment étranger de parachutistes

Rev.def.nat : revue de défense nationale

R.P.I.M.A : régiment parachutistes d'infanterie de marine

T.D.M : troupes de marine

U.A : Union Africaine

U.E : Union Européenne

Vol : volume

«L’université Lille 2 n’entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans la thèse. Ces opinions devant être considérées comme propres à leur auteur »

LES AVATARS DE LA PRESENCE MILITAIRE FRANCAISE EN AFRIQUE :

DE LA TUTELLE POSTCOLONIALE AUX MISSIONS INTERNATIONALES DU MAINTIEN DE LA PAIX

INTRODUCTION

De l'armée française d'Afrique, la population métropolitaine retient l'image du tirailleur sénégalais, créé par le général Faidherbe le 21 juillet 1857 et qu'elle a notamment côtoyé au cours des deux guerres mondiales. Cependant la constitution de l'armée d'Afrique était la résultante de la vision colonialiste de la république française. La deuxième moitié du 19ème siècle fut en effet l'époque d'une course à la colonisation entre les différentes puissances européennes dont le continent africain était l'enjeu majeur. Cette volonté de conquérir de nouveaux territoires s'accentua sous la troisième république, afin de redonner à la France sa « grandeur » après la défaite de 1870.

La loi du 20 mars 1894 institue un véritable ministère des colonies chargé de centraliser la gestion de ces territoires. Tous ceux qui appartiennent à la France ou qui sont protégés par elle hors de la métropole en relèvent désormais. L'Afrique occidentale française fût créée à cette époque en 1895. Jusqu'en 1958, celle-ci fût constituée de huit colonies françaises d'Afrique de l'Ouest avec l'objectif de coordonner, sous une même autorité, la colonisation française sur le continent africain. Composée en plusieurs phases, elle réunit à terme la Mauritanie, le Sénégal, le Soudan français (aujourd'hui Mali), la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Niger, la Haute Volta (actuellement Burkina-Faso) et le Dahomey (devenu le Bénin). Cette fédération comptait près de 25 millions d'habitants. Une organisation identique sera créée en Afrique équatoriale française. Ce fût le nom donné au gouvernement général instauré en 1910 et regroupant en une fédération les quatre territoires français de l'Afrique Equatoriale : le Gabon, le Moyen-Orient (aujourd'hui Congo- Brazzaville, l'Oubangui-Chari (actuellement République centrafricaine), et le Tchad. En 1946, le statut des colonies fût changé pour celui des territoires français regroupés dans l'Union Française. Il existe bien en ces mutations nécessaires, un élément permanent de continuité entre les territoires africains de la république française.

Malgré l'évolution de la géopolitique mondiale, l'armée française reste présente aujourd'hui encore dans cette zone du monde, alors même que les autres puissances colonisatrices n'ont plus de bases militaires sur ce continent. Il n'en reste pas moins que le maintien de la présence militaire française dans cette zone du globe n'était pas si évidente que cela, notamment lors des indépendances des années 1960. Tirant les conséquences des aspirations

d'émancipation de la population africaine dans son ensemble, le général de Gaulle allait permettre à ces territoires d'accéder à l'indépendance. Par contre, Sékou Touré ne se laisse pas impressionner par le président français, celui-ci affirme haut et fort la détermination des peuples colonisés à ne pas céder aux injonctions du colonisateur et à relever la tête avec fierté : « *il n'y a pas de dignité sans liberté. Nous préférons* la pauvreté dans la liberté à la *richesse dans l'esclavage*[1] ». Le Cameroun ouvre la voie des indépendances dans l'Afrique coloniale française le 1 janvier 1960, trois ans après l'indépendance de la Gold Coast anglaise, devenue le Ghana. Le Nigéria anglais, la Somalie anglo-italienne et le Congo belge s'émancipent la même année. C'est le début de la fin de la tutelle de l'Europe et de la France en particulier sur le continent africain. En définitive, la colonisation de l'Afrique aura duré plus d'un siècle. Le continent africain se transforme en une mosaïque d'environ 44 pays indépendants issus de l'éclatement des empires coloniaux.

Néanmoins cette évolution politique ne sera nullement synonyme de retrait complet et définitif des forces armées françaises en Afrique. En effet, la France continua d'apporter à ces pays une aide et une solidarité qui contribuent à une certaine stabilité dans cette région du monde. Paris se devait de garder des liens forts avec ses anciennes colonies notamment de par son histoire antérieure et surtout de les garder dans son giron d'influence. Cette façon d'opérer de la France, incite à poser des questions afin de mieux comprendre la stratégie mise en place pour permettre la permanence de la présence militaire de l'armée française, dont les missions ont en revanche connu de fortes mutations, de la tutelle coloniale, puis postcoloniale d'autrefois, à l'accomplissement de missions internationales de maintien de la paix dans des Etats africains indépendants, mais francophones et toujours liés à la France.

1/ Quelle était à la fin de la colonisation, l'étendue de son Empire ?

Afin de décrypter la genèse de l'impérialisme européen, les historiens privilégient l'approche économique : la recherche des marchés extérieurs, l'approvisionnement en matières premières, agricoles et minérales. Mais le colonialisme s'appuie également sur la forte volonté des puissances européennes qui vont inciter, voir obliger les pays nouvellement colonisés à se soumettre aux nouvelles règles en vigueur. Au cours du 19ème siècle les nations

[1] Face-à-face entre Sékou Touré et de Gaulle, 25 août 1958

colonisatrices se partagent la mission au sein des territoires conquis le long des côtes africaines et sur le continent, d'imposer leur vision du monde dans bon nombre de domaines: politique, culturel, économique.

Au cours de ces conquêtes, certaines tensions politiques et territoriales entre la France et l'Allemagne apparaitront et Bismarck prendra alors l'initiative d'une conférence européenne sur le partage du continent africain. La conférence de Berlin (novembre 1884-février 1885) adopte six textes: la condamnation de la traite des esclaves, la liberté de commerce et de navigation sur les grands fleuves et l'obligation d'instituer une autorité dans les territoires nouvellement occupés par les européens. De fait, la carte de l'Afrique est alors redessinée en fonction des désirs des européens sans prendre aucunement en compte la réalité du terrain sur les plans ethnique, géographique, culturel, religieux ou linguistique.

Dans cette folle course à la colonisation de ce continent, la France avait été la première à donner « le coup d'envoi » dès 1830 avec la conquête de l'Algérie, même si l'intention première de la France n'était pas nécessairement la colonisation de ce pays. C'est la conjoncture politique du moment qui l'a dictée et en 1904 Onésime Reclus[2] préconisait de « lâcher l'Asie et de prendre l'Afrique ». Or c'est en partie ce qui a été fait: l'Empire français était majoritairement africain sur le plan de la superficie : cinq-sixième de celle-ci était en Afrique, mais également sur le continent asiatique et notamment sur le plan démographique, ces colonies d'Asie représentant 2/5 de la population totale de l'Empire français: enfin, il faut ajouter à ces deux grands territoires des îles un peu partout dans le monde, tant dans l'océan Atlantique, que dans l'océan Indien.

La carte de l'Empire colonial français ne sera modifiée après la première guerre mondiale qu'une seule fois en 1919, après la défaite de l'Allemagne et le traité de paix qui place le Togo et le Cameroun, colonies dont l'Allemagne est dépossédée, sous mandat français. Ainsi à l'entre-deux-guerres, le drapeau français flotte de l'Afrique du Nord au fleuve Zaïre au Sud et de Dakar à l'Ouest au lac Tchad à l'Est. Cet ensemble français n'est découpé le long des côtes que par quelques possessions des autres puissances européennes colonisatrices. L'Afrique française est dès lors partagée en deux blocs : l'Afrique Occidentale française

[2] Géographe français et inventeur du mot francophonie (1837-1916)

(A.O.F) et l'Afrique Equatoriale française (A.E.F), auxquelles viennent s'ajouter les deux pays sous mandat français, le Togo ainsi que le Cameroun.

Dans ces colonies, le système mis en place par la France est constitué d'un corps de fonctionnaires civils venus de la métropole et en uniformes de militaires formés à la culture africaine et dont la mission principale était de recenser les populations, de mettre en place un système fiscal et ainsi organiser les prestations obligatoires, afin de permettre l'instauration de travaux d'infrastructures. De plus, la première guerre mondiale avait démontré l'atout de disposer de fortes « réserves humaines », grâce aux territoires coloniaux. D'ailleurs dès 1939, date du deuxième conflit mondial, cette réserve d'hommes allait être remise à contribution, en apportant des milliers de soldats venant d'Afrique à l'armée française. Comme en 1914-1918, la France réquisitionna des soldats de son Empire d'Afrique, mais avec la défaite de 1940 les colonies françaises se trouvèrent partagées entre le gouvernement de Vichy et la France libre. Félix Eboué, Gouverneur du Tchad, ralliera l'A.E.F (Afrique Equatoriale française) au gouvernement en exil à Londres. Brazzaville[3] sera dès lors en 1941 la capitale de la France libre. Ainsi l'Afrique noire fut l'un des points de départ de la libération de la France, à partir du Tchad avec la 2ème division blindée du général Leclerc.

2) La lente marche vers la décolonisation.

Au début de l'année 1944, le Comité Français de la Libération Nationale rassemble les gouverneurs de l'Afrique à la conférence de Brazzaville du (30 janvier au 8 février 1944). Il s'agit à la fois de reconnaître l'importance de l'Empire français dans la guerre mondiale et de se réapproprier l'administration coloniale vichyste. Cette conférence propose des réformes économiques, sociales, administratives, mais dans le cadre de la souveraineté française. Avec le temps, l'Histoire a découvert dans les travaux de cette conférence les prémices de la décolonisation, mais en réalité aucune évolution profonde dans le domaine politique n'était vraiment envisagée à cette époque-là.

[3] Brazzaville est la capitale politique et administrative de la république démocratique du Congo. Elle se situe dans le sud du Congo, sur les rives du fleuve Congo, sur la rive nord du pool Malebo en face de Kinshasa, capitale de la république démocratique du Congo.

A la fin de la guerre, la France va sensiblement transformer sa politique coloniale: les raisons du changement sont à la fois géopolitiques, économiques et idéologiques. Paris va devoir affronter deux décennies de guerres au cœur de ses colonies avec la guerre d'Indochine (1945-1954), ainsi que la résistance de l'Istiqlal et du sultan Mohammed V au Maroc. A cela s'ajoute le soulèvement de Constantine en Algérie en 1945 (qui amènera la guerre d'Algérie, dix ans plus tard) et la lutte du Néo- Destour d'Habib Bourguiba en Tunisie.

Pendant toutes ces années, les gouvernements français mettent en place une politique d'assimilation, car dorénavant il s'agit de préserver une zone d'influence politique dans un monde dominé par les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS, afin de consolider un espace de marché privilégié (zone franc). La stratégie de la France est constituée de deux composantes : la promotion des élites « assimilées » et le développement des investissements publics. En Indochine et en Algérie, cette politique ne portera pas ses effets, sans doute était-il déjà trop tard, alors qu'en Afrique noire, les élites assimilées vont prendre le relais du pouvoir français. Le général de Gaulle revenu au pouvoir en 1958 afin de résoudre le problème algérien, s'inspirant des conséquences des conflits indochinois, marocain et tunisien, opte donc pour une décolonisation pacifique au Sud du Sahara. Ce changement d'attitude laissait-il entrevoir un avenir pour la présence française en Afrique noire ?

3/ La France était-elle prisonnière de son passé colonial, ou pouvait-elle avoir des nouvelles relations avec ses anciennes colonies devenues indépendantes?

A regarder de plus près les rapports que la France entretient encore aujourd'hui avec ses anciennes colonies, on peut constater qu'ils n'ont pas beaucoup évolué depuis les prétendues indépendances. La filiation entre la politique de la France en Afrique depuis 1960 et la colonisation qui l'a précédée est une évidence. La première prend incontestablement ses racines dans la seconde[4].

[4] Article : la France coloniale d'hier et d'aujourd'hui, octobre 2006 par Survie, Thèmes néocolonialisme, colonialisme.

A) Un nouveau type de relations militaires spécifiquement françaises

Au moment des indépendances au début des années 1960, les Etats colonisateurs ont adopté des attitudes différentes: le Portugal a maintenu sa domination sur l'Afrique australe, tandis que les autres puissances quittaient le continent, alors que la France et l'Angleterre décolonisaient selon un même processus fondé sur la représentation démocratique permettant ainsi aux élites africaines d'alors d'accéder au pouvoir politique. Toutefois, le Royaume-Uni procède à un retrait complet de ses anciennes colonies, notamment de la Gold Coast (Le Ghana actuel) ainsi que du Nigéria. En revanche la stratégie française est toute différente, la France demeure en Afrique subsaharienne en instaurant une coopération étroite avec les nouveaux pays indépendants. Ces politiques opposées s'expliquent en partie par la perception différente de la colonisation, l'approche anglaise étant principalement économique et fondée sur des principes mercantiles. De ce fait, à partir du moment où le maintien de la domination du Royaume-Uni avait un coût supérieur aux avantages que celle-ci recevait en contrepartie, le désengagement anglais semblait évident. A cette époque la reconstruction ainsi que le développement du commerce international de l'après deuxième guerre mondiale nécessitant la mobilisation de toutes les richesses disponibles.

La France, était-elle animée par une vision plus « territorialiste » de la colonisation?
Cela ne semblait pas être nécessairement le cas. Il s'agissait à la fois de mettre en valeur et d'exploiter les terres, mais surtout d'apporter les grands principes de la civilisation française, tout en préservant la présence de la France dans toutes les parties du monde. La continuité de la présence française aux côtés des nouvelles nations africaines est dès lors perçue au premier abord comme l'envie pour Paris de poursuivre son « *œuvre civilisatrice* ». Mais ces considérations morales ne sont bien évidemment pas les seules: au début de la décolonisation, l'Afrique noire représente pour le général de Gaulle la meilleure tribune pour la diplomatie de son pays. Il s'agit pour les autorités françaises de la Vème République de redonner à la France un rang qui était le sien, en devenant la plus grande des moyennes puissances dans le monde. Au sein de ce projet, le soutien « d'Etats amis » ayant voix aux Nations Unies constitue une raison supplémentaire au maintien de liens privilégiés entre l'ancienne puissance coloniale et les nouveaux Etats indépendants africains.

Ainsi, contrairement aux autres pays colonisateurs, la France a entretenu une relation spéciale avec cette région du monde. Cette politique est apparue à bien des égards passéiste, voir

néocolonialiste car elle aliénait une partie de la souveraineté nationale en décidant à la place de ces pays devenus indépendants : néanmoins la coopération politique et militaire établie entre l'ancienne puissance coloniale et ces nouveaux pays africains devait se révéler comme un facteur garantissant une certaine stabilité dans cette partie du globe.

Toutefois, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les conflits n'ont jamais été aussi nombreux, même si ceux-ci sont restés localisés. Ces guerres furent bien souvent des luttes de libération nationales où constamment les grandes puissances mondiales s'opposaient par alliés interposés. Dans cette nouvelle géopolitique du monde de l'après-guerre, le continent africain en est devenu malgré lui une forme de symbole.
Si, malgré ces conflits localisés, perdure cette relative stabilité du continent africain, il faut y voir l'effet de la présence militaire française, et plus spécifiquement la coopération franco-africaine. En effet l'Afrique est restée dans sa grande majorité sous influence française, à tel point que l'on parle souvent à propos de cette région du monde de « chasse gardée française ». Certains pays recherchent cette présence de la France sur leur territoire, même si à l'origine ils ne relevaient pas de la zone d'influence française comme le Zaïre ou le Rwanda, simplement parce que cette présence des forces militaires françaises apportait un gage de stabilité pour le pays en question.

Les Troupes de Marine (TDM), rattachées à l'armée de terre française depuis 1967, sont les anciennes troupes coloniales, dont une des missions était la formation et l'encadrement des soldats indigènes avant la période de décolonisation[5]. La relation entre les TDM et les troupes indigènes a été mythifiée au point d'y voir la création d'une véritable « *fraternité d'armes* » du fait des épreuves partagées entre eux. Cette fraternité n'est pas spécifique à la période coloniale, mais s'est développée entre les soldats africains, notamment ceux des anciennes colonies, et les soldats français après la décolonisation[6]. Ainsi, comme l'explique un officier de l'école militaire d'administration :

« *Les trois quarts des officiers d'Afrique de l'Ouest ont été formés dans les écoles françaises. D'où la très grande proximité* existant entre les officiers sortis de la même école : nous *sommes frères car l'école de guerre signifie des méthodes et des épreuves partagées* ensemble, une sorte de parcours initiatique. Il y a donc une part irréductible de

[5] Bagayoko-Penone, Niagalé, op.cit., p.319
[6] Ibid., p.320

sentimentalisme et d'irrationnel dans la relation, qui remonte à l'intégration des dites troupes indigènes dans l'armée coloniale »[7].

Avec les évolutions de la politique africaine de la France dans les années 1990, les TDM sont devenus les acteurs privilégiés de la coopération militaire, participant à la formation et au soutien logistique des armées africaines dans le cadre du projet RECAMP, mais également dans celui des ENVR[8] où les troupes de marine peuvent faire partager leur expérience et transmettre leurs compétences aux soldats africains[9]. Par la coopération militaire, et notamment la formation des militaires africains en France, ces derniers partagent avec les soldats français la même culture des armes, la même formation, les mêmes normes d'organisation militaire qui vont se diffuser à travers le réseau professionnel des militaires. Ainsi, les militaires privilégiés par la France pour former les armées africaines appartiennent au même corps que ceux qui formaient les troupes indigènes à la période de l'empire. Ils ont été éduqués dans le même esprit, les mêmes traditions, avec l'idée d'avoir un lien particulier avec l'Afrique, se présentant comme des spécialistes de l'outre-mer, en formant les armées dans le même esprit que celui dans lequel eux-mêmes ont été éduqués. La formation des troupes indigènes avait pour but de les rendre aptes à défendre l'empire, à se battre pour lui, soit en quelque sorte de les intégrer à l'armée française. Les TDM ont transformé les troupes indigènes en répliques de l'armée française. La continuité de leur mission de formation dans les ENVR semble signifier que le but de cette dernière n'est pas si différent de celui des formations des troupes indigènes, soit une identification des soldats africains aux soldats français, favorisant ainsi le processus d'isomorphisme[10].

Le choix de confier la formation des armées africaines de préférence aux militaires appartenant aux Troupes de Marine ne semble pas anodin et va dans le sens de la recherche d'une identification à l'armée française par les africains, reproduisant le modèle français. Cette identification passe par un façonnement identitaire des soldats africains favorisé par le développement d'un esprit de corps militaire « à la française »[11].

[7] *Propos d'un officier des forces spéciales qui n'a pas voulu divulguer son identité*
[8] Ecole Nationale à Vocation Régionale
[9] Ibid., p.328
[10] Violaine Vincent-Genod, Les Ecoles Nationales à Vocation Régionale : Instrument pour une appropriation française de la sécurité en Afrique ? mémoire en vue de l'obtention du grade de Master en Sciences politiques, Orientation Relations internationales- Finalité Sécurité, paix, conflits, 2012-2013. P 23 à 42.
[11] Ibidem: P 23 à 42.

Les autorités politiques françaises après la décolonisation des années 60, ont voulu mettre en place un système de coopération, pensé par le général de Gaulle. En effet plus de cinq décennies après les indépendances octroyées par la France dans le cadre d'une coopération bilatérale multiforme, tant sur les plans politique, culturel, économique, financier que militaire, la France maintient toujours des relations étroites avec ses anciennes colonies. L'hypothèse généralement admise est celle d'une continuité des relations privilégiées entre le continent africain et Paris. Cependant on note depuis la fin de la guerre froide des signes de changements subtils mais réels dans divers domaines.

a) La dispersion progressive de ce modèle français

Beaucoup d'indices mettent en exergue la fin d'une époque où la France "disposait" seule et pleinement de l'Afrique. Aujourd'hui, un changement de stratégie inévitable s'opère par une remise en cause totale de la politique traditionnelle de la France vis-à-vis de l'Afrique. Parmi ces changements, on peut noter la réforme institutionnelle et politique de la coopération, et le désengagement économique et financier progressif de la France, ainsi que la venue d'autres acteurs sur le continent africain comme la Chine, les Etats-Unis d'Amérique entre autres.

La politique africaine française est entrée dans une période de transition où les signes de changements interfèrent avec la continuité.
En fait, il ne s'agit pas d'une nouvelle politique africaine, mais seulement de l'adoption d'un certain nombre de mesures nouvelles engendrées par la géopolitique du monde actuel, avec l'émergence de nouvelles puissances (BRIC: Brésil, Russie, Inde, Chine). Ainsi, l'affirmation de la puissance de ces pays va inexorablement transformer le monde unipolaire dominé par les Etats-Unis en un monde multipolaire où existent plusieurs centres de pouvoirs: les Etats-Unis, la Chine, la Russie et dans lequel la France doit se situer et essayer de s'imposer.

b) La chute du bloc de l'Est

La fin de la guerre froide vient modifier le rôle stratégique de l'Afrique. La lutte contre l'avancée du communisme n'a plus lieu d'être, ce qui change la nature des conflits. Dans les années 1960, les conflits en Afrique sont l'héritage de la colonisation, qu'il s'agisse de guerres d'indépendance stricto sensu ou de conflits territoriaux liés aux tracés des frontières issues de la décolonisation.
L'établissement des nouvelles frontières ayant parfois divisé un même groupe ethnique ou attribué à un Etat une région que son voisin revendiquait, ces conflits appartiennent en quasi-totalité, à la catégorie des conflits interétatiques.

Si la fin de la guerre froide a entraîné le désengagement massif des puissances américaine et soviétique, elle n'a pas mis fin aux conflits africains. Ceux-ci se sont même multipliés de telle manière que depuis quelques années, s'est constituée une vaste zone d'instabilité qui s'étend de la corne de l'Afrique à l'ouest de l'Afrique centrale, et qui englobe la région des Grands lacs. Si le nombre des conflits a augmenté, ils ont également changé de nature. L'Afrique est passée de conflits interétatiques, relatifs à des conflits entre des Etats indépendants à des conflits interethniques, relatifs aux rapports entre deux ou plusieurs ethnies.

Que ce soit des guerres civiles, des crises politiques ou des affrontements armés, ces conflits internes sont devenus le lot quotidien de certains pays africains. Ces nouveaux heurts qui sévissent sur le continent africain ont pour cause première la crise interne que connait la majorité des nations africaines : une situation économique désastreuse, crise politique, effondrement des institutions. On peut ajouter à cela une démographie galopante, qui déstructure ces sociétés. Tous ces changements ont condamné les progrès de l'Afrique car les gouvernants ont été incapables de les modérer ou de les contrôler.

Les nouveaux conflits sont des guerres pour l'acquisition des richesses, les différents échecs de la transition démocratique ont fait de la violence le seul mode d'expression politique pour toute une génération qui y voit un moyen d'acquisition du pouvoir. L'idée que l'accession au pouvoir par la force conditionne l'accès aux ressources a fait que la recherche du pouvoir est devenue l'enjeu essentiel des guerres en Afrique. Les minorités en lutte pour le pouvoir assurent leurs liens par l'appartenance ethnique. Celui qui ne fait pas partie de la communauté dominante est forcément considéré comme ennemi et obstacle à l'accession au pouvoir et de

ce fait aux richesses. Cette vision des choses engendre deux phénomènes qui sont directement liés : la régionalisation des conflits car les ethnies sont transfrontalières et la multiplication des conflits qui à tout moment peuvent devenir interétatiques et ainsi faire que l'Afrique subsaharienne s'embrase. Face à cette situation, quelle doit être la stratégie de la France?
Celle-ci doit prendre en considération la nouvelle géopolitique mondiale et la multitude des centres décisionnels mais également la mutation du continent africain, tant sur le plan politique, qu'économique, militaire et culturel.

B) La recherche d'un nouveau modèle stratégique par la France

La France passe donc d'une politique de présence à une stratégie de projection et ceci dès les années 1990. Le discours de la Baule du président Mitterrand sur la prime à la démocratie en était le précurseur. Mais avec la tragédie Rwandaise où la France semblait être impliquée en 1994, malgré elle, est survenue cette perte d'influence et de crédibilité de la France en Afrique qui s'est accompagnée d'un phénomène de rejet s'exprimant parfois ouvertement de la part des africains. Charles Josselin secrétaire d'Etat chargé de la coopération de 1997 à 2002 l'avait reconnu clairement lors de la conférence des ambassadeurs de l'été 1997: « Je sais que nos positions sont parfois menacées, ici ou là, nous avons perdu du terrain. S'agissant des pays d'Afrique francophone, force est de constater que, dans plusieurs d'entre eux, notre image est brouillée ». Dès lors cette évolution impliquait une présence humaine moindre sur le terrain et la mise en place de relais aériens pour projeter les forces militaires à partir de bases situées en France.

Paris s'est maintenu sur le continent africain après la décolonisation en mettant en place un dispositif juridique et militaire approprié avec notamment les accords de défense. Cependant Lionel Jospin premier ministre engage le 4 février 1998, une réforme sur la coopération franco-africaine, ceci afin de « moderniser » des structures qui avaient vieilli. Mais le contenu réel répond en fait au souhait du général de Gaulle, qui voulait à terme que le secrétariat d'Etat de la coopération soie transformé en un ministère délégué auprès du Quai d'Orsay, au sein duquel ses principaux services sont intégrés. C'est désormais le chef de la diplomatie française qui conduit la totalité des actions extérieures de la république française.

La France, de par sa politique de coopération militaire développée dès la fin de la décolonisation a longtemps été l'acteur extérieur privilégié de la sécurité et de la stabilité en Afrique. Cependant, cette nouvelle donne géostratégique va inciter Paris à modifier ses liens avec ce continent. Ainsi, la coopération militaire française a constitué un formidable outil de prévention et de gestion des crises, mais la nouvelle donne géostratégique du début des années 1990 va mettre en exergue les limites de ce système de coopération qui va amener la France à adapter sa politique africaine au nouveau contexte mondial, ce changement politique profond ayant pour point de départ le conflit Rwandais au début de la décennie 90. Cette guerre va provoquer un véritable séisme pour la politique française sur le continent africain et mettre en lumière une stratégie politique obsolète et statique.

L'évolution des guerres en Afrique aujourd'hui le montre de plus en plus clairement, accords de défense ou pas, l'époque des grandes interventions militaires unilatérales françaises au sein de la « chasse gardée » est dépassée. La France allège son dispositif militaire dans cette région du monde. Les autorités françaises veulent sortir de leur rôle de « gendarme de l'Afrique ». On passe de l'ère gaulliste à l'ère socialiste….
La nouvelle politique militaire de la métropole en Afrique consiste à ne plus accepter un engagement militaire direct au sein des crises africaines qui sont le plus souvent internes ou qui connaissent une ampleur telle que la France ne veut plus et surtout ne peut plus les résoudre seule, sans une aide internationale et l'aval des Nations-Unies, comme ce fût le cas au Mali, en Lybie ,en république Centrafricaine et au Burkina-Faso.

La France depuis l'opération Turquoise au Rwanda, en 1994, a entamé une réflexion profonde sur différents thèmes comme la redéfinition des interventions extérieures, la réforme de la politique de défense, la réorganisation du dispositif de coopération avec l'Afrique. De ce fait, se sont mis en place les éléments d'une nouvelle doctrine définissant une approche française vis-à-vis de la sécurité africaine, centrée sur le maintien de la paix.

C) Depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, l'ingérence humanitaire cède la place à l'impératif sécuritaire pour combattre le terrorisme.

Aujourd'hui, la gestion des conflits ou des graves crises, oblige les armées qui interviennent à avoir une réponse multiple, au profit de tâches extramilitaires.
Cette nouvelle façon d'appréhender les conflits du 21ème siècle remet en cause fortement la fonction traditionnelle de défense. La défense française est alors confrontée à une obligation de refondation doctrinale et de transformation de son outil militaire. Le monde de Yalta[12] était figé. Le monde qui lui succède se distingue par sa fluidité mais aussi par sa grande imprévisibilité.

Dans ce contexte, la France entend peser sur la définition de la nouvelle donne de sécurité et œuvrer à la recomposition nécessaire du système international. La défense se trouve alors engagée de façon très active au soutien de la politique extérieure française avec des objectifs qui mêlent enjeux diplomatiques et enjeux de sécurité.

La France annonce donc le retrait et la réduction de ses effectifs militaires en Afrique. Après plus de trente ans d'immobilisme politique français dans cette zone du globe, la révision du dispositif militaire de l'Etat français amorce un virage pour entamer une nouvelle coopération politique et militaire entre la république française et les nations africaines. Aujourd'hui avec l'apparition des différents moyens de communication et l'évolution des mentalités notamment sur le plan des droits de l'homme, aucun pays ne s'aventurerait seul à une intervention en Afrique, même si l'Afrique reste sans aucun doute une pièce maîtresse de la stratégie militaire française et mondiale. Mais aujourd'hui des grandes puissances comme la Chine ou les USA investissent militairement et économiquement sur le continent africain.

En 2010, la France fait du Burkina-Faso le socle de son dispositif antiterroriste. Le général Emmanuel Beth devient ambassadeur de France et il emporte avec lui plusieurs soldats des forces spéciales afin d'organiser la lutte anti-aqmi. La question du contrôle du Mali et du Niger semble être au cœur des problèmes tactiques antiterroristes ainsi que des problèmes

[12]La conférence de Yalta est une réunion des principaux responsables de l'Union Soviétique (joseph Staline), du Royaume –Uni (Winston Churchill) et des Etats-Unis (Franklin D. Roosevelt). Elle s'est tenue du 4 février 1945 au 11 février 1945 : pour adopter une stratégie commune afin de hâter la fin de la seconde guerre mondiale, régler le sort de l'Europe après la défaite du 3ème Reich, garantir la stabilité du nouvel ordre du monde après la victoire.

politiques pour l'Etat malien. L'Afrique de l'Ouest est devenue une plaque tournante des trafiquants de stupéfiants sud-américains avant la distribution de la drogue sur le continent africain. Cette région du monde devient dès lors une priorité de la lutte internationale contre le trafic de drogue. Ces réseaux clandestins, très probablement en lien avec les groupes terroristes, justifient la mise en œuvre d'une doctrine sécuritaire française pour l'Afrique.

La France ajuste sa politique au nouveau contexte mondial et africain, et de ce fait, elle se soumet sans aucune ambigüité à l'idée d'un appui aux capacités africaines de maintien de la paix. Il n'est plus possible pour la république française d'intervenir seule en Afrique. L'approche multilatérale est de plus en plus privilégiée. La politique de révision de la coopération avec l'Afrique et le redéploiement à la baisse de son dispositif militaire sur le continent africain répondent ainsi au nouvel objectif des autorités militaires françaises, de n'être plus le « gendarme de l'Afrique » mais de devenir un partenaire ayant des relations d'équité avec les nations de ce continent. La nouvelle politique française en Afrique va se fonder sur trois principes:

- Le principe de fidélité à un certain nombre d'engagements précis qui ont été pris par la France concerne la coopération et les accords de défense. C'est donc une fidélité à un certain nombre de partenaires, comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Tchad, le Cameroun, le Togo, la république Centrafricaine et quelques autres encore qui ont signé des accords bilatéraux avec Paris. Ce principe de fidélité se traduit, concrètement, par le maintien de liens étroits dans le domaine économique, dans celui de la coopération comme dans le domaine militaire, en même temps qu'existe 'une ouverture au reste du continent. Celle-ci va permettre à la France d'opter pour une approche globale de la sécurité du continent africain.

- Le second principe a été affirmé par le ministre des affaires étrangères françaises à Addis-Abéba, en Ethiopie, au mois d'octobre 2010, celui de non-ingérence dans les affaires africaines. Cette position politique signifie que la France ne doit plus, en ce qui concerne la sécurité, intervenir dans un pays sans que cela soit décidé et voulu par nos partenaires internationaux, de sorte que nous agissions en accompagnement de ces derniers. Le principe de non-ingérence est accompagné du principe de non-indifférence.

- Avec ce troisième principe, la France tend à faire partager son souci à l'ensemble de la communauté internationale. Dès lors, l'une des nouvelles ambitions de la politique française

est, concernant la sécurité, de placer sa diplomatie dans un cadre multinational, multilatéral et de faire en sorte que cette nouvelle politique s'inscrive dans un partenariat avec les institutions internationales, avec au premier plan les Nations-Unies, l'Union africaine, l'Union Européenne. Cette ambition permettait à la France de réintroduire la communauté internationale dans un champ dont elle s'était désintéressée depuis l'échec des opérations en Somalie, au Libéria et en Sierra-Léone.

Fer de lance de la politique de la France sur le continent africain, la coopération militaire a été profondément transformée ces dernières années, avec une tendance à la baisse des crédits et des effectifs qui remet désormais en cause les fondements de son action. Il y a un calibrage à la baisse du dispositif militaire français sur le terrain, mais également un retrait au niveau des interventions militaires françaises sur le continent africain. Tout le monde se souvient de l'intensité et du polymorphisme de l'interventionnisme de la France en Afrique jusqu'au milieu des années 90 lors de la tragédie Rwandaise. Désormais, face à la guerre civile Congolaise, en 1997, au coup d'Etat de la Côte d'Ivoire, la France se refuse à intervenir directement dans cette région du monde, se bornant pour l'essentiel à des opérations humanitaires. Il est sûr que depuis les années 1996/1997, les autorités françaises s'efforcent d'aider les africains à prendre en charge eux-mêmes leur sécurité, dans le cadre en particulier d'organisations régionales ou sous-régionales. Ainsi est né le concept et le projet RECAMP renforcement des capacités africaines de maintien de la paix, nouveau fondement de la politique française de sécurité en Afrique au début des années 1990.

Jamais, depuis les indépendances, la coopération militaire française en Afrique, n'avait subi de bouleversements aussi importants. Son évolution récente a été profondément influencée par une série de facteurs lourds. Deux réformes en particulier ont engendré des effets significatifs. D'abord, la réforme des armées françaises et la redéfinition de la politique de défense en 1997 et 1998, avec des baisses de dépenses militaires, puis en 1998, la réforme de la coopération avec les Nations africaines a mis fin à la notion de « champ » ou « chasse gardée ». Il est conseillé dès cette époque aux pays africains de s'ouvrir encore plus à la démocratie et d'avoir avec la France des relations de partenaires. Pour étayer cette nouvelle conception de la politique militaire française en Afrique, le conseil de défense du 3 mars 1998 a confirmé ces orientations : prises en charge de la gestion des crises par les Etats africains eux-mêmes, avec l'appui de la France si nécessaire.

Compte tenu de la restriction des interventions militaires françaises en Afrique, elles sont de plus en plus limitées à la sauvegarde des ressortissants français ou européens, ceci afin de ne pas soupçonner la France d'ingérence dans les affaires politiques des pays africains il existe une plus grande multilatéralité pour les interventions françaises sur ce continent. Cette nouvelle politique militaire française s'oriente vers un certain désengagement durant cette dite période 1995 à 2002 : allégement des effectifs sur place ainsi que des crédits alloués à la présence militaire française sur ce continent, fermeture de certaines bases militaires en République Centrafricaine, la Base de Bouar et le camp Beal à Bangui. On constate la baisse des interventions françaises depuis l'affaire Rwandaise en 1994. La France se contente d'opérations humanitaires. La France précité décide, de ce fait, de s'investir en Afrique autrement, notamment avec le concept « Recamp ». La politique militaire française s'articule autour de ce projet.

En l'espèce, la notion de champ sécuritaire semble mieux correspondre que celle de « pré-carré» pour désigner la conception géographique qui émerge pour l'Afrique à l'aube du 21ème siècle. Le rôle volontaire de la France dans le renversement du régime Libyen en 2011, l'intervention cette même année en Côte d'Ivoire et l'offensive française au Mali en janvier 2013 avec l'opération Serval, en Centrafrique avec l'opération Sangaris en décembre 2013 et l'intervention dans la bande sahélienne en août 2014 avec l'opération Barkhane qui est la continuité de Serval avec une plus forte intensité, annoncent la nouvelle façon de faire de la France au titre de la sécurité mondiale et de la lutte contre le terrorisme international. Paris est le fer de lance dans ces dossiers au sein des institutions internationales que sont l'O.N.U, l'O.T.A.N ou encore les organisations africaines telle l'Union africaine. C'est une occasion inespérée pour les autorités françaises de mettre en avant leur puissance sécuritaire dans le nouveau contexte international des années 2000, notamment avec les révolutions Libyenne, Tunisienne, Syrienne, Egyptienne, Yéménite. Ces soulèvements populaires veulent accéder à la démocratie et au pluralisme politique. Officiellement, Paris, Londres, Washington, n'interviennent qu'avec des frappes aériennes afin d'appuyer au sol par exemple les troupes du conseil national de transition (ENT) s'agissant du cas libyen.

Cette action s'inscrit dans le strict respect de la résolution 1973 des Nations-Unies[13]. La Libye constitua donc un théâtre original de la reprise en main géopolitique française sur le sol

[13] C'est une résolution du conseil de sécurité des Nations Unies adoptée le 17 mars 2011. Elle fait suite à la résolution 1970. Elle concerne la Jamahiriya arabe libyenne et la révolte en cours contre le régime de

africain. A la différence de ses interventions traditionnelles, l'Etat français se doit de coopérer avec ses alliés et de retrouver une position de leader afin de retirer les bénéfices de son action militaire. Avec ce nouvel ordre géopolitique mondial, les opérations militaires françaises se sont transformées depuis la matrice de « chasse gardée ». La position de la France en Afrique a bien changé depuis le 20ème siècle, mais sa présence est toujours effective grâce à son adaptation permanente au nouveau contexte géopolitique mondial.

Les livres Blanc sur la défense et la sécurité nationale de juin 2008 et d'avril 2013 définissent une nouvelle stratégie de « sécurité nationale » qui veut apporter des réponses à « *l'ensemble* des risques et menaces susceptibles de porter atteinte à la vie de la nation (terrorisme, risque de prolifération des armes de *destruction massive ...etc* ». Ce champ inclut la politique de défense, mais ne s'y limite pas : sécurité intérieure et sécurité civile y contribuent. Le renseignement et la maitrise de l'information sont des éléments importants. Ceux-ci permettent « *d'éclairer le terrain de l'opération par des analyses exactes et actualisées de la situation dans la zone de l'opération* : ils orientent et facilitent le processus décisionnel, en permanence, et à tous les niveaux, dès lors que le renseignement leur est diffusé, grâce à des *systèmes d'informations fiables et sécurisés* ». Loin des schémas des affrontements classiques des guerres d'Etats contre d'autres Etats, dans la plupart des conflits modernes des opérations extérieures, le conflit est devenu asymétrique. Les nouvelles guerres se déroulent essentiellement avec des troupes au sol qui prennent en otages, souvent, les populations qui habitent dans des villes ou villages qui sont devenus de véritables zones d'affrontements. Cette nouvelle façon de combattre, parmi les civils, impose aux forces militaires d'agir avec précision et parcimonie afin de ne pas commettre de dégâts collatéraux en tuant des enfants ou des femmes qui sont totalement étrangers au conflit. La force militaire en présence cherche à construire les conditions de sortie de la crise par un processus d'éradication de la violence. Les forces militaires terrestres peuvent sur la même période détruire, protéger puis construire en vue de mettre en œuvre un objectif stratégique, le retour à une situation de paix en rétablissant la sécurité ainsi que des conditions de vie ordinaires pour la population.

Depuis des décennies, la volonté pour la France vis-à-vis pays africains est de continuer à partager une culture commune, une économie commune et un partenariat militaire commun. Toutes ces relations ont été façonnées par l'histoire privilégiée que la France

---

Mouammar Kadhafi, et permet aux pays qui le souhaitent de participer à une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye pour protéger la population civile.

possède avec ce continent. Cette histoire commune a connu des douleurs mais aussi des heures plus joyeuses avec tant d'espoirs pour les deux rives de la méditerranée. La problématique qui se pose de nos jours est de continuer ces relations franco-africaines, en installant un climat de confiance, de respect et d'égalité entre ces nations qui ne peuvent s'ignorer.

L'objet de cette thèse est de tenter une approche globale de la place et du rôle de la France en Afrique depuis les indépendances des années 60. Bon nombre de travaux universitaires ou autres traitent soit de l'Afrique, soit de la république française sur ce continent. D'autres s'intéressent à la politique menée par la France dans cette région du monde mais généralement de manière atomisée, en se cantonnant à l'un ou l'autre de ces grands axes (politique, économique, culturel, sécuritaire ...). Il a semblé dès lors opportun d'appréhender la politique militaire menée par la France en Afrique dans sa globalité afin d'en comprendre les différents enjeux liés à cette présence militaire, exerçant une forte influence sur les aspects politiques et économiques de la vie de ces pays. On essaie autant que possible de ne pas s'aventurer dans des considérations d'ordre idéologique, ceci pour ne pas susciter des polémiques inutiles et pour éviter aussi bien la diabolisation que l'usage de la langue de bois.

Dans un souci de cohérence, le cadre géographique de ce travail s'intéressera principalement à l'Afrique subsaharienne et à ses problématiques.
Cependant, l'Afrique du Nord sera évoquée lorsque que cela apportera des éclaircissements sur la présence militaire française en Afrique.

On pourrait se demander pourquoi la république française met en œuvre une politique africaine alors qu'elle n'a pas spécialement de politique asiatique, malgré une présence ancienne, certes révolue en Indochine et aux Indes avec d'ex-comptoirs. La réponse semble plus que logique: la république française qui avait colonisé une majeure partie de l'Afrique y avait installé une présence effective avec une colonie de peuplement en Afrique du nord et plus précisément en Algérie et des liens privilégiés avec les peuples d'Afrique qui ne peuvent se comparer à ce qu'elle a pu mettre en place sur d'autres continents comme en Asie.

La politique africaine de la France n'est pas issue d'une tactique accidentelle ou d'une improvisation, mais au contraire d'une stratégie pensée afin de combler le vide engendré par

l'accession à l'indépendance de ses anciennes colonies africaines. On peut préciser qu'au sein de la communauté, certains des futurs chefs africains ne voulaient pas de l'indépendance à l'instar de l'Ivoirien Félix Houphouët Boigny ou encore du gabonais Léon M'ba.
Ceux-ci reprochaient au général de Gaulle de « couper le cordon ombilical » liant leur pays à la « mère patrie ». Néanmoins, Paris ne pouvait pas ignorer la situation internationale de l'époque qui prônait la devise du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » .Ce droit qui fait autorité en France est issu de la révolution de 1789. Ce droit a été repris après le second conflit mondial par les colonies françaises afin de se libérer de la France pour accéder à l'indépendance.

Du point de vue africain, l'Etat français a un double discours. La France est respectée dans le monde pour son niveau de vie et sa protection sociale, sa liberté d'expression, sa démocratie et sa culture avec la philosophie des lumières. Dans le même temps, la France y est aussi critiqué. Cinquante ans après les décolonisations, il lui est encore reproché d'être à l'origine des problèmes qui gangrènent le continent africain avec l'envie de chercher dans l'histoire coloniale la cause des maux actuels rencontrés par l'Afrique. Ce double langage des autorités françaises montre que la France a eu bien des raisons politiques ou militaires de s'engager en Afrique et d'affirmer sa présence dans cette région du monde. Mais même si par moments la politique suivie par l'ex-puissance coloniale est contestable et a connu des dérives certaines lors de ces dernières années notamment avec l'affaire rwandaise, l'Afrique sans conteste est demandeuse d'une certaine présence militaire française sur son territoire comme le montrent aujourd'hui les différentes opérations au Mali ou en République Centrafricaine, au Burkina-Faso ou dans toute la zone Sahélienne.

Quelle politique africaine la France met-elle en place après avoir concédé l'indépendance aux Etats de son ex-empire colonial africain?
Comment cette politique s'adapte-t-elle aux différents bouleversements qu'a connu le monde depuis les années 60, les décolonisations, la chute du bloc de l'Est, la création de l'Union Européenne?
Quelle est la place de la France aujourd'hui en Afrique, a-t-elle encore un rôle à jouer, et si oui, sous quelles modalités?

Apporter une réponse à ces questions nécessite principalement de prendre en compte dans une première partie les modalités du maintien de l'influence française à travers son action militaire dans les divers registres où celles-ci s'exprime dans ses ex-colonies, ainsi que la tentative d'élargissement de sa « chasse gardée » traditionnelle française après l'accession aux indépendances, et les relations franco-africaines au lendemain de la décolonisation avec la mise en place notamment des accords de défense.

Une deuxième partie sera consacrée au maintien de la présence française en Afrique. Cette ambition est pleinement assumée à l'aube du 21ème siècle, malgré les grands bouleversements du monde des années 90, avec la chute du bloc de l'Est et la création de l'Union Européenne.

Enfin, une troisième partie s'attachera à montrer, comment la présence française sur ce continent est aujourd'hui contrariée, voire bousculée, par la montée en puissance de nouveaux acteurs mondiaux et le terrorisme international.

PREMIERE PARTIE :

L'importance du facteur militaire dans les relations Franco-africaines après les décolonisations

Après les décolonisations successives, la France décide de mener une politique fondée sur la coopération. Il s'agit de préserver une zone d'influence politique sur ce continent dans un monde dominé par les deux superpuissances que sont les Etats-Unis d'Amérique et l'U.R.S.S. La politique africaine de la France revêt dès lors deux composantes : premièrement la promotion de la coopération et des élites assimilées deuxièmement le développement des investissements publics ajustés à chaque Etat.
On examinera ces deux notions au sein du premier chapitre, avant d'étudier les accords de défense Franco-africaine et leur application au sein du deuxième chapitre.

Premier chapitre : Le maintien d'un lien privilégié et paternaliste garanti par la présence militaire.

Née dans le sillage de la décolonisation pour contribuer au maintien de liens privilégiés avec les Etats africains devenus indépendants, la coopération au développement avec le continent africain a été pendant plus de cinq décennies l'un des piliers de l'action internationale de la République française. Celle-ci a été une priorité énoncée comme essentielle depuis les indépendances. Dans la première section de ce chapitre nous parlerons du cadre général de la coopération Franco-africaine, avec la stratégie de l'engagement français ainsi que la mise en place de son modèle institutionnel, puis dans une seconde section, nous tenterons de mettre en évidence, la coopération civile et militaire adaptée à chaque Etat africain.

Section I : Le cadre général de la coopération Franco-africaine

L'aide française s'est dirigée vers l'Afrique en raison de liens économiques, culturels, linguistiques et politiques entretenus avec les anciennes colonies.
Que ce soit du côté africain ou français, des personnes de tout rang ont milité pour la pérennité des relations avec la capitale française. Pour les Africains, le constat était plus que positif : l'aide hexagonale s'exerçait par exemple sous la forme de crédits au développement, ou d'appui militaire comme en février 1964, auprès du président du Gabon, Léon M'Ba, renversé par un putsch. Ces pays d'Afrique avaient accédé à l'indépendance, pour certains de manière pacifique, surtout si l'on établit une comparaison avec l'Indochine ou l'Algérie où il y a eu deux guerres d'indépendance terribles.

Néanmoins, l'histoire passée, surtout après le deuxième conflit mondial, a permis l'accession au pouvoir d'élites africaines de culture française. Celles-ci avaient fait partie de la quatrième république comme Houphouêt Boigny ou Sédar Senghor. Lors des indépendances, ils sont respectivement devenus présidents de la Côte d'Ivoire (1960 à 1993), et président su Sénégal (1960 à 1980). Ces personnages politiques voulaient sauvegarder des liens politiques solides entre la France et l'Afrique.

§I : Les grands axes de la politique de coopération : le transfert de compétences

Des considérations plus pragmatiques et plus sérieuses ont incité les élites africaines à ne pas cesser tous rapports avec la France. La rapidité de la décolonisation, quelques années à peine, laissait les rouages de l'économie et de l'administration toujours sous l'influence française. Il fallait dès lors, organiser une phase de transition afin d'assurer un réel transfert de compétences envers les nouvelles autorités dirigeantes. Outre cela, l'Etat français offrait une protection ainsi qu'une aide militaire. Dès lors, le maintien de relations privilégiées entre la France et l'Afrique fût en partie un choix de cœur mais surtout un choix de raison.

A) La stratégie de l'engagement français.

Du côté français les raisons étaient aussi semblables : Il y avait l'aspect historique et culturel, voir moral ; mais aussi la nécessité d'assurer, tout au moins au début, la continuité des services techniques et administratifs.[14]Les considérations politiques et économiques étaient plus présentes pour la France. Certes depuis 1945 sur un plan purement financier, la coopération avait coûté extrêmement cher au regard des avantages suscités.

Bon nombre de personnes au sein du milieu d'affaires français avait prédit un désintéressement de la France envers cette Afrique décolonisée. En 1962, il ne subsiste de l'ancien empire colonial français que quelques départements et territoires d'Outre-mer (DOM-TOM) situés sur le continent américain, en Océanie et dans le Pacifique. Néanmoins, la fin de la décolonisation va permettre à la France de développer avec ses anciennes colonies de nouveaux rapports fondés sur une coopération aux aspects multiples comme la coopération

[14] D. Boulet : « La présence militaire française en Afrique noire depuis 1960 : Un facteur de stabilité : D.E.A défense national et sécurité européenne de Lille II, 1993-1994.

militaire, la coopération monétaire et financière (franc CFA), la coopération économique et culturelle avec la mise en place de sommets africains et des sommets de la francophonie.
Cependant, celle-ci était pour Paris, une réserve à la fois de matières premières, mais aussi d'hommes, comme l'avait montré l'histoire pendant les guerres mondiales de 1914-1918 et 1939-1945.

1) L'influence persistante de la France en Afrique.

Sur un plan purement politique, le continent africain semblait être le point de départ et l'exemple le plus abouti de l'influence de la France dans le monde. Le général De Gaulle désirait redonner à la France, une place au tout premier rang au sein de l'échiquier international afin de contrecarrer les velléités émancipatrices des Etats-Unis d'Amérique et de l'U.R.S.S sur le continent africain. Mais avant de développer la présence française sur les autres continents, fallait-il encore conserver les points d'appui en Afrique, dernière partie de l'Empire où le processus d'accession à l'indépendance pouvait laisser entrevoir un maintien de l'influence de la France. En outre l'entrée de ces pays à l'O.N.U, parrainée par Paris, permettait au gouvernement français de compter sur des Etats amis dont le soutien pouvait être utile à l'avenir.[15]

Au moment des indépendances au cours des années 60, les Etats colonisateurs ont eu des attitudes différentes. Le Portugal a maintenu sa domination sur l'Afrique australe alors que les autres puissances coloniales comme le Nigéria anglais, la Somalie anglo-italienne et le Congo-belge s'émancipent la même année. C'est le début de la fin de la tutelle de l'Europe sur le continent noir. En définitive, la décolonisation de l'Afrique aura duré un demi-siècle. S'agissant de la France et de l'Angleterre, celles-ci décolonisaient selon un même principe par accès progressif des élites à la représentation politique.

Toutefois, l'Angleterre procéda à un retrait total de ses anciennes colonies, notamment de la Gold-Coast (Le Ghana actuel) ainsi que du Nigéria (capitale Lagos), le 1er octobre 1960. Dans les années suivantes accèdent à l'indépendance la Sierra Léone et le Tanganyika ou

[15] D. Boulet : « La présence militaire française en Afrique noire depuis 1960 : Un facteur de stabilité » ; D.E.A Défense Nationale et Sécurité Européenne de Lille II, année 1993-1994.

Tanzanie britanniques en 1961, le Rwanda et le Burundi Belges en 1962, l'Ouganda et le Kenya en 1962 et 1963, l'Afrique australe britannique et la petite guinée équatoriale espagnole en 1968, enfin les colonies portugaises : Guinée-Bissau en 1973, Mozambique[16], Cap-vert et Angola en 1975 ainsi que Djibouti, ancien comptoir français en 1977. L'Erythrée, colonie italienne annexée par l'Ethiopie, s'émancipe en 1993[17], alors que la France, elle, décida de rester en Afrique en mettant en place une coopération étroite avec les pays nouvellement indépendants. Ces visions politiques totalement différentes, s'expliquent par une perception autre de la colonisation : L'approche de l'Angleterre était essentiellement économique, basée sur des intérêts marchands. Dès lors, à partir du moment où le maintien de la domination anglaise avait un coût supérieur aux avantages que Londres recevait en contrepartie, le désengagement anglais était prévisible, d'autant plus que la reconstruction et le développement du commerce international nécessitaient la mobilisation de tous les capitaux disponibles[18].

Pour pallier ce handicap, le Royaume-Uni a créé le Commonwealth afin d'éviter une décolonisation conflictuelle et pour préserver de bonnes relations avec ses anciennes colonies. Les pays du Commonwealth sont unis par des intérêts communs, mais sont autonomes car le Commonwealth n'est pas une union politique. Les Etats ne sont pas liés par un traité et peuvent rester neutres lorsqu'un conflit engage l'un ou plusieurs d'entre eux. Le Commonwealth défend des valeurs communes à tous ses membres telles que l'égalité, la non-discrimination, la démocratie et la primauté du droit. Depuis 1991 avec la déclaration de Harare, capitale du Zimbabwe, il reconnaît une importance particulière aux droits de la personne, à l'ethnique démocratique, à l'égalité des sexes, au développement durable et à la protection de l'environnement[19].

Quant à la France, si elle s'est officiellement retirée du continent africain après la décolonisation, elle est restée liée à ses anciennes colonies par des accords de défense. A travers la coopération, la présence et l'intervention militaire, mais aussi le renseignement, elle a maintenu des liens privilégiés. Elle, avait été animée par une vision territoriale. Il était question de mettre en valeur ces territoires et leur exploitation, mais également de leur

[16] Le Mozambique est le premier pays du Commonwealth n'ayant pas de relation historique avec le Royaume-Uni.
[17] André Larané : l'Afrique noire, de la décolonisation aux indépendances ; hérodote. Net publié le 18/12/2012
[18] D. Boulet : « La présence militaire française en Afrique Noire depuis 1960 : Un facteur de stabilité : D.E.A Défense Nationale et Sécurité Européenne de Lille II, année 1993-1994
[19] www.toupie.org: le dictionnaire de politique

inculquer les grands principes de la civilisation européenne, tout en faisant flotter le drapeau tricolore sur le continent africain. Le maintien de la présence française dans cette partie du monde peut supposer que la France a le désir de poursuivre son « œuvre civilisatrice ». Cependant ces principes moraux ne sont pas la seule raison, puisque lors des indépendances des années « 60 », l'Afrique représente pour le général de Gaulle la meilleure tribune pour la diplomatie française.

Il s'agissait de redonner à la France un rang qui était le sien, en devenant la plus grande des moyennes puissances. Dès lors, le soutien des pays-alliés ayant voix à l'assemblée générale des Nations-Unies fût une raison de plus au maintien de relations privilégiées entre la France et ses anciennes colonies.

2) Pour une stabilité du continent : mettre en place la paix

A l'inverse des autres nations colonisatrices, la France a gardé des liens étroits avec l'Afrique. Les relations de la France avec ses anciennes colonies africaines sont complexes, mais nous devons rappeler qu'elle a également contribué d'une façon positive à ces Etats ; à tout le moins, elle a donné un montant exorbitant de fonds et a établi plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) afin d'aider ces nations à se développer. Elle a même établi des démocraties stables, par exemple, au Sénégal. Sur la Francophonie, l'Etat français entretient une certaine influence culturelle notamment avec la langue française, sans laquelle l'opportunité pour les jeunes africains d'étudier dans les pays francophones serait impossible. Cette approche politique semblait d'une autre époque, voire néo-colonialiste puisqu'elle aliénait la souveraineté de ces nations devenues indépendantes. Néanmoins cette coopération devait se révéler comme l'un des facteurs garantissant une certaine stabilité en Afrique. Initialement, pendant les années 60, les interventions militaires françaises répondent au souci de sauvegarder un certain ordre au sein d'une Afrique tout juste émancipée. Les nouveaux chefs d'Etats africains qui sont issus de la période coloniale et dont beaucoup ont été élus dans des conditions particulières comme Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire de 1960 à 1993 qui tient un rôle de premier ordre au sein du processus de décolonisation de l'Afrique et qui jusqu'à la fin de sa vie, domina la scène politique de son pays. Un autre homme politique africain a connu un destin un peu moins glorieux. Celui-ci fût président du Gabon de 1961 à 1967. Alors qu'il avait été élu président de son pays en tant que

candidat unique, en 1964, il est renversé par un coup d'Etat bénéficiant à son opposant démocrate Jean-Hilaire Aubame. La France, au nom des accords de coopération la liant au Gabon et en application d'un traité signé en 1960, le remet militairement au pouvoir avec l'aide des parachutistes français. Ce pays passe sous tutelle de la France jusqu'à sa mort le 27 novembre 1967. D'autres dirigeants africains même cooptés par la France, ne sont pas tous aptes à diriger un pays et n'ont dans bien des cas aucune légitimité. Paris veille rigoureusement sur ces nouveaux pays africains indépendants afin que personne ne puisse compromettre leur devenir. La France n'hésite jamais quand celle-ci le juge nécessaire à intervenir dans le jeu intérieur des forces politiques de ces nations sans se soucier des conséquences ou reproches qui pourraient lui être faits.

Toutes ces interventions sont menées par les Troupes de Marine ainsi que la Légion Etrangère, parce qu'elles sont déjà sur place, et jouent un rôle important. Ces interventions auxquelles les Troupes de Marine (TDM) avec les unités de légionnaires ont pris part, treize pays d'Afrique en ont subi les rigueurs ou en ont bénéficié, du Sénégal aux Comores, à Djibouti et à la Somalie, en passant par la Mauritanie, le Cameroun, le Togo, le Congo, le Tchad, la Centrafrique, le Niger, le Gabon, le Zaïre. Gouverner c'est prévoir, c'est anticiper les crises potentielles. Comme l'écrivait Jean-Jacques Rousseau : « Tout Etat libre où les grandes crises n'ont pas été prévues est à chaque orage en danger de périr »[20].

A cet égard, depuis des décennies, les Troupes de Marine ainsi que la Légion Etrangère sont un instrument précieux de prévention et de résolution des conflits africains et ceci pour tous les gouvernements français qui se sont succédés aux pouvoirs depuis les années 1960.

La diversité réside aussi dans la durée plus ou moins longue des opérations menées sur le continent africain : Dix jours aux Comores, quinze jours au Congo, un mois au Gabon(1990), 29 ans au Tchad (1986) avec l'opération Epervier. Cependant, la spécificité et la multiplication de ces opérations militaires apparaissent utiles, même si les causes sont parfois enchevêtrées et si, à des préoccupations humaines et stratégiques, se mêlent souvent des problèmes de politique intérieure, des actions de protection des ressortissants français ou européens. Il y a une volonté réelle de favoriser la démocratie. Certaines interventions sont justifiées par une volonté de maintenir ou de sauvegarder l'ordre au sein d'un pays, c'est ce que l'on nomme des actions de stabilisation.

[20] Jean-Jacques Rousseau (1771-1772), Considérations sur le gouvernement de Pologne et sur sa réforme projetée, ch.9.- cité par Littré

La stabilité de ces pays est souvent liée à la présence militaire française mais surtout la coopération Franco-africaine, à tel point que l'on parle souvent au sein de cette région du monde de « chasse gardée française ». Cette présence française est perçue comme un gage de stabilité et un lien paternaliste. Car après les indépendances, les pays africains nouvellement libres doivent faire le constat, qu'ils n'ont pas les outils nécessaires ainsi que la connaissance appropriée afin de mener leur propre politique. Il faut se rendre à l'évidence, leurs armées ainsi que leurs économies sont sous la tutelle française. Rapidement, ces nouvelles élites africaines vont remplacer les français, mais il n'en reste pas moins que ces Etats fraîchement libres vont continuer d'être imprégnés par le « modèle institutionnel français »…

B) Le modèle institutionnel français.

La logique française s'est mobilisée afin de convaincre les africains du caractère dépolitisé de sa démarche. Structurellement, elle fût conduite sur le modèle d'une noble « cause sans adversaire », technicisé au bon moment par plus de 8 700 agents censés l'incarner, nombre d'entre eux étant issus de l'administration coloniale.[21]
Pourtant, ses instruments furent pour une part non négligeable placés au service sinon d'une dynamique hégémonique, du moins de la préservation des intérêts stratégiques.[22]

Ces relations ne se situent pas seulement sur un plan de relations diplomatiques, elles ont également un caractère de coopération entre les autorités françaises et les Etats africains dans des secteurs essentiels pour les deux parties. Ces liens se situent sur un plan amical et personnel. L'originalité de ces relations met en évidence le rôle de la France au sein du continent africain. Il est à penser que l'essentiel des rapports se déroule entre les plus hautes autorités de chaque pays, c'est à dire entre chefs d'Etats.

Les leviers essentiels qui garantissent la nature des nouveaux rapports postcoloniaux sont ouvertement exposés : liens interpersonnels entre responsables politiques, hégémonie d'un

[21] Pierre Jacquemot : « Cinquante ans de coopération française avec l'Afrique subsaharienne » : éditions, De Boeck Supérieur. L'auteur a été coopérant, chef de mission de coopération (Burkina-faso) puis au ministère des affaires étrangères et ambassadeur de France (Kenya, Ghana, RDC).
[22] Op.cit

cabinet élyséen sur les autres instances républicaines et continuité de la politique gaulliste dans le droit-fil des perspectives géopolitiques symbolisées par la communauté.[23]
L'idée d'un ministère de la communauté répond à l'envie d'institutionnaliser les liens particuliers entre ces deux parties du monde afin de les intégrer dans le paysage politique français. Force est de reconnaître que l'ambition de « ministérialiser » les relations avec les anciennes colonies procède d'une ambition de Matignon qui espère toujours se faire une place de choix dans les affaires africaines de la République.[24]

1) L'Afrique : une priorité gouvernementale dans la politique française.

L'idée est que la politique africaine soit menée au plus haut de la hiérarchie gouvernementale avec la spécificité d'un secrétariat général, accordant par là une place protocolaire toute particulière aux relations franco-africaines, qui ne relèveraient pas complètement des affaires étrangères, ni strictement de l'action politique gouvernementale.
En somme, l'enjeu reste de placer l'Afrique au cœur de la V^{ème} République de la manière la plus équilibrée possible en fonction des contraintes inhérentes à la décolonisation.[25]La constitution de 1958 réduit le rôle du parlement et renforce les pouvoirs du président de la république. Revenu au pouvoir grâce à la pression des partisans de l'Algérie française, le général de Gaulle infléchit sa politique et s'engage dans un processus qui conduit à l'indépendance de l'Algérie, acquise en 1962, au terme des accords d'Evian. Dans le même temps, il achève la décolonisation de l'Afrique subsaharienne qui est effective dès les années 60. La notion de pragmatisme progressif dans la poursuite des affaires semble paradoxale dans la pratique, sinon dans l'esprit des institutions de la république française. Le fruit des réflexions de janvier et février 1960 est causé par ces différents bouleversements institutionnels qui se sont produits, à la base de la nouvelle vision des responsables dans les relations avec les anciennes colonies africaines.

Dans un premier temps, les responsables politiques africains se sentent un peu perdus face à un système politique aussi complexe. Dès lors la coordination du côté français s'en trouve

[23] Jean-Pierre Bat : Le syndrome Foccart : La politique française en Afrique de 1959 à nos jours p.136, éditions folio histoire, publication septembre 2012.
[24] Jean-Pierre Bat : p.119 : Idem.
[25] Jean-Pierre Bat : Le syndrome Foccart : La politique française en Afrique de 1959 à nos jours, 2012.

complexifiée. La question de la distribution des compétences devient primordiale en ce début de 1960 car le calendrier des indépendances se précise.

2) L'homme de l'ombre : Jacques Foccart

Cette phase de l'histoire contemporaine française sous la V^{ème} République voit l'émergence d'un homme, Jacques Foccart, qui prend en charge le secrétariat général de la communauté puis celui de l'Elysée.
Le Général De Gaulle tranche personnellement la question du rôle de Foccart, pour rappeler « la position hég*émonique de Foccart sur les administrations ministérielles, à l'occasion d'une note à propos de la fédération du Mali, en date du 9 mai 1960* ».[26]
Foccart dispose, dès lors, de deux fonctions complémentaires au sein du système Gaulliste.
Il possède le siège de secrétaire de la communauté qui lui attribue des compétences pour les affaires étrangères africaines et malgaches et les Dom Tom, en plus de cela il garde ses prérogatives pour les questions de sécurité (S.D.E.C.E.).[27]
Le cumul des responsabilités lui fournit une autorité sans précédent dans la sphère politique française, sachant qu'il n'a de compte à rendre concernant ses fonctions qu'au général De Gaulle, dont il est l'un des plus fidèles collaborateurs.

Dès lors toute l'information politique concernant le continent africain transite par Jacques Foccart et son bureau. Ceci afin de créer une solidarité et une reconnaissance au sein de cette nouvelle génération d'élites africaines.

L'intérêt stratégique du protocole est primordial lors du début des indépendances.
« *Les présidents africains sont invités à ne faire aucun voyage officiel avant de s'être rendus en France, prêtant ainsi, aux yeux de la communauté internationale, une forme d'allégeance diplomatique envers Paris. C'est ainsi que l'organisation d'une véritable n*oria de chefs *d'Etats du «* Pré-carré » est mise en place entre 1961 et 1962 : le banc est ouvert par Houphouët-Boigny, « primus inter pares ».[28]

[26] Jean-Pierre Bat : Le syndrome Foccart : La politique française en Afrique de 1959 à nos jours, p. 7. et suite, 2012.
[27] S.D.E.C.E. : Service de documentation extérieur et de contre-espionnage. Il a été crée le 28 décembre 1945 et a disparu le 2 avril 1982 au profit de la DGSE : Direction générale de la sécurité extérieure.
[28] Jean-Pierre Bat : Le syndrome Foccart : La politique française en Afrique de 1959 à nos jours.

On constate que Foccart reste vigilant sur tout ce qui concerne la politique africaine de la France dans tous les domaines. En 1961 sont créés le ministère de la coopération et le secrétariat d'Etat aux affaires étrangères. Ce dispositif est complété par la création au sein du quai d'Orsay de la direction des affaires africaines et Malgaches.[29]
Charles De Gaulle fait de la politique africaine son « domaine réservé » institutionnalisé au cœur du système politique de la V^{ème} République. Pour ce faire, il se repose sur la personnalité de Jacques Foccart.

La France demeure sans conteste la pierre angulaire de l'Afrique en créant une logique géopolitique et géostratégique avec son ancien empire colonial. Cette nouvelle vision est mise en œuvre par Houphouët-Boigny, président de la Côte d'Ivoire par la conférence de Brazzaville en décembre 1960, en pleine session de l'assemblée générale des Nations-Unies concernant la guerre en Algérie, qui était défavorable à la France.

Tous les chefs d'Etats africains Francophones ordonnent à leurs délégués à New-York de neutraliser le groupe afro-asiatique en votant d'une seule voix en faveur de la France.
Les anciennes colonies françaises jouent un rôle décisif pour la première fois au plan international : servir de caution d'une décolonisation réussie à une V^{ème} République toujours aux prises avec la guerre d'Algérie[30], montrer les liens forts entre la France et certaines de ses anciennes colonies. Toutefois, tout n'est pas simple. Si on examine certains cas, on peut voir que les relations que la France entretient avec plusieurs Etats africains sont très variées, et certaines plus tendues que d'autres. Dans la guerre d'indépendance algérienne entre 1954 et 1962, les forces algériennes de résistance se sont formées, et une guerre longue et dure a suivi. Cette guerre était une guerre d'action militaire du côté de la France, contre une guérilla par les nationalistes algériens. Juste après, en « 1962, l'Algérie est officiellement devenue un Etat indépendant après la signature des accords d'Evian, une sorte de traité de paix. Ce traité a donné jour à une nouvelle relation entre les deux : la France a apporté une forte assistance financière, technique et culturelle, contre un bon nombre de privilèges militaires et économiques, en particulier, le pétrole »[31].

[29] Décret 61-1058 de septembre 1961.
[30] Jean-Pierre Bat : Le syndrome Foccart : La politique française en Afrique de 1959 à nos jours, éditions Folio histoire. P. 7 et suite, 2012.
[31] Ema Woodward : Relations de la France avec ses anciennes colonies africaines après leur indépendance. p. 6 et suite.

La position de Foccart est centrale, il est l'intermédiaire entre le président de la République française et les différents chefs d'Etats de l'ancienne A.O.F[32] et A.E.F[33] ainsi que Madagascar. Il synthétise à lui seul la conduite des affaires africaines sous l'impulsion de l'Elysée.[34]

En fait, l'opinion publique française a une vision fausse de la politique africaine de la France. Elle connaît les interventions militaires françaises faites en Afrique, mais n'a aucune connaissance des autres instruments de souveraineté que sont la monnaie et la finance. Celles-ci étaient de véritables critères de puissance aux yeux du Général De Gaulle.

§II : Les aspects économiques et monétaires : le franc CFA

Le franc CFA[35] est considéré, à première vue, comme le principal trait d'union entre l'ère coloniale et postcoloniale. Il apparaît comme le symbole et l'instrument du néocolonialisme. La zone Franc existe avec la création du franc des colonies d'Afrique (CFA), datant du 26 décembre 1945. A la décolonisation, tout est mis en œuvre pour préserver les acquis de la zone Franc. Les autorités françaises redoutaient une absorption économique de leurs anciennes colonies pour les pays anglophones.

Les institutions d'émission doivent de ce fait évoluer en 1959 : celui de l'A.O.F devient la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.) et celui de l'A.E.F devient la banque des Etats de l'Afrique équatoriale et du Cameroun (B.E.A.E.C.), renommée banque des Etats d'Afrique centrale (B.E.A.C.). Par un habile jeu d'écritures, le CFA survit aux colonies.[36]

[32] *A.O.F : l'Afrique Occidentale française était une fédération groupant entre 1895 et 1958, huit colonies françaises d'Afrique de l'Ouest avec l'objectif de coordonner sous une même autorité, la colonisation française sur le continent africain.
[33] A.E.F : Afrique Equatoriale Française est le nom donné au gouvernement général crée en 1910 et regroupant en une fédération les quatre territoires de l'Afrique équatoriale.
[34] Journal de l'Elysée : Carnet de note tenu par Jacques Foccart à partir de 1965. Il le fait publier dans la synergie de ses entretiens avec Philippe Gaillard. Editions Fayard/ jeune Afrique. p. 87 et suite.
[35] Franc CFA : (Franc des colonies françaises d'Afrique) est le nom de deux monnaies communes à plusieurs pays d'Afrique constituant en partie la zone Franc d'Afrique Centrale (CEMAC) et la zone Franc d'Afrique de l'Ouest (MEMOA).
[36] Jean-Pierre Bat : Le syndrome Foccart : La politique française en Afrique de 1959 à nos jours, éditions folio histoire. P. 7et suite, 2012.

En Afrique de l'Ouest, il prend le nom de la communauté financière africaine. Dans la zone de l'Afrique centrale, cette monnaie devient le Franc de la coopération financière en Afrique centrale. Ces deux banques ont un compte sur les livres du Trésor français. Ce système de dépôt des avoirs africains annonce des relations économique et politique fortes entre la France et son ancien empire colonial. Ceci permet une stabilité de la monnaie face aux fluctuations du marché. Le général de Gaulle mène une stratégie qui permet de mettre en œuvre grâce au Franc CFA et aux liens coloniaux, deux ensembles économiques régionaux fondés sur une politique douanière. La clé de voûte de ce système est fondée sur la confiance et la stabilité du Franc CFA grâce à la France. (1 Franc CFA=0.02FF).

Le Franc CFA est perçu comme le moteur du développement de l'Afrique francophone, formant un bloc continental, composé des pays africains économiquement stabilisés par la zone Franc (PAZF)[37]. Durant de longues années, la France a cru avoir par le système de la zone Franc, un bouclier unique au monde.

A) Le Franc CFA, un outil de contrôle politique et économique sur les pays africains de la zone Franc.

Au lendemain des indépendances, les anciennes colonies représentaient encore plus de 15% des échanges extérieurs de la France entre 1960 et 1965, soit plus de 80% de ses échanges avec l'Afrique. L'effacement de l'Algérie dans l'économie française contribua à accroître la part de l'Afrique subsaharienne par rapport à l'Afrique du Nord.[38]

En signant le traité de Rome en 1957, les autorités françaises avaient réussi à avoir un traitement particulier pour leur ancien empire colonial. La mise en place d'un Fonds Européen de développement (F.E.D), était destinée à faciliter les concours financiers entre les différents pays adhérents à ce projet. Par la suite, la convention de Lomé I signée le 28 février 1975 avec 46 pays d'Afrique-Caraïbe-Pacifique (A.C.P), établissait une coopération commerciale. Ces accords sont principalement axés sur les produits agricoles et miniers. Cette convention permettait également l'octroi de crédits, d'aides diverses et le soutien par

[37] P.A.Z.F. : Pays africains de la zone Franc.

[38] D. Boulet : « La présence militaire française en Afrique noire depuis 1960 : un facteur de stabilité « : D.E.A. Défense Nationale et Sécurité Européenne de Lille II, année 1993-1994.

le biais d'une coopération technique. La convention de Lomé[39] fût reconduite plusieurs fois. Cette réussite trouvait son fondement au sein du bilan des échanges commerciaux qui restait favorable aux pays A.C.P.

La plupart des nouveaux Etats africains ont choisi de rester au sein d'un ensemble monétaire homogène, dont le cadre institutionnel a été rénové et qui a été structuré par un système de change commun. Leurs devises sont des contrevaleurs à parité fixe avec la nouvelle monnaie Européenne (euro), dont la valeur est garantie par le trésor public français, dans le cadre du traité de Maastricht[40].

1) Une aide financière française à la baisse : une Europe en crise

Bien que l'aide apportée par la France n'ait plus été aussi conséquente qu'à la période de 1946 à 1960, Paris a tout de même gardé de bonnes relations économiques avec l'Afrique dans son ensemble. Cette coopération s'explique principalement par deux arguments directeurs : Premièrement, par une réelle envie politique de la part de la France de garder des liens solides avec l'Afrique et de lui accorder une place spécifique dans la politique étrangère française. Deuxièmement par la permanence des liens économiques et monétaires structurés dans le cadre de la zone Franc qui renforce les rapports particuliers, voire « charnels » entre la France et l'Afrique.

Cependant, l'intensification de la crise de la dette en Europe a amené bon nombre de pays à revoir à la baisse leur aide financière avec l'Afrique. Les nations comme la Grèce ou l'Espagne ont diminué leur aide respectivement de - 40% et -33%. La France a elle aussi diminué son aide, la faisant chuter au quatrième rang au niveau de l'APD destinée au continent africain. Dès lors, la situation actuelle de l'Afrique souligne l'importance de la nécessité de diversifier ses relations économiques. En effet, les difficultés économiques rencontrées par les partenaires traditionnels du continent, commencent à se faire sentir.

[39] La convention de Lomé est un accord de coopération signé le 28 février 1975 entre la CEE et 46 pays d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) et renouvelé en 1979 (Lomé II, 57 pays), 1984 (Lomé III, 66 pays) et 1990 (Lomé IV, 70 pays). En 2000, la convention de Lomé est remplacée par l'accord de Cotonou.

[40] Le traité de Maastricht a été signé par l'ensemble des Etats membres de la communauté économique européenne, le 7 février 1992, après un accord conclu lors du conseil européen de Maastricht, en décembre 1991, et entré en vigueur le 1er novembre 1993.

2) Les principes de cette aide financière.

Les concepts fondateurs de la zone Franc s'appuient sur plusieurs principes : Tout d'abord la mise en commun des réserves de change, mais afin d'éviter toute spéculation, le trésor français gère 65% des réserves des banques centrales depuis 1973. Puis, l'Union monétaire permet le libre transfert des monnaies qui permet la liberté interne des changes.
Enfin, le principe le plus spécifique à la zone Franc est la convertibilité illimitée des monnaies entre elles qui est assurée par le fonctionnement du compte d'opérations.[41]

Cette zone Franc dont le socle est la solidarité entre la France et les pays africains nouvellement indépendants prône une coordination des politiques monétaires et financières dans cette partie du monde. La France participe au conseil d'administration des banques centrales et les ministres de cette zone se réunissent plusieurs fois par an afin d'avoir une vision commune mais surtout avant la réunion annuelle du fond monétaire international de la Banque mondiale.[42]

La centralisation des réserves de change s'est accompagnée d'une garantie de change au regard du D.T.S. (Droits de tirage spéciaux) des avoirs en compte d'opérations. Elle permet dès lors un versement compensatoire de la part de la France quand la valeur en D.T.S de ces avoirs connaît une baisse par les variations de change du Franc français. C'est une disposition exceptionnelle car aucun pays n'a jamais garanti que les détenteurs étrangers de sa monnaie puissent être couverts contre les variations de change. Dès lors, les placements en compte d'opérations sont devenus les mieux rémunérés au monde. Cette politique montre bien les liens spéciaux que Paris entretient avec les anciennes colonies francophones. La préservation de cette pratique monétaire montre combien l'Afrique compte pour la France.

[41] D. Boulet : « La présence militaire française en Afrique noire depuis 1960 : un facteur de stabilité « : D.E.A. Défense Nationale et Sécurité Européenne de Lille II : année 1993-1994. P. 18 et suite, 1993-1994.
[42] F.M.I. : Le Fonds monétaire international est une institution internationale regroupant 188 pays, dont le rôle est de « promouvoir la coopération monétaire internationale, de garantir la stabilité financière, de faciliter les échanges internationaux, de contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et de faire reculer la pauvreté ».

B) L'aide publique au développement : une dynamique hégémonique.

La politique française était structurée sur le « pacte colonial » : c'est-à-dire que les colonies devaient fournir à la métropole les matières premières indispensables à son essor industriel et aussi servir de débouchés aux produits manufacturés des entreprises françaises. Les secteurs les plus rentables furent alors développés, comme le cacao au Cameroun, le café en Côté d'Ivoire. Il y a aussi l'exploitation de métaux ou d'hydrocarbures, comme le manganèse, l'aluminium ainsi que la bauxite en Guinée et le pétrole du Gabon avec les diamants de Centrafrique. L'aide au développement constitue une des composantes majeures dans ce jeu de transactions et s'apparente à une variable d'ajustement impérial ou postcolonial.

Il faut attendre 1959 pour percevoir l'idée d'une « aide au développement ». L'aide au développement, dans le cas français, est liée à l'éclatement de l'empire. Elle se situe dans la continuité de la domination impériale et se sert des agents du système colonial. Les fonds disponibles accordés à cette aide, sont en totalité ceux qui étaient consignés dans le fond du développement des colonies. Les justifications morales qui consacrent cette aide contrastent avec les intérêts économiques politiques et stratégiques de la période coloniale que la France tend à préserver.

L'idée était de créer puis sauvegarder une dynamique hégémonique dans les relations franco-africaines afin de maintenir les rapports que l'empire colonial avait construits en Afrique. Cette dynamique s'appuie sur les responsables africains, plutôt que de les contraindre « de force ».Elle résulte, plus profondément, de leur intérêt partagé à la soutenir et repose en ce sens sur des flux stables d'échanges collusifs. Les transactions collusoires ont été définies par Michel Dobry[43] comme des types d'échanges intersectoriels « illégitimes » vis-à-vis des normes officielles. « *La politique de la France en Afrique, tant à l'égard des* arabes que vis-à-vis des noires, est de faciliter leur évolution de façon, notamment à les *prémunir contre la tentation d'accepter les offres des pays communistes. Nous voulons convaincre les africains que, contrairement à ce qui se passerait pour eux s'ils se rapprochaient des démocraties populaires, l'aide que nous l*eur apportons ne comporte de notre part aucune arrière pensée de domination. »[44]

[43] Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations, SciencesPo. Les Presses, publication janvier 1986

[44] De Gaulle précisant les discours à tenir par les autorités françaises, le 20 décembre 1959. Entretien du Général

1) L'adaptation à la politique d'indépendance des Etats africains

La vague des indépendances africaines couvrant les années « 60 » ouvre l'Afrique au « marché de l'aide ». Dès lors, elle condamne la France à adapter son discours, si elle veut garder sous dépendance son ancien empire colonial. La situation s'avère donc particulièrement complexe pour les autorités françaises.

L'aide publique au développement comprend des dons ou des prêts consentis à des conditions financières privilégiées (à un taux inférieur au marché) accordés par des organismes publics de pays riches et industrialisés, avec pour but de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays bénéficiaires de l'aide.

L'aide au développement apparaît, dans ces conditions particulières, comme une ressource permettant de dépolitiser l'influence d'une part, de ménager une sorte de « leadership » français d'autre part. Les autorités françaises entendent en effet « dépolitiser » les problèmes de l'aide aux pays sous-développés », orienter les propositions françaises « dans le sens de l'autorité et du désintéressement », c'est-à-dire afficher des objectifs recueillant l'accord des Américains et parés des vertus de la solidarité. Un programme de lutte contre certains grands fléaux, ou la construction de grands ouvrages d'intérêt public, par exemple l'équipement d'un fleuve, sont envisagés parce qu'ils « frappent l'imagination des peuples »[45]. A l'inverse les questions militaires ne doivent pas être évoquées, de même que les intérêts commerciaux sont laissés sous influence au profit d'une volonté de maintenir la valeur des exportations des pays sous-développés, de favoriser leur industrialisation et leurs cultures vivrières.[46]

De Gaulle avec M. Christian Herter à Rambouillet, le 20 décembre, classé « très secret » ; fonds Michel Debré, CHEVS 2 DE 1964. On retrouve bien ici de manière entrecroisée une logique de « bloc » (maintenir la domination du « monde libre »), et une logique strictement française (éviter les contestations du pouvoir et de la destruction de la communauté).

[45] Voir dossier préparé par un groupe de fonctionnaires sous la présidence de M. Worsmser, directeur des affaires économiques et financières du ministère des affaires étrangères, pour servir de base aux futures délibérations gouvernementales, fonds Michel Debré, CHEVS 2 DE 61.

[46] Julien MEIMON : L'invention de l'aide française au développement discours, instruments et pratiques d'une dynamique hégémonique. Centre d'études et de recherches internationales sciences PO n°21, septembre 2007.

La France s'engage à verser pour cinq ans « une certaine somme annuelle » à ces Etats[47] comme l'indique Michel Debré à De Gaulle.

« Dans la réalité des choses nous conserverions notre pouvoir de décision et les orientations politiques indispensables pour toute aide économique, mais la présentation de la masse d'argent qui, en cinq ans, serait disponible, pour les Etats de la communauté et l'affirmation d'une procédure donnant à l'octroi de cet argent un caractère « plurilatéral » seraient de nature à attirer les Etats de la communauté en même temps qu'à faire de l'effort français une présentation un peu spectaculaire ».[48]

Depuis plusieurs années, la France superpose trois niveaux de coopération, bilatérale, européenne et multilatérale. Au niveau multilatéral, la France participe aux organismes chargés du développement par des contributions financières au capital des grandes institutions financières internationales comme la Banque mondiale ou le fonds monétaire international. La France assure également la présidence du club de Paris où elle joue un rôle moteur dans le traitement de la dette des pays en développement (rééchelonnements ou allégement de la dette). Sur le plan européen, le traité de Rome ne prévoyant aucun mécanisme d'aide au développement, la politique de coopération s'est mise en place progressivement avec les accords de Yaoundé, puis de Lomé ainsi que les accords de Cotonou. Concernant l'aide bilatérale, celle-ci représente la majeure partie de la contribution française au développement. Elle regroupe prêts et dons, l'ensemble des aides apportées à toutes les formes de programmes et de projets de développement, la coopération culturelle, scientifique et technique, l'aide humanitaire ainsi que l'aide d'urgence[49].

2) <u>La préservation de la présence française en Afrique par une politique dynamique.</u>

On constate clairement que cette politique doit permettre de préserver à tout prix sur le continent africain un pouvoir fort et privilégié en faveur de la France. Ceci pour des raisons de

[47] Propositions de Michel Debré au Général De Gaulle dans un projet de note « Bilan et programme » daté du 26 septembre 1960, p.9, Fonds Michel Debré, CHEVS 2 DE2 : La référence au plan Marshall nous permet de préciser que l'initiative du communisme, représente une première expérience pratique d'aide au développement, dans sa triple dimension politique, économique et stratégique.

[48] C'est ce que précise une note ultérieure, datée du 31 octobre 1960, Fonds Michel Debré, CHEVS 2 DE 30.

[49] Revue : Vie Publique, la politique de coopération pour le développement (1958-2007) : l'aide publique au développement, dossier mis à jour le 15/09/2007. 81 et suite.

stabilité politique mais également pour donner à la France un statut de grande puissance avec une « aura » internationale.

C'est dans cette période que les premiers accords de défense et de coopération ont été signés. Ces accords avaient plusieurs objectifs pour la république française. Dans un premier temps, il fallait entretenir le principe de défense commune, contre tout danger venant de l'intérieur du pays ou contre une nation étrangère, la France se réservant la possibilité de prendre la situation en main en dirigeant cette mission de défense, garder les bases militaires en place pour nos unités et surveiller ainsi qu'entretenir les nouvelles infrastructures. Car pour ces nouveaux Etats indépendants cela permet d'avoir un gage de stabilité militaire contre toute attaque interne ou externe, sachant que ceux-ci ont été créés, sans tenir compte des problèmes ethniques et encore moins du tracé des frontières purement artificielles. Il s'agissait d'imposer aux jeunes nations africaines, le modèle de la métropole afin que celle-ci préserve une vrai influence militaire sur ses anciennes colonies.

Enfin les accords de défense ont également comme objectif un axe essentiellement économique car la France par le biais d'aides directes ou détournées, devait acheminer du matériel militaires au profit des africains.

Les accords de coopération permettent également de se protéger au mieux contre l'influence politique, économique, voire militaire que pourraient exercer sur le sol africain d'autres puissances occidentales. Ce dispositif permettra très rapidement la création de fonds de développement, sous le nom de fonds d'aide et de coopération (F.A.C). Conçu comme l'un des principaux outils de la politique de coopération, le F.A.C. est créé en même temps que le ministère de la coopération et d'une certaine manière, il contribue même à lui donner une existence tangible[50] Le fonds d'aide et de coopération est un instrument important dans les transactions Franco-africaines. Un des premiers documents d'expertise sur la politique de coopération, le « rapport Pignon » de 1961, précisera toute l'importance de cette enveloppe budgétaire :

[50] Le décret n°59-462 du 27 mars 1959 est d'une certaine manière l'acte de naissance juridique du ministère puisqu'il crée un ministre, lui donne des attributions, notamment concernant le FAC et les missions d'aide et de coopération et transfert des crédits.

« *Plus que l'existence d'un ministère spécial pour l'aide aux pays ayant des rapports particuliers avec la France, c'est l'existence du F.A.C, où se trouvent rassemblés les moyens budgétaires à eux destinés, qui, pour ces pays symbolise leur situation privilégiée dans l'aide* française ».[51]

Les accords bilatéraux de coopération ainsi que l'aide au développement montrent clairement la zone d'influence de Paris et permettent de percevoir la place « privilégiée » que tiennent les territoires de l'empire. C'est cet espace particulier que matérialisent les « pays du champ », et dont on ne peut difficilement isoler la dimension économique et financière, rendu visible par une institution coloniale, la zone Franc.[52]

Bien évidemment, le plan mis en place par la France au moment de la décolonisation ne procède pas d'un vouloir purement unilatéral, y ont été associés des responsables politiques africains qui eux-mêmes ont approuvé ce dispositif résultant des négociations avec la France ainsi que de transactions qui seront sans cesse adaptées au cours des années 1960 et par la suite.

L'aide au développement répond au souhait de la France de préserver ses intérêts économiques, politiques et stratégiques en Afrique et ne peut en ce sens qu'être présentée sur un mode apolitique et technique.[53]

Les principaux outils de cette « nouvelle politique d'aide à la France » sont issus de la période coloniale, et se concentrent comme le résultat d'une modification d'anciennes politiques, tout en gardant l'avantage d'accélérer la dynamique hégémonique de la France. L'intérêt de ces différents outils, c'est qu'ils s'entrecroisent et se renforcent mutuellement dans l'institutionnalisation de ce dispositif en faveur de la coopération.

Il faut garder en tête que l'objectif final de ces accords de défense et de coopération avait pour but la création ainsi que la mise en place d'armées nationales opérationnelles. Pour ce faire, la politique militaire de coopération s'inscrit dans le cadre juridique de la constitution de 1958 et des nouveaux accords signés avec les pays africains devenus indépendants. Le fait

[51] Pignon (dir), rapport général de la commission chargée de la réorganisation des structures de l'aide et de la coopération aux pays en voie de développement, février 1962 p.66.
[52] Julien MEIMON : L'invention de l'aide française au développement discours, instruments et pratiques d'une dynamique hégémonique. Centre d'études et de recherches internationales sciences po n°21, septembre 2007.p. 67 et suite.
[53] op. cit.

majeur étant la défense commune, Michel Debré, premier ministre de l'époque, rédige le 3 novembre 1960 après les indépendances, une directive concernant la montée en puissance de ces armées nationales africaines ainsi qu'une directive précisant l'organisation de l'aide et de l'assistance militaire promise par Paris à ces jeunes forces de sécurité. Le préambule dispose :

« Il est capital pour la France que les armées nationales des nouveaux pays ayant accès à *l'indépendance soient imprégnées des méthodes françaises, conservent avec l'armée* française des liens spirituels et matériels, et constituent dans tous les Etats de la communauté *d'outre-mer des centres de rayonnement pour la nation française. Pour cela, l'aide et l'a*ssistance militaire doivent être soigneusement organisées. »

L'assistance militaire technique (AMT) a pour mission essentielle, la mise en place de nouvelles armées nationales africaines.

Section II : Une coopération civile et militaire ajustée à chaque Etat africain

Il n'est pas facile de se défaire d'un modèle qui a duré pendant des décennies, surtout quand la séparation s'est faite par « consentement mutuel ».

L'influence française devait persister après les indépendances avec la coopération dans des secteurs importants comme la coopération militaire, que nous étudierons dans un premier paragraphe puis l'assistance militaire technique dans un deuxième paragraphe.

§ I : L'organisation des armées nationales africaines.

Deux types d'armées sont à distinguer au moment des indépendances : les armées classiques, issues d'une transition pacifique entre le pouvoir colonial et les nouveaux gouvernements africains ; les armées populaires, nées de mouvements de libération nationale ou de guerres d'indépendance, ou encore à la suite de révolutions idéologiques ou de contestation du pouvoir en place, survenues quelque années après l'indépendance. Les armées classiques héritent souvent d'une part de tradition militaire de leur ancien Empire colonial[54].

[54] Dominique Bangoura, Docteur d'Etat en science politique, présidente de l'observatoire politique et stratégique de l'Afrique, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, auteur entre autres publications, de les armées africaines

L'effort fait par les autorités françaises montre bien l'importance de cette région du monde. Cette liaison ne s'est pas uniquement traduite sur le plan économique et monétaire. La France a mis en place un maillage d'accords militaires permettant une certaine stabilité de l'Afrique.

A) Un encadrement formé par la France.

Durant les années 50, il était de plus en plus évident que les colonies africaines prenaient le chemin de l'indépendance. Il était dès lors impératif d'accélérer le renouvellement des cadres militaires africains afin d'entretenir une influence française et d'imprégner cette nouvelle élite de la tradition républicaine.

Dès lors, bons nombres d'écoles furent créées : Premièrement l'école de formation des officiers des Troupes d'Outre-mer (EFORTOM) à Fréjus en 1956.
Ensuite, il y eut l'école spéciale militaire interarmes (ESMIA) à Saint Cyr. Puis d'autres institutions furent créées en Afrique comme à Saint Louis au Sénégal, à Bingerville en Côte d'Ivoire, à Ouagadougou au Burkina-Faso (ex-Haute Volta), à Kati au Mali ou encore à Brazzaville au Congo.[55]

En l'espace d'une décennie, il y eut un progrès important effectué mais cela n'était pas encore suffisant car avec la décolonisation, la répartition entre pays semblait clairement inégale. En 1950, l'Afrique francophone avait un colonel, trois commandants, trois capitaines, cinquante-neuf lieutenants et sous lieutenants. Dix ans plus tard, en 1960, elle comptait 4 colonels, 6 commandants, 31 capitaines, 157 lieutenants et sous lieutenants.

1) Le partage des moyens militaire sur le continent africain

Dans le domaine purement militaire, l'indépendance s'était traduite par un partage simpliste des individus et des matériels en prenant en considération, la taille de chaque Etat. L'organisation ainsi que l'encadrement étaient influencés par la tradition française.

1960-1990, CHEAM- la Documentation Française.
[55] D Boulet : « La présence militaire française en Afrique noire depuis 1960 ; Un facteur de stabilité » : D.E.A. Défense Nationale et Sécurité Européenne de Lille II. p. 18 et suite, 1993-1994.

Beaucoup d'officiers formés par la France occupèrent les postes les plus prestigieux. Lors du transfert de compétence, les élites africaines de l'armée française semblaient être les seuls à prétendre prendre en mains les nouvelles armées nationales indépendantes. Ces militaires étaient devenus des hauts gradés, et même présidents de leur pays pour certains d'entre eux, même s'ils le sont devenus par le biais des armes en organisant un coup d'Etat.
Citons, Jean Bedel Bokassa en république centrafricaine, Lamizana en Haute Volta (Burkina-Faso actuel), Christophe Soglo, Kouandé, Alley et de Souza au Dahomey (Bénin aujourd'hui), le cas de Moussa Traoré au Mali, Kountché au Niger, Malloun au Tchad. Cela s'est également produit de la même façon pour d'autres pays d'Afrique qui ont voulu établir des régimes plus progressistes.

2) <u>La préférence militaire en fonction de l'histoire de chaque pays</u>

Certains Etats vont préférer avoir des armées populaires. Le Bénin, le Congo ou encore la Guinée vont choisir d'avoir une armée de ce type. Cependant, cela ne s'est pas fait à la suite d'une guerre de libération comme ce fût le cas en Algérie. Mais c'était un cheminement logique de leur stratégie politique. Cette transition fût spécifiquement politique en Guinée après que Sékou Touré eût refusé le projet du Général De Gaulle lors du référendum du 28 septembre 1958. Il se passera une chose similaire au Bénin où l'instabilité politique due aux nombreux coups d'Etat amènera le colonel Mathieu Kérékou à la tête de l'Etat, le 30 novembre 1972, qui s'orientera vers une voie Marxiste-Léniniste.

Au Congo en 1963, le pouvoir sera conquis par un civil, Massembat-Débat qui opte pour une ligne socialiste. Celui-ci sera déchu le 31 juillet 1968 par un militaire, Marien Ngouabi.
De plus en plus, cette particularité entre armée classique et armée populaire tend à disparaître, car depuis la fin de la guerre froide, cela n'a plus de raison d'être. Par contre les armées du continent africain conservent toujours certaines spécificités.

B) <u>Les particularités des armées africaines.</u>

Les armées africaines de la zone francophone sont considérablement imprégnées par leur passée colonial. A l'indépendance, les ex-pays coloniaux ont rapidement placé au pouvoir des

leaders qui ont donné aux anciennes puissances une grande liberté pour continuer à influencer le cours de l'histoire politique dans chaque pays. De ce passé nait un autre principe qui est celui de la subordination du militaire à l'homme politique, ce qui est démontré par les différents textes, les constitutions, les lois ou encore les décrets. Ceux-ci en théorie montrent la supériorité du politique sur le militaire. Cependant, dans la pratique, il en va autrement.

Dans bon nombre de pays d'Afrique à chaque moment ou l'institution militaire s'est véritablement sentie menacée ou que le pouvoir civil en place montrait de réels signes de faiblesse, l'armée s'est sentie obligée d'intervenir afin de rétablir l'ordre national. Cela permettait également à l'institution militaire de mettre en avant l'importance de son rôle au sein de la nation.

1) Le pouvoir civil dominant : une exception en Afrique

Les relations civiles et militaires, en Afrique en général, sont antagoniques et ne peuvent, de ce fait, traduire le caractère démocratique de certaines sociétés ou de certains Etats de ce continent. Elles semblent encore être largement tributaires de doctrines, de mythes ou de perceptions élaborés depuis l'indépendance des nations africaines. Les armées de ces pays en développement se sont transformées en appareils de répression et en instruments d'éradication de la menace communiste le plus souvent invisible mais toujours supposée et omniprésente. Les relations heurtées et contradictoires entre les civils et l'armée sur le continent africain ont été façonnées par plusieurs mythes fondateurs comme le mythe de l'intellectuel subversif, le mythe de l'obéissance aveugle, le mythe de la contamination de l'armée par les intellectuels de gauche, le mythe de l'exclusivité de la pensée stratégique et du monopole de la réflexion sur la défense nationale, le mythe de la supériorité du sentiment patriotique, le mythe du système autarcique parallèle et différent du système civil. Progressivement, tous ces mythes seront déconstruits aux fins de refondation, en contexte démocratique, d'une nouvelle approche des rapports civils et militaires.

Le respect du principe d'obéissance dépend de la capacité des institutions civiles à être sur un plan d'égalité avec le pouvoir militaire. Parfois, ce fragile équilibre a été trouvé au sein de l'histoire postcoloniale africaine.
Au sein de l'Afrique francophone, quatre Etats n'ont jamais connu de régime militaire.

Il s'agit tout d'abord de la Côte d'Ivoire ainsi que du Sénégal. La raison principale résidait dans la forte personnalité de leurs présidents qui étaient Houphouët-Boigny pour la Côte d'Ivoire et Sédar Senghor pour le Sénégal. Pour le Cameroun et le Gabon, la stratégie a consisté à inclure dans chaque gouvernement civil quelques militaires et ceci depuis les années 60.

Bien souvent l'armée est également perçue comme un facteur de stabilité car elle influence considérablement l'idée de nation, même si les effectifs des armées sont peu nombreux.
Cependant sur le continent africain, ce critère de solidarité nationale n'est pas toujours un atout pour l'armée. En effet les effectifs des armées africaines sont peu nombreux.

Un autre problème se pose, c'est que bien souvent pour maintenir un dirigeant à son poste, les cadres, officiers militaires sont directement recrutés au sein de la tribu, ethnie ou communauté du président en fonction. Dès lors, une grande partie de la population se sent rejetée, voire trompée. Ce fut le cas en Côté d'Ivoire avec l'ethnie des Baoulés, ce qui permet aux détenteurs du pouvoir de rester en place pour de longues années notamment grâce aux soutiens familiaux qui deviennent en quelque sorte le socle de l'unité de certains pays africains.

2) <u>L'armée : Un instrument du pouvoir</u>

L'armée africaine est donc un réel moyen pour accéder au pouvoir et dès lors s'enrichir, car c'est l'unique corporation structurée capable d'intervenir de manière efficace dans la vie politique, ce qui a suscité une réelle méfiance des politiques par rapport aux militaires.
La prise en considération de ce risque a incité les dirigeants à contrôler l'institution militaire et à créer en parallèle des unités paramilitaires.

Ce fut le cas en Côte d'Ivoire en 1963 ; lors de troubles politiques, l'armée fût réorganisée et le pouvoir fît réduire ses effectifs de cinq mille hommes à trois mille cinq cents hommes, une milice de six mille soldats a été créée, reprenant en son sein des anciens combattants et des membres du parti en place.

Cette façon de gérer les crises en Afrique s'est reproduite dans plusieurs Etats comme en République Centrafricaine ou au Gabon et c'est toujours le cas aujourd'hui. Il y a concrètement deux armées parallèles et on se sert de l'une ou de l'autre en fonction des intérêts que l'on veut défendre.

On confie également à l'armée des tâches qui ne sont pas toujours dans sa sphère de compétence. Les institutions militaires sont sollicitées pour se mettre au service d'autres tâches comme le développement économique et social de la nation. Ce sont des travaux d'intérêt public que l'armée avec son savoir-faire et son équipement peut réaliser.
Les forces armées sont de plus en plus amenées à protéger des intérêts particuliers, ce qui ne correspond pas à leur rôle initial.

On lui demande aussi de former la population avec l'instauration d'un service civique, le résultat escompté est double : premièrement permettre aux appelés d'acquérir une éducation citoyenne de bonne qualité et deuxièmement, leur transmettre un réel savoir-faire dans divers domaines afin que dans leur emploi futur ces jeunes contribuent au développement de leur pays. Cette façon de faire avec l'appui des forces armées a été mise en place en Côté d'Ivoire, au Mali, au Sénégal ou également en République Centrafricaine notamment lors des indépendances.

Cette façon d'entreprendre est le digne héritage des traditions créées par l'armée française. Etant le seul corps organisé après la décolonisation, les armées africaines ont donc malgré elle été amenées à s'immiscer dans la vie politique des nouveaux Etats indépendants.
Cette filiation entre l'ex-armée coloniale et les nouvelles armées africaines réside surtout dans la formation militaire que celles-ci ont reçue de la France.

§ 2 : Les différents aspects de l'aide militaire française.

Le principal objectif était la défense commune. Au lendemain des indépendances, la France a prolongé ses liens étroits avec ses anciennes colonies en menant une politique de coopération multiforme, dans bon nombre de domaines et notamment militaire, visant à garantir une stabilité qui puisse conforter son influence. Cette politique impulsée depuis les années 1960 par la France lui permet de garder une place importante au sein de la géopolitique mondiale au même titre que les Etats-Unis d'Amérique, la Chine ou encore la Russie.

A) L'assistance militaire

Le colonialisme a entrainé un contrôle militaire des peuples colonisés. La décolonisation ne devait pas le remettre en cause. Ainsi, parmi les accords de coopération signés entre la France et les pays africains devenus indépendant figurent les accords militaires.
Le plus intéressant pour Paris, ce sont les accords de défense qui assurent une présence française sur le continent africain. Cependant avec le temps et la nouvelle conjoncture mondiale, le nombre d'Etats signataires s'est considérablement amoindri. Seuls quelques pays y participent, le Cameroun, Djibouti, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Sénégal, le Togo et les Comores. Concernant le Tchad, c'est une « convention pour le maintien de l'ordre » qui le relie à la France.

1) La coopération : socle de la présence française en Afrique.

Lors de la douzième conférence des chefs d'Etats de France et d'Afrique qui s'est déroulée en décembre 1985, François Mitterrand fait l'éloge de la « coopération » Franco-Tchadienne. Celui-ci en profite pour souligner, certes avec élégance, la non signature d'accords du même type par d'autres Etats :
« La France a des accords de coopération et de sécurité, de défense avec un certain nombre de *vos pays. A l'égard de ces pays, elle est tenue de respecter ses engagements, et elle les* respect*era s'il le faut… Que ceux qui ont fait confiance à la France par ces accords continuent d'avoir pleine confiance. Que ceux qui n'ont pas jugé bon d'agir de cette façon mais c'est leur propre autorité et bien entendu, ils sont aussi respectables sachant qu*e la France est leur amie ».

En conséquence, ces accords rendent certains Etats plus amis de la France que d'autres, ceux qui ont signé simplement des accords d'assistance militaire et technique le sont moins que les autres.[56]

[56] Jean Nanga : Françafrique ; les ruses de la raison postcoloniale. Printer-Friendly version 2006.

2) Son fondement juridique.

Ces accords d'assistance militaire et technique ne sont pas insignifiants puisqu'ils accordent à la république française le monopole de l'encadrement des institutions militaires de ces pays. Le Gabon constitue un cas concret d'assistance technique néocoloniale.

« *La république française s'engage à apporter son concours à la république Gabonaise pour la formation des cadres de son armée. La république Gabonaise s'engage en retour à ne faire appel qu'à la République française pour la formation de se*s cadres ».

La force conférée à l'institution militaire par ce type d'accord explique le long règne de certains dictateurs pendant des décennies, les coups d'Etat militaires ayant privé de pouvoir, et dans bien des cas de manière violente, des hommes et des partis qui désiraient développer leur pays.

Les conspirations pour l'ordre établi, troubles politiques pour l'ère dite démocratique consistent à changer un autocrate abusant de son autonomie par un militaire de haut rang, à qui on a donné pour la circonstance un statut de démocrate. Nombreux sont ceux qui ont joué ce rôle. La coopération militaire a servi à l'expérimentation de la pensée militaire française[57]pour l'Afrique.

B) L'assistance militaire technique (A.M.T)

Une assistance militaire technique a pour vocation à long ou moyen terme de laisser la place aux armées nationales du pays, en l'occurrence aux armées africaines. Cette mission a été facilitée par la présence des forces françaises stationnées dans les Etats nouvellement indépendants. Leur nombre était de l'ordre de 24000 officiers, sous-officiers et Marsouins (TDM) sur le continent africain en 1964. Ces régiments appartenant aux Troupes de Marine

[57] Entretien avec le Général Delaunay du 24 septembre 2009 à Lille.

ont dés lors fourni à cette époque une grande partie des premiers cadres militaires pour l'Afrique.

Dans le cas de l'assistance française en Afrique, celle-ci représente près des deux tiers des dépenses de coopération. L'assistance militaire technique débute dès les années 60. A cette époque treize pays disposaient de la coopération française. Depuis leur nombre n'a cessé d'augmenter, jusqu' à atteindre vingt trois pays dans les années 90. Elle remplit trois types d'activités : la mise à disposition d'experts français, l'accueil sur le sol national de stagiaires, la fourniture de prestations et de matériels. A cela, s'ajoute la dotation des concours financiers, dont on ne peut mesurer l'amenuisement jusqu'à l'époque actuelle : ils avoisinent les 570 millions de francs depuis quelques années, en baisse de près de 30% par rapports aux années passées. Cette forte diminution des besoins estimés de l'aide budgétaire, qui ne fait que prolonger les fortes diminutions des années antérieures, traduit l'achèvement du programme exceptionnel d'accompagnement de la dévaluation du franc CFA. L'essentiel de la diminution porte sur les crédits de bonification de prêts d'ajustement structurel qui baissent de 165 millions de francs pour atteindre 130 millions de francs et les dons en faveur de l'ajustement structurel qui baissent de 75 millions de francs pour atteindre 350 millions de francs.

Concernant les personnels humains, ses effectifs ont chuté depuis 1964 et surtout depuis les années 80 pour atteindre aujourd'hui moins de huit cents hommes. Ils ont participé à des opérations, notamment l'opération française au Tchad, les premières troupes françaises débarquent le 25 août 1968 pour soutenir l'armée Tchadienne. Les rebelles seront repoussés alors qu'ils menaçaient la capitale, N'Djaména. Les forces françaises repartent le 25 novembre 1968, mais rien ne se règle vraiment. Le 28 août 1972, après que la France ait subi des pertes dans une embuscade le 11 octobre 1970, celle-ci décide officiellement la fin des opérations et le début de l'assistance militaire technique par les forces françaises. A partir des années 1980, les interventions françaises sur le sol africain avaient un nouveau visage, « militaro-humanitaire ». L'époque a changé, les Troupes de Marine ne sont plus considérées comme les soldats de l'Afrique par excellence mais en plus ils doivent oeuvrer dans un cadre international, voire multilatéral.

Les militaires français envoyés sur place ont pour mission de former les armées locales car ce sont des spécialistes dans leur domaine. En plus de cela, ils ont un rôle de conseil et de

commandement. Leur mission est d'assurer l'entraînement, la maintenance et la gestion des matériels.

1) L'aide matérielle apportée par la France.

Dans beaucoup de cas les conventions conclues entre les pays africains et la France ont réservé le marché des armes à l'ancienne puissance coloniale. L'accord signé en 1960 entre la France et le Gabon interdit aux autorités gabonaises de s'armer auprès d'une autre puissance.

Lors des indépendances, les anciennes colonies françaises ont été dotées de matériels français. Une maintenance a donc dû être mise en place. Ces matériels devenant défectueux, les pays africains demandent à la France de les aider à les réparer, voire les changer. Ces formulations se fondent sur la présence de conseillers français dans cette zone du monde à la suite des accords conclus tant dans le domaine politique qu'économique.[58]

Les demandes d'aides faites par l'Afrique envers le gouvernement français ne cessent de s'amplifier, d'une part à cause de facteurs purement économiques, la baisse du prix des matières de première nécessité, d'autre part, à cause des crises politiques qui amènent un désordre auquel les Etats africains ne peuvent faire face seuls.

L'aide en matériels de la France est très prisée. Cependant l'industrie française ne faisant qu'un faible chiffre d'affaires en Afrique, celle-ci ne répond pas toujours présente lors des multiples sollicitations. La part des exportations sur ce continent était passée de 1.6% à 5.3% entre 1980 et 1988. Ce sont des chiffres très faibles, car les Etats africains manquent de réels moyens financiers.

[58] Entretien avec le Général Delaunay du 24 septembre 2009 à Lille.

2) L'aide à la formation dans les années 60

Avant l'accession à l'indépendance, la France avait accéléré la formation d'officiers et de sous-officiers africains. Par ailleurs beaucoup de nations africaines créèrent des écoles militaires comme le Bénin, le Cameroun, le Congo, la Côté d'Ivoire, le Sénégal. La mission militaire de coopération (M.M.C) instaura également des écoles interafricaines.
Une école d'infanterie au Sénégal, une école d'administration au Togo, une école de transmissions en Côté d'Ivoire et une école d'Arme blindée au Zaïre.[59]
Avec le temps et le développement des unités scolaires africaines, il était logique de réserver l'accès aux écoles françaises à la formation des Hauts Gradés. Le maximum fut atteint en 1987 avec deux mille deux cents militaires depuis le chiffre tend vers la baisse.

La durée de ces stages varie entre trois mois et trois ans à l'exception des médecins, et ont lieu à Saint Cyr (Terre), Aix en Provence (Armée de l'air) et à l'école Navale (Marine nationale). La mission militaire de coopération (M.M.C) prend à sa charge tous les frais, seul le salaire est payé par le pays d'origine. Aujourd'hui, la stratégie mise en place est de former les militaires africains sur le sol africain afin de recevoir une formation adaptée au terrain par le biais du savoir-faire français. Cependant l'armement est celui octroyé par la France car l'Afrique ne dispose pas d'usine d'armement. Dès lors, ce continent ou plutôt l'Afrique francophone reste donc soumise à l'aide française.

3) La coopération militaire : un lien fort entre la France et le continent africain.

La coopération militaire française en Afrique se dessine comme un lien majeur de la présence française sur ce continent. Cette mission de coopération militaire, au lendemain des indépendances des nations africaines concernées est une relation très étroite avec ce continent. En effet, ces Etats nouvellement indépendants n'étaient pas toujours prêts, sur un plan purement militaire, face aux autres nations africaines (anglophones) ou par rapport aux autres pays du globe surtout en pleine guerre froide.

[59] D Boulet : « La présence militaire française en Afrique noire depuis 1960 ; Un facteur de stabilité » : D.E.A. Défense Nationale et Sécurité Européenne de Lille II. p. 18 et suite, 1993-1994.

Cette politique de coopération désirée par le général de Gaulle et qui est toujours poursuivie par ses différents successeurs jusqu'à aujourd'hui par le président Hollande, avait pour objectifs, entre autres, de garantir la stabilité politique ainsi que de préserver la sécurité des frontières de ces nouveaux Etats sur l'échiquier mondial. L'autre objectif de la France était de garder une influence politique réelle dans des zones régionales qu'elle connaissait parfaitement.

L'apport de la France sur ce continent dans plusieurs domaines (militaire, financier, éducatif…) reste une nécessité pour les nations africaines.[60] Notamment depuis les années 80 où de nombreux pays africains se sont dotés d'une Marine nationale ainsi que d'une flotte aérienne pour lesquelles les contraintes technologiques sont importantes et complexes d'où l'aide de la république française qui est plus que nécessaire.[61]

Les objectifs de l'assistance militaire française s'orientent ces dernières années vers un semblant de désengagement, mais la dépendance des pays africains reste forte.

La coopération française bénéficie aussi de la présence de soldats français sur le continent africain. En effet, les forces militaires françaises positionnées en Afrique, le sont dans des pays qui ont signé les accords de défense. Cependant ces unités françaises s'impliquent au sein d'un dispositif global, relatif aux engagements passés entre la France et les nations africaines.

[60] Entretien avec le Général Delaunay du 24 septembre 2009 à Lille.
[61] [61] D Boulet : « La présence militaire française en Afrique noire depuis 1960 ; Un facteur de stabilité » : D.E.A. Défense Nationale et Sécurité Européenne de Lille II. P. 18 et suite, 1993-1994.

Conclusion du chapitre

Au lendemain de la décolonisation, la France a voulu garder un lien privilégié avec ses anciennes colonies. Pour cela, elle décide de mettre en place avec l'accord des nations africaines, la coopération afin de permettre aux pays africains de s'émanciper, en contrepartie la France a fondé cette collaboration étatique sur un fondement juridique spécifique que sont les accords de défense, ce qui permet à la France d'intervenir en Afrique quand elle le souhaite grâce notamment aux clauses secrètes que comportent ces accords.

Aujourd'hui, les missions de coopération, particulièrement en Afrique, ont été fortement réduites. Cependant, la participation à la formation et au soutien logistique des armées africaines, principalement dans le cadre du concept « RECAMP », continuera à être une mission de coopération essentielle. Les missions opérationnelles actuelles de l'armée de terre s'inscrivent dans le cadre du concept de défense qui s'articule autour du triptyque, prévention, projection, protection.

Chapitre 2 : Nature et effets juridiques des accords de défense Franco-africains

Les premiers accords bilatéraux signés durant l'été 1959 entre la République française et les Etats africains codifient la relation hégémonique qui se noue alors : La coopération est une condition du transfert de souveraineté ainsi établie, et prend donc la signification que lui avait donnée « malgré lui » Houphouët-Boigny, le 31 mars 1957.

« *Il nous était beaucoup plus facile d'emballer les foules avec le slogan de l'indépendance absolue des peuples colonisés. Nous avons résisté à la démagogie… Il est* heureux et réconfortant de constater que les masses ont fait confiance à ceux qui ont accepté la voie de la coopération ».[62]

Relevant d'une procédure juridique originale, puisque proches du traité ou de l'accord international sans que pour autant existe une réciprocité,[63] 138 conventions ou accords de coopération sont alors signés par la France et les nations décolonisées entre le 7 juillet 1959 et le 17 juillet 1963. Concrètement, les accords de coopération sont généralement signés quelques minutes seulement après les accords de transfert de compétences[64].

Ces « accords de coopération » portent essentiellement sur les domaines qui faisaient l'objet des compétences communes de la « communauté ».[65] Ils comportent généralement une clause militaire parfois consignée dans une annexe secrète, intéressant d'abord l'Hexagone, lui permettant de conserver des soldats français en Afrique. La présence militaire française en Afrique est une priorité stratégique du gouvernement français qui justifie par la « sécurité » le maintien de ces troupes, comme l'affirme Maurice Couve de Murville devant les députés en Avril 1959.[66]

[62]Cité par Alfred Grosser : l'explication politique, une introduction à l'analyse comparative (1972), p.352. Paris, A. Colin. (Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques).
[63]Maurice Ligot (1974), Jacques Vaudiaux (1970).
[64] C'est le cas du Tchad par exemple, dont Bernard Lanne, ancien administrateur de la France d'Outre-mer devenu directeur de cabinet du chef de gouvernement tchadien durant cette période, conte l'histoire. Voir Bernard Lanne, « L'indépendance du Tchad », dans Charles Robert Ageron, Marc Michel(dir), (1992).p.445-456.
[65]Julien Meimon : L'invention de l'aide française au développement discours, instruments et pratiques d'une dynamique hégémonique, p20.
[66] Ibidem

« Dans la conjoncture présente, il est essentiel que les occidentaux concertent en Afrique leur politique et ajustent leur régime de conduite ; il faut aussi faire en sorte que la *sécurité de l'occident soit organisée en Afrique, comme elle l'est en Europe* ».[67]

L'organisation de la sécurité de l'Occident en Afrique impose potentiellement pour Paris, de rétablir un régime africain menacé par une rébellion ou d'organiser un coup d'Etat pour y placer un homme de confiance. Cette dimension militaire de la politique africaine de la France est primordiale durant les années 1960[68] et ne s'estompera pas par la suite, comme le démontrent les interventions successives de l'armée française.

Dans une première section nous étudierons la Genèse des accords de défense de la première génération puis dans un second temps, nous nous attacherons à mettre en exergue l'application inégalitaire des accords de défense.

Section I : Genèse des accords de défense de la première génération

La décolonisation est diversifiée en fonction des pays, elle est complexe et progressive. Elle est organisée par la loi cadre Deferre de 1956. On l'appelle loi cadre car elle permet au gouvernement de statuer par décret dans un domaine réservé généralement à la loi. Celle-ci crée dans les territoires d'Outre-mer des conseils de gouvernement élus au suffrage universel, ce qui permet aux institutions locales de devenir un peu plus autonomes, même si le scrutin reste lui, défavorable aux locaux. Cette loi sera par la suite complétée par plusieurs décrets d'application concernant les territoires et départements d'Outre-mer. Cependant, cette loi de 1956 ne s'appliquera aucunement au cas de l'Algérie française, qui relève expressément du ministère de l'intérieur, où le double collège qui désavantage les populations indigènes sera supprimé en 1958. Avec la décolonisation c'est le concept de coopération qui devient le nouveau cadre théorique des relations entre la France et ses anciennes colonies sous la

[67]Discours prononcé par le ministère des affaires étrangères devant l'assemblée nationale, le 28 avril 1959, Fonds Michel Debré, CHEVS 2 DE 61.

[68]On en trouvera le détail pour la période gaullienne notamment dans les ouvrages de Pierre Péan, affaires africaines, Paris Fayard, 1983 et l'homme de l'ombre, Paris, Fayard, 1990 et pour la période mitterrandienne dans ceux de Jean-François Bayart et en particulier la politique africaine de François Mitterrand, Paris, Karthala, 1984. Quelques compléments figurent dans les livres consacrés à la cellule africaine de l'Elysée et à ses agents dont le rôle est toujours central en la matière. Voir par exemple, Jacques Foccart et Philippe Gaillard (1995) : Stephen Smith et Antoine Glaser, ces messieurs Afrique, 1et 2.

République Gaullienne. C'est une politique de réseaux à la discrétion du président. La coopération peut être une forme de néo-colonialisme puisque celle-ci est normalisée et rattachée au ministère des affaires étrangères. La politique de réseau est le fondement de la coopération, sachant qu'elle est encore et toujours d'actualité. La France va s'impliquer dans la sécurité du continent africain avec des interventions armées multiples afin de protéger, conserver ou maintenir des pouvoirs menacés au sein de la zone « pré-carré ».

Dans un ouvrage polémique de 1998, « la Françafrique », François Xavier Verschaeve définit le concept de « françafrique » afin de décrire une politique fondée sur les intérêts partisans[69] de la France.

A partir de 1959, douze anciennes colonies (Togo, Côte d'Ivoire, Tchad, République Centrafricaine, Congo Brazzaville, Cameroun, Gabon, Niger, Comores, Djibouti, Dahomey) vont signer un accord de défense avec la République française, la France leur assurant une intervention automatique en cas d'agression extérieure. Si le contenu de ces accords de défense oblige à s'interroger sur le risque réel ou non d'agression extérieure, celui-ci n'apparaît sûrement pas comme étant l'unique motivation de ces accords. Afin de mieux comprendre cette façon de faire des autorités françaises, il ne faut pas oublier de prendre en compte les clauses de maintien de l'ordre. En effet, au vu de la situation politique des pays africains au sortir de l'indépendance, on se rend mieux compte à quel point les gouvernements de ces pays pouvaient effectivement avoir besoin du soutien de la France.

La France a dès lors entrepris de mettre en place des accords de défense avec un certain nombre de pays africains et ainsi d'assurer une coopération franco-africaine dans tous les domaines. Ces principes, qui fondent la politique française, s'inscrivent naturellement dans le cadre de la diversité et de la singularité de chacun des pays avec lesquels des accords ont été passés.

Dans ces circonstances la France décide de tisser un réseau d' « accords de défense » avec les pays africains faisant partie de son ancien empire colonial. Ceux-ci, sous couvert d'une protection par les autorités françaises de leur sécurité externe, servaient également à assurer leur stabilité par rapport à une éventuelle tentative de subversion interne. Une majorité de

[69]François Xavier Verschaeve, Françafrique : le plus long scandale de la république, éditions stock, 1998.

spécialistes comme Antoine Glaser (ancien directeur de la lettre du continent), Georges Gourade (géographe, directeur de l'institut de recherche pour le développement IRD) qui a dirigé la revue Politique Africaine de 1996 à 2000). Bernard Lugan, historien et spécialiste de l'Afrique, Charles-Robert Ageron, spécialiste de l'Algérie coloniale, Pascal Blanchard, historien spécialiste de l'Empire colonial français, Pascal Chaigneau, Sada Hugo, Mohammed Yussuf, Hewane Serequeberhan, Félix Nkundabagenzi et bien d'autres encore, soulignent que depuis 50 ans, la politique diplomatique et de défense de la France en Afrique évolue sans aucune rupture tout en prenant en considération les grands bouleversements mondiaux et en s'y adaptant.

Généralement, on explique que le maintien de relations privilégiées était une nécessité dans le contexte géopolitique de la Guerre Froide. En effet, sous la protection de la France, les Etats africains n'avaient pas à se soucier des intentions impérialistes des deux superpuissances à leur égard, conformément à l'idéologie franco-américaine qui est fondée essentiellement sur le pragmatisme et la recherche de l'efficacité, face aux multiples guerres qui gangrènent le continent africain. Ces crises sécuritaires qui s'étalent à partir de la bande sahélo-saharienne, ne datent pas d'aujourd'hui. La France ainsi que les USA savent que sans une aide mutuelle, elles n'arriveront pas à endiguer ces conflits. C'est une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis d'Amérique n'ont jamais interféré dans la relation France-Afrique ou même renversé un gouvernement africain allié de la France, alors même que certains d'entre eux ont adopté le marxisme comme référence politique. A l'inverse, les Etats-Unis n'auront aucun scrupule à intervenir dans les Etats qui ne bénéficient pas d'une protection française. L'exemple le plus frappant est le retrait par la force de Patrice Lumumba[70] (premier ministre congolais du 23 juin 1960 au 13 septembre 1960) du pouvoir, président légitime du Zaïre (aujourd'hui République Démocratique du Congo), jugé trop proche du bloc de l'Est (Moscou). Celui-ci sera remplacé par Joseph-Désiré Mobutu, qui sera durant toute sa vie considéré comme un agent de la C.I.A. (Centrale Intelligence Agency).

[70] En 2000, le sociologue belge Ludo De Witte publie chez Karthala, L'Assassinat de Lumumba, dans lequel il met en cause les responsables belges « qui ont dirigé toute l'opération du transfert de Lumumba au Katanga, jusqu'à sa disparition et celle de son corps ». En 2001, la commission d'enquête belge note une forte implication anti-Lumumba du gouvernement belge. L'implication belge dans la chute puis la mort de l'ancien premier ministre est donc forte.
En 2003, le documentaire télévisé sur Arte, CIA guerres secrètes explique que Mobutu a fait dissoudre le corps de son rival dans l'acide, après l'avoir fait assassiner.

La position soviétique était tout autre, elle admettait une proximité des pays africains avec la métropole française mais interdisait formellement tout rapprochement avec les Etats-Unis. La présence française a été, de ce fait, salvatrice pour les pays africains et constitue une garantie contre l'influence ou même l'ingérence des américains ou des russes dans les affaires internes africaines. Cette politique a été marquée par deux évènements majeurs, d'une part la chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement du monde bipolaire qui a entraîné une « démocratisation » du continent africain, d'autre part à une deuxième inflexion, l'effet de la mondialisation qui a conduit inéluctablement à une certaine internationalisation des politiques ainsi qu'au développement du multilatéralisme.

§ 1 : Le cadre général et les clauses spécifiques des accords de défense

En ayant conduit l'Afrique vers une décolonisation pacifique pour l'Afrique subsaharienne et plus complexe pour l'Algérie, la République française en a profité pour négocier le maintien d'une partie de ses forces armées sur le terrain. Celle-ci l'a fait par le biais d'accords de défense, d'assistance ou technique, ce qui lui a permis de garder des relations privilégiées avec ces nouveaux Etats accédant à l'indépendance. La France a, de ce fait, mis en place un ensemble d'accords politico-militaires qui lui permet de sauvegarder son influence culturelle, économique et politique sur la majorité de ses anciennes colonies. La tendance française est de privilégier la formation des militaires africains sur leurs propres sols, qui ensuite dispenseront un enseignement conforme aux réalités du terrain africain. La France apporte également une aide non négligeable sur le plan matériel[71].

[71] Confer les développements du chapitre.1.

A) Les clauses communes à tous les accords.

Les accords sont de plusieurs types :

- Des accords de défense qui impliquent un engagement de la France en cas d'agression militaire contre un pays signataire

- Des accords d'assistance : l'Etat français apportera une aide technique et de matériels aux Etats signataires.

Il est nécessaire de détailler ce dispositif militaire français notamment en Afrique noire, qui repose sur trois niveaux.

- Si un conflit éclate, la France laisse la priorité à l'armée locale pour résoudre celui-ci.

- Si cette armée locale n'arrive pas à en venir à bout même avec l'aide matérielle apportée par la France, alors les forces françaises positionnées en Afrique peuvent dans certains cas intervenir. Ce dispositif constitue le deuxième niveau.

- Enfin, le troisième niveau, c'est l'envoi par la France d'une force d'intervention capable de s'opposer à l'action adverse. L'Etat français a, de ce fait, maintenu une présence militaire forte sur le continent africain malgré la décolonisation. Cette présence française en Afrique a des fondements juridiques solides, notamment avec des accords bilatéraux qui comportent des clauses spéciales.

Le maintien d'une coopération militaire devient une nécessité pour les Etats nouvellement libres. La France et ses anciennes colonies signeront des accords de coopération par lesquels l'Etat français s'engage à donner une assistance matérielle et technique dans tous les domaines nécessaires au bon fonctionnement de la nation.

1) La base juridique

Lors de l'accession aux indépendances des différents Etats africains, la France a voulu délibérément maintenir avec certaines de ses anciennes colonies des liens forts, car ces nations présentaient un intérêt géostratégique et géopolitique vital pour l'Etat français en raison de l'impact économique des relations africaines. En effet, l'Afrique dispose de 30% des réserves mondiales des matières premières minérales non énergétiques et des matières premières autres telles que les hydrocarbures, l'uranium ou le lithium. Pour de nombreux pays africains, les exportations de matières premières représentent une source essentielle de revenus depuis les indépendances. En même temps, ces matières premières rendent les économies africaines plus fragiles, car elles sont dépendantes du marché mondial, des fluctuations de prix et de demande. Ces richesses entraînent d'autres effets négatifs tels que la corruption ou les conflits pour la répartition des matières premières.

Les accords de défense signés après l'indépendance avec le Congo, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Gabon, Madagascar, la Mauritanie, le Niger, la République centrafricaine, le Sénégal, le Tchad, le Togo, montraient la volonté de l'Etat français de préserver la stabilité politique et militaire dans certaines régions, cette stabilité régionale lui permettant également de continuer ses importations de matières premières en leur assurant la sécurité de leur exploitation et de leur acheminement. De plus, cette présence militaire française sur le sol africain permettait aux autochtones de ne pas craindre une agression venue de l'extérieur. Cette situation arrangeait tout le monde. Cependant le bénéfice de cette action était plus favorable à l'Etat français qu'aux Etats africains, à tel point que bon nombre de pays ont demandé à faire évoluer ces accords vers une plus grande souplesse en leur faveur ou les ont même dénoncés, comme le Bénin, le Congo ou Madagascar. Cela semble une évidence qu'aucune nation africaine n'est libre si elle est soumise à des accords de défense ou à des traités bilatéraux dont le véritable objet est d'adapter la nouvelle situation juridique des années 1960 du continent africain à la domination par l'occident.

On comprend que la France ait toujours voulu conserver des relations privilégiées avec les pays africains, car ceux-ci présentent un grand intérêt sur un plan économique, politique, militaire et géostratégique. Ces accords permettent à la France de posséder plusieurs points d'appui au sein du continent africain. Prenons le cas de Djibouti, qui permet un accès au canal de Suez, le Sénégal qui permet de couvrir l'Afrique de l'Ouest, ou les Comores qui sont un

point géostratégique au sein de l'Océan Indien. Cependant avec le temps, la France préfère se faire plus discrète dans ses interventions et surtout plus subtile en raison du contexte international. De ce fait, l'intervention militaire directe de la France n'est plus de mise sauf lorsque la sécurité des ressortissants français ou européens est révélée. Alors la France ordonne une action militaire d'ordre humanitaire. Les autres formes d'intervention sont soumises à deux conditions qui doivent être réunies : la demande d'aide française d'un gouvernement africain et la constatation d'une agression extérieure caractérisée.

En fait, ces accords de défense assurent aux Etats qui les ont signés une protection militaire efficace de la part de l'Etat français. Mais la France n'est pas hostile à aider tous les Etats africains qui le souhaitent. L'Afrique du Nord est également au cœur du dispositif africain français. Un rééquilibrage de la coopération française vers l'Afrique Subsaharienne s'est effectué : en Afrique du Nord, en 1967 avec l'Algérie, en 1973 avec le Maroc et la Tunisie. Cette aide s'est aussi étendue à des pays comme le Burundi en 1969, le Zaïre en 1974 ou le Rwanda en 1975 qui faisaient partie de l'empire colonial belge.

Ces accords d'assistance liaient la France à 23 nations africaines, auxquels il fallait ajouter la Guinée-Bissau, l'Angola, le Mozambique, le Cap-Vert. Près de la moitié des Etats africains avaient un accord avec la République française, la France opérant néanmoins une distinction entre ces différents accords et les pays eux-mêmes.

2) <u>La hiérarchisation des accords de défense</u>

Certains accords datent du lendemain des indépendances, tandis que d'autres ont été établis après une rupture des relations avec la France, comme la Guinée, Madagascar ou encore le Congo. D'autres nations ont demandé à en bénéficier comme l'Angola ou le Mozambique.

D'autres actions plus ponctuelles de coopération militaire pouvaient être autorisées en dehors d'accords plus généraux. C'est le cas de Haïti, où la France a proposé 20 millions de Francs pour former et restructurer une force de police locale de 3500 hommes en une force de gendarmerie.[72]Les accords de défense créent entre les deux Etats concernés des liens très

[72]Présence militaire française en Afrique : dérives… Dossier noir n°4/Agir ici et survie/L'harmattan, 1995.

étroits. Plus qu'une alliance militaire, ces accords allaient de pair avec une certaine harmonisation de la vie diplomatique et avec l'existence d'institutions politiques communes.[73] Le ministère de la défense subventionne les forces pré-positionnées, le matériel ainsi que les institutions conjointes.

La République française a établi des accords de défense avec huit pays : La Côte d'Ivoire, la République Centrafrique Djibouti, le Gabon, le Sénégal, le Cameroun, les Comores, le Togo. Des forces françaises étaient stationnées dans les cinq premiers pays. Ces accords pouvaient s'appliquer de deux façons différentes. Le concept de défense pouvait être interprété de deux manières : interne et externe, ce qui permet d'expliquer certaines incursions relevant seulement de la stabilité intérieure d'un pays. Les clauses avec lesquelles la France pouvait accepter d'intervenir lors d'opérations de maintien de l'ordre à la demande d'un Etat restent secrètes. Elles ne sont jamais publiées au journal officiel.

3) Vers des accords spécifiques

Outre cette hiérarchisation, ces traités bilatéraux pouvaient amener l'engagement de l'Etat français bien au-delà de ces accords de défense. Ainsi, « la république gabonaise a la responsabilité de sa défense intérieure, mais elle peut soumettre à la France une demande d'aide dans les conditions définies par les accords spéciaux[74] (secrets) ». Lors des émeutes de Libreville et Port-Gentil, la France a donc pu légalement intervenir sous le prétexte de protéger ses ressortissants. L'accord de défense permet également à la république française d'utiliser les infrastructures gabonaises, à faire usage des balisages nécessaires sur le sol africain et dans les eaux territoriales de la république gabonaise, les postes et télécommunications locaux.

Dans tous les pays où la France a signé des accords de défense avec des clauses secrètes, celle-ci a une grande marge de manœuvre tant sur le plan politique, qu'économique. S'il y avait des contreparties, quelles sont ces contreparties ? Les textes n'en parlent guère, mais on

[73]Pascal Chaigneau : La politique militaire de la France en Afrique. La documentation française, 1984.p.258-259.
[74]Journal officiel du 21 novembre 1960.

les suppute avec le temps. Cette perméabilité favorise une osmose politico-économico-militaire.[75]

Autre cas, celui du gouvernement malgache qui peut « faire appel au gouvernement de la république française pour l'entretien et les fournitures de matériels et d'équipements », celui de l'accord de défense avec le Togo qui prévoit une « assistance militaire technique fournie par le Gouvernement français pour la formation en France de personnel des forces armées togolaises » et des facilités de transit et d'escale[76] pour les forces armées françaises.

4) Les différents types d'accords

Deux types d'accords ont été ainsi signés avec les Etats africains devenus indépendants. Certains leur permettent de faire appel à la France pour assurer leur sécurité, et d'autres relèvent d'une coopération militaire par laquelle la France s'engage à envoyer des conseillers techniques, à permettre à des stagiaires africains de venir dans les écoles militaires françaises, à livrer les armes ainsi que des équipements militaires. Les principes en la matière sont vite perçus : d'une part, le lien entre ces accords et le nombre d'interventions militaires françaises est fragile voire inexistant. Les interventions armées de la France, dès le début des années 1960 et après, ont lieu parfois en vertu de ces accords, souvent avant leur conclusion ou en violation de ces accords.[77] D'autres par, ceux-ci ont fait l'objet de transactions dont le but du côté français est clairement celui d'une position hégémonique. Dès le mois d'août 1960, Michel Debré propose à De Gaulle que les gouvernements aient l'obligation de recueillir l'accord français pour l'installation d'un camp militaire à l'étranger.[78]

Plus durablement, l'aide économique et en personnels n'a d'intérêt pour la France, et, in fine attribuée par elle, que si l'Etat bénéficiaire accepte une présence militaire sur son sol.[79]

Si l'on prend le cas de la Haute-Volta, la négociation des accords de coopération fait apparaître la stratégie de la France, sous son aspect le plus radical : en 1961, le président de la

[75]Journal officiel du 25 avril 1979.
[76]Journal officiel du 21 avril 1978.
[77]Voir sur ce point Robin Luckham, (1982) p.95-110. Pour l'exemple plus contemporain du Tchad, on peut noter que l'envoi des Troupes Militaires françaises à la fin de l'année 2006 pour soutenir le président Idriss Déby n'est prévu par aucun accord de défense.
[78]C'est en effet ce que propose au Général de Gaulle le premier ministre, lorsqu'il se trouve confronté à l'installation d'un camp Américain près de Dakar en août 1960. Note manuscrite au Général De Gaulle, 9 août 1960, fonds Michel Debré, CHEVS, 2 DE 29.
[79]Lettre de Michel Debré au Général De Gaulle, le 21 avril 1961, Fonds Michel Debré, CHEVS 2 DE 30.

Haute-Volta, Hubert Yaméogo refuse de signer un accord commun de défense. Saisissant l'occasion, le président de la République Ivoirienne propose au gouvernement français d'accepter sur son territoire les troupes françaises pré-positionnées en Haute-Volta afin de renverser le président Hubert Yaméogo. Face à cette proposition du président Ivoirien Houphoüet-Boigny, Michel Debré premier ministre français, décide de signer les accords de coopération avec la contrepartie d'une baisse de l'aide et de restriction des flux financiers.
Fixant la doctrine française en la matière, il précise alors à l'adresse du Général de Gaulle :
« Accepter de continuer notre aide sans contrepartie militaire constituerait un exemple à l'égard de tous les Etats africains qui pourrait les inciter à demander le départ de l'armée française ».[80]
Il est évident que cette doctrine : « coopération contre indépendance », ne s'appliquait pas facilement. Les résistances n'étaient pas insignifiantes, mais le rapport de force est à l'avantage de la France. La signature de ces accords, relativement éloignée d'une logique d'aide au développement qui a pourtant contribué à les légitimer, ressemblait à une sorte de négociation forcée, la France octroyant, en contrepartie du contrôle des compétences régaliennes des nouveaux Etats, une autonomie plus imaginaire que réelle.[81]

B) Les clauses spécifiques à chaque pays :

La France a fait en sorte de répartir son aide en plusieurs groupes :

- Le premier groupe comprend les amis de la France qui ont signé un accord de défense avec l'Etat français. Il s'agit du Sénégal, de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Cameroun et du Gabon. Ce sont des Etats politique stables à régimes non militaires.

- Le deuxième groupe comprend les Etats avec un revenu bas et qui sont plus ou moins des régimes militaires : il s'agit de la Mauritanie, du Niger, du Tchad, de la République Centrafrique, des Comores et de Djibouti.

[80]Ibidem
[81]C'est le cas du Tchad par exemple, dont Bernard Lanne, ancien administrateur de la France d'Outre-mer devenu directeur de cabinet du chef du gouvernement Tchadien durant cette période, contre l'histoire. Voir Bernard Lanne, « indépendance du Tchad », dans Charles Ageron, Marc Michel (Dir), 1992 p.445-456.

- Le troisième groupe se compose du Mali, de la Guinée, du Bénin, de la Guinée équatoriale, du Congo, des Seychelles, de Madagascar.

- Puis le quatrième groupe : ce sont les pays issus d'une tradition coloniale autre comme le Zaïre, le Burundi, le Rwanda et l'Ile Maurice.

Ce découpage peut sembler atypique, mais il met en évidence les axes prioritaires de coopération française en Afrique. Certes, cette assistance a évolué depuis quelques années, ceci afin d'être plus sélective à travers des actions programmées avec les Etats qui sont impliqués dans ce dispositif. Néanmoins, la coopération française en Afrique est sensiblement la même dans ses grandes lignes. De plus en plus important, le désengagement de son assistance technique sur le sol africain est principalement lié à des raisons financières. La coopération française est devenue sélective, par l'envoi de cadres pour des missions de trois à six mois. La France axe également sa politique sur la formation des cadres africains. Il était de plus en plus fréquent d'établir des écoles interafricaines : infanterie ou Sénégal, l'administration au Togo, les transmissions en Côte d'Ivoire, armée blindée au Zaïre.

Cependant, l'aide française reste toujours une nécessité primordiale et incontournable pour les nations africaines, notamment depuis que celles-ci ont décidé au milieu des années 1980 de se doter de flottes maritimes et aériennes, ce qui suppose des contraintes technologiques plus importantes. L'une des forces de la coopération française en Afrique est qu'elle bénéficie de la présence sur place de soldats français. Ceux-ci sont pré-positionnés dans certains pays et d'une manière stratégique. Les forces sur place peuvent dans certains cas, assurer des formations pour les armées locales. Ces forces françaises s'intègrent dans un dispositif général conformément aux engagements passés entre la France et les Etats africains. La stabilité du continent africain est un enjeu géostratégique décisif pour l'Occident et notamment la France. Elle est intervenue militairement en Afrique à plusieurs reprises. En effet, durant toutes ces décennies, la France est intervenue pour consolider le pouvoir des régimes en place. L'Afrique « noire » francophone a toujours été un axe prioritaire de la politique étrangère française à laquelle le Général de Gaulle tenait beaucoup et il avait confié le suivi de ces dossiers à un homme de confiance Jacques Foccart,[82]comme on l'a vu précédemment[83].

[82]Jacques Foccart : (1913-1997) est un conseiller politique français, secrétaire général de l'Elysée aux affaires

1) La France demeure au fil du temps garante de la stabilité africaine

La France, est de ce fait, apparue pour le monde entier comme le gendarme de l'Afrique. La France n'a pas cessé de multiplier des accords d'assistance, étendant ainsi sa zone d'influence pour des raisons à la fois politiques, stratégiques et économiques. Malgré les indépendances des ex-pays de l'empire colonial français, l'armée française continue à jouer un rôle stabilisateur plus qu'important dans cette région du monde. La France à bien compris le rôle de l'Afrique pour préserver sa propre sécurité. Dès lors, le gouvernement français s'emploie à garder une certaine forme de stabilité sur ce continent. La France en retire d'abord des avantages politiques, cela permet à la diplomatie française de s'affirmer sur la scène internationale. La présence de militaires français en Afrique permet aussi de protéger ses intérêts économiques, matières premières ainsi que ses ressortissants. L'Etat français reste vigilant quant à la sécurité de ses ressortissants nationaux en Afrique et peut organiser une évacuation si la situation le nécessite. La présence de l'armée française en Afrique a pour avantage de traiter les problèmes sur place, ceci pour éviter qu'ils ne viennent sur la scène européenne, et en France plus particulièrement L'Union Européenne, et spécialement la France, ne doivent pas et ne peuvent pas se désintéresser de ce continent sous peine que la misère qui sévit dans cette région ne s'exporte en Europe par le jeu de l'émigration massive vers le continent européen. Cependant, il y a d'autres considérations d'ordre politique, favorisant le maintien des forces françaises en Afrique. Du temps de la Guerre Froide, la présence de l'armée française a pu contenir l'émancipation du communisme sur ce continent, cette menace est aujourd'hui remplacée par la propagation des mouvements extrémistes et terroristes religieux dit « wahhabites » ou « salafistes », alors que la religion musulmane interdit normalement les attentats suicide. Ces « cellules dormantes » menacent de plus en plus la sécurité nationale et mondiale. La présence française a toujours bénéficié de l'appui de l'Occident. La France avait une mission de « containment » du communisme en Afrique. D'autre part les Britanniques ont pu bénéficier de la présence française sur ce continent pour utiliser le port de Dakar durant le conflit des Malouines en 1982 après avoir obtenu l'autorisation du gouvernement sénégalais et l'accord du gouvernement français.

africaines et malgaches de 1960 à 1974. Il a été un personnage central dans la création de la françafrique

[83] cf Chapitre.1.

Au temps de la Guerre Froide, Dakar était, selon les experts de l'O.T.A.N[84], un point stratégique vital où 800 navires alliés auraient pu se concentrer si un conflit nucléaire avait éclaté en Europe. La stabilité du continent africain est encore aujourd'hui bel et bien un enjeu décisif, stratégique pour l'Occident et plus particulièrement la France. La France possède une expérience africaine unique de par son passé d'ancien empire colonial et elle a su conserver des liens uniques et privilégiés avec bon nombre de nations africaines fondées sur la confiance. De plus, il apparaît clairement que les nations africaines ne sont pas encore assez fortes pour s'autogérer seules et dès lors la présence française est d'autant plus appréciée. De ce fait, selon les dires de certains experts sur les questions de défense, la France oriente les décisions des dirigeants africains en sa faveur. Celle-ci leur impose le même régime démocratique que l'on connaît chez nous, alors que la culture politique, historique de ces pays est toute autre.

De ce fait, il faudra beaucoup de temps, peut-être des décennies avant que les nouvelles générations s'extraient des coutumes ancestrales. Si on compare avec la France, après la naissance de régimes démocratiques depuis la révolution de 1789, il subsiste encore bon nombre d'imperfections et de tabous à vaincre. La démocratie n'est pas la clé de tous les maux de la société africaine. Ce n'est pas aussi simple que cela y paraît. L'Afrique doit se relever d'une longue colonisation française de plus de 130 ans, elle a commencé au début du 19ème siècle. Cette colonisation a découpé l'Afrique notamment à la conférence de Berlin du 15 novembre 1884 au 2 février 1885. Celle-ci a déterminé les zones d'influences en Afrique pour les empires coloniaux. Puis après les différentes indépendances survenues au milieu du 20ème siècle, l'Afrique n'était pas prête à se prendre en main. Les anciens empires coloniaux, eux, avaient conscience de ce fait. Dès lors, l'Afrique était libérée juridiquement, militairement des guerres coloniales. Mais économiquement, elle était asservie et encore dépendante des anciens Empires coloniaux. C'est ce que les spécialistes appellent le néo-colonialisme qui n'est qu'une nouvelle forme de colonisation qui impose la domination

[84]Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord. C'est une organisation politico-militaire qui rassemble de nombreux pays occidentaux, dans le but premier d'assurer leur défense commune contre les menaces extérieures ainsi que de préserver la stabilité du continent européen. L'Otan est né le 4 avril 1949 suite à des négociations lancées par les cinq pays européens signataires du traité de Bruxelles* (Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas et Royaume-Uni) avec le Canada et Etats-Unis d'Amérique. Ceci afin d'assurer la sécurité du continent Européen après la seconde guerre mondiale.
Traité de Bruxelles (1948) : Le traité de Bruxelles est signé pour 50 ans le 17 mars 1948, entre la France, le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Il donne naissance à une union occidentale, qui préfigure l'Union de l'Europe Occidentale.

économique à un pays, domination qui se marie avec une présence militaire française et des liens entre les militaires français et africains.

Les gouvernements français ont bien compris cela. Ils ont après la période des indépendances, alors pensé que l'Afrique ne serait plus l'enjeu des grandes puissances, puisque celle-ci avait déjà affirmé haut et fort en 1955 à la conférence de Bandung (Indonésie) son envie de rester neutre au sein du conflit Est-Ouest. Mais la France a toujours des bases militaires sur le terrain, afin d'intervenir, si nécessaire dans le cadre des accords signés avec les différents Etats africains, même si ce n'est pas la seule à le faire réellement sur le terrain. Mais c'est la France qui fait le plus gros effort, proportionnellement à ses moyens. La France, selon le chef de l'Etat français, doit persévérer dans sa politique d'aide économique aux pays d'Afrique aux côtés d'autres pays, notamment ceux de l'Union Européenne. La France continue dans cette voie, en gardant une grande attention pour le développement des pays africains.

La France, dans les années quatre-vingts, sous le gouvernement socialiste du président Mitterrand, annonce clairement que seule, elle ne peut pas arrêter le déclin qui sévit en Afrique. Il faut que l'effort entrepris soit mondial et implique les pays les plus riches. La France joue un rôle de précurseur et ne désespère pas de convaincre de plus en plus de pays industrialisés de venir en aide à l'Afrique car seule, elle ne veut plus et surtout ne peut plus intervenir comme dans le passé car depuis 1964, c'est-à-dire depuis la première intervention militaire sur le sol Gabonais, qui a permis de rétablir au pouvoir le président Léon M'Ba, évincé par un coup d'Etat, les relations franco-africaines ont été marquées durant des décennies par de multiples interventions de la France sur ce continent dont le but reste strictement géopolitique. En réalité, les interventions militaires françaises en Afrique sont rarement fondées sur le dispositif juridique prévu en la matière. Le Général Fricaud Chagnaud parle « d'accords de défense ou de coopération militaire, largement interprétés »,[85] et l'on connaît l'existence d'accords secrets dont certains protégeaient « l'intégrité physique » de plusieurs chefs d'Etats africains. Cela n'a jamais été contesté par personne.

[85]Revue de défense nationale de décembre 1997, article aux racines de la Françafrique : la dégradation de l'image de la France en Afrique.

2) Des interventions militaires françaises douteuses

Cette confusion juridique en dit long sur les difficultés que l'on a à identifier clairement les interventions françaises tant elles sont éparses, à les mettre dans une catégorie spécifique.
En fait, les gouvernements français ont toujours réagi au cas par cas, se réservant le droit d'apprécier discrétionnairement la gravité des situations et les conséquences qu'une intervention pouvait avoir tant sur un plan national que régional ou même international.

Cette façon de faire a été constante aussi bien avant qu'après les années 1970. Revenons sur le cas du Gabon en 1964 où la France avait envoyé des militaires pour conserver au pouvoir Léon M'Ba, intervention fondée sur la demande formulée par l'ambassadeur du Gabon en France, alors qu'un an avant, les autorités françaises n'avaient pas jugé nécessaire de répondre à la demande d'aide de l'abbé Fulbert Youlou au Congo-Brazzaville.[86]

Toujours dans la même optique, la France ne donnera aucune suite aux demandes d'interventions adressées par les présidents nigérians, Hamani Diori en 1974, tchadien François Tom Balbaye en 1975. Cette neutralité en soi synonyme d'intervention par omission fut aussi appliquée dans d'autres endroits comme en Côte d'Ivoire (septembre 2002).

Les accords de défense semblent apparaître comme un prétexte voire une façade. Dans les faits, les interventions militaires françaises sur le sol africain n'ont jamais réellement répondu, sauf à quelques exceptions près comme au Tchad en 1983 et 1986 à des véritables menaces ou agressions extérieures contre les partenaires africains.[87] Par contre ces interventions ont souvent été utilisées pour permettre des opérations de maintien de l'ordre, préservant ainsi les régimes en place, comme ce fût le cas au Togo en 1986 (cohabitation Mitterrand/Chirac) où, sous prétexte d'une agression du Ghana voisin, l'armée française a aidé le général Eydéma qui était confronté à un mouvement d'opposition intérieure conduit par Gilchrist Olympio réfugié au Ghana. Les mêmes faits se sont produits au Tchad ou au Zaïre sous Mobutu. Cela pose un réel problème à la France. Comment justifier cette disparité au sein de ses interventions et pourquoi avec des clauses secrètes si l'on n'a rien à cacher ?

[86]Albert Bourgi : Accords de défense et interventionnisme français en Afrique le 31/05/2010, numéro 148.WWW. ritimo.org » article 2350
[87]Ibid

§ II Le problème des clauses secrètes.

Surveiller, intervenir et punir ; ces trois impératifs fondent-ils la trilogie diplomatico-militaire française à destination du « pré-carré » [88] ?

La coopération France-Afrique est définie comme « une véritable assurance de sécurité régionale » visant à limiter les risques de conflits. Il s'agit de mettre au point une fraternité d'armes entre les militaires africains et français. Les objectifs pour l'Etat français sont multiples. Il y a des priorités militaires et diplomatiques. Il s'agit de faire du continent africain un facteur de puissance sachant que durant la période de la Guerre Froide, l'Afrique servait comme base de repli.

La présence militaire française dans cette zone du monde qu'est l'Afrique, a pour fondement principal les accords de défense avec des clauses particulières secrètes permettant de satisfaire discrètement à certaines de ses priorités militaires et diplomatiques.

A) Des accords obscurs

Au sein des accords de défense et d'assistance militaire, il existe des conventions particulières secrètes (non publiées au journal officiel), par lesquelles les autorités françaises peuvent accepter de participer à des opérations de maintien de l'ordre si un Etat leur en fait la demande. Cependant, ces clauses deviennent très embarrassantes pour la France, car un régime autoritaire peut-être menacé sans qu'il soit possible, pour Paris, de lui apporter sa protection ouvertement en raison des revendications populaires. Ainsi, en juin 1990, la France n'a pas donné suite à une demande d'intervention de ce type du président Félix Houphoüet-Boigny. Par contre la France a du ou a pu répondre d'une façon plus subtile.[89]

1) La politique du secret

La présence militaire française en Afrique se fonde en grande partie sur des accords de défense signés pour la plupart d'une manière discrète, en échange des indépendances

[88] Jean-Pierre Bat : Le syndrome Foccart : la politique française en Afrique de 1959 à nos jours .p.234-235.
[89] Présence militaire française en Afrique : Dossier noir n°4/Agir ici et survie/ L'harmattan 1995.

survenues au début des années 60 ou 70, concernant les Comores et Djibouti[90]. Même si certains de ces accords ont fini par être connus, l'opacité continue néanmoins de régner concernant leur nombre exact ainsi que leur contenu réel : « *personnellement, je n'ai jamais* réussi à obtenir la totalité des accords et leurs clauses secrètes, tellement secrètes que je ne sais même pas qui les connaît », révélait ainsi Pierre Joxe, pourtant ministre de la défense.[91]

Ces accords sont interprétés librement par le pouvoir exécutif français en fonction de ses intérêts. De manière générale, leur contenu est le suivant : garantie de protection de l'armée française contre un agresseur extérieur, aide à la répression de mouvements de rébellion, rétablissement d'une situation interne « périlleuse » avec exfiltration du chef de l'Etat en cas de besoin. Des accords spéciaux ont été signés avec au moins onze pays dont la Centrafrique (1960), le Gabon (1960), la Côte d'Ivoire (1961), le Togo (1963), le Cameroun (1974). Certains de ces accords ont remplacé des accords d'assistance, c'est le cas du Tchad.[92]

2) Des agents français au service de l'Afrique

La France en plus d'avoir installé des bases militaires dans ces pays, dote chaque président d'un responsable des services secrets français ainsi que d'un conseiller juridique (magistrat ou conseiller d'Etat). Ceci permet en cas de crise, d'aider techniquement le pouvoir en matière de réforme constitutionnelle ou de faire évoluer le système administratif afin de réduire à néant toute velléité d'opposition politique trop active. Les différentes missions de coopération militaire discrète permettent également, la création, l'équipement ainsi que la formation des gardes de la présidence ainsi que celui d'une police secrète qui est en lien direct avec les services secrets français, afin de surveiller l'actualité des opposants au pouvoir en place en Afrique qui se sont réfugiés en France. La France dans ce domaine joue sur les deux « tableaux ».

[90] Note : sur le régime juridique de ces accords, leur histoire, et les clauses secrètes non publiées, cf, Florent Baude et Fabien Vallée, droit de la défense, n°33 à 37, p. 31 à 38, Ellipses, collection universités, 2012, 1046 pages.
[91] Samuel Foutoyet : « Nicolas Sarkozy ou la Françafrique décomplexée ». éditions Tribord, année 2009.
[92] Ibid

Certains de ces accords qui concernent la France avec ses anciennes colonies, permettent un accès prioritaire de la France aux matières premières stratégiques du pays.[93] Initialement, comme l'a montré François Xavier Verschaeve dans son livre « la Françafrique », l'ensemble de ce processus devait ralentir l'avancée communiste dans les anciennes colonies françaises et ainsi permettre à des chefs d'Etats très proches du pouvoir français de se maintenir au pouvoir.

3) Le personnel colonial au service de l'Afrique

C'est dans un cadre « d'assistance technique », de « rôle en matière de développement », que se construit le nouveau cadre cognitif de la présence française en Afrique. Les anciens agents coloniaux jouent un rôle très particulier au moment des indépendances, dans la mesure où ils « deviennent » les cadres de l'assistance technique. Mais il n'en reste pas moins évident que les fonctionnaires de la France d'Outre-mer devenant « conseillers » dans les gouvernements africains tiennent une place singulière, et disposent d'une certaine liberté dans l'invention de ce nouveau rôle. Assurant une autre forme de relation avec l'administration française, au contact régulier des services du ministère de la coopération, ces agents sont issus d'une culture commune et « font corps » dans cette situation singulière des indépendances africaines.[94] Le rôle joué par ces agents peut sembler parfois très ambigu.

B) Les raisons cachées du gouvernement français.

Pour asseoir sa politique de sécurité en Afrique, la France a mis sur pied un certain nombre d'instruments, ceci depuis les années 60 dates des indépendances.

- Des forces présentes dans bon nombre de pays.
- Des missions de coopération ainsi que des attachés de défense.
- Des accords de défense ou de coopération qui sont le fondement juridique de la présence militaire française sur le continent africain.

[93]Ibidem
[94]Julien Meimon: « L'invention de l'aide française au développement. Discours, instruments et pratiques d'une dynamique hégémonique », centre d'études et de recherches internationales sciences-po n°21-septembre 2007.p.41.

Dès lors, l'activisme militaire français sur le continent africain s'est inscrit dans le temps. Celui-ci commence avec la période coloniale et continue après les indépendances et se perpétue toujours aujourd'hui.[95] Des années 60 aux années 90 , cet activisme s'est fait dans le double contexte de la décolonisation et de l'effondrement Est/Ouest ce qui a contraint les nations africaines à demander la protection militaire de la France, celle-ci s'engageant à leur apporter l'aide susceptible de leur garantir la stabilité de l'ordre public, en envoyant si nécessaire des soldats français, car la défense des intérêts français en Afrique est désignée par tous les présidents français qui se sont succédés après De Gaulle comme un impératif absolu.

1) Une présence continue de la France en Afrique :

Cette domination néocoloniale du continent africain par les autorités politiques françaises s'est maintenue sous les présidents Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing, Mitterrand, Chirac, Sarkozy et encore aujourd'hui sous le président Hollande.

Le premier de ces facteurs est le changement fondamental du contexte et de nature des interventions extérieures auxquelles participent aujourd'hui les forces militaires françaises. Il s'agit la plupart du temps d'opérations dites « humanitaires » dans un cadre international où les règles d'engagement et façons de faire n'ont plus rien à voir avec les méthodes du passé, car les missions elles mêmes sont très éloignées du concept de guerre. Cependant, il faut mettre en exergue la véritable confrontation de valeurs et de nouveaux savoir-faire professionnels que peuvent connaître les militaires d'aujourd'hui qui sont sur le terrain et qui sont confrontés à ces nouveaux types de crises ou conflits.
Malgré quelques évolutions, la politique est restée la même, la preuve en est les différentes interventions survenues depuis toutes ces décennies.
A l'origine, la mise en place de ce système relève de trois priorités :

- Economiques : Garantir l'accès aux matières premières stratégiques du continent (pétrole, gaz, uranium etc.) afin d'essayer d'offrir des marchés privilégiés aux multinationales françaises.

[95]La France demeure toujours active au sein de plusieurs pays africains, Tchad, Mali, Centrafrique entre autres.

- Diplomatiques et stratégiques : Maintenir le fragile statut de puissance mondiale acquis par la France après la Guerre à travers une cohorte de pays alliés, surtout pour le vote au sein des institutions internationales ainsi que contre l'expansion du « communisme » sur le continent africain et le maintien des bases militaires garantissant les capacités de projection internationale de l'armée française.

- Politiques : La France s'investit afin d'organiser le financement occulte de partis politiques français par le détournement des rentes des matières premières. Depuis la fin de la Guerre Froide, l'Afrique régule le financement des partis politiques en France. La justification financière, reste plus que jamais une préoccupation majeure pour l'Etat français et ses multinationales comme Total, Bolloré, Aréva, Bouygues.

2) Dans des pays autoritaires

Il faut noter que les pays africains sont concernés à divers degrés par la position française en Afrique. Certains Etats qui sont considérés comme des dictatures pétrolières comme le Congo-Brazzaville ou le Gabon ont des liens privilégiés avec la France. Les relations sont très étroites entre les dirigeants de ces sociétés et l'Etat français, compte-tenu de la place importante de la société « Total » au sein des nations africaines. D'autres Etats autoritaires africains sont aussi concernés comme le Togo, le Burkina-Faso, le Cameroun, le Tchad ou la Centrafrique. Par contre des Etats comme l'Algérie ou la Côte d'Ivoire ont eu et ont des relations tendues avec la République française depuis leur accès à l'indépendance.

Dans son ouvrage « la Françafrique, le plus long scandale de la République », François Xavier Verchave décrit un système qui se fonde sur des pratiques peu acceptables soutenant des régimes dictatoriaux, des coups d'Etats, voire des assassinats politiques ainsi que des détournements de fonds avec le financement illégal de partis politiques.
Ce système est fondé sur une politique discrétionnaire de la présidence de la république française en lien direct avec la cellule africaine de l'Elysée. Cette politique africaine de la France a toujours été plus ou moins trouble, mystérieuse.

Cette politique française est décriée par François Xavier Verschave, car depuis les indépendances des nations africaines, la France a tout mis en œuvre pour préserver ses intérêts dans le domaine stratégique, économique et politique.

3) Des accords préférentiels à visée stratégiques

Des accords de défense sont également des accords d'approvisionnement préférentiel de la métropole en matières premières stratégiques. Le sceau du secret encore posé sur certains d'entre eux n'est pas sans rapport avec cet aspect. Ainsi, dans l'annexe II de l'accord de défense signé en avril 1961, entre la France et la Côte d'Ivoire, le Dahomey (actuellement Bénin) et le Niger, l'intérêt pour les « matières premières et produits stratégiques » est explicite. Les pays africains qui ont signé « informent la république française de la politique *qu'ils sont appelés à suivre en ce qui concerne les matières premières et les produits stratégiques et des mesures qu'ils proposent de prendre pour mettre en œuvre cette* politique ». En ce qui concerne ces mêmes produits, » (ils) réservent par priorité leur vente à la république française après satisfaction des besoins de leur consommation intérieure et *s'approvisionnent par priorité auprès d'elle* » (article3-5).

Le Bénin ainsi que le Niger ont par la suite abrogé cet accord, sans pour autant que la France ne renonce à contrôler l'uranium nigérian, provoquant en 1974 un coup d'Etat militaire afin de destituer Hamani Diori. Celui-ci était coupable d'avoir demandé le retrait des forces françaises mais avait voulu une diversification de ses clients et une augmentation du prix de l'uranium.[96]

Section II : Les conséquences pratiques inégalitaires des accords de défense

Les accords militaires franco-africains font partie intégrante des conventions franco-africaines d'indépendance servant d' « instruments légaux de la recolonisation[97] ». Ils en possèdent tous les caractères. Ce sont des accords fondamentalement inégaux, intervenus comme une contre-

[96]Françafrique : « les ruses de la raison postcoloniale » Jean Nanga, (2006).
[97] Sango Muledi : Les accords militaires Franco-africains d'indépendance ; Peuples Noirs Peuples Africains n°.19 (1981) 17-27

partie de l'indépendance octroyée aux conditions de la métropole. Rien d'étonnant, dès lors que la France y occupe une position privilégiée à tous égards[98].

La dépendance ainsi contractualisée par les traités inégaux d'indépendance est devenue, pour les équipes dirigeantes des nouveaux protectorats, une seconde nature. Ainsi, lorsque l'une d'elles s'estime menacée, ou que l'Elysée lui enjoint de se considérer en danger, son premier réflexe n'est pas de rassembler ses forces pour faire face à la menace comme le ferait tout gouvernement responsable. Bon nombre de nations africaines se tournent vers le protecteur métropolitain, lequel ne cherche qu'à justifier, à maintenir et à renforcer son image sur le continent africain[99].

Deux types d'accords secrets accompagnent la décolonisation française : Les premiers portent sur le privilège français relatif aux matières premières des anciennes colonies, les seconds intéressent la protection militaire des régimes naissants à la demande des présidents africains, garant de la légalité et de l'ordre postcolonial. Une continuité évidente dans la présence militaire française sur le continent africain est donc assurée, alors que les accords secrets de défense mettent en corrélation directe la solidité de l'Etat et l'assistance française[100] et permettent d'intervenir quand cela semble nécessaire afin de compenser le déficit d'autorité des gouvernements aussi bien sous la présidence de droite que de gauche en France.

§1 : Sous les gouvernements et présidents de droite 1960-1981

La France a toujours maintenu une forte influence en Afrique, malgré l'indépendance des pays de ce continent, notamment grâce à sa présence militaire. Il est vrai que celle-ci s'est adaptée : elle est depuis plus de cinquante ans placée sous une approche de coopération.
Au regard de ce demi-siècle, ce qui en ressort, c'est la relative stabilité des pays ayant maintenu des liens étroits avec la république française.

Car l'Afrique Subsaharienne a pu apparaître comme un véritable « coin de paradis ». Même si ces pays ont connu de graves crises, ils n'ont pas été anéantis par des décennies de guerre

[98] Ibidem .p 17-27.
[99] Ibidem. P. 17-27 ;
[100] Jean-Pierre Bat : Le syndrome Foccart ; la politique française en Afrique de 1959 à nos jours.

comme l'Ethiopie, l'Angola ou encore le Mozambique. De ce fait la présence française sur cette partie de l'Afrique apparaît bel et bien comme le garant d'une pseudo-stabilité de toute cette région, malgré les conflits interétatiques ou conflits internes qui ont obligé la France à intervenir à plusieurs reprises, mais toujours en ayant un objectif précis accompagné d'un résultat « positif ».
Il est vrai, que parfois, elle a utilisé des moyens opaques afin que la situation ne se radicalise et n'aboutisse à des affrontements encore plus sanglants.

A) Les conflits interétatiques

Les frontières issues de la colonisation ont transmis aux sociétés africaines des nouvelles formes de structures sociales. En sortant de la période coloniale, les africains se trouvent face à l'urgence de retrouver une légitimité immédiate. Mais on assiste à la naissance des crises de violence dues à une mutation des sociétés agraires vers une société moderne. Du point de vue politique, le départ précipité du colonisateur avec des tracés artificiels des frontières[101], n'est pas sans conséquences vu les incidents récurrents qui surgissent. L'Afrique a vécu et vit déchirée entre la « guerre tribale » et la « paix coloniale ». Les conflits survenus au lendemain de l'indépendance et qui se poursuivent plus d'un demi-siècle après, traduisent les séquelles d'une gouvernance violente de la période coloniale mais aussi la démonstration de l'expression des superpuissances qui se sont affranchies des coutumes de ce continent[102].

Dans les années qui ont suivi les indépendances, la France est plusieurs fois intervenue afin de préserver l'autorité des chefs d'Etat en exercice. L'Afrique Francophone a toujours été un axe prioritaire de la politique étrangère française à laquelle le Général De Gaulle tenait énormément et dont il avait donné le suivi à un homme de confiance, Jacques Foccart, pendant quatorze ans, celui-ci allait s'occuper spécialement « des affaires africaines », définissant patiemment une réelle politique d'interventions. Avec le temps, l'orientation politique française au sein de cette zone, se fit moins « visible », plus « subtile ».

[101] « La colonisation, les conflits armés et la faillite de l'Etat Postcolonial » : Exemple de la Corne de l'Afrique Mashimango- http://www. Aboumashimango.over-blog.com
[102] Simplice Feikoumo : « Les conflits armés en Afrique Subsaharienne, un défi pour la communauté internationale » ;mémoire pour l'obtention de Mastères d'Etudes Diplomatiques Supérieures sous la direction de Madame Dominique Bangoura, année 2011-2012, centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris.

Par contre à chaque fois que l'aide militaire française était demandée par un Etat africain, les autorités françaises y répondaient favorablement sauf si l'intérêt de la France était autre.
En effet en dernier lieu Paris garde la liberté d'intervenir ou non. La République française apparaît dès lors comme le « gendarme de l'Afrique » appliquant ses propres règles, même si par moment elle s'autorise certaines entorses.[103]

1) Le maintien au pouvoir des présidents africains favorable à la France

Dès les années 60, la France œuvra pour le maintien des présidents africains favorable à la métropole. Ainsi dans la nuit du 19 au 20 août 1960 et sur ordre de l'ambassadeur de France à Dakar Hettier de Boislambert, la gendarmerie sénégalaise où était détachés des officiers français reconduisit le leader progressiste Modibo Keita au Soudan. Par cette action, la France sauvegardait le pouvoir du président Senghor.[104] La fédération du Mali qui regroupait le Sénégal et le Soudan se sépara. Le Soudan prit le nom de République du Mali et se coupa de sa base de Dakar qui était stratégiquement plus importante que Bamako.

Toujours au début des années 60, les forces françaises sont engagées dans la répression de la rébellion U.P.C[105] au Cameroun du président Ahidjo, et continuent à protéger la Mauritanie de Moktar Ould Daddah menacée par le Maroc. Toujours afin de soumettre une rébellion, le Général De Gaulle doit accepter d'intervenir à l'automne 1968 dans le Nord et l'Est du Tchad après une demande du président Tombalbaye.
L'activisme français aura son apogée le 13 février 1964, date à laquelle l'armée rétablira au pouvoir le président Gabonais Léon M'Ba, victime d'un putsch la veille.
Cette opération française s'était déroulée dans une période d'une grande instabilité. Car entre 1963 et 1966, on dénombre treize coups d'Etats en Afrique, dont huit en Afrique francophone.

[103]Entretien avec le Général Delaunay du 24/09/2009.
[104]D .Boulet : « la présence militaire française en Afrique noire depuis 1960 : un facteur de stabilité. D.E.A, Défense Nationale et Sécurité Européenne de Lille II. » p. 32, 1993-1994.
[105]U.P.C : Union des Populations du Cameroun, un parti politique camerounais fondé le 10 avril 1948.

2) Des interventions militaires françaises ciblées

Cependant la politique africaine de la France s'est aussi faite par le refus d'intervenir ou tout simplement en négligeant certaines situations locales, ce qui par la suite ne s'est pas révélé efficace. C'est donc dans la nuit du 13 au 14 janvier 1963 que Paris a « laissé assumer la crise » par le président Togolais Sylvanus Olympio qui n'a jamais voulu obéir à la France. La même chose s'est produite au Congo, les autorités françaises avaient refusé de soutenir courant 1963 l'Abbé Fulbert Youlou, qui fut amené au pouvoir à Brazzaville sous influence du bloc communiste. Une affaire similaire s'est déroulée au Dahomey en 1972 (devenu le Bénin en 1975), Paris n'ayant pas pu mettre un terme aux querelles au sein de cet Etat. Cependant dans les années 70 et malgré les crises survenues dans la décennie antérieure, la France a réussi à garder des bases sur le continent comme au Sénégal en Côte d'Ivoire ainsi qu'au Gabon.

3) L'évolution des liens franco-africains

Lors de son élection en 1974, Valéry Giscard d'Estaing n'a pas voulu garder Jacques Foccart. Le président Giscard d'Estaing voulait faire de l'Afrique une priorité pour la France. Il voulait clairement s'engager militairement aux côtés de ses amis africains menacés. Ce fut l'opération « Lamentin » en Mauritanie en 1977. La chasse française avec les Jaguars positionnés au Sénégal à (Ouakam) accomplirent des raids sur le territoire mauritanien contre les Touaregs.

Une autre intervention eut lieu au Zaïre à deux reprises en 1977 et en 1978 pour secourir l'ami de la France, le président Mobutu. L'armée française ira également faire la guerre au Tchad. L'opération « Barracuda » fera chuter Jean Bedel Bokassa ancien allié de la France comme empereur centrafricain qui fut remplacé par David Dacko.

Mais parallèlement à ces multiples interventions des troupes françaises, le président français a toujours voulu réactiver les liens avec les anciennes colonies françaises passées dans le camp

de la révolution africaine comme la Guinée, Madagascar, le Congo, le Bénin[106]. Cette vision politique sera suivie par son successeur de gauche, le président Mitterrand.[107]

Toutes ces actions opérées par les autorités françaises sur le continent africain avaient pour but de renforcer l'influence française. Toutes ces interventions étaient entreprises dans le seul intérêt de la France. Mais de plus en plus l'armée française était confrontée à des crises complexes et avait beaucoup de difficultés à y apporter des solutions.

B) La typologie des crises africaines.

Les problèmes de sécurité sont de nature très diverse. On peut les classer en différentes catégories. Les rivalités ethniques et les tendances séparatistes se présentent comme les prétextes des crises africaines, car les frontières créées par les anciennes puissances coloniales ont été maintenues lors des indépendances, ce qui a amené certains Etats à faire coexister des ethnies que tout opposait. Prenons le cas du Cameroun ou une mésentente subsiste entre le Nord du pays qui est de confession musulmane et le sud du territoire qui est chrétien ou animiste. Le Niger a également des soucis avec ses communautés, l'administration de ce pays a de tous temps ignoré les touaregs en les privant de leurs droits car le Niger est riche de mines d'uranium d'Arlit qui se trouvent précisément en zone Touareg. Dès lors les accrochages entre militaires nigériens et rebelles Touaregs sont réguliers. De telles oppositions ethniques sont légion dans plusieurs pays d'Afrique. A cela s'ajoutent d'autres raisons de conflits dans cette zone du globe.

1) La Guerre des frontières

Au sortir des indépendances, le choix du maintien des frontières héritées de l'époque coloniale visait à résoudre ou à éviter les conflits de frontières entre les Etats africains. Néanmoins, le résultat n'a pu être atteint. Beaucoup de pays africains se sont livrés à des guerres de frontières, faisant de celles-ci des lignes de front entre les Etats africains. Le

[106] D.Boulet : « la présence militaire française en Afrique noire depuis 1960 : un facteur de stabilité. D.E.A, Défense Nationale et Sécurité Européenne de Lille II, 1993-1994.
[107] Entretien avec le Général de division : Jean-Paul Monfort, le 2 juin 2009.

Maghreb, la bande sahélo-soudanaise et la Corne de l'Afrique constituent les foyers de contestation de frontières les plus remarqués[108]. Le nombre de différends frontaliers est impressionnant, Robert Waters en compta trente-deux[109].

La question de la frontière sur le continent africain est devenue une question primordiale et hautement sensible. La pauvreté, l'instabilité ainsi que l'insécurité risquent de remettre en question les traités bilatéraux régionaux et internationaux. Ainsi, durant les premières années d'indépendances africaines, une des préoccupations majeures des pères fondateurs fut la question de la configuration à donner aux frontières léguées par la colonisation. Elle se posait en ces termes : fallait-il remettre en cause le tracé colonial et aboutir à des incertitudes et à l'instabilité ou l'accepter et permettre ainsi l'instauration d'un climat de sérénité et de paix dans les rapports interétatiques ?

C'est dans ce contexte de forte controverse au sujet des frontières des Etats africains, que la conférence des chefs d'Etats et de gouvernements de l'organisation de l'Unité africaine (OUA) réunie au Caire, opta en faveur du « principe de l'intangibilité » des frontières en Afrique, le 21 juillet 1964. Ce principe « déclare solennellement que tous les Etats membres *s'engagent à respecter les frontières existantes au moment où ils ont accédé à l'indépendance* »[110].

Les Guerres de territoire sont un réel problème en Afrique et sont souvent accompagnées de considérations économiques. La délimitation des Etats s'est construite d'après le découpage colonial ne prenant aucunement en compte l'intérêt des autochtones. Les différends de frontières ont leur origine à cette époque et perdurent comme ceux qui opposent le Mali au Burkina-Faso, le Togo et le Ghana ou encore le Sénégal et la Guinée Bissau.

2) Une position militaire forte de la France.

Le rôle de l'armée française est donc de montrer sa volonté d'être prête à « muscler » son dispositif si la situation dégénère. Une autre catégorie de tracas peut-être déclenchée par des

[108] Baptiste Glorieux, Du principe d'intangibilité des frontières comme facteur d'instabilité en Afrique subsaharienne ?, Mémoire pour l'obtention du grade de Licencié, UCL, septembre 2004, p.143.
[109] Robert Waters, African Boundary problems, Uppsala, 1969, p. 183.
[110] Ladji Ouattara : Frontières africaines 1964-2014, le défi de l'intangibilté, le 12 mars 2015.

insurrections d'émigrés ou des actions de désinformation. Quand la situation devient critique, les soldats français peuvent à tout moment intervenir. Ainsi, après la victoire des nationalistes prosoviétiques à Luanda, une coalition des partisans de Patrice Lumumba et de Moïse Tsombé s'était formée pour renverser le président Mobutu au Zaïre. A partir de l'Angola, une troupe hétéroclite dont les éléments les plus chevronnés étaient d'anciens « gendarmes katangais », allait envahir à deux reprises, en mars 1977 et en mai 1978, la province Sud-Orientale du Zaïre, le Shaba (ex-katanga). Cette région regorge de ressources minières. En 1977, un pont aérien d'avions Transall français amena sur la ville minière de Kolwezi 1500 soldats d'élite marocains qui dès mi-avril renversèrent le cours de la bataille, avant de repartir.[111]Un an plus tard, l'opération française « bonite » fût d'une plus grande ampleur. Le 18 mai, les légionnaires du 2ème régiment étranger parachutiste sautaient sur Kolwezi où les rebelles avaient massacré des ressortissants français et belges.
Les otages furent libérés, Mobutu retrouva son pouvoir et la France regagna le respect de ses amis africains.

3) La géographie comme source de conflit

L'Afrique peut aussi être déstabilisée à cause de raisons économiques mais aussi en raison de catastrophes naturelles. Certains Etats ont des positions géographiques plus favorables que d'autres. Dès lors, plus un pays est stable, plus il est soumis à ce genre d'agitation, poussant nombre de personnes à vouloir émigrer au sein de celui-ci afin d'y trouver un emploi.
C'est le cas de la Côte d'Ivoire qui suscite beaucoup de convoitises. Plus d'un million de Burkinabés sont exilés en Côte d'Ivoire. Ceci peut-être perçu comme un danger pour la population locale. L'immigration devient un vrai problème pour les autorités africaines qui font face à ce genre de situations.[112]

[111]D.Boulet : la présence militaire française en Afrique noire depuis 1960 : un facteur de stabilité. D.E.A, Défense Nationale et Sécurité Européenne de Lille II, 1993-1994.
[112]Entretien avec le Général de division : Jean-Paul Monfort, le 2 juin 2009.

4) Le cas Tchadien

Au Tchad, la menace est plus sérieuse. Ce pays occupe une position géographique stratégique car il fait la jonction entre l'Afrique du Nord, l'Afrique Equatoriale et l'Afrique Occidentale au Soudan. C'est cette situation qui fait de cet Etat un enjeu des relations internationales. Ce territoire tracé artificiellement à l'indépendance, rassemble au Nord des sociétés nomades (guerriers ou pasteurs) et au sud des agriculteurs (animistes et chrétiens).
Le Général De Gaulle était intervenu en août 1968 pour préserver le pouvoir de F. Tombalbaye. Les forces françaises avaient repoussé les rebelles au Soudan et dans le Nord du pays, au Tibesti. A la fin de l'année 1971, les militaires français avaient engagé un retrait partiel. Les rebelles en ont profité pour entreprendre un retour offensif et la Lybie s'accaparait une partie du territoire de plus de cent kilomètres au Nord du Tchad, la bande d'Aouzou. Le président Tombalbaye fut remplacé par le Général Malloum. Mais rien n'y a fait. La France lance l'opération « Tacaud » qui n'a fait que ralentir la progression des rebelles. Leurs chefs étaient Goukoumi Oueddei[113], et Hissène Habré[114], respectivement issus des Toubous et d'origine Gorane. Ils se partagèrent le pouvoir, pendant que Goukoumi Oueddei assurait la présidence du gouvernement, Hissène Habré était ministre de la défense.

Cependant dès février 1980, la capitale N'Djamena était à feu et à sang, partagée entre les deux chefs du gouvernement d'unité nationale de transition (G.U.N.T.).
Le 20 avril 1980, le président français avait décidé le retrait total des militaires français dans cette zone, précisément quatre-vingts ans jour pour jour après la bataille victorieuse de Kousseri qui fixait la jonction sur les rives du lac Tchad des trois ensembles de l'empire colonial français en Afrique. Le septennat de Valéry Giscard d'Estaing se terminait par un échec sanglant au Tchad. La crédibilité de la présence française en Afrique était donc remise en cause.

§ II : les mutations Mitterrandiennes (1981-1990)

En 1981, trois institutions, outre le ministère de la coopération, s'occupaient des questions de développement, le ministère des relations extérieures pour la coopération technique et une

[113]Chef Tribal des TEDDAS de l'Ethnie Toubous.
[114]Chef Tribal de l'Ethnie Gorane.

partie de l'aide multinationale, le ministère de l'économie et des finances et plus précisément la direction du trésor pour les prêts et dons dans le cadre des protocoles financiers et une partie importante de l'aide multilatérale, et un établissement public à caractère financier : la caisse centrale de coopération Economique (C.C.C.E.).
Le nouveau gouvernement socialiste, sous l'impulsion de Jean-Pierre Cot, engagea une réforme allant dans deux directions.[115]

- L'élargissement de la compétence géographique du ministère de la coopération.
- La nécessité de mettre en place une structure permettant de coordonner les actions entreprises par les différentes institutions. Dès lors, les affaires étrangères se sont transformées en relations internationales, tandis que le substantif de développement est accolé à celui de coopération. Ce changement fut l'œuvre d'un homme, Jean-Pierre Cot, qui va mener la première étape de la politique africaine sous la gauche et ce pendant 18 mois.

Pendant tout ce temps, la France va vouloir moraliser les relations franco-africaines, en défendant les droits de l'homme et mettre en place de nouveaux rapports économiques de co-développement avec le continent africain. Cela caractérisera l'action française à l'égard de l'Afrique jusqu'à la première moitié de l'année 1982 avec la démission de Jean-Pierre Cot et le retour à une politique africaine plus traditionnelle.

A) L'action de Jean-Pierre Cot

Sous l'impulsion de Jean-Pierre Cot[116], la politique africaine de la France se teintera, jusque mi 1982, d'une touche de « réalisme » en donnant la priorité aux pays les moins avancés lors de la conférence des Nations-Unies de septembre 1981. La « diplomatie des droits de l'homme » menée par Jean-Pierre Cot va l'amener à mettre à l'écart certains dirigeants africains. Cela se traduit par le refus de recevoir le président centrafricain David Dacko, remis au pouvoir en septembre 1979 (après le coup d'Etat contre l'empereur Bokassa, et aidé par la

[115]Eric Forgeois : Les axes prioritaires de la politique étrangère française depuis 1981. Mémoire D.E.A. Défense Nationale et Sécurité Européenne de Lille II.

[116]Jean-Pierre Cot : Ministre chargé de la coopération et du développement en 1981 sous le gouvernement Mauroy.

France avec l'opération Barracuda), par les autorités françaises. Alors que celui-ci était venu consolider le lien entre les deux pays, Jean-Pierre Cot avait énoncé « *Il n'y aura pas d'opé*ration Barracuda de gauche »[117].

En novembre 1981, la conférence Franco-africaine alors prévue à Kinshasa est « transférée » à Paris sous l'influence de Jean-Pierre Cot, afin de prendre des distances avec le prédisent Zaïrois Mobutu, car selon le ministre français c'est le pays « sans doute qui laisse le plus à *désirer sur la question du respect des droits de l'homme les plus élémentaires* »[118].
Quelques années plus tard, le président Mitterrand dira de ce « transfert » que c'était un « caprice » de son ministre de la coopération. « Pour satisfaire au goût du ministre de la coopération, on a réuni le sommet franco-africain à Paris. Il y a de la naïveté dans ce *caprice. Kinshasa, d'abord prévu lui paraissait mal venu dans son idéal démocratique* ».[119]

Par ailleurs, c'est la même logique qui conduira le premier secrétaire du parti socialiste, Lionel Jospin, à décliner une rencontre avec le président Gabonais, Omar Bongo de passage dans la capitale française en 1981, alors qu'il accepte des entretiens avec l'opposition Gabonaise exilée en France.[120]

1) <u>La France se rapproche de l'Afrique Anglophone et Lusophone</u>

La France mène une ouverture vers l'Afrique lusophone et l'Afrique anglophone et désire officiellement renouer des liens privilégiés avec les pays africains socialistes. « Les liens *historiques qui nous unissent à l'Afrique font des peuples de ce continent les partenaires privilégiés d'une coopération qui doit cesser de s'adapter aux exigences d'oligarchies* locales, elles-*mêmes au service d'intérêts privés métropo*litains. Avec les gouvernements africains, tous les accords de coopération militaire doivent être renégociés ».[121]

[117] Roger Faligot, Jean Guisnel, Rémi Kauffer, Histoire politique des services secrets français : de la seconde guerre mondiale à nos jours. Editions La découverte, Paris, 2013.
[118] Ibidem
[119] François Mitterrand, « j'allais vous dire… Journal apocryphe d'un président, Editions Jean-Claude Lattes 1993.
[120]Daniel Bach, « l'armée africaine », 1981.
[121]Projet socialiste pour la France des années « 80 », Paris, Club socialiste du livre 1980.

La vision idéaliste de la politique française en Afrique à cette époque (1981-1982) mettra également en exergue des contradictions. Celles-ci se produiront en Afrique Australe et dans la Zone de l'Afrique. [122]

Jean-Pierre Cot avait voulu normaliser les liens privilégiés entre la France et l'Afrique en brisant les anciens réflexes financiers et militaires et en mettant en avant les droits de l'homme en allant vers un co-développement. Mais face à cette nouvelle façon de faire, les alliés historiques de la France sur ce continent, à commencer par le Gabon, dirigé par Omar Bongo, craignaient que l'idéologie l'emporte sur les relations fortes que les autorités françaises avaient tissées avec eux depuis la cinquième république. Au Gabon, Omar Bongo, devant le refus du ministre de la coopération de financer une deuxième école polytechnique à Franceville (sa ville natale), menace de demander l'aide aux japonais ou aux allemands. Les présidents Ivoiriens, Sénégalais, Zaïrois, sont également préoccupés de la nouvelle orientation des relations franco-africaines engagée par la France.[123]

2) Les africains perdent confiance en la France.

Après un an de faux-fuyants, alors que la France perdait de sa crédibilité en Afrique, François Mitterrand décida d'un « revirement de jurisprudence à 180° », afin de retrouver la confiance de ses alliés africains.[124]
Tel sera le thème des visites du 20 au 25 mai 1982, du Chef d'Etat français au Niger, en Côte d'Ivoire ainsi qu'au Sénégal.

Le 8 décembre 1982, François Mitterrand accepte la démission de Jean-Pierre Cot. Commentant la démission de son ancien ministre, François Mitterrand écrira dix ans plus tard : « J'ai été attentif à suivre les efforts du ministre de la coopération. Il a assez vite compris que la France ne pouvait pas être comptable de toute la misère du monde et que notre intérêt était d'abord en Afrique. Il a dû reconnaître que la réalité se heurtait à ses idées, lisses comme des idées platoniciennes (…) Dans ses relations avec Omar Bongo, il a été maladroit, il a manqué de sens psychologique. Je ne pouvais laisser, du fait de son influence, se dégrader

[122]Pascal Chaigneau, « L'Afrique de l'affectif au rationnel », dossier de la revue politique internationale 1986.
[123]Eric Forgeois : Les axes prioritaires de la politique étrangère française depuis 1981. Mémoire D.E.A. Défense Nationale et Sécurité Européenne de Lille II.
[124]Entretien avec le Général de division : Jean-Paul Monfort, le 2 juin 2009.

les relations franco-gabonaises, où sont en jeu des intérêts qui ne sont pas tous médiocres. Si je n'y avais prêté attention, il n'aurait pas mieux traité la république Centrafricaine et je ne pouvais tolérer sa façon de dispenser à tort et à travers des leçons de démocratie à des interlocuteurs peu disposés à l'écouter (…). Mais c'est à moi aussi qu'il voulait faire la leçon sur les droits de l'homme. Je lui en ai définitivement retiré l'occasion ».[125]

B) L'élaboration de nouveaux principes pour la politique africaine de la France

Ainsi, après la tournée des pays africains de mai 1982, en octobre de la même année, le président français est allé au Burundi, au Rwanda, au Zaïre, au Congo puis en janvier 1983, il s'est rendu au Togo, au Bénin, au Gabon. En juin 1983, il s'est déplacé au Cameroun et en décembre 1984, il est parti en visite en Centrafrique et il est retourné au Zaïre, au Rwanda, au Burundi, déjà visités en 1982. Ces déplacements officiels avec les sommets africains d'octobre 1983 et de décembre 1984, ont été autant de prétextes pour le président français de confirmer le retour à une ligne politique africaine plus traditionnelle.

L'invention au Tchad en août 1982 avec l'opération « Manta », montre clairement la continuité d'une politique africaine dont les fondations avaient été posées par le Général De Gaulle et Jacques Foccart avec ses méthodes peu orthodoxes : « c'est-à-dire un cocktail de hautes politiques, de liens financiers, de services spéciaux, de réseaux informels aussi *compliqués qu'efficaces avec comme préoccupation constante le maintien de l'influence de la* France ».[126]

1) Une attitude paternaliste

De 1960 à 1990, les Etats d'Afrique liés à la France ont connu une évolution plus ou moins stable en comparaison d'autres pays du continent. Il est étonnant de constater que pendant

[125]François Mitterrand, « j'allais vous dire… Journal apocryphe d'un président', Editions Jean-Claude Lattes 1993.

[126]Le Journal le point du 2 juillet 1994 n°1137.

trente ans, les nations africaines ayant un lien fort avec la France ont connu une évolution différente, notamment en raison de l'attrait qu'ils représentaient pour Paris.[127]
Ainsi des pays ont connu une certaine stabilité alors que d'autres étaient exposés à des bouleversements amenant des gouvernements successifs ou à la mise en place de régimes dictatoriaux se maintenant au pouvoir pendant des décennies.[128]

De tous ces Etats issus de la décolonisation seuls quatre ont préservé des régimes civils : le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Gabon. Ces Etats sont également ceux qui possèdent un intérêt stratégique militaire ainsi qu'économique pour la France.
Ces pays sont liés avec les autorités françaises par des accords de défense et de coopération et ont donc toujours bénéficié de toute l'attention de la France.
Ces Etats qui forment l'ossature de l'influence française et où se trouvent la plupart des forces militaires pré-positionnées de la France, sont choyés par les hommes politiques de la métropole qui souhaitent accéder aux plus hautes fonctions afin de tisser des liens personnels avec les dirigeants africains. Concernant les autres pays francophones, l'indépendance a souvent eu comme conséquence l'instabilité nationale dérivant vers des régimes dictatoriaux. C'est le cas pour le Mali, le Bénin, la Guinée Bissau.[129]

Le maintien de ces régimes dictatoriaux s'effectue grâce à l'instauration d'un régime de surveillance policière qui ne supporte aucune opposition et d'un système de mise en clientèle de l'armée et de l'appareil d'Etat. L'Etat postcolonial africain est un Etat « patrimonial » qui pratique la « politique du ventre » (Jean-François Bayart). Plusieurs pays sont directement liés aux intérêts du pouvoir et détournent pour eux une partie des ressources publiques.

2) Vers une autre ère de présence militaire après 1990

Avec la fin des années 80, la détérioration de la situation financière en Afrique ainsi que la chute du bloc de l'Est ont suscité des vagues de contestations contre les partis uniques au

[127]Entretien avec le général d'armée Jean-Claude Thomann, le 12 mai 2009.
[128]D. Boulet : la présence militaire française en Afrique noire depuis 1960 : un facteur de stabilité. D.E.A, Défense Nationale et Sécurité Européenne de Lille II, 1993-1994.

[129]Entretien avec le Général de division : Jean-Paul Monfort, le 2 juin 2009.

pouvoir sur le continent africain. Les nations occidentales sont favorables au changement politique.

La France montra la voie en 1990 en liant démocratisation et respect des droits de l'homme à l'octroi des aides. En effet après la présence des troupes françaises en Afrique qui a été quasi continue depuis le XIXème siècle, et le nombre d'opérations menées depuis des décennies, une nouvelle époque est en train de voir le jour, tant sur le plan opérationnel, où la nomadisation n'a plus les caractéristiques d'autrefois. Celle-ci est maintenant limitée dans le temps et loin des villages. Dès lors l'armée française petit à petit perd un peu sa culture africaine. Sur un plan culturel, l'approche des populations est devenue plus difficile car les militaires se déplacent en convoi ce qui ne permet plus un contact facile et permanent avec les autochtones. La sécurité prime sur la proximité.

Dès lors les contacts sont plus tendus et les autorités de villages ou nationales sont moins accueillantes et les insultes, voire des « caillassages » sont de plus en plus fréquents. Ceci amène bien évidemment, de la part des soldats français, un sentiment d'injustice et de mauvaise compréhension de leur action sur le terrain. Les forces militaires françaises déployées aujourd'hui en Afrique, ne connaissent pas toujours les subtilités ou la culture des pays où ils évoluent, à la différence du temps passé ou les régiments agissant en Afrique, les Troupes de Marine ou la Légion Etrangère maitrisaient parfaitement cet environnement.

Il existe dès lors un véritable décalage, qui ne cesse de s'agrandir au fil du temps et qui n'est pas prêt de s'estomper. Pour les militaires français, l'Afrique est devenue une mission comme une autre, après la Bosnie, l'Irak, l'Afghanistan, ils se retrouvent sur le continent africain. Pour les africains, les liens tissés avec les Troupes de Marine ou la Légion Etrangère à la manière d'antan, n'est plus. Il y a une « américanisation » de la présence française en Afrique, selon les dire d'un officier[130] de l'armée française qui fait partie du 2ème R.I.M.A (régiment d'infanterie de Marine, implanté au camp d'Auvours sur la commune de Champagné, près du Mans).

[130] Cet officier a voulu garder son anonymat

Conclusion du chapitre

Afin de renforcer sa coopération avec l'Afrique, la France a fondé sa présence « forte » sur le continent africain grâce aux accords de défense et à la présence militaire française.

Ceux-ci ont permis à la France d'imposer sa vision africaine en intervenant à plusieurs reprises durant ces trois décennies. Ces interventions ont permis à Paris d'entretenir des hommes au pouvoir, en n'étant pas toujours très vigilant sur la notion des droits de l'homme, en contrepartie de l'exploitation de matières premières : (pétrole, uranium, cobalt, diamant etc.).

Cependant avec la chute du bloc communiste, la France a dû adapter sa politique afin de maintenir sa présence militaire en Afrique, s'ouvrir au multilatéralisme et justifier ses interventions militaires par le biais des décisions onusiennes.

DEUXIEME PARTIE :

Le maintien de la présence militaire de la France en Afrique : Une ambition pleinement assumée à l'aube du XXIème siècle

La présence militaire française en Afrique traduisait depuis son origine la solidarité de la France avec ses anciennes colonies. Les bases étaient stationnées au Sénégal, à Madagascar, en République Centrafricaine, en Côte d'Ivoire, au Tchad, au Gabon ainsi qu'à Djibouti. Cette présence militaire française comptait 20 000 hommes dans les années soixante-dix pour se stabiliser de nos jours à 6 000 hommes. Cette réduction des effectifs trouve une part de son explication dans l'évolution des missions de l'armée française puis également dans le changement du contexte international directement issu de la fin de la Guerre Froide, avec la chute du bloc de l'Est.

Dans les années soixante-dix et quatre-vingts les forces françaises en Afrique formaient le premier niveau de réaction face aux crises africaines. Leur principale mission était de préparer l'engagement de détachements plus nombreux afin de maintenir un semblant de stabilité. Puis, à partir des années quatre-vingt-dix, l'armée française a été orientée vers des missions de partenariat au travers de nouveaux concepts initiés par la France tel que le programme RECAMP (renforcement des capacités africaines de maintien de la paix). Les relations entre la France et l'Afrique ont donc pris ces dernières années une nouvelle dimension. Si l'hypothèse généralement admise est celle d'une continuité de la politique africaine de la France, il semble pourtant qu'un nouveau chemin a été engagé par les autorités françaises après plusieurs années d'immobilisme et les raisons de cette évolution sont multiples. Il y eut la chute du mur de Berlin et la dislocation de l'Empire soviétique.

En effet, plus que les relations historiques qui perdurent, de nombreux signes annoncent la fin d'une époque et la mise en place d'une nouvelle stratégie.
Il y a en premier lieu la conférence de La Baule (1990) qui a insufflé un espoir démocratique pour les Etats africains. Ce discours marque un véritable revirement de la stratégie française en Afrique et remet complètement en cause la relation France-Afrique depuis trois décennies. Dorénavant la France veut instaurer le modèle démocratique pour tous ses partenaires africains, avec une fin d'ingérence politique ou militaire dans les affaires intérieures de ces nations.

Ceci amène les pays africains à vouloir croire en cette nouvelle politique française en Afrique et à une forte envie de démocratisation de leur part, non sans conséquence. En outre, s'ouvre un monde unipolaire, où les Etats-Unis d'Amérique peuvent dicter seuls leur vision du

monde, puisqu'il n'y a plus aucune grande puissance pour contrebalancer leurs ambitions hégémoniques.

Pour toutes ces raisons la France a dû revoir sa politique africaine en profondeur, en intégrant dans ses prérogatives africaines, le rôle grandissant des organisations internationales gouvernementales ou non gouvernementales. Afin d'être en adéquation avec les nouvelles dispositions du droit international qui prônent d'une manière réelle et générale l'avènement de la démocratie mondiale. Les U.S.A sont donc devenus le symbole de la démocratie libérale victorieuse du communisme.

Les liens forts que la France entretient avec bon nombre de nations africaines sont riches de longue date d'une histoire commune. Ils reposent essentiellement en matière de défense, sur des accords conclus au lendemain des indépendances. En effet, au début des années « 90 », le président Mitterrand donna une nouvelle orientation à la politique française en Afrique, même si vraisemblablement le continent africain, n'a pas été au centre de la première campagne présidentielle du président en exercice. A la lecture des 110 propositions du parti socialiste, seule la proposition numéro 5, mentionne « indépendance du Tchad, respect de la *souveraineté du Cambodge, soutien au droit à l'autodétermination de l'*Erythrée et du Sahara occidental ».
Dès lors, Paris s'engage à ne plus s'immiscer dans les affaires intérieures des nations africaines et mettra tout en œuvre pour les inciter à la démocratisation, notamment en renégociant les accords de défense.

Cette politique allait dans le sens du contexte international de l'époque où la chute du Bloc de l'Est en Occident avait créé une nouvelle ère dans les relations internationales. Ce qui obligea la diplomatie française à s'adapter aux bouleversements du monde (I) afin de pouvoir faire face par la suite aux défis et enjeux de la politique africaine de la France (II).

Premier Chapitre : La politique diplomatique française s'adapte à la chute du monde bipolaire

La politique de la France en Afrique tient compte des spécificités de ce continent, qu'elles soient linguistiques, économiques, et politiques. Pourtant, s'il convient de distinguer le Nord du continent, dont les problématiques relèvent plus des rapports avec l'Europe au sein de

l'ensemble euro-méditerranéen, de l'Afrique subsaharienne[131]. Cette politique africaine connaît de grandes similitudes quels que soient les gouvernements qui se sont succédés depuis les années « 60 ». La politique diplomatique de la France sur ce continent évolue sans ruptures majeures, simplement en s'adaptant aux bouleversements géopolitiques et géostratégiques du monde. C'est la politique de la continuité qui prime.
La fin du monde bipolaire (I) ainsi que l'évolution de la politique de coopération en Afrique (II), ne changeront rien aux fondements de la présence française en Afrique.

Section I : La fin du monde bipolaire.

Dans un environnement politique mondial marqué par l'éclatement du régime soviétique, la chute du mur de Berlin et l'effondrement de la Roumanie avec sa dictature atroce menée par le couple Ceausescu, la France par le biais de son président François Mitterrand incita ses anciennes colonies africaines à une démocratisation de leurs régimes. La fin du monde bipolaire n'ouvrait pas nécessairement l'ère du monde unipolaire. En effet, bien que les Etats-Unis soient devenus l'unique grande puissance sans véritable concurrent, le déclin et la fin de l'URSS ont permis à d'autres de faire entendre leur voix. Bien avant le déclin de l'Union Soviétique, des pays en développement ont mis un point d'honneur à imposer leur choix en ne choisissant pas un camp par rapport à un autre. Ils se sont regroupés dans le groupe du Tiers-Monde, terme qui avait un sens dans un monde coupé en deux : l'Est/l'Ouest.

A cette époque-là, le Tiers-Monde n'existe plus en tant qu'entité car ses anciens membres ont pris des directions politiques et économiques différentes. C'est certainement grâce à ces nations africaines et asiatiques principalement, que le monde multipolaire a vu le jour dans les années 90 en permettant aujourd'hui à un pays comme la Chine, qui est restée politiquement communiste, de devenir un rival sérieux pour les Etats-Unis d'Amérique, car cette république chinoise a su concilier une idéologie communiste avec des pratiques économiques purement libérales.

[131] Josselin de Rohan (sénateur) : Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique de la France. Sénat : Session ordinaire 2010-2011 n°324.

§I : les conséquences de l'effondrement de l'ex-URSS

La politique française de l'époque a été influencée par deux faits majeurs, que sont la chute du mur de Berlin en 1989, qui met fin à cinquante ans de séparation et d'antagonismes entre les deux parties de l'Allemagne Fédérale (RFA) et la République Démocratique Allemande (RDA). En 1989, la chute du mur de Berlin annonçait déjà l'effondrement du bloc soviétique et la disparition de l'ex-URSS[132]. Le 8 décembre 1991, Boris Eltsine et les présidents de Biélorussie et d'Ukraine se réunissent à Minsk (Biélorussie). A l'issue de leur entretien, ils concluent à la dissolution de l'URSS. Le 21 décembre 1991, ce sont 11 pays de l'Union Soviétique qui décident de mettre un terme à l'Etat Fédéral à Alma-Ata (Kazakhstan). Le 26 décembre de la même année, après la démission de Mikhaïl Gorbatchev, la chute de l'URSS devient effective. Les 15 Etats deviennent indépendants. En conséquence se développe la mondialisation ainsi que le multilatéralisme notamment dans cette zone de l'Europe, ce qui aura des conséquences mondiales. La France en prend acte et décide d'adapter sa politique africaine, ceci afin de garder l'axe fondamental de celle-ci, la préservation et la progression de ses intérêts stratégiques[133] au sein de cette nouvelle donne internationale.

Néanmoins, cette nouvelle ère qui s'est ouverte entre la France et l'Afrique ne doit pas faire oublier que cette région suscite des ambitions en raison de ses potentialités pétrolières et minières, et ce, même si la part de l'Afrique dans les échanges internationaux est restreinte. Par ailleurs, compte-tenu de leurs poids, certains Etats africains comme le Nigéria veulent avoir un rôle plus important en Afrique, s'opposant dès lors à l'influence française, et donc à la présence militaire de l'ex-puissance coloniale.[134]

Cette nouvelle donne dans les relations internationales, a obligé Paris à modifier sa stratégie sur le continent africain. Cette nouvelle vision africaine de la France a incité les nations africaines à tendre vers plus de démocratie.[135]

[132] Entretien avec le Général Delaunay, le 24 septembre 2009 à Lille.
[133] Josselin de Rohan (sénateur) : Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique de la France. Sénat : Session ordinaire 2010-2011 n°324.
[134] D. Boulet : « La présence militaire française en Afrique noire depuis 1960 ; un facteur de stabilité » : D.E.A. Défense Nationale et Sécurité Européenne de Lille II, 1993-1994.
[135] Entretien avec le Général Delaunay, le 24 septembre 2009 à Lille.

A) L'aspiration universelle à plus de liberté (1989)

La chute du mur de Berlin ainsi que l'éclatement de l'ex-U.R.S.S. et de l'ensemble des régimes communistes en Europe changent radicalement le contexte diplomatique international et vont permettre d'apporter un élan de liberté en Afrique. Comme le montre le président français dans son discours de la Baule à l'occasion du XVIème sommet Afrique-France, le 20 juin 1990, le principe de démocratie est apparu aux peuples de l'Europe centrale comme une « *évidence absolue au point qu'en l'espace de quelques semaines, les régimes considérés* comme les plus forts, ont été bouleversés ». L'Afrique ne peut plus échapper à ces changements et les pays africains doivent prendre la direction de la démocratie.[136]

1) Le déclassement de l'Afrique

La fin de la Guerre Froide a eu un effet négatif sur l'Afrique. Beaucoup de pays africains avaient su faire jouer l'opposition Est/Ouest afin de percevoir des aides : Mobutu, le président Zaïrois de l'époque avait géré ainsi un incroyable portefeuille de partenariats, des Nord-Coréens aux français en passant par les Marocains, les Allemands et les Américains. A la fin de la Guerre Froide, l'ex-U.R.S.S. avait cessé son assistance militaire avec les nations africaines. De ce fait, l'Afrique ne devenait plus un enjeu stratégique depuis la disparition de l'Empire soviétique. Ce retrait constituait un signal pour les occidentaux de réduire leur aide et leur présence sur le continent africain.[137]

Cependant, ce déclassement purement stratégique n'a pas tellement affecté les pays francophones. La France a toujours était présente au sein de « ses » pays majeurs. Même, si elle a officiellement entériné et encouragé les réformes démocratiques engagées dans un bon nombre de nations africaines Francophones, dans son discours de 1990 à la conférence de la Baule, le président Mitterrand a conservé la même politique française en Afrique.
La chute du mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne n'ont été qu'un prétexte parmi tant d'autres. La crise prolongée des économies africaines reposant sur les matières premières

[136] Josselin de Rohan (sénateur) : Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique de la France. Sénat : Session ordinaire 2010-2011 n°324.
[137] Vincent Foucher : Chargé de recherche au CNRS, a été rédacteur en chef de la revue politique africaine entre 2006 et 2008, il en anime maintenant la revue des livres confer, « la démocratie en Afrique », éditions Le seuil. P.127 à 137.

et l'argent du pétrole a été aussi décisive.[138]Malgré une croissance en constante progression depuis des décennies, l'Afrique reste un continent terriblement pauvre. Il est frappé par la misère, les épidémies et les conflits. Les revenus restent très bas.

2) La dynamique démocratique due aux bouleversements mondiaux des années 90

Les démocratisations des années 1989-1990, ont été stimulées par la globalisation des médias et ont eu un impact plus ou moins important en Afrique. La réunification de l'Allemagne et la mort du dictateur roumain Ceausescu, qui avait mené une politique active en Afrique, ont influencé, inspiré, les dirigeants africains en leur enseignant que même les régimes communistes, les plus puissants et autoritaires ont dû céder face aux pressions du peuple. En conséquence, beaucoup de pays africains ayant comme doctrine le marxisme, ont vu leur autorité ainsi que leur crédibilité s'affaiblir après la dislocation des régimes de l'Est. Toutefois, même si les dynamiques qui ont fait prendre conscience aux africains de l'importance de la démocratie sont anciennes et plus profondes, ce n'est un secret pour personne que la démocratie en Afrique a toujours le plus grand mal à fonctionner. Le pouvoir agit comme un aimant qui empêche le plus souvent l'alternance.

L'échec de la démocratie sur le continent africain repose sur des causes multiples, mais il s'en dégage des axes fondamentaux pour mieux comprendre ce phénomène. Premièrement, les citoyens doivent se retrouver autour d'un projet politique commun, en dehors de toute référence ethnique. Deuxièmement l'idée de nation avec une homogénéité ethnique et culturelle n'a pas fait son apparition en Afrique. Le découpage du continent africain a été le résultat de la conférence de Berlin par les puissances européennes du 19ème siècle. On a appliqué sur ce continent le modèle occidental d'Etat nation « civique » à des territoires qui sont en réalité « plurinationaux », dans le sens où plusieurs ethnies très souvent cohabitent au sein d'un même Etat. Le concept d'Etat-nation, lui, est essentiellement fondé sur une nation établie dans un territoire délimité et définie en fonction d'une identité commune de la population qui lui confère sa légitimité. C'est un concept politique qui est la rencontre d'une notion d'ordre politique et juridique (l'Etat) et d'une notion d'ordre identitaire (la nation). Il se caractérise par une autorité fondée sur une souveraineté émanant de citoyens qui forment une communauté à la fois politique et culturelle[139].

[138] Confer Vincent Foucher, op.cit. p 127 à 137.
[139] www.toupie.org: le dictionnaire de politique

En Afrique, le partage du pouvoir s'avère dès lors compliqué, donnant lieu à des conflits interethniques, des refus de compréhension de l'autre. On a vu toutefois naître des régimes démocratiques. Le Bénin est un Etat emblématique de la démocratisation, car les manifestations avaient commencé avant 1989 et comme beaucoup de pays, elles s'inscrivent dans un contexte antérieur à la fin de la Guerre Froide.[140] Le Bénin peut être considéré, à juste titre et toutes proportions gardées, comme une démocratie qui fonctionne en Afrique. Il est passé dans les années 1990, sans effusion de sang, du parti de la révolution populaire du Bénin (PRPB) à un régime démocratique multiparti au moyen d'une transition démocratique et pacifique. Du coup, le Bénin est devenu le « laboratoire de la démocratie en Afrique », et l'expérience béninoise à fait école au Togo, au Mali, au Burkina-Faso, au Niger, en république Centrafricaine, au Gabon et en république démocratique du Congo. Les institutions béninoise se fondent sur les grands principes de la constitution du 11 décembre 1990, qui prône la démocratie, le multipartisme, la liberté d'expression et de la presse, le respect des libertés individuelles et collectives. La constitution du Bénin permet aussi à tout citoyen d'origine étrangère de se présenter à l'élection présidentielle.

B) Un vent de démocratie souffle en Afrique

Au début de l'année 1990, le vent de l'Est qui souffle en Europe et le discours de La Baule de François Mitterrand donnent aux peuples d'Afrique l'espoir de l'avènement sur le continent africain d'une société plus juste et plus démocratique. Cela dit, « *l'année 1990 marque le* début de la démocratisation en Afrique, avec la tenue de conférences nationales censées consacrer la rupture avec un passé politique dominé par des régimes de parti unique, fait de violence et de sang »[141]

Roland Dumas, alors ministre des affaires étrangères, a résumé cette forte envie de démocratie sur le continent africain en deux phrases, d'une part le vent de liberté qui a soufflé à l'Est devra inévitablement souffler un jour en direction du Sud.

[140] Vincent Foucher : Chargé de recherche au CNRS, a été rédacteur en chef de la revue politique africaine entre 2006 et 2008, il en anime maintenant la revue des livres : ouvrage, « la démocratie en Afrique », éditions Le seuil. P.127 à 137.

[141] Martine- Rene calloy, Marc Eric Grunois, des dictateurs issus des urnes, in Manière de voir, n°51, mai-juin 2000, p.33

D'autre part, « *il n'y a pas de développement sans démocratie et il n'y a pas de démocratie* sans développement »[142].

En utilisant une façon plus imagée, Mr Pelletier alors ministre de la coopération, avait dit « *que le vent de l'Est a fait plier les cocotiers* ».[143]

Dans son discours, le président Mitterrand avait indiqué les étapes à suivre.

Le développement reste « un élément indissociable des progrès de la démocratie. La France *continuera d'être votre amie, et si vous le souhaitez, votre soutien, sur le plan international, comme sur le plan intérieur, le principe que s'impose la politique française est que chaque fois qu'une menace extérieure pourrait attenter à v*otre indépendance, la France sera présente à vos côtés. La France en accord avec les dirigeants, veillera à protéger ses *concitoyens, ses ressortissants mais elle n'entend pas arbitrer les conflits* ».

« La France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller *vers plus de liberté, il y aura une aide normale de la France à l'égard des pays africains,* mais il est évident que cette aide sera plus tiède envers ceux qui se comporteraient de façon autoritaire, et plus enthousiaste envers ceux qui franchiront, avec courage, ce pas vers la démocratisation ».

« La France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté ».[144]

Par ces propos, prononcés au sommet Franco-africain de la Baule, le 20 juin 1990, François Mitterrand a ouvert une brèche dans la politique africaine de la France, caractérisée, depuis le général De Gaulle, par un soutien dispendieux à « un développement sans démocratie » garantissant sa présence politique, militaire, et économique dans ses anciennes colonies. François Mitterrand, alors que l'Afrique était en crise, a souscrit, du bout des lèvres[145], au principe de la conditionnalité démocratique qui venait de faire son entrée dans la doxa internationale. L'Occident ne saurait admettre une démocratisation véritable de l'Afrique car

[142] La politique africaine de la France, rapport d'information de Josselin de Rohan au Sénat le 28 février 2011.
[143] Josselin de Rohan (sénateur) : Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique de la France. Sénat : Session ordinaire 2010-2011 n°324.p.7 à 9.
[144] Discours de François Mitterrand à la Baule le 20 juin 1990, in Politique étrangère de la France, mai/juin 1990, p.130.
[145] V. notamment Eric Fottorino, France-Afrique. Les liaisons dangereuses 3. *La démocratie à contrecœur*, Le Monde, 24 Juillet 1997, et Abelkhaleq Berramdane,, le discours de la Baule et la politique africaine de la France, Revue juridique et politique indépendance et coopération, n°3, septembre/décembre 1999, p.247et s…

une telle situation lui ferait perdre sa main mise sur les richesses de ce continent qu'il ne cesse de convoiter et d'exploiter depuis des siècles. En effet, « *Il n'est pas exagéré de dire, dans ces conditions, que les peuples (d'Afrique) sont empêtrés, partout, dans les engrenages d'un* complot très ancien et très subtil, dont le dessein est de les maintenir dans un état éternel *d'infériorité, de dépendance et servitude* ».[146]

En fait, une démocratie réelle amènerait à la tête des Etats africains des présidents légitimes dont la mission serait d'assurer le bien-être des populations africaines qui leurs ont donné mandat en fonction des programmes politiques qu'elles ont acceptées. Or si les chefs d'Etats africains luttent pour la défense des intérêts de leurs peuples respectifs, ils se confronteront inexorablement aux intérêts de l'Occident en Afrique. Dès lors les richesses du sol africain profiteront aux autochtones et non plus à des puissances étrangères comme c'est le cas depuis des siècles. Voilà les raisons qui poussent depuis des années, certains pays occidentaux à ne pas laisser émerger la démocratie par le biais de dirigeant africains qui se souciaient véritablement du bon développement de leur nation. Ceux-ci ont été tout simplement écarté du pouvoir, voire assassinés : « Ruben Um Nyobé en 1958, Félix Roland Moumié en 1960, Patrice Emery Lumumba en 1961, Kwamé Nkruma en 1972, Thomas Sankara en 1987, *Laurent Désiré Kabila en 2001… Ainsi, «* dans leur proclamation en faveur de la démocratisation, les bailleurs de fonds omettent leur propre responsabilité dans le maintien de pouvoirs autoritaires en Afrique »[147]

1) <u>Vers un tournant décisif</u>

Sous le couvert de la guerre froide, régnaient en Afrique des dictatures à parti unique et complètement insouciantes des droits de l'Homme. Grâce à la chute du bloc soviétique, les Etats d'Europe de l'Est se démocratisent. Ce chemin vers un multipartisme et une liberté d'expression dans divers domaines, va progressivement s'imposer aux Etats africains à la suite des pressions politiques et médiatiques internes et externes. Cependant, aujourd'hui encore, cette démocratisation n'a pas satisfait les attentes des populations africaines. En dépit des avancées significatives qui ont été opérées en matière de liberté, la dictature continue sous le voile de la démocratie. Prenant le relais d'opinions publiques attachées à la mise en œuvre

[146] Marcel Amondji, (1993), l'Afrique noire au miroir de l'occident, Paris, Ed. Nouvelles du Sud, P. 13
[147] Anne-Cécile Robert,(2006), l'Afrique au secours de l'occident, Paris, Ed. L'Atelier, p. 62

d'une coopération efficace, économe et éthique[148] avec l'Afrique, les bailleurs de fonds occidentaux ont lié, dans les années 1980, l'allocation de leurs aides au respect par les pays bénéficiaires d'un ensemble de conditions. Avec la fin de la Guerre Froide, la dimension politique de ces conditionnalités s'est affirmée, en complément des exigences de bonne gestion. Les donateurs ont graduellement affiché leur foi nouvelle dans le cercle vertueux démocratie-développement. La Banque Mondiale, dans un célèbre rapport de 1989, a lié libéralisation économique et légitimité du pouvoir, en vantant les mérites du « meilleur gouvernement (qui) exige un renouveau politique »[149]. Au fil des conventions de Lomé, les pays de la CEE dont la France, ont dessiné les contours d'une véritable conditionnalité démocratique.[150]

2) la démocratie : un régime difficile à instaurer

La démocratie est ici entendue comme « le règne du nombre dans le respect du droit »[151] au travers d'élections disputées et honnêtes au suffrage universel, permettant l'alternance au pouvoir, et au moyen d'institutions plurielles judicieusement agencées, assurant l'exercice du pouvoir.[152]La conditionnalité démocratique formulée par la France, si elle a montré ses preuves au Bénin, n'est pas appliquée partout sur le territoire africain. Cette action en faveur de la démocratie n'a pas été univoque. L'objectif perpétuellement affiché par l'organisation d'élections pluralistes semble totalement ignoré. Beaucoup de spécialistes et d'observateurs aboutissent au même constat. La timide émergence de la conditionnalité démocratique en Afrique n'a réellement pas apporté de véritable bouleversement au sein des pratiques des différents gouvernements français qui se succèdent au pouvoir. L'attitude frileuse de la France serait dictée par « *l'idée que l*a démocratisation est un processus long, lent, incertain, aussi bien en ce qui concerne ses résultats, que sa durabilité, et même sa nécessité ». Il en

[148] Laurence Porges*, l'aide et l'opinion française ou les limites de la générosité,* Afrique Contemporaine, n° spécial, 4ème trimestre 1998, p.127 et s…

[149] Banque Mondiale, *l'Afrique sub*-saharienne. De la crise à une croissance durable. Etude de prospective à long terme, Washington D.C., 1989, pp xii et.190-191.

[150] V. notamment T.O. MOSS, la conditionnal*ité démocratique dans les relations entre l'Europe et l'Afrique*, L'Evénement Européen, n°19, 1992, p.225 et s…, Martin MANKOU, *Droits de l'homme, démocratie et Etat de* droit dans la Convention de Lomé IV, Revue Juridique et Politique Indépendance et Coopération, n°3, septembre/décembre 2000, p.313 et s…..

[151] Henry Roussillon, chronique d'une démocratie annoncée, in Henry Roussillon (sous dir) « les constitutions africaines : la transition démocratique », presses de l'I.E.P de Toulouse, 1993, p.4.

[152] Stéphane Bolle, la conditionnalité démocratique dans le politique africaine de la France. Enseignant-chercheur associé au CERDRADI.

résulterait une estimation strictement financière des multiples coûts induits notamment par la mise en place et la maintenance d'institutions démocratiques nouvelles, ou encore l'organisation et l'observation des élections.[153]

La France n'a pas défini les critères permettant de juger si un régime est sur le chemin de la démocratie. Elle n'a pas non plus donné une procédure stricte à suivre avec un calendrier précis à respecter. Il faut laisser le soin aux pays africains de mettre en œuvre leur propre politique de changement. A l'instar de certains Etats, pour ne citer que le Bénin ou la Côte d'Ivoire, la condition démocratique s'accommode d'autres processus.

§II : la difficile quête de démocratie.

La continuation de la politique africaine traditionnelle de la France a, dans bien des pays, hypothéqué la mise en œuvre de la conditionnalité démocratique, dans ses dimensions « positive » et « négative ». C'est aux dépens de la démocratie que Paris et les dirigeants africains ont répondu au coup par coup à une problématique lancinante : « comment démocratiser mais sans déstabiliser les régimes amis de la France, considérée toujours comme une mère porteuse et nourricière par les uns et les autres ? ».[154] Bien que François Mitterrand ait déclaré à la Baule en 1990 que la France n'entendait plus « arbitrer »[155] les conflits intérieurs aux pays africains, ses interventions militaires ont perduré et, si elles avaient souvent pour but la protection des ressortissants français, elles ont parfois permis le maintien au pouvoir de présidents contestés et peu enclins à engager une véritable démocratie dans leur pays, en pariant sur une ingérence militaire française en période de crise, comme l'autorisent certaines constitutions africaines.[156] Le Tchad en est un exemple probant et permanent depuis longtemps. Le 11 août 1960 sous la présidence de François Tombalbaye, ce pays devient indépendant. Celui-ci doit faire face à la révolte des peuples du Nord, en majorité musulmans, ce qui l'amène à solliciter l'aide des troupes françaises en 1968.

[153] Célestin Monga, dollars, Francs CFA et démocratisation. Symbolique politique et fonctions économiques de l'argent en Afrique noire, Afrique Démocratie & Développement, n° 8, décembre 1995, pp. 37-66.v. aussi, Le Coût des élections en Afrique, Jeune Afrique Economie, avril 1993.
[154] Abelkhaleq Berramdane, op. cit., P. 268
[155] Discours de François Mitterrand à la Baule, 20 juin 1990, op.cit., p. 129
[156] V. les constitutions du Bénin (1990, art.66) et du Togo (1992, art. 150)

« N'oubliez pas l'Afrique, Pompidou ». Ces paroles adressées en 1969 par le Général De Gaulle à son successeur, témoignent du souci et des liens privilégiés qu'avait le premier président de la cinquième république avec l'Afrique. Comme on l'a vu, ce souci a également était celui des présidents Pompidou puis Valéry Giscard d'Estaing ainsi que de François Mitterrand et cela continue encore aujourd'hui. Cependant, depuis le deuxième septennat du Président Mitterrand (1988-1995), cette relation particulière entre la France et le continent africain, semble depuis quelques années prendre des allures nouvelles[157].

Le début de la décennie 90 est marqué par une évolution très significative dans le contexte international, au niveau des relations Est/Ouest avec l'éclatement du bloc de l'Est et l'émergence de nouveaux Etats démocratiques et une Allemagne réunifiée. Ce bouleversement concerne également le Sud, surtout l'Afrique avec la libération de Nelson Mandela, leader charismatique de l'A.N.C. (Africain National Congrès) et la disparition de l'apartheid (régime raciste) en Afrique du Sud. Concernant, le proche et le moyen Orient, il y a eu le déclenchement de l'opération « désert Storm » par les occidentaux, celle-ci faisait suite à l'invasion par l'Irak du Koweït, deuxième Guerre du Golfe, la première ayant eu lieu de 1981 à 1988, entre l'Iran et l'Irak.

Le 13 septembre 1993 à la Maison Blanche (Washington) ont lieu les accords israélo-palestiniens, signature en vue d'apporter la paix dans cette zone du monde. Le monde bouge lors de cette période des années 1990…

Pourtant, concernant la coopération entre la France et l'Afrique au début de cette décennie 90, elle ne semble pas avoir changé de nature : la préservation d'une zone d'influence reste toujours un objectif essentiel. Le continent africain est le vecteur essentiel de la politique de coopération de la France. Mais le changement du contexte africain a obligé la France à entrevoir au début de cette décennie, une nouvelle stratégie de coopération tant sur le plan économique, que sur le plan militaire. Ce fût chose faite avec le discours de la Baule (1990) qui a été le moteur de ce changement de la politique militaire française en Afrique.

[157] Eric FORGEOIS : Les axes prioritaires de la politique étrangère française depuis 1981. Mémoire de D.E.A : Défense Nationale et Sécurité Européenne. Faculté des sciences Juridiques, politiques et sociales de Lille II, 1993-1994.

A) L'affirmation de la volonté de démocratisation des régimes africains

L'esquisse « de la Doctrine de la Baule » avait été faite par Jean-Pierre Cot dès l'arrivée du gouvernement de Gauche au pouvoir en 1981. Cependant, le président Mitterrand ne voulut jamais adopter les idées de J.P Cot. Celui-ci fût même limogé du gouvernement en 1982.[158]Pourtant, c'est cette même doctrine que le président présenta quelques années plus tard. C'est à la Baule, le 20 juillet 1990, au cours du sommet Franco-africain que le président Mitterrand a présenté cette nouvelle doctrine lui conférant ainsi une assise politique.[159]
Lors de cette réunion, le président français insista sur son « attente pour que s'affirment de véritables démocraties avec multipartisme, élections libres, respect des droits de l'homme » au sein du continent africain. Il souligne également que dorénavant, « La France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté », en ajoutant (comme cité ci-dessus) que l'aide serait « plus tiède pour les régimes autoritaires et plus enthousiaste pour ceux qui auraient franchi le pas », comme on l'a vu précédemment.
Cependant, nous observons un réel écart entre la théorie et l'application sur le terrain. Comme le constate Jean-Pierre Alaux[160], parmi les pays du ressort du ministère français de la coopération (32 au total), les plus favorisés n'ont pas toujours été ceux qui ont persévéré sur la voie démocratique.

1) Une priorité : le maintien de la sécurité intérieure des pays africains

Les clauses des accords de défense permettant l'intervention des soldats français pour le maintien de la sécurité intérieure des Etats sont devenues restreintes. La France n'appliquera dès lors ces accords qu'en cas de menace extérieure ou sur un plan strictement humanitaire afin de pouvoir porter assistance ou si le besoin s'en fait ressentir, évacuer les ressortissants français ou Européens.[161]Apparue dans les années 1960 avec les indépendances des territoires de l'ancien Empire français, la coopération de défense a longtemps été conduite par deux institutions distinctes : la sous-direction de l'Assistance Militaire (SAM) et la Mission

[158] Confère chapitre 2 de la première partie
[159] Eric Forgeois : Les axes prioritaires de la politique étrangère française depuis 1981. Mémoire de D.E.A : Défense Nationale et Sécurité Européenne. Faculté des sciences Juridiques, politiques et sociales de Lille II, 1993-1994.
[160] Jean-Pierre ALAUX : « le Monde diplomatique », le temps des exclusions, janvier 1994.
[161]Entretien avec le Général Delaunay, le 24 septembre 2009 à Lille.

Militaire de coopération (MMC). Cette dernière, sous l'autorité du ministre de la coopération, conduisait la politique structurelle française avec les Etats d'Afrique subsaharienne, tandis que la SAM la gérait pour le reste du monde.

Devenu inadapté après la fin de la guerre froide et avec la mondialisation, ce système a été renforcé en décembre 1998 avec la création de la Direction de la Coopération Militaire et de Défense au sein de la Direction générale des affaires politiques et de sécurité du ministère des Affaires étrangères. Par ailleurs, une partie des ressources accordées à la coopération militaire avec l'Afrique subsaharienne a été réorientée vers la sous-direction de la coopération de Défense, afin de mieux prendre en compte les grandes évolutions géopolitiques du monde actuel.

2) Vers le multipartisme des pays africains

L'action en faveur d'une libération économique et politique fut reprise en février 1991 par l'agence politique pour le développement des Etats-Unis, ainsi que par l'O.C.D.E. en décembre 1992.[162] Les pays africains doivent dorénavant s'engager sur le chemin de la démocratie afin de pouvoir bénéficier des aides financières des pays développés.

De nos jours, le livre polémique de René Dumont paru en 1962 pourrait s'intituler « la démocratie africaine est mal partie ». Dans sa version originale, « L'Afrique est mal partie », l'auteur regrettait déjà une « Afrique cliente de l'Europe ». Ce lien entre le continent africain et l'occident reste polémique sur le plan démocratique. Remonter à Dumont permet de tempérer ce débat qui n'a jamais totalement disparu sur la non préparation de l'Afrique à la liberté et sur l'inadaptation du modèle occidental pour cette région du monde. Dès 1990,[163] Jacques Chirac, alors premier Ministre français, déclarait à Abidjan que la démocratie (multipartisme) était « un luxe » et « une erreur politique » pour l'Afrique.
En l'état, la démocratie était délégitimée sur le continent africain qui la perçoit comme un outil occidental de domination du monde. Il fallait ouvrir les instances internationales comme le conseil de sécurité des Nations Unies aux Etats africains et y développer des mécanismes

[162] D. Boulet : « La présence militaire française en Afrique noire depuis 1960 ; un facteur de stabilité » : D.E.A. Défense Nationale et Sécurité Européenne de Lille II, 1993-1994.
[163] Jeune Afrique n° 1523 du 12 mars 1990

de transmission de la volonté populaire conformément à l'article 21, paragraphe 3 de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1945 qui dispose que « la volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics ».

En effet, « l'aide au développement » est présentée comme une « prime à la démocratie » mais, le prétexte des droits de l'homme est souvent utilisé pour déstabiliser les régimes « libres » qui menacent les intérêts des puissances modernes sur le continent. En ce qui concerne la France, tout part de la Baule où, faisant suite au vent de la liberté qui se propage dans le monde avec la chute du mur de Berlin, le président Mitterrand décréta la démocratisation de l'Afrique le 20 juin 1990 lors de la 16ème conférence des chefs d'Etats d'Afrique et de France. Le président français avait dit en substance que le vent de liberté qui avait soufflé à l'Est devait aussi souffler en Afrique. Tous les pays africains présents (37 chefs d'Etats) se devaient d'accélérer le processus démocratique de leurs nations respectives afin de pouvoir pérenniser leurs échanges avec le nord. Le curseur de la démocratie était tenu par les forces étrangères en fonction de leurs intérêts, comme le démontre cet exemple qui dicte la conduite que doivent adopter les africains. Officiellement, la France a décidé à partir de cette date de promouvoir la démocratie en Afrique. C'était un élément essentiel afin que celle-ci apporte son soutien aux Etats voulant suivre ce chemin, celui de la liberté de pensée. Il est important de souligner qu'en 1990, les Etats européens ont consacré 48% de leur aide publique au développement, soit 13.1 milliards de dollars aux pays d'Afrique Subsaharienne, sur un total de 27.5 milliards de dollars. Cependant, la France avec l'Allemagne, favorisent l'aide bilatérale. Cette aide permet la permanence des zones d'influence. La France montre de ce fait sa volonté et sa détermination dans son intérêt pour l'Afrique. La répartition de cette aide profite essentiellement aux pays où s'exerce l'influence française.

3) De timides avancées

Les déclarations françaises de la conférence de la Baule ont entrainé certaines évolutions en Afrique.[164] Il y a le cas du Mali qui s'est ouvert à un certain multipartisme vite abandonné. De même, au Niger, le multipartisme à été mis en place en 1990 avec l'élection présidentielle de Mars 1993 et les élections législatives de févier 1993.
Au Burkina-Faso, le processus de démocratisation a permis en 1991 d'élire le président Blaise Compaoré. Le discours de la Baule a donc permis d'avoir des avancées assez significatives surtout chez les Etats Francophones et d'autres Etats ayant un intérêt primordial pour Paris. C'est le cas du Cameroun qui s'est ouvert au multipartisme depuis 1990. En 1992, il y a eu les élections législatives en mars et des élections présidentielles en octobre, malgré la suite des contestations politiques et une remise en cause de ces élections. Cette nouvelle politique africaine de la France a également eu des effets en juin 1990 en Côte d'Ivoire avec la modification de l'article 11 de la constitution qui dispose qu'en cas de vacance du pouvoir, les fonctions de président de la république sont dévolues de plein droit au président de l'Assemblée Nationale. Ce scénario s'est mis en place après l'annonce officielle de la mort du président Félix Houphouët-Boigny, le 7 décembre 1993. La succession s'est, de ce fait, déroulée dans le calme et démocratiquement. En ce qui concerne le Gabon, en septembre-octobre 1990, les élections législatives ont permis à sept partis d'opposition d'être représentés et d'obtenir 54 sièges sur 120. Le Togo a également été soumis à des contestations contre le pouvoir en place dans les années 1990.[165]

Le Zaïre a décidé dès avril 1990 de mettre en place des changements profonds dans sa vie politique. Le président Mobutu a ouvert son pays au multipartisme et a permis la liberté de la presse. Cependant, plusieurs troubles graves ont eu lieu durant les années 1990. Le Maréchal Mobutu acceptait la démocratie tant qu'elle ne remettait pas en cause son pouvoir. Il est indéniable que la présence des troupes françaises en Afrique influait sur la vie politique des différents Etats de ce continent. L'armée française contribuait sans conteste au maintien de la stabilité intérieure du continent africain. Ce regain démocratique s'est répandu dans

[164] Commission de la défense nationale des forces armées, sur le projet de loi (n°3195) adopté par le sénat, autorisant la rectification du traité instituant un partenariat de défense entre la République Française et la République Gabonaise.
[165] Guillaume FERRARIS : « Les nouveaux accords de défense avec les pays d'Afrique Francophone », mémoire de recherche, Master II de droit spécialiste de Droit Européen et International de Défense et Sécurité.

beaucoup de pays africains qui sont sous influence française, avec des stratégies internes diverses pour favoriser le développement de la démocratie. Certains de ces états qui s'engagent sur le chemin de la liberté veulent aussi en retirer des avantages tant politiques, qu'économiques. Mais la démocratie n'a pas conquis l'ensemble de l'Afrique.

B) La démocratie à géométrie variable en Afrique

Certes, les déclarations françaises de la Baule ont suscité certaines évolutions en Afrique noire, et surtout dans les pays sahariens. Quelques exemples nous montrent que les dirigeants des pays d'Afrique subsaharienne ont plus ou moins pris en compte cet appel de la diplomatie française. La démocratie a une vocation mondiale du fait qu'elle est détentrice des valeurs universelles visant un meilleur accomplissement de l'homme en société. Mais elle ne se conçoit et ne se pratique pas partout de la même manière. L'Afrique dans sa diversité doit chercher à forger son propre modèle de démocratie en tenant compte de son histoire et de la réalité de son évolution actuelle et spécifique. L'Afrique sur les plans géographique, démographique, religieux et culturel est caractérisée par une pluralité de situations. Permettre une réponse appropriée au défi du multiculturalisme constitue de nos jours un des grands enjeux pour les démocraties modernes et les nations africaines. Le multiculturalisme ne doit pas conduire à la ghettoïsation des minorités ethniques et tribales. Bien au contraire, il doit les libérer de toute forme d'aliénation. Mais la dictature en Afrique est couverte par des pseudos partis illusoires. Dans ce contexte, le dialogue apparaît comme le seul moyen de résoudre pacifiquement les conflits. Le recours aux armes utilisées à maintes reprises dans plusieurs pays africains depuis les indépendances, n'a jamais résolu complètement les crises.
Comme le souligne Jean-François Bayart, « une légende plaisante veut que la conférence de *la Baule, en juin 1990, ait propulsé l'Afrique dans l'ère du multipartisme, parfois à son corps défendant. C'est oublier la chronologie des faits* : La France a pris acte tardivement, et de *manière bien ambigüe d'une revendication libérale…qui était devenue irrépressible* ».[166]

L'opinion occidentale reste gorgée de stéréotypes sur le pouvoir en Afrique, en particulier quant au rôle privilégié que la corruption et le tribalisme sont censés jouer sur ce continent. L'analyse des groupes sociaux qui se disputent l'Etat postcolonial et les différents scénarios

[166] Jean-François Bayart, la politique africaine de la France. « Ni le Zambèse ni la Corrèze », le monde, 5 mars 1992.

qui ont prévalu depuis la proclamation des indépendances permet d'avancer des hypothèses neuves sur la formation d'une classe dominante. Celle-ci adopte une stratégie individuelle et des modes populaires d'action politique, selon l'importance des réseaux d'influence et des terroirs historiques dans le déroulement des conflits, et selon la récurrence des conduites religieuses, des dissidences sociales ou de l'émergence de cultures originales[167].

1) Une politique démocratique illusoire

« *L'Afrique s'engage dans le pluralisme et chante les louanges de l'Etat de Droit* ».[168] L'impression d'ensemble d'une démocratisation qui aurait obligé les gouvernements des pays africains à une totale conversion au nouveau credo démocratique ne saurait faire longtemps illusion.

Beaucoup d'observateurs arrivent au même constat : l'accès à une prétendue démocratie n'a pas permis, jusqu'à aujourd'hui, de véritables changements dans la politique africaine de la France. La coopération est restée tributaire de la nécessité impérieuse pour Paris de garder ses intérêts et sa présence en Afrique, malgré les menaces d'autres puissances comme les Etats-Unis d'Amérique.[169]

La situation politique africaine explique les limites de la « prime à la démocratie » promise en 1990, et le recours exceptionnel aux sanctions de coopération à l'encontre des présidents « amis », peu respectueux des principes démocratiques mais garants de la stabilité de la région.[170]On ne peut parler de démocratie sans la participation effective du peuple. Les individus doivent avoir la possibilité de s'exprimer, de prendre des initiatives dans les divers domaines de la vie publique. Il est nécessaire de promouvoir des structures ou institutions politiques favorisant la participation du plus grand nombre. La démocratie africaine devrait être fondée sur le dialogue entre les institutions gouvernementales et la société civile car la pratique démocratique est intimement liée au respect des lois et des institutions.

[167] Jean-François Bayard, l'Etat en Afrique : la politique du ventre, nouvelle édition, Fayard l'espace polique.
[168] Gérard Conac, les processus de démocratisation en Afrique, parlements et francophonie, n°83-84, 4ème trimestre 1991-1er trimestre 1992, p.83.
[169] Entretien avec le général Delaunay, le 24 septembre 2009 à Lille.
[170] Josselin de Rohan (sénateur) : Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique de la France. Sénat : Session ordinaire 2010-2011 n°324.

2) Les limites de la « prime démocratique »

L'attitude retenue de la France est dictée par l'idée comme on l'a vu que la démocratisation est forcément un processus long, lent, incertain, aussi bien en ce qui concerne ses résultats, que sa durabilité, et même sa nécessité.

On pourrait hâtivement en déduire qu'il n'y a aucune corrélation entre les efforts produits par un pays africain sur la voie de la démocratie et la distribution de l'aide française. En fait, il y a bien une modulation des aides, mais celle-ci n'est pas durable. Une prime à la démocratie est octroyée au moment du démarrage mais aussi des étapes décisives du processus de démocratisation : les pays les plus avancés bénéficient alors de soutiens substantiels. Le Mali, par exemple, après la chute de Moussa Traoré, hostile à l'injonction de la Baule, reçoit en 1991 de Paris une aide d'urgence de 90 millions de francs, l'équivalent de la totalité des aides reçues en 1990. Mais la générosité financière de la France ainsi que des autres bailleurs de fonds, semble se tarir au moment où doivent s'enraciner des institutions et des pratiques démocratiques stables. Ensuite l'aide redevient normale: elle est davantage liée à l'histoire, à l'état des relations bilatérales entre donateur et bénéficiaire, à la position stratégique d'un pays plutôt qu'à ses performances en politique intérieure.

Une étude comparée des aides attribuée au Bénin, classé parmi les pays les moins avancés, et au Gabon, pays à revenus intermédiaires, sur la période 1990-1994, permet de soutenir ce point de vue[171]. Le Bénin n'a vraiment reçu de la France une « prime » en récompense des progrès de la démocratie mais aussi de ceux de l'assainissement des finances publiques, que durant les années 1989, 1990 et 1991. Longtemps mis au ban des récipiendaires pour son option en faveur du marxisme-léninisme, le « pionnier de la démocratie africaine » reçoit en 1990-1991 une part de l'aide proche de celle perçue par le Gabon, qui, en raison des liens constants et privilégiés avec la France, a toujours bénéficié lui d'une attention soutenue. A partir de 1992, la consolidation de la vie institutionnelle démocratique au Bénin n'ouvre plus de droit à un quelconque avantage : et c'est pourquoi l'aide française chute très sensiblement.

[171] Jean-François Obiang, Aide française et processus de démocratisation. Les cas du Bénin et du Gabon (1990-1994), mémoire de sciences politiques, 1996, Paris I.

En revanche, l'aide au Gabon d'Omar Bongo double littéralement en 1993-1994, en dépit des soubresauts provoqués par un processus de libéralisation contrôlée à l'issue d'une conférence nationale consultative, et des accusations récurrentes de fraude électorale[172]. Ce n'est donc que provisoirement que la coopération française cesse d'être exclusivement dictée par des considérations stratégiques, économiques, diplomatiques, sans grand rapport avec les performances démocratiques des bénéficiaires.[173]

3) La démocratie fragilisée par les coups d'Etat

L'Afrique est un terrain favorable pour les déstabilisations politiques et sociales. Les jeunes Etats indépendants ont très vite semblé s'accommoder du coup d'Etat comme mode naturel de conquête du pouvoir. Pendant les années 1960-1970, plusieurs pays africains ont subi des coups d'Etat qui ont porté des militaires au pouvoir. [174]

Le vent de démocratisation qui a soufflé sur l'Afrique au début des années 1990 avait entrepris de mettre à mal les fondements théoriques de validations des coups d'Etat, en particulier de l'école développementaliste qui considère que l'intervention des militaires en politique n'est pas par nature contraire aux pratiques démocratiques[175]. Elle profite du

[172] V. notamment Charles M'BA, La « conférence nationale » gabonaise : du congrès constitutif du rassemblement social-démocrate gabonais (rsdg) aux assises pour la démocratie pluraliste, Afrique 2000, novembre 1991, n°7, pp.75-90. Après avoir consenti au multipartisme, sous la pression de l'opposition, le Président Omar Bongo a repris le contrôle de l'ouverture démocratique, en ne s'estimant pas lié par les décisions de la Conférence nationale : il a nommé le premier ministre de transition : il a « débauché » des opposants. L'intervention de l'armée française en mai 1990, lors des émeutes de Port-Gentil provoquées par l'assassinat d'un dirigeant de l'opposition, lui a évité une crise qui aurait pu lui être fatale, à la suite des scrutins de 1990 et 1991, tenus dans des conditions controversées, l'ex-parti unique, le Parti Démocratique Gabonais s'est assuré de justesse la majorité à l'Assemblée Nationale, enfin malgré les vives protestations et les tentatives de « rébellion » de l'opposition, Omar Bongo a été réélu, le 5 décembre 1993, dès le 1er tour avec 51.18% des suffrages seulement.

[173] Selon le rapport du comité d'aide au développement de l'O.C.D.E, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Sénégal, le Congo et le Gabon figurent parmi les dix principaux bénéficiaires de l'aide politique au développement versée par la France. Il s'agit de pays, où ont été souvent menés des processus de libéralisation contrôlée et où les élections pluralistes, dont les résultats sont fortement contestés, n'ont jamais consacré l'alternance, sauf au Sénégal, en mars 2000.

[174] Pierre F. Tavares, « désintégration des souverainetés nationales. Pourquoi tous ces coups d'Etat en Afrique ? », Le monde diplomatique, janvier 2004, p. 16.

[175] Daniel Lerner, Richard Robinson, « Swords and Plougshares. The Turkish Army as a Modernising Force », World Politics, n°13, 1960, P. 14619. Parmi les raisons avancées, on note les capacités d'organisation des forces armées, les qualités morales, le patriotisme des cadres militaires… Lorsque les circonstances de l'histoire en consacrent la légitimité, le coup d'Etat est accueilli avec soulagement, voire enthousiasme, par les peuples opprimés. On ne saurait soutenir que la prise du pouvoir au Mali par le général Amadou Toumani Touré en 1991, n'a pas été salutaire pour le peuple malien.

contexte international favorable. L'Organisation de l'unité africaine avait décrété les coups d'Etats hors la loi et ainsi avait sonné l'alerte contre les régimes prétoriens.

Le bilan de deux décennies de transitions démocratiques en Afrique est décevant : guerres civiles, dictatures et coups d'Etats perpétuels. Cependant, les sociétés africaines, plurielles et innovantes s'approprient les formes démocratiques, avec un langage et des conceptions qui leur sont propres.

Mais l'avènement de dirigeants élus démocratiquement n'a rien changé aux politiques de prédation, de clientélisme et de corruption, alors que les populations espéraient une distribution plus juste et objective des richesses nationales. Dans de nombreux pays, les gouvernements se sont révélés incapables de répondre aux exigences du peuple. De l'euphorie, ils sont passés à la frustration la plus totale à un sentiment d'injustice. C'est dans ce contexte social désastreux que les coups d'Etat militaires firent de nouveaux leurs apparitions dans les années 1980[176]. Certes, les nations africaines ont accompli des évolutions significatives sur le chemin de la démocratie. Mais l'expérience est encore trop fragile. Les résistances rencontrées tout au long de ce jeune processus, démontrent que les perspectives prometteuses que l'ouverture sur la voie du multipartisme au début des années 1990 avait fait naître, semblent être dans une impasse préoccupante. Le manque d'alternance pacifique est un des symptômes qui nourrit la déception à l'égard de l'importation de la démocratie à l'occidentale dans les pays africains. En dehors de quelques rares cas comme le Sénégal, où Senghor cède le pouvoir à son premier ministre Abdou Diouf en 1981, ou une année après, lorsque Ahidjo donne les rênes du pays à Paul Biya au Cameroun ou récemment au Nigeria en 2015 ou il y a eu une élection démocratique, l'alternance en Afrique reste généralement lettre morte ou se fait dans le sang[177].

La France adopte alors une attitude prudente, ce qui lui permet d'apprécier la situation au cas par cas en fonction de ses propres intérêts géostratégiques, tout en se montrant dogmatiquement respectueuse des souverainetés africaines qu'elle a maintes fois malmenées par le passé[178]. La France prend le risque de faire preuve d'une trop grande tolérance par

[176]Voir Niandou Souley Abdoulaye, « Le capital de confiance initiale des régimes militaires africains », Afrique et Développement, vol. 20, n° 2, 1995, P. 42.
[177] Noël Kodia et Emmanuel Martin, Les raisons de l'absence d'alternance en Afrique : libre Afrique,un regard alternatif sur le continent
[178] Danielle Domergue-Cloarec, la France et l'Afrique après les indépendances. Paris, Sedes, 1994, pp.113-148.

rapports à d'autres bailleurs de fonds plus exigeants, comme l'Allemagne, les Etats-Unis ou l'Union Européenne.[179]

La continuité de la politique africaine de la France en Afrique a dans beaucoup d'Etats négligé la mise en œuvre de la démocratie. L'Afrique et la France sont tenues par leur propre stratégie. Comment faire, pour démocratiser, tout en préservant les intérêts français et la stabilité des régimes africains ? La conditionnalité démocratique se fera seulement si la France arrive à adapter sa politique de coopération en Afrique en ayant une démarche plus rigoureuse et objective.

Section II : L'adaptation de la politique de coopération française sur le continent africain à l'aube du XXI siècle

Le dispositif militaire français en Afrique va faire l'objet d'une restructuration et d'un allégement du fait des nouvelles orientations. S'il est allégé, la présence militaire française n'est aucunement remise en cause car il existe des intérêts, tant du côté français que du côté africain, à garder cette présence. Cependant, la France doit prendre en compte la professionnalisation de son armée ainsi que la multiplicité des crises africaines. Paris doit aussi avoir une capacité à projeter sur le continent africain des forces le plus rapidement possible. D'où la proposition faite aux partenaires du gouvernement français d'une réduction des bases militaires en Afrique ainsi qu'une réorganisation de celles-ci avec une redéfinition de leurs missions,[180] la géopolitique mondiale va remettre en cause la présence militaire française en Afrique.

« *La France n'a pas vocation à être militair*ement présente en permanence sur les mêmes *bases. (...) La France procèdera donc à la conversion progressive de ses implantations* anciennes en Afrique, en réorganisant ses moyens autour, à terme, de deux pôles à dominante *logistique, de coopération et d'ins*truction, un pour chaque façade, atlantique et orientale, du

[179] Avant les années 1990, l'Europe avait interrompu sa coopération avec plusieurs pays en raison de violations graves : l'Ouganda, d'Amin Dada, l'Empire Centrafricain de Jean-Bedel Bokassa ou la Guinée Equatoriale de Macias Ngéma. La première suspension formelle de la coopération Européenne, en vertu des accords de Lomé, était intervenue en Mars 1990 à l'encontre du Soudan.

[180] Mélanie Decock : La France et la sécurité du continent africain à l'aube du XXIème siècle. D.E.A : Défense Nationale et Sécurité Européenne université de Lille II. Droit et Santé.

continent, tout en préservant une capacité de prévention dans la zone sahélienne », préconisait le livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale (LBDSN)[181].
Depuis, la France a remis à plat les accords de défense la liant avec huit de ses anciennes colonies africaines. Deux bases permanentes ont été conservées (Gabon, Djibouti) alors qu'un pôle de coopération régional a succédé aux forces françaises du Cap-Vert et au Sénégal.

§ I : Le repositionnement militaire français

Le plan de redéploiement du dispositif militaire français en Afrique, dit « plan Millon », examiné en conseil de défense le 4 mars 1997[182], était déjà l'aboutissement d'une grande réflexion entre l'Etat-major des armées et la délégation aux affaires stratégiques du ministère de la défense.
Ce projet faisait suite à la professionnalisation des armées et la volonté de remettre à plat les accords de défense qui lient la France aux pays africains.
Ce plan répondait également à la volonté d'aménagement de la politique française de coopération bilatérale et d'accords de défense du livre blanc sur la défense de 1994. Celui-ci souhaitait l'allégement du pré-positionnement militaire français, en contribuant davantage à la modernisation des appareils de défense africains, plutôt qu'à des interventions directes.[183]

Le successeur de Charles Millon, Alain Richard, ministre de la défense sous le gouvernement Jospin (1997-2002), ira plus loin dans la réduction des effectifs qui passe de 30 à 40% sur trois ans. La présence militaire française passe de 8200 soldats à 5600 en Afrique. Des unités tournantes devraient partir de métropole tous les quatre mois, et deux bases militaires françaises en République Centrafrique fermeront leurs portes.[184]
A l'inverse, les bases de Djibouti (point stratégique pour la corne de l'Afrique), de Libreville au Gabon et de N'Djamena au Tchad (point stratégique pour l'Afrique Centrale) sont préservées.

[181] Publié en juin 2008
[182] Le Monde, 11 Janvier 1997 et du 16 Mars 1997.
[183] Mélanie Decock : La France et la sécurité du continent africain à l'aube du XXIème siècle. D.E.A : Défense Nationale et Sécurité Européenne université de Lille II. Droit et Santé.
[184] Le Monde, 25 octobre 1996.

Dans le livre blanc de 2013, il est précisé qu'il faut bâtir un nouveau modèle d'armée. Pour la première fois, il inclut des capacités de cyberdéfense militaires en relation étroite avec le renseignement et la planification défensive et offensive, préparant ou accompagnant les opérations militaires. Le livre blanc de 2013 introduit une inflexion par rapport à celui de 2008. Le dernier livre distingue les opérations de coercition, susceptibles de voir les forces françaises affronter des armées étatiques, et les opérations de gestion de crise, qui ont des caractéristiques militaires différentes.

Aujourd'hui, la nouvelle loi de programmation militaire présentée par le ministre de la Défense Mr Le Drian, pour la période 2014-2019, doit traduire budgétairement les priorités mentionnées par le dernier livre blanc sur la défense. Au nombre de ces dernières est prévu l'engagement de nos forces dans des « zones prioritaires pour la défense et la sécurité », notamment « le Sahel, de la Mauritanie à la Corne de l'Afrique, ainsi qu'une partie de l'Afrique subsaharienne ».
De ce fait, la France reste opérationnelle sur le continent africain si la nécessité s'en fait sentir, notamment pour respecter ses engagements dans le cadre des accords de défense.

A) Les causes du repositionnement français

L'action militaire française vise à répondre à une double exigence : la projection des soldats sur un théâtre opérationnel et une nouvelle définition de la politique de défense.
Comme le souligne Henri PAC, « Affronter les risques et menaces susceptibles de peser sur *l'environnement du pays, il s'agit d'une logique de sécurité, assurer à la France une* autonomie stratégique en rapport avec les responsabilités et les charges qui découlent de la *conception de son rôle sur la scène internationale, il s'agit là d'une logique de puissance* »[185].
Cette logique de puissance consiste dans la capacité de pouvoir intervenir rapidement, en engageant des moyens militaires. Ceci afin de protéger et de défendre les intérêts français et européens partout dans le monde et surtout sur le continent africain. Celle-ci a été aussi créée afin d'assurer le respect des accords de défense et de participer aux interventions multilatérales, internationales et européennes à la mesure des responsabilités de la France.

[185] PAC Henri : « interventions militaires françaises et restructurations des forces armées », ares-défense et sécurité, avril 1998, p.63-72.

Cela suppose donc que l'armée française devra être prête et suffisamment entraînée afin d'être déployée à tous moments. Seule une armée professionnelle pouvait répondre à ces nouveaux objectifs. Dès lors, l'optique d'une projection suppose d'avoir des soldats disponibles et de pouvoir réagir au plus vite. Cette nouvelle façon d'agir a occasionné l'allégement du personnel militaire dans cette région du monde. Les ministres de la Défense de l'époque ont indiqué que la réduction des effectifs sur le sol africain ne signifiait pas un désengagement de la France : « *Il n'est pas question de renoncer à nos implantations en Afrique mais de les organiser différemment. Je n'ai pas tranché sur le périmètre, mais sur un chiffre global* »[186].

L'action militaire française dans cette zone du monde est renforcée par la présence des forces spéciales. Celles-ci sont en effet les seules qui verront leurs effectifs et leurs moyens de commandement renforcés, de même que leur capacité à se coordonner avec les services de renseignement. Or les hommes du Commandement des Opérations Spéciales ou Secrètes (COS), déjà présents en nombre et de manière non-officielle en Mauritanie, au Burkina-Faso, au Niger, au Mali ne sont comptabilisés ni dans les troupes pré-positionnées, ni dans les opérations extérieures. Le COS est placé sous l'autorité directe du président de la république et du chef d'état-major des armées (CEMA). Il a été créé par l'arrêté du 24 juin 1992. Le principe d'une opération spéciale, est celui d'une action qui a une très haute valeur stratégique, soit pour un pouvoir politique, soit pour un commandement militaire, qui va durer entre quelques jours et plusieurs semaines, souvent très loin en arrière des lignes ennemies et avec un tout petit nombre d'hommes, dans le secret le plus complet.

1) Des interventions multiples devenant multilatérales

Il est indispensable d'avoir des moyens conséquents, si l'on veut avoir avec une politique efficace. Depuis le début des années 90, il y a une inflexion sensible dans la finalité des interventions françaises. Depuis la décolonisation, les autorités françaises ont permis plus de trente interventions allant de la « simple gesticulation » au déploiement de grande envergure, comme la guerre du Cameroun qui est une guerre pas très connu des manuels d'histoire. Un conflit terrible, menée par l'Armée française au Cameroun, de 1948 à 1971,

[186] Selon les dires du ministre actuel (Mr Le Driant)

pour combattre les indépendantistes. Une guerre fondatrice, qui permet de comprendre les piliers du néocolonialisme français en Afrique, aujourd'hui encore[187].

De façon générale, la France entend conserver la capacité d'agir seule si ses intérêts nationaux ou ses engagements bilatéraux l'exigent.

Une grande partie de ces actions françaises sur le sol africain avait pour but de soutenir des régimes en place, minés par une révolte nationale ou une déstabilisation venant de l'étranger[188]. Comme nous l'avons rappelé[189] depuis la conférence de la Baule en 1990, la priorité a été axée sur la démocratisation de l'Afrique, ce qui a obligé la France à être plus regardante dans ses interventions[190]. La France s'attache, autant que possible, à ce que toute intervention de ses forces armées à l'extérieur s'effectue dans le cadre d'un accord ou sous mandat d'une autorité internationale.

Aujourd'hui, l'intervention bilatérale de la France, même si elle est fondée juridiquement[191] est automatiquement perçue comme une attitude néocolonialiste aux yeux du monde[192]. La coopération militaire de sécurité et de défense est un élément important de la politique générale de coopération et de développement, elle conforte par exemple la formation d'une structure collective en Afrique (le concept RECAMP). En ce qui concerne les accords bilatéraux de défense conclus au moment des indépendances de l'Afrique, certains d'entre-eux comportent des clauses de solidarité, par exemple une clause de défense en cas d'agression extérieure. Ces accords ont amené la France dans le passé à s'investir durablement dans un conflit, comme ce fut le cas dans le conflit frontalier entre le Tchad et la Libye[193].

Dorénavant la France ne veut plus intervenir seule sur le continent africain. De plus, les présidents africains eux-mêmes au sein de leur classe politique, sont réticents à l'intervention

[187] Thomas Deltombe, Manuel Domergue, Jacob Tutsitsa, La guerre du Cameroun, enquête sur les origines de la Françafrique. Ces trois journalistes ont recueilli des centaines de témoignages et fouillé dans les archives, en France et au Cameroun.

[188] Entretien avec le Général de Corps d'armée : Damay Christian, le 6 juin 2009.

[189] Dans le 1er chapitre de la partie 2

[191] La validité de ces interventions repose sur la signature d'accords de défense avec les pays africains, qui permettent d'invoquer l'article 51 de la charte des Nations-Unies.

[192] Ce fut le cas pour les interventions françaises aux Comores en 1995, et même l'opération Turquoise en 1994 qui pourtant fit l'objet. d'une résolution des Nations-Unies, in « les relations militaires franco-africaines », Goursolas Antoine : « les relations militaires franco-africaines vers une nouvelle approche », CID Tribune n°9, janvier 1997, p 33-36.

[193] Le conflit tchado-libyen est un conflit entre le Tchad de Hissène Habré et la Libye de Mouammar Kadhafi pour le contrôle de la bande d'Aouzou entre 1978 et 1987. L'opération Manta puis l'opération Epervier de l'armée française se sont déroulées durant ce conflit afin de soutenir le gouvernement tchadien.

d'un pays étranger surtout si celui-ci ne contribue pas à asseoir leur pouvoir. La France cherche bien souvent à s'engager avec d'autres pays, comme l'Union Européenne ou des nations africaines comme l'Algérie, le Tchad ou l'armée nigériane.

2) Un dispositif français adapté

Le dispositif militaire français en Afrique semble être en adéquation avec une stratégie où les forces françaises sur le continent africain ont un rôle double : leur mission est d'assurer l'autonomie stratégique de la France liée au respect des accords de défense signés avec son ex-empire colonial, et de participer dans le même temps à la sécurité collective du continent africain[194]. Il s'agit essentiellement de mettre en avant les ambitions militaires de la France, afin de démontrer que celle-ci est capable de respecter ses accords de défense.

Ce repositionnement militaire de la France en Afrique ne peut pas être perçu comme un retrait de l'ex-puissance coloniale dans cette zone du monde. La politique française s'adapte simplement aux bouleversements mondiaux. Paris se doit de maintenir une présence effective sur le continent africain dans son intérêt tant économique, que politique.

B) La France impose à partir de 1998 une nouvelle doctrine démocratique

La nouvelle orientation de la France avec les pays africains a obligé ceux-ci à tendre vers des régimes plus démocratiques ou plutôt à s'ouvrir à des idées démocratiques, ce qui sous-entend une constitution qui doit être appliquée, une alternance démocratique, un pluralisme politique et le strict respect des libertés individuelles.
Cette nouvelle évolution des relations entre la France et le continent africain a nécessairement eu des changements sur la politique militaire française en Afrique et sur la structure même de l'armée française. Beaucoup de spécialistes de l'Afrique prennent comme repère la fin de la guerre froide pour ainsi énoncer une période nouvelle pour le continent africain. Nul de peut prétendre que la situation géopolitique après la chute du bloc de l'Est n'a pas changé les relations entre l'Afrique et le monde, dont le continent africain était un des enjeux majeurs.

[194] Entretien avec le Général de division, Jean-Paul Monfort le 2 Juin 2009.

Toutefois, malgré cet événement historique, on constate une continuité des politiques occidentales et notamment françaises vis-à-vis de l'Afrique, mais sous d'autres formes.
Le nouveau schéma militaire français en Afrique renvoie au livre blanc de la défense nationale de 1994 et ensuite celui de 2008, qui prédit un repositionnement militaire stratégique progressif, afin de responsabiliser de plus en plus les Etats africains.

Pour cela, en 1998, les autorités françaises ont engagé une profonde réforme de la coopération[195] qui les a amenées à redéfinir leur politique en Afrique : la France entend « *encourager la démocratisation, le renforcement de l'Etat de droit, toujours en gardant le souci d'éviter toute ingérence dans les* affaires intérieures de ses partenaires»[196], et celui de susciter « un dialogue libre et exigeant » où doivent être bannies « les approches paternalistes et indulgentes »[197]. Cependant la démocratisation semble avoir moins d'impact dans les années 1999-2000, ceci à la faveur des nouveaux principes, la non-ingérence et la non-indifférence démocratique[198].

1) La non-ingérence dans les crises africaines

C'est à l'occasion du putsch militaire de Noël 1999 en Côte d'Ivoire[199] que la France provoque un véritable « séisme dans le pré carré »[200]. Malgré la condamnation du coup de force, Paris refuse au Président Henri Konan Bédié, successeur constitutionnel de Félix Houphouët-Boigny en 1993, élu en 1995, sans véritable rival, toute aide « pour rétablir la légalité constitutionnelle ». La France lui accorde simplement une protection militaire pour son départ en exil « dans la sécurité et la dignité ». La non intervention en faveur du régime « ami » permet au Général Robert Gueï de mettre fin, sans coup férir, à la domination

[195] V. notamment sur cette réforme le communiqué du conseil des ministres du 4 février 1998, Documents d'actualité internationale, n°6, 15 mars 1998, p.196 et le Monde, 6 février 1998.
[196] Note de fond du Ministère des Affaires Etrangères, avril 2000.
[197] Allocution de clôture de M. Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie, in Assemblée Nationale « la nouvelle politique africaine de la France. Colloque international 25 novembre 1998 - Paris », p.145.
[198] Pour reprendre des concepts développés sur le thème de la sécurité par Lionel Jospin, Premier ministre, dans son discours du 3 septembre 1998 à l'IHEDN, in Politique Etrangère de la France, septembre-octobre 1998, p.17.
[199] V. notamment, Côte d'Ivoire. Est-ce une révolution ? Jeune Afrique, hors-série n°2, janvier 2000, Côte d'Ivoire. La tentation éthno-nationaliste, politique africaine, n°78, pp.5-142, et le dossier d'actualité consacré au coup d'Etat en Côte d'Ivoire sur le site internet du ministère des affaires étrangères.
[200] Philippe Leymarie, séisme dans le pré-carré, le monde diplomatique, Février 2000.

continue du PDCI depuis l'indépendance. Cette abstention positive des autorités françaises, après l'élimination des divergences entre l'Elysée et Matignon, a valeur de symbole[201]. Selon le ministre Charles Josselin, cela illustre « *la nouvelle politique française en Afrique. Il n'est plus question de nous ingérer dans le débat de politique intérieure, il n'est pas question de* maintenir contre la volonté populaire tel ou tel dirigeant »[202]. Les africains doivent donc se prendre en main.

2) La non-indifférence démocratique

Par le passé, la France justifiait le refus de porter secours à un pays en voie de démocratisation, comme au Togo en 1992, ou d'enjoindre à un dirigeant d'instaurer à bref délai un régime démocratique par « l'argument refuge »[203] de la « non-immixtion » dans les affaires intérieures, l'un des principes fondamentaux du droit international. Une telle abstention ruinait les fondements de la conditionnalité démocratique dès lors que les régimes autoritaires privilégiés pouvaient même indirectement obtenir un soutien décisif. La nouvelle politique africaine de la France préfère désormais « une présence critique à une absence improductive ». Ce « renouveau » de la conditionnalité démocratique, essentiellement dans son volet sanctions, pose, avec acuité, les problèmes de la définition des « infractions » à la démocratie devant entraîner une interruption de la coopération et de la fixation d'un terme acceptable à la « condamnation » d'un pays, au vu des résultats obtenus[204].
Les résultats de la nouvelle coopération française au développement d'une réelle démocratie en Afrique ne sont pas insignifiants mais ils montrent les limites inhérentes à l'idée même de la mise en place la liberté.

Dès lors, toute attitude moralisatrice voulant sanctionner économiquement le moindre manquement à l'éthique de la Démocratie[205] serait difficile à mettre en œuvre et surtout

[201] Stéphane Bolle : La conditionnalité Démocratique dans la politique africaine de la France. Enseignant chercheur associé au CERDRADI.
[202] Entretien de Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la Francophonie, RFI, 27 décembre 1999.
[203] Justine M'Poyo Kasa-Vubu, sommes-nous décolonisés ? Bruxelles Castels, labor, 2000n p.19.
[204] Stéphane Bolle : La conditionnalité démocratique dans la politique africaine de la France. Enseignant chercheur associé au CERDRADI.
[205] On ne peut, par exemple, envisager sérieusement de moduler les aides françaises au Gabon en considération de la révision constitutionnelle d'octobre 2000 qui accorde une immunité à vie aux anciens chefs d'Etats, dont pourrait bénéficier le président Omar Bongo : « Le Président de la République qui a cessé d'exercer ses fonctions ne peut pas être mis en cause, poursuivi, recherché, arrêté, détenu ou jugé pour les faits définis par la

illégitime : « *lier l'aide économique au degré de démocratisation (n'a) en soit rien de très* égalitaire et (pénalise) les populations pauvres ou jugulées »[206].

Le regard critique de la France, comme celui des autres nations démocratiques, apparaît primordial à bien des responsables africains. Ceci, afin d'accompagner l'émergence de la démocratie et ainsi faire respecter le verdict des urnes par les présidents sortants[207] : la France se verrait reprocher son indifférence et son attentisme en cas de non intervention, à l'inverse, elle se verrait reprocher son attitude néocolonialiste.

§ II : l'Afrique autrement

Depuis 1998, la France a changé sa politique militaire étrangère. Ces changements envers l'Afrique sont également survenus à cause des différents conflits qui l'ont ruinée depuis la fin de la Guerre Froide. La France a encore fait évoluer sa position et depuis 2002, elle parle de partenariat avec le continent africain. De plus pour accentuer cette nouvelle façon de faire, le ministère de la coopération a été supprimé au profit du Ministères des Affaires Etrangères. Le gouvernement français a imposé le changement d'organisation à son armée. Avant, les militaires français partaient en coopération technique pour des séjours longs avec leur famille et, de ce fait, s'imprégnaient de la culture, de la vie du lieu dans lequel ils vivaient. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui, les soldats français n'ont plus la culture de l'Afrique, leurs séjours sont courts et sans famille. A la différence d'avant où l'on envoyait la Légion Etrangère ou les Troupes de Marine, qui avaient une réelle connaissance de l'Afrique et savaient comment dialoguer avec les chefs locaux ou les autorités au pouvoir. Aujourd'hui tous les régiments sont utilisés pour faire des opérations extérieures, car l'armée est devenue totalement professionnelle. Il y a aussi le changement géopolitique du monde, qui impose de se renouveler ainsi que de se restructurer face aux nouvelles menaces et donc aux changements de stratégie militaire. Il fût un temps où la France n'avait pas à se justifier d'intervenir en Afrique, aujourd'hui son intervention doit se faire dans le cadre d'une

---

loi organique prévue à l'article 81 de la Constitution » (nouvel al. 7 de l'article 78), c'est-à-dire pour les crimes susceptibles de lui être reprochés durant son mandat.

[206] Thierry Garcin, op. cit, p.141.

[207] Ainsi, le Président Abdoulaye Wade, dans un entretien au journal Le Monde, 9 mars 2000, déclare au sujet de l'alternance historique au Sénégal : « s'il n'y avait pas eu le regard de la communauté internationale, les choses se seraient mal passées, parce que les adversaires n'auraient pas accepté un verdict populaire défavorable. « L'Afrique aux africains » est une conception dépassée et un faux alibi pour dictateur. Pour les nations unies et pour certaines grandes puissances, c'est un prétexte pour ne pas intervenir et fuir leurs responsabilités. Pour certains pouvoirs africains, c'est un moyen commode de pérenniser une dictature sans risque ».

opération internationale de l'ONU, dans le cadre de l'Union Européenne ou en cas de crise grave mettant en péril la vie des ressortissants français[208].

A) Une culture militaire africaine en perdition pour l'armée française

De ce fait, il est indéniable que la France perd peu à peu sa culture africaine. Pour illustrer ces propos, il est vrai que les crises Ivoirienne ou Rwandaise de 1994, ont été des déclencheurs du changement de la position française en Afrique. Dès lors, la France, de par le contexte international, était comme obligée de quitter sa « chasse gardée » car les retombées furent nombreuses même en politique intérieure. Il est vrai aussi que les différentes générations d'immigrés que la France a accueillies pour les raisons économiques et militaires, ont aujourd'hui changé l'esprit de la République. De nos jours, les immigrés d'antan sont devenus des français à part entière. Ils s'impliquent dans la vie sociale, politique, économique de leur nation. Mais ils gardent à l'esprit leur passé, leurs origines au même titre que le français issu de l'immigration espagnole, polonaise, italienne ou autre et suivent l'évolution de leur pays d'origine.

De plus, la lutte contre le terrorisme est désormais le maître mot de la présence française en Afrique. Afin de pouvoir opérer dans une zone immense, allant de la côte Atlantique jusqu'au golfe d'Aden, en passant par les sables du Sahara, l'armée française va adopter une nouvelle posture, plus réactive, en multipliant les points d'appui. Elle comptera également sur le soutien opérationnel des forces armées de la région mais aussi sur l'aide technique des Etats-Unis notamment en matière de renseignement (drones, satellites) et de logistique. C'est la technique employée avec l'opération Serval au Mali, et en Centrafrique ces dernières années. Aujourd'hui encore au sein de la bande sahélienne, la France opère de manière similaire avec l'opération Barkhane. Dans cette bande sahélo-saharienne, il semble que les militaires français et américains se croisent discrètement sur le terrain. Au Niger, sur l'aéroport de Niamey, ou en Mauritanie à Atar, ils partagent les mêmes plateformes. Au Nigeria, des cadres de l'armée américaine et des personnels français ont assuré la mise en pratique des drones RQ-9 Reaper sans possibilté de bombardements, déployés en 2013 au profit de la force française Serval, lors des opérations au Mali.

[208] Selon les dires d'un officier des services de renseignements de l'armée française qui n'a pas voulu que je dévoile son identité.

L'objectif de l'armée française est aujourd'hui de mettre au point un « maillage » permettant d'intervenir avec efficacité et réactivité. « Nous devons faire remonter nos hommes vers le nord, pour être au plus près de la menace », soulignent certains officiers ayant contact avec le ministre de la Défense. La stratégie retenue est d'avoir plusieurs milliers d'hommes (environ 3000 ou plus) afin de pouvoir aller rapidement d'une position à une autre.

1) Quelles sont les modalités de sa présence militaire sur le sol africain ?

Tous ces bouleversements mondiaux et africains depuis quelques années ont changé la position de Paris sur ce continent. Ils ont obligé la France à adopter une position en adéquation avec sa politique nationale et sa politique étrangère. S'agissant de l'Afrique même, la France entame le dialogue avec les pays non francophones. A la différence d'avant, aujourd'hui, l'Etat français n'hésite plus à se rapprocher, discuter avec des pays d'Afrique qui étaient des anciennes colonies de l'Empire Britannique. On constate clairement que Paris se cherche, sa présence est en pleine mutation sur ce continent. La France se questionne.
Doit-elle se repositionner ? Comment se repositionner ? Est-ce que la France est encore souveraine en Afrique ? La France doit-elle prendre du recul par rapport à l'Afrique sur tous les points ? Dans toutes les situations, elle doit clarifier sa position en ayant une ligne de conduite claire. Elle doit agir en prenant en considération son histoire passée et ses valeurs. La nouvelle stratégie militaire française semble s'orienter plus vers un dispositif ultra-marin afin de pouvoir intervenir partout dans le monde avec des bases militaires mobiles.

2) Les nouvelles relations Nord/Sud

La mondialisation est incontestablement le changement économique majeur des trente dernières années. Elle a permis l'émergence de nouveaux pays industrialisés sur la scène internationale, ce qui ne s'est pas effectué sans bouleversements, délocalisations ainsi que fermetures d'usines dans les pays industrialisés. Faute de règles internationales clairement établies, tout est permis sur le plan commercial, ou presque, et la concurrence fiscale ou le moins disant social sont au centre des débats. La mondialisation a permis à beaucoup de pays européens, dont la France, de recruter une main-d'œuvre bon marché. Cette force de travail envahit des secteurs entiers des pays industrialisés. C'est le cas par exemple dans le domaine médical, où des personnes qualifiés (médecins, infirmiers (ères) venant des pays africains,

comme l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, ayant un bon niveau de connaissance et parlant parfaitement le français, sont moins rémunérés qu'un médecin français, belge ou espagnol. Dès lors, la mondialisation est une aubaine pour beaucoup de pays.

Le nouveau contexte mondial remet en cause les fondements qui ont conçu les relations Nord-Sud car, depuis quelques années, il s'est créé un déplacement du centre de gravité de la part du capitalisme mondial vers l'Asie du Sud et de l'Est, avec de nouveaux pôles d'intérêts au Moyen-Orient. De plus, ces nouvelles nations qui émergent deviennent performantes dans bon nombre de domaines technologiques et taquinent l'Occident même dans le domaine militaire. Elles ont, à commencer par la Chine, accumulé des réserves de change et ont ainsi pu dégager des excédents d'épargne. Il est à noter que les B.R.I.C. (Brésil, Russie, Inde et Chine) comptent pour la moitié de la population mondiale, et leur poids est croissant dans le contexte économique mondial.

Les relations de coopération et d'aide ont fortement évolué dans ce nouveau contexte géopolitique. L'Afrique diversifie ses partenaires et accède à de nouveaux financements. Les relations d'influences et de pouvoir passent par les réseaux de la finance, de la religion, des diasporas et des ONG[209], et non pas uniquement par le hard power des Etats puissants et des interventions militaires. On perçoit aussi une réactualisation des liens ancestraux entre les grandes zones de ce continent et les aires d'influence (entre Indiens et Ismaéliens en Afrique orientale et dans l'océan Indien, entre Etats d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient dans les zones Soudano-sahéliennes, ainsi que la présence effective de la Chine en Afrique, sans oublier les Etats-Unis dans le golfe de Guinée). L'Afrique est donc, pour toutes ces raisons, convoitée par ces nouvelles nations qui ont besoin de matières premières comme le pétrole ou les ressources minières. Elle est aussi convoitée par les puissances industrielles pour ses ressources naturelles (biodiversité, forêts, hydrocarbures, terres arables) mais également pour un marché qui compte 1 milliard d'individus en 2015 et en comptera plus de 2 milliards en 2050. Le continent africain est devenu dès lors le théâtre d'une compétition entre les grandes nations au sein d'un contexte mondialisé. Tous ces facteurs ont une influence sur les relations franco-africaines.

[209] Organisation non gouvernementale

B) La nécessité d'adopter une autre approche et un autre style dans les relations franco-africaines.

L'accélération de la mondialisation ainsi que la recherche de nouveaux marchés sur d'autres continents tendent de plus en plus à détourner la France du continent africain. Aujourd'hui c'est l'union européenne qui renforce la coopération Europe-Afrique au détriment, à long terme, du maintien de relations étroites sur un plan purement bilatéral entre la France et l'Afrique[210]. Le relâchement apparent de la France face au continent africain trouve son explication dans le nouveau contexte français :

- Impératifs budgétaires qui réduisent l'aide de la France vers l'Afrique.
- Désintérêt de la nouvelle classe politique française par rapport au continent africain. Celle-ci n'a pas connu la colonisation. De plus les problèmes en Europe sont majeurs, chômage et vieillissement de la population.

Il est également important de prendre en compte que l'Afrique change. Celle-ci se modernise, se démocratise et s'ouvre sur le monde. De plus en France, il y a l'émergence d'une nouvelle classe dirigeante qui veut multiplier ses relations avec d'autres interlocuteurs que ceux du passé, alors que l'Afrique s'organise de façon autonome pour des raisons d'humanité et dans le cadre d'une urgence[211], rendant possible un recours à la force hors cadre onusien. Les multiples arguments juridiques fondés essentiellement sur des considérations humanitaires d'urgence, peuvent servir à fonder la compétence de l'O.U.A. (Organisation de l'Unité Africaine) ou de toute autre organisation régionale d'Afrique comme le CEDEAO

[210] Voir Ph. Marchesin, « la difficile intégration des coopérations à l'échelle européenne », revue Tiers Monde, n°151, juillet-septembre 1997.
[211] Ainsi, on peut parler de la nécessité de protection des populations contre des crimes internationaux; c'est la hiérarchie qu'établit Benoît Tabaka, dans sa contribution du 29 avril 1999 au débat de la revue Actualité et Droit international www.ridi.org/adi/débat1.html, avec son expression de « jus cogens Maxima ». Paul Tavernier, quant à lui, préfère parler de « considération élémentaires d'humanité »dans sa contribution du 13 avril 1999, ibid pour Brigitte Stern, « il n'apparait pas possible de voir perpétrer sans réagir les crimes les plus odieux : nettoyage ethnique, crimes contre l'humanité », contribution du 7 avril 1999, ibid. Pour David Ruzié enfin, ce sont les droits de l'homme et l'urgence qui importent contribution du 2 avril 1999 ibid.

(Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), et ainsi à mettre sur pied une intervention humanitaire autonome.

La mise en place d'une organisation régionale pour l'instauration de la paix et de la sécurité n'est pas chose impossible. Les conditions de mise en œuvre de la Force Africaine d'Intervention (F.A.I.) et la répartition de ses compétences seraient déterminées de sorte que l'arbitraire serait écarté. De plus, la souveraineté des Etats doit leur permettre de créer ou de mettre en place l'institution qui leur semble adéquate afin d'assurer leur propre sécurité. L'autre argument majeur, c'est que l'intervention qui pourra être entreprise sur le territoire d'un Etat souverain, se fera avec l'accord de celui-ci sous peine de violer sa souveraineté nationale et donc d'aller à l'encontre des principes établis par le droit international.

1) La politique française contestée

Malgré la contestation qui porte sur la légalité ainsi que la compétence des organisations régionales afin d'entreprendre des opérations militaires portant sur l'instauration de la paix et la sécurité, la pratique sur le terrain, elle, montre l'évolution inverse, c'est-à-dire une compétence secondaire décentralisée. Depuis environ trois décennies, la politique africaine de la France souffre d'immobilisme, et celle-ci est, aujourd'hui, obligée de se remettre en cause sous peine de perdre son influence sur ce continent tant convoité. Cette situation résulte des différents bouleversements mondiaux qui ont eu lieu ces dernières années, tant sur le plan politique avec le terrorisme international, qu'économique avec la crise des pays industrialisés. Ceux-ci ont permis à des nations comme les USA, la Chine, la Russie, de reprendre pied en Afrique, et concernant les pays émergents comme l'Inde, le Brésil, de s'y installer. Il y a donc plusieurs faits concrets qui montrent clairement que la France est à un tournant de son histoire avec l'Afrique. Le changement qui se profile s'attache à deux séries de causes, l'une conjoncturelle et l'autre structurelle.

La première cause concerne la dévaluation du franc CFA[212] en 1994. Le 11 janvier 1994, le gouvernement d'Edouard Balladur décide de dévaluer de moitié le franc CFA (100 francs

[212] Cette monnaie a été créée par la France en 1848 pour ses colonies noires, avec une parité fixe par rapport au franc français : 50 francs CFA= 1 franc français. Son cours est maintenu par la banque de France quoi qu'il en

CFA= 1 franc français). Il en résulte une baisse immédiate du pouvoir d'achat des africains. Ceux-ci étaient habitués à consommer des produits d'importation. Malheureusement, les dysfonctionnements des régimes africains (corruption, conflits, trafics avec la France et les dirigeants français) n'ont pas tardé à gommer les effets bénéfiques de la dévaluation[213].
La seconde cause concerne l'affaire rwandaise: celle-ci constitue un grave revers pour la politique africaine de la France. La France, entre 1990 et 1994 a apporté un soutien militaire, financier et diplomatique au gouvernement rwandais avant et pendant le génocide des Tutsi déclenché par l'assassinat du président Habyarimana. L'ampleur de ce soutien et son impact sur le génocide firent l'objet de vives controverses, en particulier entre les gouvernements français et rwandais. A partir de 2007, le gouvernement français admettait que des « erreurs politiques » avaient pu être commises empêchant de ce fait l'arrêt du génocide.

En pratique, cette nouvelle position de la France reste théorique car il n'est pas facile d'effacer d'un trait de crayon plus d'un siècle d'histoire. De plus, la voix de l'Etat français concernant l'instauration de la démocratie en Afrique perd vite de sa crédibilité car sa stratégie s'enlise dans un comportement ambigu. Comme le dit Erik Orsenna,[214]il s'agit de « soutenir les dictateurs en dénonçant les dictatures ». Cette érosion de la politique française en Afrique s'est notamment vérifiée au sein de la région des Grands Lacs. L'Afrique du 21ème siècle montre sa réelle volonté de s'occuper elle-même de ses problèmes. Ces nouveaux leaders de l'Afrique australe[215] et occidentale[216], même s'ils sont attachés à écrire leur propre histoire, se tournent instinctivement vers les Etats-Unis d'Amérique. Ceux-ci sont attirés plus par leur appartenance à un espace anglophone que par la non-implication de la diplomatie française.

2) L'action des USA en Afrique

Le regain de l'action des Etats-Unis en Afrique a fait objet de commentaires d'autant plus nombreux que la crise des Grands Lacs accélérait la désagrégation de l'Afrique francophone.

---

coûte à cette dernière.
[213] André Larané, 11 janvier 1994 Dévaluation du Franc CFA. Publié le 11/01/2014
[214] Ancien conseiller du président François Mitterrand.
[215] Afrique Australe : c'est la région la plus méridionale du continent africain, variable définie par la géopolitique ou la géographie.
[216] Afrique Orientale : Afrique de l'Est où l'Afrique Orientale est la région est du continent Africain, variable définie par la géopolitique ou la géographie.

Il est vrai qu'après des décennies de complémentarité au temps de la confrontation Est-Ouest, lorsque Washington reconnaissait à Paris la faculté d'être le « gendarme de l'Afrique », la France et les Etats-Unis se trouvent maintenant plutôt en situation de concurrence[217]. Les propos de l'ancien secrétaire d'Etat, Warren Christopher, lors de sa tournée en Afrique en octobre 1996, ont le mérite de la clarté : « *le temps est révolu où l'Afrique pouvait être découpée en zones d'influences, où des puissances extérieures considéraient des groupes de* pays comme leur domaine réservé »[218]. L'Afrique est de ce fait devenue une région centrale de la « diplomatie américaine », nouvel axe majeur de sa politique étrangère. A cela s'ajoutent deux thèses sur l'avenir de la présence française en Afrique :

a) La première thèse est le repli de la France sur ce continent : cela s'illustre par plusieurs manifestations, comme une baisse sensible des effectifs d'assistance technique ou la réduction du dispositif militaire français dans cette zone et la fermeture des bases de Bouar et Bangui en 1998 en Centrafrique ainsi qu'au Sénégal. Cette refondation a été notamment induite par la professionnalisation de l'armée française. Concernant son aide financière, l'Etat français s'est engagé dans un processus graduel de multilatéralisation. Avec la « doctrine d'Abidjan »[219], en 1993, les concours financiers français sont dorénavant subordonnés à la conclusion d'accords entre les pays africains et le F.M.I.[220] Pour les tenants de cette première thèse, la France n'a plus l'ambition ni les moyens de sa politique africaine. L'Afrique n'est plus le continent convoité, l'intérêt stratégique de la France depuis la fin de la Guerre Froide se trouve ailleurs.

b) Une deuxième thèse met l'accent sur le statu quo, la stratégie de retrait complet de la France en Afrique n'est pas à l'ordre du jour et n'a jamais été à l'ordre du jour. Selon, ses tenants, plusieurs hommes politiques français rejoignaient Jacques Chirac dans cette deuxième thèse, « *La France n'a pas l'intention de changer de politique africaine et encore* moins de se désengager en Afrique ».[221]

---

[217] Il est toujours possible cependant de trouver des terrains d'entente lorsque cela est nécessaire. Citons, à titre d'exemple, le projet de construction de l'oléoduc Tchad-Cameroun.

[218] Cité par V. Hugueux, « Afrique centrale : l'épouvantail américain », politique internationale, n°77, automne 1997, p.157.

[219] Doctrine d'Abidjan : le 23 septembre 1993, Edouard Balladur, alors premier ministre, signait dans le Monde un premier article au titre annonciateur « une solidarité exigeante ». Seuls les pays qui auront engagé avec courage une indispensable politique de restructuration économique et de redressement pourront désormais comptait sur un soutien durable de la France mais aussi de la communauté internationale.

[220] F.M.I : Fonds Monétaire International : institution spécialisée des Nations-Unies créée en 1945 en vue de favoriser la coopération monétaire internationale et l'expansion du commerce international.

[221] J. Chirac, conférence de presse, op. cit. p.6.

Concernant le dossier africain, les politiques français oscillent dans le même sens. Hubert Védrine, ancien ministre des affaires étrangères de 1997 à 2002 énonce la même chose :
« La France ne se désengagera pas du continent, les liens entre pays francophones étant indestructibles ».[222]

3) La France s'ouvre économiquement sur tout le continent africain

Au moment où l'Afrique entamait son émergence économique, la France s'est déconnectée de la réalité africaine naissante. L'opinion publique française perçoit encore le continent africain comme celui de la pauvreté et des conflits, celui qu'il faudrait continuellement aider. Concernant l'administration française, celle-ci n'a semble-t-il pas tout à fait intégré la mutation de l'Afrique et surtout, qu'il y a plusieurs Afrique. Beaucoup d'entreprises européennes et françaises restent peu intéressées par le marché économique de cette zone du monde qu'elles perçoivent comme à risque. A la différence des chinois, indiens ou américains qui eux, investissent pleinement sur l'avenir de ce continent.

La nouvelle politique africaine prônée par la France se veut « globale » c'est-à-dire construite à l'échelle du continent africain. Il s'agit d'aller à la rencontre d'une Afrique en voie de mondialisation et de s'ouvrir à de nouveaux partenaires notamment anglophones.[223]Mais à petit pas, Paris se veut prudente avant de s'engager pleinement dans le secteur financier ou économique, car l'Afrique reste encore instable politiquement à ses yeux.
« Il n*'y a pas de désengagement mais une simple adaptation* ».[224]
La France a pris tardivement conscience qu'elle ne disposait pas d'une vision stratégique intégrée de ses intérêts en Afrique. Certes, il y avait de nombreuses approches sectorielles notamment sur la sécurité nationale ou la « diplomatie des matières premières ». Mais rien de concret afin de renforcer l'attractivité africaine de la France.
Aujourd'hui, il faut approfondir nos liens avec l'Afrique sans perdre de temps avec des discussions inutiles. La relation fondée dans le domaine financier suppose une réelle remobilisation afin que Paris retrouve sa place dans la compétition qui se joue en Afrique. Les

[222] H. Védrine, le Monde, 27 septembre 1997 et 14 octobre 1997.
[223] L'étape Sud-Africaine de la première tournée africaine d'Hubert Védrine en octobre 1997 ainsi que le périple en Afrique australe de Jacques Chirac en juin 1998 se veulent à cet égard révélateurs d'une ouverture diplomatique et économique en dehors du pré-carré.
[224] H. Védrine, le Figaro, 13 octobre 1997.

visites françaises en Afrique sont peu nombreuses[225]. La France doit pleinement affirmer sa position et assumer totalement ses intérêts dans son ancien Empire colonial.

Malgré des atouts considérables, la France est peu présente sur les marchés anglophones et lusophones. Pourtant ces endroits sont plus dynamiques que les marchés des Etats francophones. La position de la France sur le continent africain a reculé sous l'effet conjugué d'une implantation massive des pays émergents (BRIC), de la Turquie et du développement des puissances industrielles au sein d'une Afrique prise dans le mouvement de la mondialisation et de l'extinction de « chasses gardées post- coloniales ». Cependant, elle conserve quand même une place à part dans l'échiquier africain, grâce à son histoire passée avec ce continent.

L'exposé de ces deux thèses antagoniques est révélateur d'une situation spécifique dans la relation France et Afrique. Le fait que l'on puisse analyser une même réalité de manière si opposée montre que la politique africaine de la France est bien dans une période de transition. Il y a une interférence entre les tenants du changement et les tenants du conservatisme. On peut dès lors affirmer qu'il y a une période de crise entre la France et l'Afrique. Néanmoins les accords de coopération militaire sont maintenus en l'état.

En réalité, le changement le plus probable risque de venir de l'extérieur. Il y a une réelle volonté des Africains de se prendre en main, à l'image du président Ougandais lorsque celui-ci parle ouvertement d'Etats-Unis d'Afrique et attire l'attention sur le caractère africain de ce projet géopolitique « *qui se concrétisera de toute manière, c'est affaire de temps…* » L'Afrique n'est ni anglophone, ni francophone. Mon nom est Yoweri Museveni, fils de Katuga, je suis de langue Bantoue et non anglophone.[226]

[225] On peut estimer le nombre de visites officielles (président de la république et premier ministre) sur le continent africain à 64 entre 2003 et 2013 dans un total de 23 pays, soit une moyenne d'environ 6 déplacements par an. Ces visites françaises sont principalement concentrées sur les pays francophones- notamment le Maghreb, les pays du Sahel, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, au détriment des pays d'Afrique australe, d'Afrique de l'Est et des pays anglophones d'Afrique de l'Ouest.

[226] Entretien avec Ph. Gourevitch, The New Yorker, 4 août 1999.

Conclusion du chapitre

En une dizaine d'années (1990-2001), les forces militaires françaises ont vécu une véritable révolution géopolitique et géostratégique majeure. L'armée française intervient désormais de plus en plus hors de ses frontières. Celle-ci est intervenue dans les Balkans, le Golfe Arabo-persique, en Asie Centrale et bien évidemment en Afrique. L'idée refondatrice de l'armée française depuis la chute du mur de Berlin, c'est l'absence d'ennemis à ses frontières. Cependant, les nouvelles formes de menaces peuvent surgir de toutes parts même à l'intérieur de son propre territoire sous forme de terrorisme. La France, sous la présidence de Jacques Chirac, a abandonné la conscription et s'est dirigée vers une armée de métier, de ce fait ses interventions et ses actions ont également pris une autre forme avec un cadre multinational. L'armée française a subi deux chocs géopolitiques majeurs sur une période de neuf mois. Il y a eu la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989 et l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990.

Les militaires et l'Etat-major français ont dû réagir rapidement et efficacement à ces bouleversements mondiaux. A ces deux chocs, il faut ajouter l'éclatement de l'ex-Yougoslavie. Ces trois événements qui se sont produits entre 1989 et 1996 ont eu un impact déterminant sur la refonte totale et la stratégie de l'armée française sur tous les théâtres d'opérations où celle-ci intervient, comme sur la présence militaire française en Afrique, qui a connu les évolutions et vicissitudes précédemment étudiées, mais qui connaît un nouveau regain d'activité sous la présidence de François Hollande notamment avec les dernières opérations (Serval, Sabre, Sangaris et Barkhane) au Mali, en Centrafrique et dans la bande Sahélienne.

Deuxième chapitre : Défis et enjeux de la politique militaire de la France en Afrique : vers une approche multilatérale

Après 1960 et l'échec de la communauté française, l'Afrique accède à l'indépendance, tout en se plaçant sous la protection de la France. Bien que n'ayant plus à défendre son Empire, Paris devient, durant la guerre froide, la caution de la sécurité de ses anciennes colonies sur le continent africain. Après la chute du mur de Berlin et la mise en place d'un nouvel ordre mondial, la situation change. L'ancienne puissance coloniale est alors confrontée à des critiques plus virulentes sur ce qui apparaît comme du néocolonialisme, tout en constatant son incapacité à gérer seule des crises qui deviennent de plus en plus complexes.

La fin de la guerre froide a fait évoluer le concept de sécurité sur le continent africain. La chute du communisme a orienté les gouvernements des nations occidentales vers un désengagement en Afrique, même si celui-ci n'était que partiel. Les Etats-Unis, suite à l'échec de leur intervention en Somalie dans les années 1993, ont rapidement compris l'impuissance de leur interventionnisme. La France, pour sa part, après le génocide Rwandais en 1994 et les risques d'enlisement en Afrique centrale, a conforté son option de partenariat dans la recherche des solutions de crise. Enfin, les Nations-Unis (O.N.U), faisant le bilan de plusieurs décennies d'interventions en Afrique et face à la réticence des Etats pourvoyeurs de fonds, se sont engagées à confier le maintien de la paix[227]à d'autres pays.

Une nouvelle stratégie est donc envisagée. Elle vise à conserver une influence sur le continent africain, non plus en intervenant automatiquement comme cela avait toujours été le cas, mais en permettant aux pays africains de prendre en main leur propre sécurité.
Ainsi, deux temps apparaissent. Le premier, qui suit la vague d'indépendances et se poursuit jusqu'en 1990, correspond à un maintien de l'influence française en Afrique grâce aux accords bilatéraux. Le deuxième temps a pour schéma le nouveau désordre mondial et correspond à la « multilatéralisation » des interventions françaises sur la terre d'Afrique. La multilatéralisation croissante de ses interventions au fil des décennies joue un rôle majeur dans le développement de concepts destinés à créer une sécurité intégrée. La

[227] Mélanie Decock: La France et la sécurité du continent africain à l'aube du XXIème siècle. D.E.A : Défense Nationale et Sécurité Européenne Université de Lille II- Droit et Santé, 1998-1999.

multilatéralisation est aussi un soutien matériel à ses anciennes colonies. Elle montre le changement d'attitude de la France[228].

Si les puissances occidentales et l'O.N.U semblent se retirer de l'Afrique, en réalité il n'en est rien. Ces intervenants extérieurs dans cette zone du monde ont perçu les limites de leur politique sécuritaire. Ils décident dès lors, d'abandonner les interventions extérieures dans ces conflits afin de mettre en œuvre un système de sécurité propre aux nations africaines. Les pays occidentaux souhaitent que soit mis en place, en accord avec les partenaires de ce continent, un modèle africain de sécurité. Avec les Etats africains ont été créés des projets de capacités africaines de maintien de la paix (RECAMP), permettant aux nations de ce continent de s'impliquer dans la gestion de leurs conflits. Cela a aussi permis à la France de mettre en place une autre politique sur ce continent et de pouvoir s'adapter rapidement aux différents bouleversements géopolitiques.

Section I : Vers une africanisation de la sécurité

Contrastant avec l'interventionnisme de la période précédente, un recul est ainsi observé en termes d'interventions militaires en Afrique à partir du milieu des années 1990. Evoquant, fin 2006, les principes de la politique française, Michelle Alliot-Marie, ministre de la défense, insiste sur le fait que le gouvernement souhaite « donner une vraie dimension multilatérale à notre action »[229] en Afrique. Cette nouvelle stratégie permet à la république française de *réduire l'impact budgétaire des interventions militaires en Afrique et ainsi de ne plus être associée sur le plan international, à l'image néfaste liée à l'idée de la* « Françafrique ». Cependant, le multilatéralisme, la pression des médias, nationaux et internationaux et le changement brutal de la géopolitique du monde, lui interdisent de rester à l'écart de certaines crises[230]. La France montre clairement son refus de « rester indifférente, de tergiverser face aux drames humanitaires, aux populations en détresse ou à la perpétuation de crimes de guerre »[231] sur tout le territoire africain, dans son ancienne « chasse gardée », ainsi que dans

[228] Mathieu Le Hunsec : De l'AOF à la CEDEAO : La France et la sécurité du golfe de Guinée, un essai d'approche globale. Bulletin n°30, automne 2009
[229] Séance de questions du Sénat du 5 octobre 2006. http://www.senat.fr/seances/s20061005/s200610061005002.html
[230] Antoine Sadoux, « La politique européenne de sécurité et de défense (PESD) : un moyen d'assurer la position de la France en Afrique ? », Défense Nationale, n°10, octobre 2005, p.68.
[231] Allocution de Xavier Darcos, ministre délégué à la coopération, au développement et à la francophonie, à

la sphère anglophone, mais en aidant les nations africaines à prendre en main leur propre sécurité. C'est dans ce cadre que la France joue un rôle essentiel au sein d'une Afrique en pleine recherche d'elle-même.

Il existe une réelle envie des nations africaines de s'impliquer dans la gestion des crises de leur continent. Mais, souvent, ces armées africaines n'ont pas le matériel nécessaire pour armer leurs soldats, les transports manquent et la formation adaptée aux techniques de maintien de la paix également. Cette volonté africaine a conduit bon nombre de pays riches à proposer aux africains de les aider à se doter d'une logistique afin de participer aux opérations de maintien de la paix sous mandat des nations-unies.

Paris désire réellement rompre avec l'ambiguïté des relations entretenues avec son ancien Empire colonial et répondre concrètement à la volonté des Etats africains de résoudre eux-mêmes les problèmes de sécurité auxquels ils sont confrontés. Toutes ces raisons contraignent Paris à revoir sa politique de défense et à mettre en place une coopération plus sélective, les accords bilatéraux étant à l'avenir accompagnés, voir complétés, par une exigence de renforcement multilatéral des moyens africains nécessaires au maintien de la paix.

La nouvelle forme d'intervention sous le concept RECAMP : « capacités africaines de maintien de la paix » semble plaire. Les Etats africains l'apprécient car il leur permet d'affirmer une certaine souveraineté et de montrer leur présence aux yeux du monde. Les autres pays occidentaux ainsi que l'O.N.U, se plaisent dans cette situation car cela leur permet de ne plus s'investir directement dans les conflits de ce continent et ainsi de réduire leurs coûts financiers et humains. Cependant, si sur un plan purement théorique, cette nouvelle doctrine semble cohérente et claire, néanmoins dans la pratique des difficultés vont surgir.

Cette évolution doctrinale est entérinée en 1998 avec la présentation de ce programme « RECAMP » au sommet du Louvre. Ce concept, initié par la France avec l'aval des pays de l'Union Européenne, repose sur quatre principes : le multilatéralisme de la participation, l'ouverture à tous les Etas africains, la transparence des contributions et là non permanence

---

l'ouverture du 5e FICA, Paris, 4 juin2004. http://www.ihedn.fr/fortmation/fica_discours2004_darcos.php

des forces. Ce concept est fondé sur des cycles de deux ans, comportant trois phases, co-organisés par un Etat africain et la France.

Au cours du début des années 2000, le concept RECAMP évolue constamment, afin de devenir une référence pour les missions des troupes françaises pré-positionnées sur la zone Afrique. La France intervient dans le cadre de plusieurs composantes dans des opérations de maintien de la paix. L'évolution doctrinale majeure apparue avec le développement de la multilatéralisation commence à avoir des résultats probants et illustre ce tournant majeur dans les relations Franco-africaines.

§I : La collaboration tripartite : Etats-Unis - Grande Bretagne - France

Le concept de capacités africaines de maintien de la paix a été mis en place par la France, les U.S.A ainsi que la Grande-Bretagne. Celui-ci sera soutenu quelques temps plus tard par les Nations-Unies. Ces trois nations ont voulu mettre en exergue, le 22 juillet 1997, que la prévention des conflits et le renforcement des capacités africaines de maintien de la paix étaient un domaine de concertation et d'action complémentaire au bénéfice des partenaires africains. Les objectifs de ces pays non africains sont de renforcer les capacités africaines de maintien de la paix, en se fondant sur des forces militaires en attente. Il faut instruire, entraîner ainsi qu'équiper une force africaine de maintien de la paix[232]. Ces forces africaines sont destinées à être engagées dans des opérations de maintien de la paix, ceci dans le cadre du Chapitre VI[233] de la charte des Nations-Unies et des actions humanitaires en Afrique.

Le concept RECAMP devient dès lors un premier instrument de l'intégration régionale de la sécurité africaine avec le concours de l'ONU et de l'UA et le soutien de l'Union Européenne. Ce dispositif est le premier instrument de concertation internationale opérationnelle dans le domaine de la sécurité collective et, une étape très certainement fondatrice d'une sécurité panafricaine.

[232] Entretien avec le Général Delaunay, le 24 septembre 2009.
[233] Article 33 du chapitre VI de la charte des Nations-Unies « les parties à tout différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationale doivent par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes ou accords régionaux, ou par d'autres moyens pacifiques de leur choix ». . .

Le rôle de ces militaires sera de prévenir et de stabiliser un conflit par un déploiement préventif mais également de favoriser le retour à la paix, de protéger les populations civiles ou d'appuyer une opération humanitaire.

La France pour sa part tient une place importante dans ce dispositif notamment grâce aux liens particuliers et forts qu'elle possède avec l'Afrique, sachant que sa coopération de longue date avec ce continent et ses forces pré-positionnées sur le sol africain permettent de répondre aux attentes des Etats africains dans ce domaine précis.

A) La gestion militaire des crises africaines

Plus d'un demi-siècle après la fin de la décolonisation, les relations entre la France et l'Afrique sont toujours fortes et marquées par des liens historiques et une histoire commune omniprésente avec une profonde dimension humaine et des intérêts croisés. Paris, depuis maintenant des décennies, veille à préserver une capacité militaire d'intervention sur le sol africain.
C'est dans ce cadre militaire que les autorités françaises ont engagé un véritable effort de formation, d'entraînement et d'équipement au profit des armées africaines. Pour cela, elles s'appuient sur ses forces pré-positionnées dans cette région du monde ainsi que sur sa coopération militaire avec notamment les accords de défense.

Ce dispositif RECAMP a une vocation multilatérale. Il est la traduction de la politique militaire française en Afrique : « corps de principe qui permettrait à la communauté internationale et aux africains eux-mêmes de renforcer les capacités de maintien de la paix du continent africain ». Ce sont les propos du président Jacques Chirac, au conseil de sécurité des Nations-Unies en septembre 1997. Ce projet insiste sur trois axes[234] : la formation des cadres et experts, l'aide à l'équipement en matériel collectif et de soutien logistique, le troisième axe concerne l'entraînement des forces militaires.

[234] Frères d'Afrique n°216 « Action française dans le cadre du projet RECAMP ». Janvier/février 1999.

1) La lenteur des mécanismes de sécurité en Afrique

Un bref aperçu sur une carte des crises africaines montre d'emblée une situation désastreuse, celle d'un espace marqué par de nombreux conflits. Une telle carte pourrait avoir comme miroir celle des principales missions de maintien de la paix déployées dans le monde au cours de la décennie. Le continent africain y figure en effet en première place[235]. Cette image serait toutefois incomplète sans l'analyse d'un aspect marquant de cette période, à savoir une volonté réelle d' « africaniser » la prévention, la gestion et la résolution de ces crises. La mutation de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) en Union africaine (UA) en 2002, a voulu symboliser ce nouveau cap. L'Acte constitutif de l'UA (protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité adopté au sommet de Durban (Afrique du Sud) en 2002) l'indique clairement en soulignant que « le fléau des conflits en Afrique constitue une entrave majeure à son développement socio-*économique d'où la nécessité de promouvoir la paix, la* sécurité et la *stabilité comme préalables à la mise en œuvre de son agenda d'intégration et de* développement [236]».

Les mécanismes de paix et de sécurité en Afrique connaissent une mise en application difficile. La région souffre d'une grande instabilité politique, de tension et de crises qui l'ont touchée depuis les années 1990 à aujourd'hui en 2015: République Démocratique du Congo (RDC), Angola, Tchad, République centrafricaine (RCA), Burundi, Côte d'Ivoire, Mali et région Sahélienne. Cette zone du globe demeure fragile, et se fonde sur un mode de gouvernance personnalisé et autoritaire.

Les Nations africaines devront faire preuve d'une grande patience ainsi que d'une grande volonté si elles veulent apporter la paix en Afrique. La mise en place d'une africanisation de la sécurité sera longue pour des Nations récemment souveraines après plus d'un siècle de colonisation. Les défis seront contraignants, car en plus des discordances entre Etats, s'ajoutent des problèmes propres au continent africain. La difficulté relève notamment de l'accession à la forme de démocratie que les nations occidentales les incitent fortement à tenir.

[235] 7 des 17 opérations de l'ONU se déroulent en Afrique, qui concentre environ 2/3 du total des casques bleus et de son budget des opérations de maintien de la paix.
[236] Acte constitutif de l'Union Africaine en 2002

Les tentatives de mise en place de structures régionales de sécurité ne peuvent pour le moment n'être qu'un complément de la garantie apportée par la France. Celle-ci est la seule nation aidant les pays africains, à les préserver d'une agression venue de l'extérieur. compte-tenu de la spécificité des nations africaines où les gouvernements doivent tenter de préserver un équilibre entre les oppositions nationales, religieuses, politiques et ethniques, mais également soutenir la stabilité économique. Dès lors, l'armée française positionnée sur le continent africain semble la plus à même de gérer ces situations, elle a de ce fait encore un rôle primordial à jouer et ce pendant quelques temps encore en Afrique.

2) Les limites et obstacles à l'africanisation de la sécurité

Le constat dominant est celui d'un continent soumis à une forte instabilité sociopolitique ainsi qu'à un niveau de violence interne effroyable. Les crises internes sont la forme essentielle de conflictualité dans cette zone du monde. Elles s'expliquent en partie par l'incapacité des pays à satisfaire les besoins primaires des populations locales à savoir se nourrir, se soigner, aller à l'école, et l'accès aux ressources parfois rares comme la terre ou l'eau. A cela s'ajoutent les questions identitaires et la faillite ou l'inexistence des institutions politiques ou juridiques. L'effondrement des institutions policières ou militaires est souvent l'exemple le plus frappant de la faillite d'un Etat.

De ce fait, la mise en place d'une sécurité africaine se voit confrontée à de nombreux problèmes. La constitution de toute organisation internationale ou régionale aspire à un sentiment unificateur[237]. Or la plus grande partie du continent africain est composée de tribus ou de groupes ethniques qui ont été rassemblés au sein d'entités politiques qui ne prennent aucunement en compte leur histoire passée, sachant également que les frontières africaines sont presque toutes artificielles (traité de Berlin 1885) et ne tiennent pas compte de ces appartenances. A cela, il faut ajouter la multitude de langues ou de coutumes qui empêche la création d'une entité régionale ainsi que les soucis d'ordre économique ou militaire qui freinent, voire anéantissent cette élaboration de sécurité africaine.

[237] Entretien avec le Général de corps d'armée, Damay Christian, le 6 juillet 2009.

En bref, l'Afrique apparaît comme un terrain fertile pour tous les défis sécuritaires d'aujourd'hui, terrorisme international et fondamentaliste, criminalité organisée avec les trafics de drogue, d'armes au sein même de la classe politique de plusieurs Etats de ce continent. Ces menaces ne sont pas exclusives les unes des autres. Bien au contraire, comme le démontre la situation dans la bande Sahélienne, il existe bel et bien un dénominateur commun entre le trafic d'armes, le trafic de drogue, le terrorisme. Dans tous ces cas, les dénominateurs communs sont l'argent, car les populations autochtones sont très pauvres, ainsi que la faiblesse des structures étatiques. La conjonction de tous ces facteurs créé un cercle vicieux d'insécurité et de conflit, entraînant un vide sécuritaire permettant à tous ces maux de continuer à se propager.

B) La fin des interventions unilatérales de la France

Paradoxalement l'évolution vers une doctrine présentée comme désormais fondée sur la non-ingérence dans les affaires intérieures des nations africaines, va permettre à Paris de renforcer sa présence militaire en Afrique et a influencer les modalités de « sorties de crise » arrêtées dans les enceintes internationales. Cette nouvelle façon de faire de la France s'est vue appliquée, en république démocratique du Congo (RDC), en 2003, par l'envoi d'une force multinationale d'urgence dépêchée à Bunia, dans la région de l'Ituri, et placée sous commandement de la France[238]. Cette politique interventionniste s'adosse désormais aux dispositifs internationaux de règlement des conflits et utilise les réseaux d'influence dont la France dispose, que ce soit au conseil de sécurité de l'ONU ou à l'Union Européenne, voire à l'Union Africaine.

En janvier 1997, lors de la crise dans l'Est du Zaïre, le président Jacques Chirac avait déclaré que « la période des interventions unilatérales en Afrique était close »[239].
La gestion des crises africaines, notamment en République Centrafricaine et au Congo, a donné la mesure de l'attachement de la France à ce principe, mais a aussi mis en avant les difficultés des solutions apportées, tant sur le plan militaire que sur le plan politique.
Dans un contexte régional rendu difficile par les événements du Zaïre, le rôle des militaires français dans les crises en Centrafrique et au Congo était ambigu. La situation complexe dans

[238] Albert Bourgi, Accords de défense et interventionnisme français en Afrique, 2010-05-31, numéro 148.
[239] Sada Hugo, « le chaos en Afrique centrale », Défense Nationale, n°8, Paris, 1997.

ces deux Etats oblige à des opérations d'interposition entre factions rivales, destinées à protéger ou évacuer les ressortissants étrangers[240].

1) La redéfinition des actions militaires

La nouvelle stratégie militaire française consiste à redéfinir des anciens pôles de coopération. Les bases militaires seront ainsi capables de mettre au point des opérations de grande envergure ou de servir de réserve pour les forces au côté de points d'entrée côtiers (Dakar, n'Djamena, Libreville, Djibouti), ou pour acheminer des renforts (Douala au Cameroun et Abidjan en Côte d'Ivoire). De nombreux points d'appui, selon leur importance, se verront renforcés le plus souvent de forces spéciales comme à Atar en Mauritanie, à Gao et Tessalit au Mali, à Ouagadougou au Burkina Faso et à Niamey au Niger ainsi qu'en plusieurs autres points au nord-est du pays. La politique actuelle de la défense française consiste à renforcer les coopérations avec les armées africaines en appuyant les forces locales, grâce aux détachements français insérés dans les unités nationales[241].

Les opérations extérieures (Opex) de l'armée française se sont multipliées depuis la chute du bloc de l'Est. Au lieu de la disparition des interventions unilatérales annoncée par les différents présidents français, on a assisté à une redéfinition des interventions militaires. Ces actions sont limitées dans le temps et leurs objectifs sont marqués par un refus de la logique de l'ingérence politico-militaire[242].
La grande évolution de la position française dans les conflits qui opposent les pays africains, c'est la volonté de Paris, de ne plus participer directement aux négociations entre les parties en conflit pour mieux favoriser des négociations interafricaines.

Cette nouvelle façon de faire de la France montre clairement la volonté de non-ingérence. Cette volonté a été accompagnée de déclarations des autorités françaises quant à la continuité

[240] Mélanie DECOCK : La France et la sécurité du continent africain à l'aube du XXIème siècle. D.E.A : Défense Nationale et Sécurité Européenne Université de Lille II- Droit et Santé, 1998-1999
[241] L'économiste (premier quotidien économique du Maroc), Paris redessine sa stratégie militaire en Afrique, édition n°4187 du 14/01/07, A.LO.
[242] Entretien avec le Général de corps d'armée, Damay Christian, le 6 juillet 2009.

de l'engagement français, qui se manifeste désormais par un soutien à la création de forces multilatérales africaines[243].

2) L'adaptation des actions militaires à l'Etat de Droit

Au lendemain de l'indépendance des pays africains, de nombreuses nations occidentales continuent de participer aux opérations de sécurisation de leurs anciennes colonies, en fournissant troupes, équipements et appui technique. C'est ainsi qu'au nom des accords militaires et de défense passés avec certains Etats de ce continent, la France est restée présente dans cette zone avec un effectif d'environ 10.000 soldats cantonnés ou en opération jusqu'en 1980, avant d'être réduit à 6.000 hommes au début des années 2000[244].

Le livre blanc sur la défense 1994 (déjà cité précédemment), rappelle l'attachement que la France porte aux accords de défense et d'assistance qu'elle a conclus. En l'occurrence, la coopération militaire avec beaucoup de nations africaines se poursuivra en mettant l'accent sur l'adaptation des systèmes militaires à l'Etat de droit. Dans toutes ces actions qui permettent l'évolution vers la démocratie, le respect des droits de l'homme et ce développement, les autorités françaises leur apportent leur aide. Le livre blanc de 2008 confirma cette doctrine de la coopération militaire française avec l'Afrique, un changement dans la continuité. Avec le dernier livre blanc d'avril 2013, la France devait limiter son contrat opérationnel à trois théâtres d'opérations et 7.000 hommes maximum dans le cadre de la gestion de crise. Ce quota est largement dépassé, puisqu'aujourd'hui, plus de 10.000 militaires français sont déployés sur le seul continent africain. Ce dispositif en Afrique a une double vocation, et permet ainsi de mettre au point deux politiques distinctes. La première est une politique de coopération opérationnelle et la seconde, une politique de présence en vue d'une éventuelle intervention.

[243] Entretien avec le général de division Jean-Paul Monfort, le 2 juin 2009.
[244] 1960-2010, 50 ans d'interventions militaires françaises en Afrique-Anniversaire des indépendances, www.rfi.fr

3) Les interventions militaires dans le cadre international

Depuis 20 ans, les interventions militaires internationales, leur nature, les cadres de leur décision ont fortement évolué. L'ingérence humanitaire se déploie au sein d'Etats en décomposition et se propose de rétablir la loi et l'ordre. Quant à la renaissance des Nations-Unies après 1989, elle a fait long feu et l'on assiste à un recours croissant à des coalitions et à des mécanismes régionaux de sécurité[245]. La fin du monde bipolaire a profondément transformé le contexte interétatique dans lequel ces questions sont posées. Au sein de ces Etats en décomposition, la réalité sociale et politique n'a pas attendu la fin des années 80 pour battre en brèche le sacro-saint principe de souveraineté. Bon nombre d'activités humaines se moquent des frontières depuis longtemps, comme les guerres elles-mêmes. Quant aux pratiques d'ingérence, elles sont anciennes. Si l'argument humanitaire est de plus en plus souvent avancé pour les justifier et revêt des dimensions nouvelles, il fait partie, depuis longtemps, des outils des politiques étrangères. Par ailleurs, les pratiques de l'ingérence humanitaire, au cours de la décennie passée, nous rappellent que l'histoire suit rarement une évolution linéaire,[246] et que dans ce domaine rien n'est jamais figé et n'est jamais acquis[247]. L'engagement des soldats français s'est inscrit en Afrique dans le cadre des opérations en faveur de la paix et du droit international[248]. L'implication de l'armée française dans de telles crises n'est possible que dans le cadre d'une politique internationale (O.N.U-Union-Européenne) et dans un cadre militaire multinational (O.T.A.N, U.E.O ou d'autres coalitions militaires). Il est donc clair que la politique africaine de la France s'est indéniablement adaptée depuis la conférence de la Baule en 1990 même si la France intervient toujours en Afrique dans le contexte des accords de défense, en cas d'une agression extérieure ou pour des causes humanitaires ou encore en faveur du maintien de la paix[249].

[245] Béatrice Pouligny, chercheur, Revue Projet : Interventions militaires et régulation des conflits, 2 juin 2000.
[246] On en trouve un témoignage en analysant les chiffres du maintien de la paix. Entre 1990 et 1993, le budget du maintien de la paix a été multiplié par dix. Entre 1990 et 1994, les effectifs (militaires et policiers) déployés dans les missions onusiennes ont été multipliés par huit. La tendance s'est inversée en 1993-1994. Jusqu'en 1999, le budget du maintien de la paix (distinct du budget général de l'Organisation) fut divisé par trois. La reprise s'est amorcée avec les opérations au Kosovo, au Timor oriental et en Sierra Léone. De nouveau, l'Onu s'est vu confier des missions dont la plupart des diplomates occidentaux juraient, peu de temps avant, qu'elles appartenaient au passé.
[247] Béatrice Pouligny, chercheur, Revue Projet : Interventions militaires et régulation des conflits, 2 juin 2000.
[248] Entretien avec le Général de corps d'armée, Damay Christian, le 6 juillet 2009
[249] D. Boulet : La présence militaire française en Afrique noire depuis 1960 : un facteur de stabilité. D.E.A : Défense Nationale et Sécurité Européenne. Université de Lille II, 1993-1994.

§II : L'Union Européenne et l'Afrique : Entre réticence et espoir

On observe une tendance croissante à confier à des coalitions ad hoc et à des infrastructures régionales la responsabilité d'intervenir militairement. Ceci part d'un constat de nécessité : le système de « sécurité collective », prévu par la charte de l'ONU, n'a jamais fonctionné. Au mieux, la procédure a servi d'habillage à bon nombre d'opérations militaires. L'idée de régionalisation des problèmes de sécurité en réactualisant, pour partie, celle des sphères d'influences, serait destinée à combler cette lacune. L'illusion a été maintenue avec la vague des grandes opérations de maintien de la paix. Les Nations-Unies se sont vu adresser des demandes de plus en plus larges, qu'elles ne pouvaient pas toujours assumer. Ainsi, le conseil de sécurité a de plus en plus délégué à certains Etats la capacité d'agir au nom de l'ensemble des membres de l'organisation. Le vote d'une résolution du conseil vise souvent à légitimer une opération qu'en d'autres temps on aurait choisi de mener sur une base unilatérale[250]. Les coalitions multinationales ont alors été conçues soit dans une relation de succession aux missions onusiennes (comme en Somalie), soit dans une relation de supervision (mandat donné par le conseil de sécurité suivi et assuré par le secrétariat général de l'Onu à travers des missions d'observation)[251].

L'action extérieure de l'Union Européenne cherche encore ses marques dans sa relation avec les Nations Africaines. Elle doit surtout faire face à la concurrence des relations privilégiées que certains de ses Etats membres entretiennent avec ce continent. Il faut souligner que l'Europe et l'Afrique ont des relations qui se vivent à travers trois canaux.

Tout d'abord il y a des relations bilatérales que certains Etats membres de l'Union Européenne cultivent avec leur ancien empire colonial. Puis, on a les accords de coopération au développement ou de coopération commerciale entre l'Union Européenne et les Etats africains. Enfin, dernièrement, s'est développé un lien entre l'Union Européenne et les différentes organisations régionales et sous régionales africaines. En conséquence la

[250] Béatrice Pouligny, chercheur, Revue Projet : Interventions militaires et régulation des conflits, 2 juin 2000.

[251] Les opérations sont alors montées dans un cadre régional : « Opération Alba » conduite par l'Italie en Albanie (dans ce cas, le conseil de sécurité s'est contenté de rapports qui lui étaient remis régulièrement par le pays leader de la coalition) ; Casques blancs de la communauté des Etats indépendants (CEI), en majorité russes, en Géorgie et au Tadjikistan ; missions de l'Ecomog (cedeao) conduites par le Nigeria au Libéria puis en Sierra Léone. Dans ce pays, une mission de maintien de la paix de l'Onu (la Minusil) a ensuite été chargée de superviser l'application des accords de paix signés à Lomé. On trouve une variante de ce montage avec la mission des Nations-Unies en République Centrafricaine (Minurca) qui a, en fait, relayé une coalition conduite par la France (la Misab) dans ce pays, conférant, dans ce cas, une légitimité a postériori (s/RES/1159 du 27 mars 1998).

politique européenne sur le continent africain suppose une réelle distinction entre ces divers niveaux qui se télescopent ou se consolident sur le terrain[252].

A) La France leader en matière de politiques menées dans le cadre de la P.E.S.D[253].

La gestion des affaires africaines à un niveau supranational européen est un phénomène récent. Cette ambition est devenue possible avec l'adoption du traité de Maastricht (en vigueur depuis 1993) qui a ouvert la voie à l'émergence d'une politique étrangère et de sécurité commune (P.E.S.C) de l'Union Européenne, suivie par une politique étrangère de sécurité et de défense (P.E.S.D) qui permet à l'Europe une autonomie d'action dans la gestion militaires des crises[254]. La commission Européenne semble s'impliquer de plus en plus dans les dossiers africains, ce qui peut irriter les anciennes grandes puissances coloniales comme la France. On assiste de ce fait à une européanisation lente mais réelle des relations entre les métropoles et leur ancien empire colonial, notamment grâce aux liens fondés sur l'économie mais également à travers la politique étrangère que mène l'Europe sur le continent africain.

1) La France initiatrice d'une politique européenne de défense

Le multilatéralisme européen qui a été construit après la deuxième guerre mondiale n'était pas toujours en accord avec la réalité du terrain et parfois semblait trop rigide. Ce multilatéralisme s'appuie sur des structures régionales qui regroupent des pays ayant des caractéristiques communes et se référant à des principes analogues ou a des valeurs identiques. Cependant, la coopération européenne renvoie à des faits plus contrastés car dans le domaine politique ou militaire, celle-ci n'est pas aussi avancée qu'elle y paraît. La situation actuelle est pour le moins antagonique. Quand le discours et les analyses portent sur la mondialisation et la globalisation, les pratiques de ce multilatéralisme, dans le domaine de la politique européenne de défense semblent se rapprocher de modalités au

[252] Félix Nkundabagenzi : « L'Union Européenne et l'Afrique entre contraintes et promesses ». Politologue, chargé de recherche au GRIP.
[253] PESD : La politique européenne de sécurité et de défense est une composante de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC)
[254] Entretien avec le Général de corps d'armée, Jean-Claude Thomann, le 12 mai 2009.

sein desquelles un nombre réduit d'acteurs participent à l'action militaire. Les intervenants sur le terrain doivent faire face à une réalité économique, politique et sécuritaire qui peut remettre en cause le fondement de leurs prérogatives, on connait le rôle moteur joué par la France dans le domaine de l'action militaire en Afrique sous l'égide de l'Europe.

La France a impulsé la création d'une politique européenne en matière de sécurité afin de pouvoir faire intervenir d'autres nations dans ses actions militaires en Afrique. Cependant, Paris garde un rôle central dans les opérations européennes de maintien de la paix. Le cadre des interventions de l'Union Européenne est défini par les « missions de Petersberg », regroupant les actions humanitaires, les interventions de maintien de la paix ainsi que le rétablissement de la paix[255]. La première opération de rétablissement de la paix réalisée par l'Union Européenne hors d'Europe[256] (Artémis), ayant pour objet la sécurisation d'une ville de la république démocratique du Congo en 2003, est largement encadrée par la France[257].
L'opération E.U.F.O.R au Tchad et en République Centrafricaine lancée en 2008 pour protéger les camps de réfugiés et de déplacés internes est une initiative du président français de l'époque[258]. C'est un général français qui commande la force Européenne, sachant que l'Hexagone est le premier contributeur avec mille huit cents militaires engagés[259].

2) Pour une sécurité internationale commune

Loin de laisser entrevoir une sécurité qui serait devenue mondiale, les interventions militaires récentes présentent des perspectives inquiétantes, y compris quant aux formes que revêt le multilatéralisme. La « communauté internationale », à laquelle il est si souvent fait référence reste un mythe. Elle n'existe pas plus depuis 1989 qu'avant. On ne peut toutefois se satisfaire de ce que cette notion ne serve qu'à légitimer des décisions prises par un Etat ou un petit groupe d'Etats. On ne doit pas plus se résigner, nonobstant les risques de dérives et de mésinterprétations, à ce que les critères du bien commun soient décidés par un petit groupe,

[255] Les opérations militaires menées par l'Union Européenne sont toutes conformes aux résolutions du Conseil de Sécurité des Nations-Unies.
[256] La représentation permanente de la France auprès de l'Union Européenne, « les opérations de politique de sécurité et de défense commune dans le monde », http://rpfrance.eu/les-operations-PSDC-dans-le-monde.html.
[257] Priscille Guinant : La politique de la France en Afrique Subsaharienne après les indépendances. Mémoire I.E.P de Toulouse.
[258] Nicolas Sarkozy
[259] Ministère de la Défense, Opérations : http://www.defense.gouv.fr/operations/autres-operations/operations-archevees/2008-eufor-tchad-rca/dossier/l-operation-eufor-tchad-rca, consulté le 30 septembre 2013.

au nom de l'humanité, par-delà l'impression, légitime, du trop peu et toujours trop tard que laissent les interventions militaires. Il faudrait aussi dresser le bilan humain de celles qui ont été menées.[260] Toutefois la mise en place de traités européens cherche à d'apporter une certaine justice au sein des relations entre les Etats.

Le Traité de Lisbonne (2009), constitue en ce sens une avancée dans la politique Européenne de Défense. Celui-ci transforme la P.E.S.D en « politique de sécurité et de défense commune » (P.E.D.C). Concrètement, il élargit le champ d'action de l'Union Européenne « *aux actions conjointes en matière de désarmement, aux missions de conseil et d'assistance* en matière militaire, aux missions de prévention des conflits et de maintien de la paix et aux opérations de stabilisation post-conflit, à la lutte contre le terrorisme ».[261]
La place primordiale de la France dans les opérations Européennes de défense s'explique par une armée forte. Elle est également une puissance nucléaire ayant des liens privilégiés avec le continent africain.

L'Union Européenne par le biais de la France, veut organiser les armées africaines afin de stabiliser puis sécuriser ce continent. Cette insécurité permanente qui s'est accentuée depuis la fin de la guerre froide a conduit les pays de l'Union Européenne à souligner leur inquiétude en déclarant que « *plus d'un tiers des Etats africains connaît ou ont récemment connu, soutiennent ou ont soutenu l'une ou l'autre partie à des guerres civiles ou sont ou ont été* impliqués dans des conflits de frontières[262] ». Alors que les relations entre les pays africains et le continent européen remontent à des siècles, les liens entre l'Union européenne en tant qu'acteur institutionnel et la zone Afrique sont nouveaux. Ces liens coïncident avec le désir des Etats européens de conforter leur représentativité dans la géopolitique mondiale et ainsi avoir ainsi une assise plus prononcée lors des décisions internationales. On peut également citer divers accords internationaux ou traités, tels que le partenariat Euro-méditerranée, l'accord Afrique / Caraïbes / Pacifique, ou l'accord dans le domaine commercial, ainsi que le développement et la coopération avec certains pays africains en particulier, comme l'Afrique du Sud. Ces relations sont dans leur ensemble des liens de coopération et d'aides au développement.

[260] Béatrice Pouligny, chercheur, Revue Projet : Interventions militaires et régulation des conflits, 2 juin 2000.
[261] Représentation permanente de la France auprès de l'Union Européenne, http://www.rpfrance.eu/Ou-est-ce-que-la-PSDC.html, consulté le 29 septembre 2013.
[262] Entretien avec le général de corps d'armée Christian Damay, le 6 juillet 2009.

3) Favoriser le développement afin d'apporter la paix

L'approfondissement des relations entre l'Europe et l'Afrique est la condition sine qua non pour la résolution des conflits sur ce continent. La nature profonde de ces crises africaines ainsi que de leur dynamique met clairement en exergue le caractère national des crises armées. Une participation plus intense de l'Union européenne en faveur des actions en Afrique, permettrait de relativiser l'importance des enjeux nationaux, de type ethnique ou communautaire afin de les remettre en perspective par rapport aux enjeux internationaux.
La volonté de sécuriser l'Afrique afin de permettre le développement passe par la responsabilisation des organisations régionales africaines, telle que l'U.A (Union Africaine) en matière de sécurité[263]. Cet objectif a pour contrepartie un soutien financier de la part de l'Union Européenne, matérialisée par la création en 2003 d'un nouvel instrument : la facilitation pour la paix en Afrique[264]. L'action et les décisions de l'Union Européenne prévalent, en théorie, sur l'action et les décisions des Etats membres. Néanmoins, plusieurs pays comme la France, ont préservé des liens forts avec leur ancien empire colonial. Les dossiers sensibles du continent africain, ne sont pas structurellement différents des dossiers de la construction européenne. Les pays ne sont pas prêts à renoncer à leur zone d'influence au profit d'une influence communautaire. Ainsi, en pratique, aucun dossier africain ne fait l'objet d'une gestion commune des Etats membres[265].
Si ce partenariat est décrit comme un désengagement par certains et une responsabilisation de l'Afrique par d'autres, l'africanisation de la gestion des conflits africains souffre d'un déficit financier, technique et politique de ces Etats membres.

La coordination entre les organisations est également déficiente, tant avec l'organisation principale qu'entre les structures régionales. Ainsi, les relations de travail entre l'Union africaine, la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (C.E.M.A.C) sont de qualité moyenne, ce qui ne facilite pas la mise en œuvre des programmes de sécurisation et de développement[266]. Dès lors, les autorités françaises militent pour la création de structures de défense et de sécurité au sein de l'Union Européenne afin de multilatéraliser leurs interventions et ne plus être accusées de néocolonialisme.

[263] Entretien avec le Général de corps d'armée, Jean-Claude Thomann, le 12 mai 2009.
[264] Priscille Guinant : La politique de la France en Afrique Subsaharienne après les indépendances. Mémoire I.E.P de Toulouse, année 2012-2013.
[265] Les enjeux de la participation européenne à la stabilisation de l'Afrique, Glorieuse France (article)
[266] Vircoulon Thierry, l'africanisation de la gestion des conflits africains : le long chemin d'une idée courte in Ramses 2011, publication de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI).

B) La gestion commune des enjeux de sécurité sur le continent africain

La gestion commune des enjeux sécuritaire en Afrique est la clé du développement pour cette région du monde. L'Union européenne devrait se mettre aux avant-postes en tant qu'acteur d'une diplomatie préventive et ainsi trouver pleinement sa place dans l'échiquier international. L'Union européenne peut devenir un acteur incontournable pour le continent africain et un atout majeur, économiquement, politiquement pour la zone Afrique et inversement. Cependant, l'affirmation d'une diplomatie européenne commune, ne prendra effet, que s'il y a une convergence des volontés et des intérêts stratégiques au sein de l'Union Européenne.

L'Afrique possède, avec le continent asiatique, le triste record du nombre de conflits majeurs dans le monde. Ces guerres sont essentiellement intra-étatiques elles mettent à mal les d'efforts pour le développement et provoquent des déstabilisations qui bousculent tout le continent africain. La sécurité est le gage d'un développement pour l'Afrique. Au delà de la querelle entre l'Union et ses Etats membres dans la gestion des affaires africaines, il faut mettre en exergue les espoirs d'une relation de coopération Eurafricaine sur les questions de sécurité. En effet, depuis la signature en juin 2000 de l'accord de partenariat entre l'Union Européenne et les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) à Cotonou, le traitement des enjeux de sécurité trouve un cadre juridique précis.[267]

1) Un accord de partenariat décisif pour la résolution des conflits

L'article 11 de l'accord prévoit que l'Union mettra des moyens à la disposition de son partenaire pour prévenir, gérer et résoudre les conflits armés ainsi que leurs conséquences. Cet article entre dans le dispositif concernant les relations diplomatiques entre les deux continents. En plus de la prévention des conflits, l'Union Européenne veut organiser la gestion militaire des guerres ainsi que la résolution des conflits. L'africanisation de la sécurité va de pair avec un appui politique aux organisations régionales de sécurité et aux Etats africains.

[267] Felix NKundabagenzi : « l'Union européenne et l'Afrique entre contraintes et promesses ». Politologue, chargé de recherche au GRIP.

2) Le financement de la paix en Afrique

Le financement des opérations de Peace-Keeping se poursuit par l'aide de soutien à la paix pour l'Afrique[268] d'un montant de 250 millions d'euros mis à la disposition de l'Union Africaine par l'Union Européenne. Cette aide est le résultat d'un dialogue politique constant entre les deux continents. Cela permet à l'Afrique de pouvoir gérer ses crises elle-même et d'aider la communauté « internationale » à combattre la prolifération des armes sur le continent africain. Cette nouvelle façon de faire permet aussi d'assainir les Etats africains qui sont gangrenés par la mauvaise gestion de leurs affaires. Ainsi, il sera plus facile de les amener sur le chemin de la démocratie.

L'Union Européenne pourra devenir un allié précieux pour l'Afrique à condition de surmonter ses polémiques internes et de s'affranchir de la tutelle de certains Etats membres dans la gestion des affaires africaines.

Section 2 : La France réajuste sa politique en Afrique

Quant à ces polémiques et ces tutelles l'inquiétude est partagée par les Etats du continent, l'Union Africaine (UA) et les organisations régionales, qui sont théoriquement chargés d'en garantir l'existence, il ne saurait y avoir de paix et de stabilité sans sécurité. D'un côté, règne l'insécurité maritime, liée à la montée de la piraterie ou encore à la criminalisation des migrations, deux réalités auxquelles ont à faire face plusieurs régions du continent, notamment au large des côtes somaliennes, du Nigéria ou encore sur les rivages de l'Afrique du Nord. Ces situations d'un nouveau genre ont singulièrement mis en lumière le besoin pour de multiples forces navales africaines de se doter de moyens adaptés afin de faire face aux défis posés à la stabilité régionale et internationale. Par ailleurs, l'irruption de foyers terroristes dans la zone Sahélienne, liée à l'installation semble-t-il durable des fondamentalistes salafistes[269] et de bandes de brigands entre la Mauritanie, le Mali, le Niger et le sud-algérien, ouvre un nouveau front, ce nouveau terrain d'affrontement sur lequel Français, Britanniques et Américains ont in fine à faire face. Les occidentaux privilégient fort

[268] Conseil de l'UE, décision du conseil du 11 décembre 2003 concernant l'utilisation des ressources de l'enveloppe du 9éme fonds européen de développement consacrée au développement à long terme pour créer une facilité de soutien à la paix pour l'Afrique, n°3 /2003, L245/108, 31 décembre 2003.

[269] Le Salafisme est un mouvement Sunnite revendiquant un retour à l'Islam des origines, qui serait donc fondé essentiellement sur le Coran et la Sunna. Aujourd'hui, le terme désigne un mouvement composite fondamentaliste, constitué en particulier de mouvances djihadistes.

légitimement un volet lié à la responsabilité des armées locales pour les opérations menées sur le terrain[270].

Le passé unilatéraliste de la politique africaine française a été un élément dissuasif pour certains Etats Européens qui craignaient d'associer leur image à une politique taxée d'inspiration néocoloniale. Néanmoins, dès 2005[271] l'Union Européenne a développé un volet stratégique africain de la politique Européenne de sécurité et de défense. Depuis 2007 l'Union Européenne et l'Union Africaine ont une stratégie conjointe autour de huit partenariats dont le premier concerne la paix et la sécurité. La France qui a favorisé l'approche multilatérale, hormis les opérations d'évacuation des ressortissants dont elle conserve l'entière maitrise, agit dans ce cadre de coopération.[272]L'évolution des relations franco-africaines en matière de défense et la présence militaire française en Afrique doivent ainsi permettre de mettre en place cet objectif. Ces liens qui lient la France aux Etats partenaires par des accords bilatéraux doivent permettre une coopération plus assidue avec les organisations africaines comme l'U.A (Union Africaine) ou d'autres organisations sous-régionales ou encore l'organisation des Nations-Unies. Cette nouvelle façon de faire mettra en exergue la réelle envie de la France d'européaniser et d'africaniser la sécurité de ce continent afin d'y apporter une stabilité toute relative.

§I : Une européanisation à la carte de la politique de coopération française

Longtemps placée sous le signe d'un engagement fort et d'interventions directes en Afrique, la politique africaine de la France traverse depuis la fin de la guerre froide une période de réel flottement. Le changement de l'ordre mondial a incité la France à réviser la politique qui était menée en Afrique depuis plus de trente ans sachant qu'une telle remise en cause ne se fait pas facilement.[273]Au début de la décennie 90, malgré quelques infléchissements concédés, la

[270] Emmanuel Dupuy, La nouvelle politique de défense française en Afrique : rupture dans la continuité ? 10 février 2010, président de l'IPSE (Institut Prospective et Sécurité en Europe), chercheur associé au CEREM (centre d'étude et de recherche de l'école militaire).
[271] Conseil de l'Union Européenne, 19 décembre 2005 « l'UE et l'Afrique : vers un partenariat stratégique
[272] Josselin de Rohan (sénateur) : rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique de la France. Sénat session ordinaire 2010-2011 n°324.
[273] Hewane Serequeberhan : La politique de la France à l'égard des conflits en Afrique. « Depuis 2002 une politique à tâtons ». Doctorante allocataire au centre Thucydide de l'université Panthéon-ASSAS (Paris II, France)

politique africaine de la France est restée quasiment identique.[274]Le nouveau contexte géopolitique mondial oblige la France à se remettre en question et à trouver des solutions afin de rétablir un véritable dialogue fondé sur des relations d'égal à égal avec les Etats africains, qui sont des partenaires solidaires sur le chemin de la stabilisation des crises. Cependant la France n'a pas la naïveté de croire qu'elle est la seule à pouvoir résoudre ces problèmes ou la seule à être conviée à ces échéances politiques. En Afrique, les américains, les russes, les chinois sont de plus en plus présents et Paris est forcée de composer avec ces acteurs, prêts à tout pour s'imposer sur ce continent.

A) Un dilemme entre évolution et pratiques anciennes

Il est plus qu'évident que la politique africaine de la république française doit impérativement tenir compte de toutes ces nouvelles réalités externes et internes qui résultent de la multiplication des acteurs en Afrique. C'est une chance unique pour les deux continents, à condition, bien sûr, de ne pas perdre de vue que cette relation doit être équilibrée et profitable pour tous. Il convient de tendre vers une reconnaissance partagée des droits et des devoirs que cette relation exigeante implique. Une relation durable qui s'inscrit sur le long terme se fonde avant toute chose sur une histoire partagée, des liens tissés et des regards croisés[275].

Afin de préserver des liens issus du passé tout en voulant une transformation durable des relations franco-africaines, la France a une tâche périlleuse à mettre en œuvre. Il faut instaurer une nouvelle forme d'implication française en Afrique. Pour cela, cette nouvelle façon d'intervenir doit nécessairement s'inscrire dans une voie nouvelle, encadrée par de nouveaux principes d'actions.

[274] Les premières mesures sur la voie du changement sont, en 1990, le discours de la Baule du président François Mitterrand, annonçant la conditionnalité politique de l'aide française aux pays africains, puis, en septembre 1993, l'instauration de la doctrine d'Abidjan conditionnant l'aide française bilatérale à la conclusion d'accord entre les pays demandeurs et le FMI et, enfin, en 1994, la dévaluation du franc CFA de 50%. Sur ces points, voir supra.

[275] Emmanuel Dupuy, La nouvelle politique de défense française en Afrique : rupture dans la continuité ? 10 février 2010, président de l'IPSE (Institut Prospective et Sécurité en Europe), chercheur associé au CEREM (centre d'étude et de recherche de l'école militaire).

1) Une transition difficile

Pendant une cinquantaine d'années, le système postcolonial français fut davantage construit sur un réseau de dictatures plutôt que sur des accords de défense, ces derniers permettant un accès privilégié aux matières premières ainsi qu'une maitrise financière grâce au franc CFA. Ce fonctionnement semble en fin de vie au niveau de ses objectifs et de ses attributions. Les régimes issus de ce système ont acquis de l'autonomie ces dernières années. La fin de la guerre froide et la mondialisation ont ouvert l'espace à d'autres acteurs, dont les pays émergents. La diplomatie française jusqu'en 2010 a très peu aidé la démocratie à s'installer sur le continent africain malgré l'impulsion du discours de la Baule du président Mitterrand en 1990 et certains points positifs, telle que l'aspiration à la démocratie pour la Guinée Conakry ou le Niger. Plus les régimes en place agissent de manière autonome, moins la diplomatie française n'a de poids pour envisager de corriger sa politique et de soutenir la liberté. La présence de l'armée française a été longtemps le levier le plus puissant pour agir sur l'évolution des régimes, et, inversement, dans un contexte de normalisation politique vers un arrêt de l'ingérence, elle s'avère à priori inutile. Par ailleurs, les pays africains sont liés à l'extérieur par des accords tels que ceux de Cotonou, qui fixent des objectifs démocratiques aux gouvernements pour accéder aux aides, en particulier européennes[276].

En effet, la France doit rétablir un nouveau climat de confiance avec le continent Africain surtout chez les états francophones, car ils se sont sentis comme délaissés dans le courant des années 90. La baisse de l'aide publique au développement a sérieusement entaché l'image de la France en Afrique. Face à la concurrence qui commence à se faire pressante dans cette zone du monde, la France devra redoubler d'efforts afin de retrouver sa place d'antan. Repenser la politique française sur le continent africain, suppose d'adapter celle-ci à la multiplicité des situations pays par pays. La république française devra reconnaître des catégories de régimes politiques selon les efforts des Etats au sein d'un processus démocratique très corrélé à la construction d'une indépendance réelle vis- à-vis de l'ancienne puissance coloniale.

[276] Régis Martin, Relation Afrique-France : démocratisation et indépendance réelle, Esquisse de classement des régions des ex-colonies françaises, article du 6 août 2012.

2) Face au nouvel ordre mondial

« Quand je veux construire 5 kilomètres de route, avec la Banque Mondiale ou les autres *institutions financières internationales, il me faut 5 ans. Avec la Chine, c'est quelques jours.* Je dis oui ou je dis non, ils viennent, on signe le papier, ils sont sur place ». Voilà ce qu'a énoncé le président sénégalais Abdoulaye Wade au sommet Union Européenne-Afrique de Lisbonne en 2007. Il veut que les choses aillent vite et ce à n'importe quel prix.

La relation française à l'Afrique résulte d'évolutions délicates et débattues depuis 30 ans, entre normalisation, retrait, et (ré) engagement[277]. Les interventions françaises en Afrique menées sous la présidence de François Hollande semblent marquer une forte continuité avec la tradition interventionniste des présidents qui l'ont précédé[278]. C'est lors du discours de Dakar, le 12 octobre 2012 que François Hollande annonce une nouvelle donne des relations avec le continent africain[279].

« Le temps de la Françafrique est révolu *: il y a la France, il y a l'Afrique, il y a le partenariat entre la France et l'Afrique, avec des* relations fondées sur le respect, la clarté et la solidarité »[280].

Le discours sur la Françafrique est devenu banal, presque insignifiant :

« Mitterrand et Sarkozy avaient aussi proclamé la fin de la françafrique, puis leurs partisans avaient fini par (y) revenir » rappelle Yves Gounin dans une analyse dans le journal le monde[281].

Si des efforts de renouvellement de la relation sont faits, ils se heurtent à plusieurs contraintes : politiques, institutionnelles et morales.

La position de la France est délicate car sa politique africaine fait souvent l'objet de critiques. Les autorités françaises sont taxées de néo-colonialistes lorsqu'elles interviennent

[277] Cette évolution est parfois décrite comme une opposition entre « Anciens » et « Modernes », une distinction énoncée par Daniel Bourmaud puis Yves Gounin.
Daniel Bourmaud, « La politique africaine de Jacques Chirac : les anciens contre les modernes », Modern and Contemporary France, numéro spécial « France and Black Africa », n°4, 1996, p. 431-442 ; Yves Gounin, La France en Afrique : le combat des Anciens et des Modernes, Paris, De Boeck, 2009.
[278] Aline Leboeuf, Hélène Quénot-Suarez : La politique Africaine de la France sous François Hollande, Renouvellement et impensée stratégique.
[279]On notera que, si le président souhaite sortir de la Françafrique, il en résulte les éléménts de langage, en particulier cette incongruité historique qui consiste à mettre sur un pied d'égalité « la France » et les 54 pays du continent africain, toujours conçus comme un tout.
[280] Cité dans « François Hollande à Dakar : Le temps de la Françafrique est révolu », le monde, 12 octobre 2012.
[281] Cf. Christophe Chatelôt, « Coup de Grâce pour la Françafrique », le monde, 25 janvier 2013.

sur ce continent et à l'inverse sont taxées d'une attitude d'abandon si elles n'interviennent pas.[282] Depuis la décolonisation, l'Afrique constitue une sphère d'influence pour la France. Grâce à celle-ci Paris possède une écoute et un prestige dans les relations internationales. Aujourd'hui encore, le postulat de l'Afrique comme gage d'influence et de puissance de la France dans le monde est d'actualité. Récemment, Pierre Pascallon appelait à « une politique qui permette à notre pays (la France), fort de son tropisme arabo-africain, de préserver un espace d'influence dans le monde ».[283] Mais, il n'est plus possible pour la France de se comporter comme avant, son interventionnisme doit se démarquer de celui d'antan.

B) L'exigence d'une approche multilatérale de la politique française en Afrique

Il n'est plus envisageable que la France intervienne seule en Afrique, comme ce fût le cas dans le passé. Elle se doit dorénavant d'inscrire son implication dans un cadre multilatéral. L'objectif est de rendre plus crédible sa politique africaine en lui permettant d'avoir une légitimité internationale. Si, sa politique est fondée sur un socle multilatéral et soutenue par l'approbation explicite de la communauté internationale ou d'une partie de celle-ci, cette politique devient légitime et moins sujette à la critique.

La nécessité d'une approche multilatérale découle aussi de l'exigence d'efficacité. Face à la complexité et à l'ampleur des problèmes du continent africain, la France ne dispose pas de tous les moyens nécessaires pour agir seule de façon efficace, en revanche, de telles ressources sont disponibles à l'échelle d'un cadre multilatéral, et l'action dans un tel cadre permet à la France de les mobiliser.[284] C'est ainsi que le cadre multilatéral, en tant que source de légitimité et démultiplicateur de moyens, s'est imposé à la politique africaine de la France.

1) Les différentes interventions multilatérales

Dès 1994, la France reconnaît l'interdépendance grandissante de ses intérêts avec ceux de ses principaux partenaires car, « *l'action de la France s'inscrit de façon croissante d*ans un

[282] Entretien avec le général de corps d'armée Jean-Claude Thomann, le 12 mai 2009.
[283] Pierre Pascallon, « le réengagement de la France pour la sécurité en Afrique », géographique africaine, n°14, print-avr.2004, pp.211-218.
[284] Hewane Serequeberhan : la politique de la France à l'égard des conflits en Afrique. « Depuis 2002 une politique à tâtons. » Doctorante allocataire au centre Thucydide de l'université Panthéon-ASSAS (ParisII, France)

cadre multilatéral[285] », notamment avec l'Union Européenne, l'Alliance Atlantique ainsi que les Nations-Unies. La France reconnaît clairement le rôle politique majeur qu'est appelée à jouer l'organisation des Nations-Unies dans le contexte de l'après-guerre froide dans la gestion des crises, du fait de sa mission de maintien de la paix et de la sécurité internationale[286]. De ce fait, la France trouve une légitimation de sa politique de coopération africaine en plaidant pour sa multilatéralisation. Il s'agit donc de trouver « une voie médiane (consistant à) intervenir dans les conflits avec l'aval des africains, pour autant qu'elle le fasse dans le cadre de l'ONU, de l'UE et avec le souci des droits de l'homme »[287]. Le livre blanc sur la défense de 1994 expose clairement la volonté française de donner une place essentielle aux missions de maintien de la paix de l'ONU et d'assurer que le conseil de sécurité des Nations-Unies garde le contrôle politique[288]. Ainsi, même si la France souhaite conserver sa capacité d'agir seule, elle recherche une plus grande implication des Nations-Unies sur le continent africain. En multilatéralisant sa politique, cette dernière devient nécessairement plus transparente et moins sujette aux critiques[289].

Les interventions multilatérales se sont traduites concrètement sur le terrain africain, dont la plus célèbre est l'opération « Artémis ». C'est l'intervention, durant l'été 2003, d'une force européenne, dans la région de l'Ituri en république démocratique du Congo, afin de mettre un terme aux différents massacres. Cette opération était sous mandat des Nations-Unies (ONU), et la France était la « nation-cadre ». Cette intervention constitue un exemple parfait et très réussi d'approche multilatérale[290], dont la France ne cesse de se targuer comme preuve d'un changement.

Jacques Chirac, président de la république française, devant l'assemblée des Nations-Unies le 19 septembre 2006 énonce : « *Un crime contre l'humanité se prépare* », 250.000 personnes sont assassinées, deux millions et demi de personnes, soit un tiers de la population déplacée à l'intérieur du pays ou réfugié au Tchad voisin.

---

[285] Livre blanc sur la défense de 1994, Ministère français de la défense, p.23
[286] Ibid., p. 39
[287] Sabatier Patrick, « Dilemme », Libération, 20 février 2000.
[288] Livre blanc sur la défense de 1994, P. 41
[289] Violaine Vincent-Genod, Les Ecoles Nationales à vocation régionale : Instrument pour une appropriation française de la sécurité en Afrique ? Mémoire de Master en Sciences Politiques, Orientation Relations Internationales- Finalité Sécurité, paix, conflits, ULB (Bruxelles) : Prix Henri La Fontaine pour les meilleurs mémoires en relations internationales, 2012/2013
[290] Sur l'originalité de l'agencement institutionnel de l'opération Artémis, cf. Aléxis Valhas, « le prototype Artémis d'agencement multinational et la diversification de l'action militaire européenne », annuaire français de relations internationales, vol.VI, 2005, pp.262-275.

Concernant, la crise du Darfour[291], la France a la même attitude, elle adopte une approche bilatérale et multilatérale européenne dés qu'elle le peut mais toujours en privilégiant sa politique africaine. La preuve en est, des trois visites officielles faites au Soudan ainsi qu'au Tchad entre février et juillet 2004, Paris fait en sorte d'intégrer sa vision africaine dans celle de l'union européenne. L'état français a versé 76 millions d'euros en faveur des populations civiles du Darfour.

2) Une politique sous tension

Du fait de la disparité de la politique de défense et de la politique économique, la politique africaine de la France est fondée sur une contradiction fondamentale. D'un côté, sur le plan économique la « doctrine d'Abidjan » subordonne notre aide hors projet à la conclusion d'accords effectifs entre les pays africains et le fonds monétaire international. Elle repose sur les transferts de compétences des gouvernements nationaux aux instances d'intégration régionale, et notamment aux banques centrales des deux sous-zones monétaires, la BCEAO[292] et la BEAC[293]. Elle se traduit par l'amoindrissement de notre présence institutionnelle au sein de chacune de ces banques centrales. Selon toute probabilité, ce choix conduit à un scénario de rupture qui devrait se solder par un désengagement progressif. D'un autre côté, la France reste fidèle au rôle de stabilisateur politique et militaire qu'elle avait assumé dans le contexte de la guerre froide en acceptant de soutenir des régimes autoritaires sans trop s'interroger sur leur honorabilité ou sur leurs performances économiques. Or, cette seconde approche contredit point par point la mise en œuvre de la « doctrine d'Abidjan »[294], qui traduisait un souci réformiste visant à normaliser, voire à banaliser les relations franco-africaines fondées sur des relations égalitaires.

Dans une logique de puissance, Paris aime démontrer qu'elle contrôle d'une manière efficace les crises qui mettent à mal son ancien empire colonial. Dans la réalité, elle ne parvient pas toujours à se positionner face à ces guerres africaines. Dès lors, la France se sert de l'Union Européenne pour se maintenir sur ce continent. La politique africaine de la France

[291] La guerre du Darfour est un conflit armé touchant depuis 2003 la région du Darfour située dans l'ouest du Soudan.
[292] Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
[293] Banque des Etats d'Afrique Centrale
[294] J-F. Bayart, Réflexions sur la politique africaine de la France, CERI-Paris

est sujette à beaucoup de tensions, dont le cœur réside dans la lutte entre la nécessité d'évolution et la complexité de se défaire des méthodes ainsi que du langage d'antan. C'est une politique qui hésite à tenir les objectifs qu'elle s'est fixés. La France est toujours en quête d'une politique africaine. [295]

Ces contradictions ont gravement affecté l'image de la France en Afrique ces dernières années, nourrissant un rejet de plus en plus affirmé d'une politique toujours perçue à travers le prisme colonial. La politique française est restée dans l'ambivalence de conceptions passéistes du continent et d'arbitrages non assumés. Il y a la normalisation et la personnalisation des relations, des tendances à la multilatéralisation et à l'européanisation et le souci de conserver une politique d'influence bilatérale. Il y aussi la conservation d'une « chasse gardée » francophone et l'affermissement des liens avec des nouveaux partenaires politiques et commerciaux. Il faut également tenir compte de la modernisation de l'appareil de coopération militaire et de la perpétuation d'une vieille politique d'ingérence (Tchad, Centrafrique, Mali). Les conditionnalités démocratiques et le soutien à de vieilles dictatures ripolinées avec une recherche de nouveaux intérêts économiques et la reproduction de vieilles alliances politiques[296] sont toujours de mise. La France n'a pas fait son choix entre passé et présent et demeure enfermée dans un dilemme.

§II : L'Afrique renforce- t-elle la place de la France dans le concert des nations ?

Quel que soit le renforcement du caractère multilatéral des actions militaires, la France bénéficie toujours d'une présence militaire permanente en Afrique.
Parmi ceux qui pensent que l'Afrique n'apporte rien à la France et qu'elle n'est pour celle-ci qu'un boulet, beaucoup devraient comprendre que c'est largement le continent africain qui confère à la France sa notoriété dans le concert des grandes nations. Sans elle, le veto de la France à l'ONU n'aurait aucun sens ; et cela tout simplement parce que la France s'est toujours présentée devant les grandes nations du monde comme le parrain et le porte-parole des pays « dits » pauvres d'Afrique. D'autre part, l'Afrique est un marché de consommation pour la France. De ce fait la France s'est toujours octroyé le monopole des

[295] Roland Marchal, « La France en quête d'une politique africaine », politique étrangère, n°4, 1995, pp. 903-916.
[296] « La fin du pacte colonial ? », politique africaine 1/2007(N°105), p.7-27 URL : www.cairn.info/revue-politique-africaine-2007-1-page-7.htm.DOI :10.3917/pola.105.0007.

investissements dans ses anciennes colonies, en d'autres termes, c'est un marché où les investisseurs français ne souffrent pas de la concurrence des autres pays développés. Et ce n'est pas rien d'avoir le monopole des exploitations et des grands travaux dans tous les pays francophones d'Afrique. Enfin, ici et là dans les revues économiques, on souligne que malgré la crise qui sévit en Côte d'Ivoire, ce pays reste toujours la locomotive économique de l'Afrique de l'Ouest, ce qui fait prendre conscience de la pauvreté des autres nations africaines[297].

L'Afrique, aujourd'hui est en pleine mutation dans divers domaines, notamment politique, l'exemple du Nigéria qui est devenu un Etat démocratique en Mars 2015 et qui est la première puissance économique d'Afrique (pétrole) est probant, même s'il connaît de graves problèmes d'insécurité.

La France doit donc rester en Afrique sur un plan militaire, les raisons ainsi que les intérêts en sont multiples. Tout d'abord cela permet de rendre plus diverse la carrière des soldats. Ensuite les bases françaises en Afrique permettent un entraînement plus approprié aux forces militaires françaises dans des climats très différents des terrains d'opérations européens. Enfin cette présence militaire constante sur le continent permet de peaufiner sa capacité de réaction stratégique. Il est également plus facile de déployer un dispositif sur les théâtres d'opérations hors de la métropole car la population française est moins sensible au départ de ses militaires.[298] Il existe encore un argument non négligeable, c'est notamment grâce à ses liens avec ses partenaires africains que la France peut faire entendre sa voix dans le monde. Il est vrai que grâce aux Etats africains, la France au sein du conseil de sécurité draine de multiples voix derrière elle lors des votes. Ces multiples relations avec l'Afrique francophone, lusophone et aussi anglophone, ont permis à la France de s'ouvrir à l'Afrique entière au-delà de sa « chasse gardée ». Celle-ci peut désormais « jouer un rôle qui dépasse ses capacités propres de puissance moyenne »[299]. Cela garantit sans conteste son siège de membre permanent au conseil de sécurité des Nations-Unies.

La perception géopolitique et géostratégique du continent africain par les autorités françaises est de conserver un statut de grande puissance. L'Afrique est un facteur de force indéniable pour l'Etat français. Paris ne peut se désengager de cette zone du globe, si elle le fait, celle-ci

[297] Antoine Glaser et Stephen Smith : Comment la France a perdu l'Afrique, Calmann-Levy
[298] Entretien avec le général de corps d'armée Christian Damay, le 6 juillet 2009.
[299] Roland Marchal, « la France en quête d'une politique africaine ? »Politique Etrangère, IFRI, Paris, 4éme trimestre 1995, p.904.

« *se condamne d'une manière irréversible au cloaque des puissances moyennes* »[300]. Il est également important de préciser que ce continent est un enjeu pour les matières premières dont il regorge. La France tire 15% de son approvisionnement pétrolier de l'Afrique. Le continent africain possède plus de 86% des réserves de platine, 80% du chrome, 77% des phosphates, 62% de l'or, 51% de cobalt, 33% de l'uranium, 70% des importations d'uranium français proviennent d'Afrique ce qui représente 50% de l'électricité nucléaire française[301]. Pour adapter son action militaire à ces données la France détermine souverainement les modalités de sa présence militaire française sur le sol africain.

A) Les plates-formes stratégiques pour les interventions françaises en Afrique

La France consciente de l'enjeu sur le continent africain tente de redéfinir et de renforcer ses relations notamment à travers des évènements d'envergures : sommet de l'Elysée[302] ou les différentes interventions militaires récentes (Serval, Sangaris, Barkhane). La venue de certains dirigeants africains à Paris, montrent que la France veut retrouver sa place en Afrique mais qu'elle doit agir efficacement et rapidement pour ne pas tomber à nouveau, dans de superficielles et inadéquates tentatives de changement dans ses relations avec ce continent.

1) L'importance de Djibouti

Djibouti est un pays clé pour les armées occidentales qui sont présentes dans la région. Une véritable industrie relative aux outils militaires suscite aujourd'hui les appétits de nouveaux Etats comme la Russie ou la Chine entre autres. En effet, plusieurs pays se bousculent pour y installer leurs armées, afin de lutter contre la piraterie et le terrorisme en mer Rouge, dans l'océan Indien. Les événements du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis et la multiplication des actes de piraterie maritime sur les côtes somaliennes depuis 2006 ont renforcé le rôle stratégique de Djibouti[303].

[300] André Dumoulin, « la France militaire et l'Afrique », GRIP, éd. Complexe, 1997, p.12.
[301] Catherine Pourré, »les interventions extérieures de l'armée française »thèse, 1998.
[302] La déclaration finale du sommet de l'Elysée pour la paix et la sécurité en Afrique : publié le 7 décembre 2013. Rubrique : international, développement et francophonie.
[303] Mohammed Yussuf : Djibouti, le paradis des bases militaires, article publié le 06 juin 2014 dans Mondafrique

Depuis quelques années, la république de Djibouti est devenue un enjeu stratégique de premier plan pour la France mais également pour les U.S.A qui se sont implantés au Camp Lemonnier depuis 2002, avec un peu plus de 4 000 hommes. Le 5 mai 2014, les Etats Unis d'Amérique ont signé avec la république de Djibouti un nouveau bail de dix ans pour conserver cette base militaire américaine à raison de 40 millions de dollars par an.

La France quant à elle, occupe Djibouti depuis 1862. Cette présence avait comme principal objet de contrer l'influence britannique dans cette région. Cette situation de l'armée française lui permettait de protéger son Empire colonial d'Afrique. Depuis cette époque, la France n'a cessé d'être présente dans ce coin du monde. La présence militaire française est de loin la plus ancienne et même si Paris a réduit ses effectifs, elle y compte encore aujourd'hui 2 100 militaires sur le sol djiboutien, la moitié du chiffre des USA …

La république de Djibouti, petit territoire de la Corne de l'Afrique est indépendante depuis 1977. Elle est composée d'environ 500 000 habitants[304]. Ce pays est dénué de matières premières. Cependant son port a une position géographique qui suscite beaucoup de convoitises. La République de Djibouti est un membre de l'O.N.U., de l'U.A et de la ligue Arabe, le régime politique y est présidentiel[305]. La France, au nom de la défense de ses intérêts vitaux ainsi que dans le cadre des accords de défense et de coopération qui la lient avec l'Etat Djiboutien, entretient une présence permanente dans cette région. Depuis une vingtaine d'années, cette zone géopolitique est devenue un enjeu majeur au sein des relations internationales. Les forces françaises ont à plusieurs reprises renforcé leur présence à Djibouti. Ce point du globe est un élément plus que nécessaire concernant l'action militaire de la France dans l'océan Indien. Les forces armées dans la zone sud de l'océan indien (FAZSOI) garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis la Réunion et Mayotte. Elles constituent le point d'appui principal du théâtre océan indien[306]pour les écoutes et un point relais géopolitique important.

Concernant la situation de ce pays, Djibouti vit une impasse politique depuis les élections de février 2013 remportées par la coalition de l'opposition de l'Union pour le salut national (USN). Les observateurs de l'Union africaine (UA) et de la Ligue arabe ont été les seuls à ne

[304] Commissaire en chef Maymil, »Avenir de la république française à Djibouti », bulletin d'études de la Marine n°8, juillet 1996, p.43-47.
[305] Le multipartisme est instauré dans l'urgence en 1992, il est plus théorique que réel.
[306] Sources : Etat-major des armées, Droits : Ministère de la Défense : www.defense.gouv.fr

pas contester le scrutin. Les opposants au pouvoir en place sont divisés en mouvements qui reproduisent les clivages ethniques traditionnels surtout depuis une dizaine d'années avec l'arrivée du terrorisme radical islamiste. Ajoutons à cela la pluralité des prises d'otages de navires marchands occidentaux au large des eaux maritimes de l'océan Indien. Il faut également préciser que Djibouti est la base militaire française, hors de France, la plus importante. Cette présence repose sur le protocole d'accord du 27 juin 1977 qui pose les conditions de stationnement des forces. Il y a également deux accords qui mettent en pratique l'aide que la France apporte concernant surtout la surveillance des eaux territoriales ainsi que l'espace aérien. Le concept stratégique français à Djibouti est purement défensif. Celui-ci (concept d'emploi des forces françaises à Djibouti : FFDJ) n'est mis en œuvre que si la République Djiboutienne est attaquée par une armée étrangère ennemie comme cela est prévu à l'article 51 de la Charte des Nations-Unies[307].

La France ne peut se retirer de cette région du monde et laisser l'océan Indien sans présence française. La France joue un rôle de stabilisateur pour l'Etat djiboutien en lui évitant d'être confronté à des pressions internes ou externes et stabilise d'autres régions africaines

2) Les renforcements de la présence militaire française.

Au-delà de la présence de militaires français dans le cadre des accords de défense en 2014, Paris a annoncé son intention de renforcer sa présence militaire dans le Sahel ainsi qu'au Niger, au Mali, au Tchad et en Centrafrique.

« La France a décidé de réorganiser sa présence en Afrique pour avoir plus de réactivité et conduire ensemble avec les pays voisins des actions préventives et des interventions qui ramèneront durablement la sécurité », a déclaré Jean-Yves le Drian, ministre de la défense française lors d'une conférence de presse à Washington en 2014.

Selon le ministre, ce nouveau dispositif militaire français en terre africaine, va permettre de mieux faire face au défi sécuritaire que pose l'Afrique en général et certaines régions en particulier comme la bande Sahélienne. Ce renforcement des effectifs dans le Sahel, ajouté aux opérations qui se déroulent au Mali et en Centrafrique, où l'on compte respectivement

[307] En 1991, les forces françaises sont intervenues lorsque la chute du régime de « Mengistu » en Ethiopie provoqua l'exode vers Djibouti de milliers de réfugiés dont un nombre significatif de militaires éthiopiens avec leur armement.
La France mit aussitôt en place l'opération « GODORIA » de surveillance, de désarmement des combattants et d'assistance humanitaire.

3 000 et 1 600 soldats français, confirme le retour sur les terres africaines et en force de l'armée française. Avant cela, celle-ci était intervenue en Côte d'Ivoire et en Lybie[308].

La situation française sur le continent africain est de plus en plus complexe. Le maintien de sa présence en terre africaine est en contradiction avec la politique annoncée de désengagement militaire de la France qui pour des raisons économiques notamment, était dans une stratégie de réduction de ses effectifs en Afrique[309]. Selon un rapport du Sénat français intitulé « l'Afrique notre avenir », celui-ci indique « le nombre de militaires français pré-positionnés en Afrique est ainsi passé de 30 000 hommes dans les années 1960 à seulement
3 200 à la fin des années 2000 sur le sol africain ».

3) Le renforcement de la coopération militaire

La République Française joue de plus en plus souvent un rôle de stabilisateur et de coordonnateur en faveur d'une européanisation de la coopération militaire, en compensation de la chute de ses effectifs militaires en Afrique.
Le continent européen a besoin de se positionner en Afrique, l'Europe doit s'affirmer en tant qu'entité à part entière. De plus en plus, l'administration Européenne veut employer parallèlement l'Euroforce[310] et l'Euromarforce[311], comme des instruments pour la protection des ressortissants étrangers dans le cadre des missions de Petersberg de l'U.E.O.[312] Cependant ce subit intérêt de l'Union Européenne pour l'Afrique est guidé par les anciennes nations coloniales comme la Belgique, l'Allemagne, le Portugal, Le Royaume-Uni et bien évidemment la France. Il est plus qu'évident que la nouvelle situation de l'Afrique ainsi que l'incapacité de l'état français de venir à bout de ses problèmes africains seul favorisent la naissance d'une coopération « Franco-Euro-Africaine ».

[308] Afrique : retour en force de l'armée française, Ouestaf News, le jeudi 30 janvier 2014
[309] On peut souligner que les forces de défense qui devaient être réduites, seront augmentées pour faire face à l'insécurité en France et en Afrique, selon le projet de budget 2016.
[310] Force d'action rapide.
[311] Force maritime.
[312] Mission humanitaire, mission de maintien de la paix, mission de force de combat pour la gestion des crises : série de missions décidées en 1992 à Petersberg (près de Bonn en Allemagne), par les Etats de l'Union Européenne. Ces tâches figurent dans le corpus de traité de l'Union (depuis le traité d'Amsterdam) mais également dans le traité de Lisbonne du 13 décembre 2007.

La France a des atouts essentiels qui sont sa grande connaissance de l'Afrique et son savoir-faire sur le terrain africain pour jouer un rôle de leadership militaire, face à la multiplicité des conflits africains.

B) L'Afrique en guerre perpétuelle

Rarement les guerres africaines n'auront été aussi présentes dans les médias. La France est toujours au Mali avec près de 3.000 soldats. Le nord reste instable, en proie à une guérilla touarègue et djihadiste qui jouit comme terre de repli d'une Libye en pleine anarchie. En même temps, l'intervention française en Centrafrique montre à quel point les équilibres stratégiques sont fragiles dans une Afrique livrée aux conflits ethniques, aux guerres confessionnelles, à la corruption, à la pauvreté[313].

Les foyers de tension sont nombreux. En République démocratique du Congo, le Nord-Kivu reste instable. Au Nigéria, les islamistes de Boko Haram font régner la terreur. En Somalie, les combattants chebab sont toujours aussi virulents, notamment avec leurs attaques dans des centres commerciaux au Kenya, au cœur de la capitale Nairobi ou dans des universités Kényanes, en 2013 et 2015 respectivement.

Depuis la fin du monde bipolaire, l'Afrique s'épuise, s'use dans des guerres intestines qui la ruinent dans bien des domaines. Ces conflits sont la conséquence d'une politique de laisser aller depuis des décennies. La dictature féroce et le vide culturel entretenus au sein des nations africaines a permis à ces groupes terroristes d'éclore. Dès lors la modernisation est ralentie économiquement. Au lieu de se consacrer à son développement et de faire une bonne gestion de ses richesses, l'Afrique se perd dans des guerres sans enjeux véritables, pour servir la vanité d'un petit nombre[314]. Par conséquent, les nations africaines font appel aux pays étrangers pour mettre fin à ces crises et donc réduisent elles-mêmes leur liberté. Elles deviennent de facto des Etats redevables aux pays qui viennent à leur secours. Pour arrêter cette tragédie africaine, des solutions existent comme celles de s'attaquer aux origines des problèmes. Pour ce faire, il faut une véritable politique de prévention. Les organisations internationales comme l'Union Africaine ou l'organisation des Nations-Unies ont un rôle

[313] Ludovic Bassand : Une année 2014 lourde de menaces dans le monde, publié le 03/01/2014
[314] André Dumoulin, « la France militaire et l'Afrique », GRIP, ed. Complexe, 1997.

important à jouer sachant que tous les conflits qui sévissent en Afrique ne sont pas de même nature et que les enjeux peuvent être variables.

Cependant, les pays africains ont un point commun qui est le manque voire l'absence de démocratie totale, liée à une paupérisation de la population et une économie désastreuse. Ce désastre économique est notamment lié à une très mauvaise gestion de la classe dirigeante. Celle-ci vit avec opulence et néglige la population. La situation de l'Afrique est donc contrastée entre les pays acquis au jeu de la démocratie et des Etats où la notion même de démocratie est à l'épreuve de la misère et du coup d'Etat permanent. La guerre civile est souvent accompagnée de pillages, de massacres : cela concerne plusieurs pays africains comme le Libéria (1996), le Niger (juillet 1996), la Centrafrique (1996-1997), le Congo-Brazzaville (juin 1997), la Sierra-Léone (1997-1998), la Côte d'Ivoire (1999-2000).

Dans plusieurs de ces exemples, des forces d'interposition, qui sont souvent composées d'armées d'Etats africains, essaient sans résultats probants de rétablir l'ordre sous l'égide de l'O.N.U. Un peu partout, des mouvements indépendantistes armés remettent en cause l'autorité de l'Etat et le dogme de l'intangibilité des frontières. L'impuissance militaire de ces Etats peut alors conduire la France à intervenir militairement, comme au Mali. Ces opérations ne peuvent cependant effacer le vide sécuritaire.

1) <u>Le vide sécuritaire dans la zone Afrique</u>

« *Depuis 1960, l'Afrique est la région du monde la plus affectée par les luttes armées ou les* crises politiques porteuses de germes de guerre. On pourrait, sans grand risque de verser *dans l'exagération, affirmer que le continent, dans sa totalité, est un immense conflit. Les différents points chauds ne diffèrent que par le degré d'intensité des affrontements qui s'y* déroulent. Très peu sont les Etat*s africains qui peuvent s'estimer être durablement à l'abri d'une confrontation armée. Chacun d'eux héberge au moins une guerre ouverte, une guerre* rampante ou une guerre latente »[315].

[315] Note de Jean Louis Dufour (colonel), spécialiste des questions africaines : le renouveau stratégique de l'Afrique, édition n° 2440 du 10/01/2007.

Depuis quelques années, la nature de la violence sur le continent a changé radicalement. Les conflits majeurs ne sont plus des grandes guerres : ils n'ont plus pour enjeu le contrôle de l'Etat, mais se déroulent aux confins du pays, dans des périphéries peu ou mal gouvernées.

Dans une Afrique de plus en plus urbanisée, l'Etat a tendance à concentrer son attention et ses efforts de développement sur la capitale et les grands centres urbains. La division coloniale entre la « partie utile » et le reste du pays est encore d'actualité. Des pans entiers du territoire national, souvent pauvres, sans ressources, sont totalement laissés pour compte. Ils sont oubliés par un Etat qui a renoncé à exercer jusqu'à ses fonctions les plus basiques de maintien de l'ordre et de la sécurité. Dès lors, il n'y a rien d'étonnant à voir émerger des mouvements de contestation, qui se nourrissent du sentiment de marginalisation des populations. Parfois, le régime au pouvoir est tellement sclérosé que ces mouvements finissent par atteindre la capitale et prendre le contrôle de l'Etat. Mais le plus souvent, c'est à un niveau local que ces conflits se jouent. La rareté des ressources crée des tensions entre les différentes communautés, que l'Etat ne peut pas réguler puisqu'il a laissé s'installer un vide sécuritaire. Là où la présence de l'Etat permettrait de canaliser ces conflits, son absence laisse la porte ouverte à leur aggravation[316].

Cependant, depuis une quinzaine d'années, la formule réapparait à chaque nouveau conflit. En somme, les solutions africaines devraient être la clé d'une renaissance du continent. Mais comment renaître sans les moyens de l'action ?
De plus en plus, les concepts régionaux africains comme ACRI[317] ou RECAMP ne sont pas suffisamment développés dans les conflits qui éclatent en Afrique concernant l'insécurité quotidienne. Plusieurs problèmes surgissent, le premier concerne la capacité des armées africaines. Premièrement, celles-ci possèdent des équipements vétustes et peu nombreux, les soldats sont peu ou pas aguerris à ce genre de missions. Deuxièmement, cette idée de solution africaine n'est pas très claire. Elle est remplie d'incertitudes et de contradictions. Qu'est-ce qu'une solution africaine ? Pourquoi devrait-elle être appréciée par tous les Etats concernés par un conflit ? Il serait naïf de croire que les 54 pays du continent, par le simple fait d'être

[316] Vincent Rouget, dirige la rubrique Analyse politique de l'Afrique des Idées depuis août 2013. Article : Paix et sécurité en Afrique en 2013 : quel bilan ?
[317] Africain crisis réponse initiative (ACRI) : créé par Warren Christopher ancien secrétaire d'Etat américain à la défense. Programme offrant une formation et du matériel pour l'Afrique, cherchant à améliorer leurs capacités de maintien de la paix. Ce programme concurrence le programme Français et Européen Recamp.

africains, partagent une vision commune de la paix en Afrique[318]. Est-ce que les pays de l'Union Européenne, partagent une même vision politique ? Dès lors, ce vide de la sécurité des citoyens au quotidien et notamment de coopérants, a fait naitre une multitude de sociétés privées de sécurité qui font régner leur loi[319].

2) Le développement du mercenariat, signe de l'impuissance des Etats dans le domaine de la sécurité

Ces sociétés de mercenaires ont conquis le marché africain, sachant que la plupart des représentants de ces firmes sont des anciens militaires qui se sont mis à leur compte et connaissent parfaitement le terrain au sein duquel ils évoluent. Certaines sociétés sont de véritables mini-armées. « Executive Outcomes » est la première société de mercenaires à évoluer sur le continent africain. Celle-ci est présente depuis 1989. En 1993, ces sociétés privées étaient en Angola, afin d'assurer la sécurité d'installations stratégiques (pétrole/minerais). En 1995, celles-ci sont intervenues en Sierra-Léone[320] sur la demande du gouvernement Angolais afin d'apporter leur aide à l'armée contre les rebelles du front révolutionnaire uni. Encore aujourd'hui, ces organisations privées sont présentes sur le continent africain. Dopée par l'augmentation des cas d'enlèvements et d'agressions en zones sensibles, la protection rapprochée des célébrités ainsi que des hautes personnalités connaît une croissance qui restera soutenue jusque dans les cinq ou dix ans à venir.

Cette marchandisation de la sécurité consiste à faire de la sécurité un bien comme les autres que l'on peut vendre ou acheter. Un marché apparaît avec la confrontation des offres et des demandes existantes, confrontation qui crée une mise en concurrence. La sécurité revêt toute les caractéristiques d'un bien public. Les compagnies privées qui s'attachent à la production d'un service de protection sont alors en proie à un besoin constant de légitimation. Leur aptitude, leur compétence et leur légitimité à produire de la sécurité ne seraient pas justifiées

[318] Vincent Rouget, dirige la rubrique Analyse politique de l'Afrique des Idées depuis août 2013. Article : Paix et sécurité en Afrique en 2013 : quel bilan ?

[319] Confère sur ce point, Thierry Garcia, « privatisation de la guerre et droit international général », p. 16 et suiv, Thierry Isler, « La répression de l'activité de mercenaire, ch 4. p. 85 et suiv, et Pierre André Lecocq, « l'approche constitutionnelle et législative de la privatisation de la sécurité en France », ch. 3. P.47, in « insécurité publique, sécurité privée », Economica 2005, 420 pages.

[320] Ango Ela Paul : « la coopération militaire franco-africaine et la nouvelle donne des conflits en Afrique », relations internationales et stratégiques, n°23 automne 1996, p.178-186.

si l'on considère la sécurité comme un bien public qui relève d'une prérogative de l'Etat[321]. De cette façon, le souci constant de légitimation des compagnies sur leur propre activité consiste non seulement à donner du crédit à leur existence mais en plus à concrétiser l'idée qu'elles remplacent l'Etat en matière de sécurité[322].

Ces sociétés sont formées de professionnels dans leur domaine, elles disposent d'instructeurs et de méthodes qui ont fait leurs preuves contre les organisations criminelles de tous genres. Ce sont des kits sécurité pour les plus riches, qui achètent en quelque sorte « le pouvoir clé en main »[323]. La sécurité à grande échelle est un métier en Afrique. C'est un business très lucratif, car à travers ou grâce à ces sociétés, des filiales de celles-ci s'accaparent les marchés restants (grande distribution, services, etc.). On peut constater qu'une société faisant de la sécurité a d'autres secteurs d'activités lui permettant indirectement de s'accaparer toute une région voire un pays. Cela montre la puissance de ces sociétés militaires privées. Dans certains cas, celles-ci font les basses besognes pour le compte d'un Etat dit respectable. Citons le cas de la société « Black Hawk[324] » en Irak par exemple qui est une sorte de bras armé non légal du gouvernement américain. Prenons le cas, d'Exécutive Outcomes[325] en Sierra-Léone, qui a évalué ses interventions à 35 millions $. Le gouvernement Sierra-Léonais ne pouvant pas financer ce service et considérant que son sous-sol regorgeait de diamants[326], « *l'échange* aurait consisté à offrir des contrats notamment dans le domaine minier, à des compagnies pro*ches d'Exécutive Outcomes* ».

Ces sociétés de mercenaires posent un vrai problème au sein du continent africain. Le danger est que celles-ci mettent au pouvoir des dirigeants corrompus dans le seul but d'acquérir en échange des revenus provenant des ressources naturelles (or/manganèse/pétrole ou autres). Les compagnies de sécurité privées arrivent ainsi à se positionner comme étant le seul recours possible pour apporter la stabilité dans certains endroits, voire régions africaines, notamment en mettant en exergue la qualité de leur travail et du professionnalisme qu'elles produisent. A

[321] Guerrien (Bernard), 2002, p. 47-48.
[322] Maude Angot : La sécurité à l'épreuve du marché, Le cas des compagnies « Armed Response » en Afrique du Sud, Mémoire de recherche, I.E.P de Toulouse, Année Universitaire 2005-2006
[323] Champion Christophe, « sécurité le business de la guerre »radio France internationale (RFI) politique diplomatie, spécial Afrique/France, n°944, du 30 octobre 1998.
[324] Société de sécurité privée américaine, basée à Abidjan en Côte d'Ivoire.
[325] Executive Outcomes est une société militaire privée Sud-africaine créée en 1989 par d'anciens militaires et membres des forces spéciales sud-africaines, impliqués dans le maintien de l'apartheid. Ses débordements ont entrainé sa dissolution et le vote d'une loi anti-mercenariat en Afrique du Sud.
[326] Pascalini Valérie, « les Nations-Unies et la sécurité en Afrique », la revue internationale et stratégie, printemps 1999, p.168-175.

terme, celles-ci parviennent à s'estimer comme concurrents légitimes des forces de l'ordre qui sont généralement perçues par la population comme inefficaces et trop souvent corrompues, comme l'ont montré de nombreux auteurs[327].

La défaillance flagrante et le laxisme ainsi que la corruption des autorités locales, ont mis l'Afrique dans cette situation. Les gens se sentant menacés par leur propre police ont décidé de se prendre en main et d'assurer leur sécurité en faisant appel à des firmes privées de sécurité occidentales. C'est donc la loi du plus fort et du plus riche qui règne dans une bonne partie des pays d'Afrique, ce qui conduit à beaucoup de dérapages et d'injustices attisant ainsi la violence. Cette sécurité faite pour une minorité de citoyens africains, les plus riches, n'est pas sans conséquence pour la bonne marche des Etats de ce continent, car les services de sécurité de ces Etats vendent leur savoir faire au plus offrant par le biais de la corruption et oublient leur vocation première qui est d'être au service de l'intérêt général et de protéger toutes les classes sociales de la société et non pas seulement les puissants.[328]

Le processus de privatisation de la sécurité en Afrique a donc atteint un seuil sans précédent actuellement. Les formes particulières du Policing privé qui se sont développées vont en effet bien au-delà du simple support des autorités en place en matière de sécurité et dépassent par là même le paradigme existant de l'ancillarité entre la sécurité privée et la sécurité publique[329].

3) Une prévention des conflits africains est-elle possible ?

Au sein de l'ONU, des Etats européens, et d'une partie de l'intelligentsia africaine, se développe l'idée que la prévention des conflits est une des clés des progrès de l'Afrique.
La diplomatie préventive s'inscrit dans le cadre d'une doctrine qui animait les pères fondateurs de l'ONU au moment de sa création et dont le postulat de base se résumait en cette idée simple : il vaut mieux prévenir que guérir, apaiser les tensions avant qu'elles ne dégénèrent en conflits. C'est par le pacte de la société des Nations-Unies de 1919 (art.12, 13 et 14), le pacte Briand-Kellog de 1928 (art.2) et puis la charte de l'ONU de 1945 (chap.VI) que la nécessité d'un règlement pacifique des différents conflits s'impose dans les relations

[327] Voir notamment Vircoulon Thierry, 2003.
[328] Champion Christophe, « sécurité le business de la guerre », radio France international (RFI), politique diplomatie, spécial Afrique/France, n°944, du 30/10/1998.
[329] Ocqueteau Frédéric, 1990, p.85.

entre Etats[330]. En effet, l'article 33 de la charte des Nations-Unies dispose que « Les parties *à tout différend (...) doivent en rechercher la solution par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours aux organismes régionaux, ou par d'autres moyens* »[331].

Les conflits qui ont ravagé et continuent à ravager le monde en général et le continent africain en particulier depuis les années d'indépendances sont, de l'avis de bon nombre de spécialistes, un frein au décollage économique et à la croissance des continents. Aujourd'hui encore la construction de la paix en Afrique demeure un défi majeur auquel aucun leader des pays du monde (surtout du continent africain) ne pourrait se dérober. Réunissant trente-trois des quarante-huit pays les moins développés du monde, l'Afrique est non seulement la plus pauvre de toutes les régions du monde (mauvaise exploitation et répartition des richesses du sol africain), mais aussi la seule région qui continue de s'appauvrir : pire elle se trouve pratiquement contournée par la construction triangulaire en cours (Europe-Amérique-Asie) qui dessine l'avenir économique du monde. Appauvrie et marginalisée, l'Afrique est aussi la région du monde la plus touchée par la guerre : plus de trente conflits s'y sont déroulés depuis trente ans. Comme on l'a vu ces affrontements sont dans leur grande majorité des conflits internes opposant non seulement des armées régulières, mais également des milices et des groupes armés, et dont les populations civiles sont les principales victimes[332].

Les conflits des années 1980 étaient essentiellement fondés sur des rivalités ethniques et une certaine fréquence des crises avec des mouvements de population tant sur le plan interne du territoire national, que sur le plan externe. Les conflits des années 1990 et des années 2000, ont des causes toutes autres, l'absence totale d'une idéologie politique des belligérants, leurs seul but étant de faire du profit personnel. L'une des causes profondes de ces guerres en Afrique réside dans l'entrée en crise du modèle d'Etat-Nation. En effet, les Etats du continent africain, sont issus de l'implosion du régime colonial. Dans aucune région, les frontières des Etats ne reflètent aussi directement et aussi intrinsèquement la définition des sphères de contrôle des différentes puissances coloniales[333].

---

[330] Emmanuel Ela Ela, Les mécanismes des conflits en Afrique Centrale (Thèse sous la direction du Pr Nouaillat, soutenue devant l'Université de Nantes le 22 novembre 2000 sur « La politique de défense du Cameroun depuis 1959 : contraintes et réalités »).
[331] Maurice Bertrand, Vers une stratégie de prévention des conflits, politique étrangère, printemps 1997. vol.62, n°1, p.111-123
[332] Forum International des Plateformes Nationales d'ONG FIP : Résolution et prévention des conflits
[333] Ibidem

L'Afrique a beaucoup changé depuis la chute du mur de Berlin. L'Afrique du Sud, un des leaders africains, est devenue une démocratie alors que d'autres pays comme la Côte d'Ivoire, le Libéria ou la République démocratique de Congo ont sombré dans le chaos. Dans tous les cas, il ressort que ce sont les politiques menées par les pays eux-mêmes qui ont le moyen de sortir d'une situation de crise difficile. Il est donc de fait que la prévention des conflits devrait être une priorité. Elle doit prendre en compte les situations nationales où les conflits politiques et sociaux ne sont pas militarisés, et les situations de conflits ouverts. Il est de ce fait urgent en Afrique de trouver une solution aux crises qui la dévastent. Ces solutions doivent prendre en compte la globalité des causes de ces guerres tant sur un plan économique que politique en instaurant des régimes issus de l'élection populaire. Il faut également apporter une solide éducation à la population africaine, qui est une population jeune. Il faudrait un renforcement des institutions politiques. Cela passe par la coopération et des échanges commerciaux entre Etats africains afin d'entamer une relance de l'économie sur le continent ou du moins dans certaines régions. Ce qui n'est pas encore le cas aujourd'hui.

L'Afrique doit également s'industrialiser le plus rapidement possible pour participer à l'économie mondiale et être présente sur les grands marchés internationaux. Cela suppose des Etats politiques fondés sur des institutions solides, afin de promouvoir l'intérêt national et non pas l'intérêt de certains nantis qui se réservent le pouvoir par la force. L'Afrique ne pourra s'en sortir qu'en s'unissant. La régionalisation, comme le fait l'Union Européenne, les échanges entre Etats ainsi que l'industrialisation constituent des solutions indispensables au développement de l'Afrique. Dans son rapport de juin 2001 sur la prévention des conflits armés à l'assemblée générale des Nations-Unies, le Secrétaire Général de l'ONU a lancé un appel en faveur de l'interaction étroite entre l'ONU et les organisations de la société civile[334].

La résolution 1625 du conseil de sécurité de l'ONU reconnait les rôles fondamentaux de la société civile dans la prévention des conflits et souligne leurs apports incontestables dans ce domaine (S/RES/1625.2005)[335]. Bien que les conflits violents ne cessent de menacer la sécurité humaine, la prévention du conflit naît comme une stratégie centrale qui vise à intégrer les efforts de toutes les parties prenantes agissant pour la paix et le développement[336]. Nombre de ces conseils et souhaits relèvent cependant de l'incantation, nul miracle ne

[334] A/55/985-S/2001/574
[335] S/RES/1625.2005
[336] Forum International des Plateformes Nationales d'ONG FIP : Résolution et prévention des conflits

permettant le passage rapide du délabrement au développement. Pourtant, en Afrique, la prévention des conflits est aujourd'hui régie par de nombreux instruments et met en scène divers acteurs participant à la paix et à la sécurité. Malgré les difficultés qui font obstacle à son action, des signes montrent que les efforts collectifs sont encourageants. Toutefois, des progrès restent encore à faire pour éviter l'éclatement des conflits. Il s'agit notamment de renforcer des partenariats avec tous les acteurs impliqués dans la prévention des guerres armées. Ceci afin d'élaborer des stratégies communes, d'instaurer des dialogues réguliers et informels pour une mise en commun des informations et ainsi anticiper ces points de basculement vers la violence et former de véritables agents de la prévention puisque le facteur humain est essentiel en l'espèce[337]. Or, on a vu précédemment que l'unité africaine était plus un mythe qu'une réalité, et qu'elle peinait à promouvoir la sécurité du continent par la prévention des conflits. Certes, en Afrique aussi la sécurité est de plus en plus regardée comme la réunion d'un ensemble de conditions faisant que les individus et les communautés peuvent vivre dans un climat de liberté, de paix et de sécurité, participer pleinement à la gestion des affaires publiques, bénéficier d'une protection de leurs droits fondamentaux, satisfaire leurs besoins les plus élémentaires et vivre dans un environnement qui ne porte pas préjudice à leur santé et à leur bien être est primordial. Le bon fonctionnement du système de sécurité peut donc relever de la responsabilité conjointe de tout un éventail d'institutions publiques et d'entités politiques, y compris des organisations de la société civile et du secteur privé. Mais la défaillance d'une seule des composantes du système met en péril l'ensemble du dispositif[338], et la défaillance de multiples Etats et institutions d'Afrique efface l'espérance du progrès.

L'émergence de nouveaux acteurs (troupes non-étatiques, sociétés militaires privées), et le bouleversement opérationnel et stratégique qu'a connu la guerre, révolutionnent les affaires militaires. Mais si les avancées technologiques favorisent les interventions éclairs, les stratégies de maintien de la paix dites « traditionnelles » s'inscrivent toujours dans la durée, celles de la présence militaire. La doctrine française veut que le militaire, une fois présent sur le terrain s'y montre en se transformant pour l'établissement de la paix et de la sécurité. Elle entend participer à (la culture de la paix), la culture de la paix est un ensemble de valeurs, d'attitudes et de modes de comportement et de vie qui rejettent la violence. Elle

[337] Lucien Manokou : Prévention des conflits : Chercheur, Institut de recherche en Sciences Humaines, Libreville, Gabon, le 1er décembre 2011.
[338] « La sécurité en tant que facteur de développement », revue de l'OCDE sur le développement 3/2001(n°2), p.137-152. URL : www.cairn.info/revue-de-l-ocde-sur-le-developpement-2001-3-page-137.htm.

cherche à prévenir les conflits en s'attaquant à leurs causes profondes afin de résoudre les problèmes par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les nations. Afin de soutenir ces initiatives, il paraît nécessaire de mettre en place des mesures structurelles visant à renforcer les normes et les institutions au service de la paix. La guerre doit être considérée comme l'option la moins engageante[339], et n'être que « l'ultima ratio regum » : le guerrier peut-il devenir un pacificateur et un citoyen de la restauration de la paix et de la prospérité ?

« Le soldat doit être à la fois un combattant qui sait mener une attaque ou y rispoter ; et un médiateur, un conciliateur, un arbitre, un artisan de la pacification, qui offre des prestations de service pour le maintien de la paix publique, le rétablissement des activités sociales, *économiques. Dans les deux missions (combat ou maintien de la paix), c'est un militaire* armé en uniforme qui représente une autorité internationale en même temps que son pays, *qui détient le monopole de la force légitime en vue d'empêcher la violence illégitime. Les* militaires français peuvent aussi conseiller les troupes (africaines) sur le plan du *ravitaillement, de la santé, des transmissions, et de l'action mi*litaire, pour permettre à cette *armée d'accéder à l'autonomie* »[340].

[339]Tristan Routier : De nouvelles dynamiques pour pratiquer la paix : étude transversale des fiches d'expérience d'Irénées. Paris, novembre 2008.

[340] Pierre André Lecocq, « in formation et entrainement des forces opérationnelles », numéro spécial de la revue défense nationale et sécurité collective, juin 2009, p. 39.

Conclusion du chapitre

Le monde reste encore de nos jours en proie à de nombreux conflits qui représentent une entrave sérieuse au développement des individus. Pour cette raison, il parait urgent d'engager un processus de prévention afin de rendre plus facile un développement harmonieux et équitable. Cependant, pour comprendre un conflit, faut-il encore en connaître les causes profondes. La compréhension des causes d'un conflit passe obligatoirement par la connaissance de l'environnement, du territoire ainsi que des peuples qui y habitent.

L'Afrique a été et est le cœur de l'influence française dans le monde. La présence française en Afrique, durant la guerre froide a été source de stabilité pour l'Occident contre la menace communiste. Cependant, depuis la chute de l'ex-URSS, la France semble perdre pied en Afrique. Avec la nouvelle géopolitique mondiale, celle-ci peine à inventer une nouvelle alternative et à s'imposer comme auparavant sur ce continent. La France navigue à vue et n'a pas une ligne d'action claire en Afrique comme au début des décolonisations. La position française est en pleine mutation, elle est entre continuité, nouveauté et changement.

D'autre part, la France n'est plus seule sur le continent africain, où elle est concurrencée sur un plan économique et politique, par la Chine, les USA et la Russie entre-autre. Néanmoins, elle y préserve une place dominante, notamment dans son ancienne « chasse-gardée » où elle possède un avantage culturel et des liens privilégiés sur les nouveaux arrivants, en partageant parfois une action militaire avec d'autres états européens et en agissant désormais sur mandat de l'ONU.
Enfin, l'Afrique a encore besoin de la France via les institutions internationales afin d'assurer sa sécurité et de lutter contre le terrorisme mondial qui sévit particulièrement dans cette région du monde et qui contrarie durablement la possibilité de prévention des conflits et interdit le développement de l'Afrique.

TROISIEME PARTIE :

Les incertitudes de l'avenir de la présence militaire française en Afrique et les mutations nécessaires

Croissance économique et rattrapage des niveaux de vie sont l'essence même d'un processus de développement. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, de telles dynamiques ont été maintes fois mises à l'œuvre. Cela se traduit dans les années 1960 par le retour gagnant du Japon sur la scène économique internationale, dans les années 1970 par l'émergence des « tigres » et « dragons » du Sud-est asiatique ou dans les années 1990, par les « jaguars » latino-américains. L'intégration des pays d'Europe de l'Est a suivi les contours institutionnels de l'économie de marché. Le mouvement auquel donnent lieu les grandes ou nouvelles puissances émergentes est d'une toute autre nature, comme le traduit d'ailleurs l'appel au remodelage de la gouvernance mondiale. De son évolution résulte un déplacement du centre de gravité de la puissance économique et financière mondiale, un glissement de pouvoir vers les deux géants asiatiques que sont la Chine et l'Inde.

Ces deux économies qui représentent à elles seules le tiers de l'humanité, vont susciter une situation inédite dans l'histoire. La puissance de leadership va se conjuguer avec des réalités intérieures tenaces et potentiellement déstabilisantes faites d'une combinaison de prospérité et de pauvreté. Le fait est que la Chine et l'Inde demeureront pour plusieurs décennies encore des pays en développement, l'une et l'autre utilisant d'ailleurs cette réalité pour en faire un instrument de communication et de facilitation dans le dialogue avec les partenaires africains.

Après l'Asie, l'Amérique latine est le sous-continent qui abrite le plus grand nombre d'économies émergentes. Un tiers de la richesse sud-américaine est créé par le Brésil, qui occupe 48% de l'espace du sous-continent et apparaît comme l'une des principales puissances agricoles mondiales[341]. La mise en avant des agrégats macroéconomiques et la remise en cause des rapports de force, largement marqués par le XIXème siècle européen, structurent le débat autour d'un groupe émergent leader : le BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Cet acronyme développé en 2001 par la banque d'investissement Goldman Sachs, a connu un réel succès[342].

L'année 2010 est celle du cinquantième anniversaire des indépendances de dix-sept pays francophones. C'est aussi celle des bilans des relations complexes entre la France et

[341] L'Afrique et les grands émergents : Jean- Raphaël Chaponnière, Dominique Perreau, Patrick Plane : Etude coordonnée par Rémi Genevey, fondation pour les études et recherches sur le développement international, agence française pour le développement, avril 2013.
[342] Ibidem

l'Afrique.[343] L'Afrique a longtemps joué un rôle important pour la France. Ce continent a éminemment participé à la victoire de la seconde guerre mondiale. Selon l'expression de François Mitterrand (1957) *« Sans l'Afrique, il n'y aurait pas d'histoire de France au* XXIème siècle ». L'Afrique a donné pendant des décennies à la France et à son armée la place qu'elle a aujourd'hui sur l'échiquier mondial. Sans cette région du monde, Paris, n'aurait ni stratégie, ni puissance militaire notamment au sein du Conseil de sécurité des nations-unies[344]. (confère la deuxième partie).

Cependant, la France semble avoir perdu sa position hégémonique au sein de son ex-empire colonial. La république française a du s'européaniser et adopter un comportement multilatéral dans sa politique africaine notamment par manque de moyens,[345]alors que les nations africaines pendant ce temps œuvraient pour des relations bilatérales, avec les puissances émergentes tout en renforçant leur intégration régionale.
Dans un monde d'interdépendance, les influences exercées sur un pays ne peuvent plus être limitées au hard power,[346] celles-ci sont de natures multiples aujourd'hui. Le hard power véhicule, pour sa part, un pouvoir de coercition, une capacité à sanctionner, si nécessaire par des interventions armées. A la différence du Soft power, qui lui véhicule, une idéologie complètement inverse.

Les pays d'Afrique ont bien compris la nouvelle géopolitique du monde actuel et perçoivent clairement les intérêts entre les différentes puissances, tant économiques, politiques ou militaires. Afin d'accroître leurs marges de manœuvre, ces Etats d'Afrique fondent leurs stratégies sur un jeu d'alliances afin d'arriver à se faire entendre.

[343] Philippe Hugon : La France et l'Afrique : vers une nouvelle équation stratégique ? Directeur de recherche à l'I.R.I.S.
[344] Cf, la deuxième partie
[345] Entretien avec le général de division, Jean Paul Monfort, le 02/06/2009
[346] Pouvoir fort

Premier chapitre : La France face à la nouvelle géopolitique de l'Afrique

L'Afrique, terrain d'affrontements entre les deux blocs durant la guerre froide, n'a pas totalement été abandonnée après la chute du mur de Berlin. Avec la chute du bloc de l'Est et la fin du monde bipolaire, l'Afrique suscite toujours l'intérêt des Etats-Unis d'Amérique mais aussi celui de la France ainsi que des puissances dites émergentes : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine les « B.R.I.C ».

En déployant des stratégies de présence sur le continent, ces puissances engagent une compétition qui crée des situations d'affrontements réciproques et qui, ce faisant, bousculent la présence française.[347]

L'Afrique apparaissait ainsi dans la géopolitique coloniale européenne comme une « chasse-gardée » de l'occident qui aura conservé cette valeur symbolique en dépit des avancées de la guerre froide. Il s'agit là d'une rivalité stratégique et idéologique d'une autre époque. Intégrée dans les stratégies des grandes puissances, l'Afrique est demeurée globalement jusqu'à la fin de la guerre d'Angola[348], un important réservoir de matières premières stratégiques entièrement contrôlé par l'occident. Puis, la présence cubaine et soviétique en Angola ne leur permit pas une mainmise sur les ressources du pétrole ou du café que les compagnies américaines exploitaient. Restait un espace important de l'Afrique qui constituait « la chasse gardée » de la géopolitique africaine de la France. Libreville et Bangui disposaient des bases militaires où stationnaient des troupes françaises, facilitant la diplomatie africaine de la France[349]. Puis, la fin de la guerre froide coïncida avec le désintérêt, la « dé-géopolitisation » de l'Afrique par l'Europe au profit d'autres puissances étrangères.

[347] Priscille Guinant : La politique de la France en Afrique subsaharienne après les indépendances. MÉMOIRE I.E.P de Toulouse, 2012-2013.

[348] La guerre civile en Angola a débuté en 1975 lors de l'indépendance du pays, conflit opposant le gouvernement de la république populaire d'Angola (MPLA), à la guérilla de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Le conflit dura jusqu'en 2002 (mort du leader de l'UNITA, Jonas Savimbi).

[349] La politique internationale et ses enjeux géopolitiques en Afrique Centrale : XXIVème séminaire scientifique Facultés catholiques de Kinshasa, Prof Biyoya, pays : Congo (Rep Dem), Source : Le Potentiel

Section I : Un nouveau contexte géopolitique mondial

L'émergence du nouvel ordre mondial ne consacre nullement la fin de l'histoire annoncée à l'aube du XXIème siècle par l'américain Fukuyama. Cette vision mondiale est mise en doute par la complexité d'un monde, ni unipolaire ni bipolaire, mais plutôt multipolaire. Nous vivons dans un monde qui produit plus de richesses, mais qui demeure profondément inégalitaire, un monde structuré par les Etats-Nations, mais animé par une logique d'interaction et d'interdépendance qui altère la souveraineté des Etats et l'opposition national/mondial[350].

La fin de la guerre froide et l'effondrement du communisme vont laisser la place à de profonds changements dans l'ordre international. C'est un changement systémique, avec la fin de l'ère bipolaire et l'avènement de l'ère multipolaire. L'après-guerre froide est un moment positif dans les relations internationales : les Etats veulent créer une certaine harmonie dans le système international, une paix durable[351]. La politique devient mondiale et les objectifs se concentrent sur le monde international.

Le nouveau contexte mondial remet en cause les paradigmes qui ont été fondés sur les relations Nord-Sud[352]. Plusieurs transformations structurelles ont considérablement modifié le rôle de l'A.P.D[353] dans le développement. La mondialisation financière, caractérisée par la fragmentation du marché et la déréglementation, a favorisé l'accès au capital par les pays émergents et a considérablement accru le rôle des sources privées au détriment de celles du secteur public.[354] Les origines géographiques des grandes entreprises internationales représentent un tiers de la production mondiale, de plus elles se sont diversifiées. Les biens intermédiaires au sein du commerce extérieur sont de plus en plus présents. Ce sont des produits de haute technologie ou des services. Aujourd'hui, les pays de l'hémisphère Sud représentent dans le cadre du pouvoir d'achat la moitié du P.I.B[355] mondial. Les B.R.I.C

[350] Béligh Nabli : Bilan géopolitique mondial de l'année 2013, article paru dans l'économiste Maghrebin,le 07/01/2014
[351] Chrystel Dayer : Le « Nouvel ordre mondial » : conceptualisation et impact pour l'ONU, article publié le 29/10/2008
[352] Hugon et Michalet 2007
[353] Aide Pour le Développement
[354] Philippe Hugon : Politique de développement international, revue internationale de politique de développement. « Coopération : Les nouveaux Joueurs en Afrique. » Directeur de recherche à l'I.R.I.S, 2010, p. 99-118.
[355] Le produit Intérieur Brut (P.I.B) est l'un des agrégats majeurs des comptes nationaux. (Production de richesse).Sa dénomination en Anglais est le GDP, pour Gross Domestic Product.

(Brésil, Russie, Inde et Chine) comptent pour un tiers et leur poids relatif a crû dans le contexte de la crise mondiale, la Chine devenant d'ailleurs la première puissance mondiale sur le plan économique.

§1 : L'Afrique convoitée pour ses matières premières

Richement dotée en ressources naturelles et bénéficiant d'une démographie exponentielle, l'Afrique a tout pour réussir. Et pourtant, le continent peine à prendre toute sa place dans la mondialisation. Certes, comme au lendemain de la décolonisation, les experts sont nombreux aujourd'hui à annoncer l'irrésistible affirmation de la puissance africaine. Sans nier le dynamisme de son économie, bien des défis doivent cependant être relevés, à commencer par la faiblesse des Etats, qui autorise les convoitises étrangères[356].

Pour preuve, après avoir été un enjeu de la rivalité Est-Ouest et la chasse gardée des anciennes puissances coloniales, l'Afrique est désormais la proie des Emergents, Chine et Inde en tête.
« *Toute la question alors est de savoir si la richesse minière de l'Afrique sera une bénédiction* ou une malédiction », résument Jean-Joseph Boillot et Stanislas Dembinski dans leur ouvrage Chindiafrique. Au centre du grand jeu planétaire, le continent est l'échiquier de luttes d'influence aux multiples facettes[357].

Depuis l'indépendance des Etats africains durant les années 60, le continent reste un exportateur de matières premières brutes, dont les prix sont à la baisse. L'Afrique est également un immense importateur de produits manufacturés et de services, voire de produits alimentaires. Cependant, avec l'avènement de la mondialisation et l'émergence

[356] Grenoble Ecole de Management, Comprendre les enjeux stratégiques (hebdomadaire d'analyse géopolitique) : Entre coopération et prédation, un continent sous influence
[357] Jean-Joseph Boillot et Stanislas Dembinski, Editions Odile Jacob, 368 p. pages. 15 et suiv.

de nouvelles puissances, une inversion des termes de cet échange était évidente à la fin du 20éme siècle.[358]

L'Afrique est devenue la priorité des puissances émergentes et aussi des grandes nations industrielles, pour ses ressources multiples (biodiversité, terres arables) et surtout pour les biens pétroliers et miniers dont elle regorge. A cela, s'ajoute un marché futur de plus d'un milliard d'habitants aujourd'hui et qui devrait atteindre deux milliards en 2050.

A) Le pétrole et les ressources minières (et humaines) en Afrique.

L'Afrique représente 13% de la production mondiale de pétrole et ses coûts d'extraction et de production sont très compétitifs. S'agissant du pétrole, au côté des trois géants du continent africain que sont le Nigéria, l'Angola et la Libye, d'autres pays se hissent en bonne place, comme l'Algérie ou encore la Guinée équatoriale. Les progrès techniques et les nouvelles technologies ont permis aux Etas d'Afrique de devenir des producteurs de pétrole.

Elle possède également près d'un tiers des réserves minérales mondiales : 81% du manganèse, 68% du chrome, 55% du platine, 44% du vanadium, 40% de l'or, sans omettre d'autres gisements encore plus rares comme le scandium, l'yttrium, les lanthanides, qui sont des groupes de métaux. Les Etats-Unis d'Amérique à eux seuls importaient 60% du pétrole africain et la Chine ainsi que l'Union Européenne, a elles deux, importent 20% du pétrole de ce continent.

Au service de son développement, le continent africain n'a pas les ressources naturelles comme seul atout. Sa démographie et la jeunesse de sa population est en passe d'en faire un poids lourd mondial. La population en âge de travailler « devrait exploser en nombre *absolu, passant de 430 millions à plus d'un* milliard entre 2000 et 2030, pour dé*passer l'Inde* dans les années suivantes », estiment Jean-Joseph Boillot et Stanislas Dembinski. La formation de cette population devrait permettre la création d'industries liées aux richesses matérielles et au pétrole.

[358] Philippe hugon : Politique de développement international revue internationale de politique de développement « coopération : Les nouveaux Joueurs en Afrique » Directeur de recherche à l'I.R.I.S.

L'émergence d'une classe moyenne de plus en plus dynamique et correctement formée représente une nouvelle force de travail. Elle se prépare à conquérir les multinationales étrangères, si ce n'est déjà fait dans certains secteurs, comme celui des services (téléphonie, banque). Selon le FMI[359] vingt-deux pays subsahariens atteindront à l'horizon 2015-2020 un PIB par habitant suffisant pour voir s'y développer une consommation de masse, dans le domaine automobile, l'informatique ou l'enseignement supérieur. C'est un marché gigantesque qui commence à voir le jour et qui suscite pas mal de convoitises.

1) La concurrence entre les compagnies pétrolières

L'Afrique avec ses ressources constitue un réel échiquier stratégique. Le continent africain apparaît comme le dernier grand marché mondial à s'approprier. Les Etats africains, pour une bonne partie d'entre eux ne peuvent assurer actuellement seuls l'exploitation de leurs ressources et permettent dès lors à d'autres nations étrangères d'investir massivement à leur place.

Les compagnies pétrolières française (Elf devenue Total), anglaise avec British Petroleum (B.P) et hollandaise avec Shell, ont durant des décennies imposé leur présence et dominé l'industrie pétrolière au sein de leurs anciennes colonies. La France a cherché à établir l'autonomie énergétique pour elle-même.[360] Le contexte post colonial des territoires exclusifs et les relations apparentes entre le gouvernement de la France, la compagnie pétrolière « Elf » et l'armée a subi bon nombre de modifications. La situation française sur ce continent est devenue plus complexe et moins évidente avec la venue des nations émergentes dans cette partie du globe. La présence chinoise est une réelle concurrence à la présence française, puisqu'elle n'hésite nullement à montrer son attachement à l'Afrique. Même si cela doit se faire par des procédés diverses comme le troc, le paiement en nature ou des prêts sans intérêt.
Le continent africain est devenu un terrain économique où les grandes entreprises de taille mondiale s'affrontent.

[359] Fond Monétaire International : créé en même temps que la Banque Mondiale en 1944 à Bretton Woods. Il prête notamment de l'argent aux pays en difficultés. 185 pays en sont membres
[360] Entretien avec le général de division, Jean-Paul Monfort, le 02/06/2009.

2) La concurrence pour les produits miniers

Les autres matières premières subissent les mêmes enjeux stratégiques. Il s'agit de l'uranium qui se trouve au Niger et en Namibie, le coltan (au Kivu, en république démocratique du Congo RDC). Il y a aussi le cobalt, le fer, le manganèse, le cuivre, l'or, les diamants, le chrome ainsi que la bauxite dont les pays émergents sont extrêmement demandeurs.

Toutes ces richesses africaines attirent les compagnies du monde entier. Leur but est d'extraire toutes ces matières premières sans prêter attention au développement du continent africain. Leur enrichissement est leur seule motivation. Ces grandes entreprises ne se soucient pas de la situation économique des habitants locaux.

Le développement du continent africain est très inégalitaire et diffère d'un pays à l'autre. Il y a plusieurs Afrique derrière cette différence géographique avec des crises interethniques et les problèmes sécuritaires que cela engendre. Il se profile pour l'avenir dans cette région du monde un destin commun qui devrait s'améliorer, notamment grâce à la multiplicité des partenaires internationaux, qui commencent à prendre conscience de la richesse de ce continent et investissent massivement dans cette région du monde.

B) L'Afrique diversifie ses partenaires économiques

Les pays africains devraient diversifier leurs partenaires commerciaux entre les bailleurs traditionnels et les pays émergents afin d'accélérer leur développement et leur croissance. C'est le constat d'un rapport du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) intitulé « perspectives économiques 2001 ».
« Les nouveaux partenaires amènent de nouvelles opportunités pour les pays africains. *Définir les priorités du développement, du commerce, de l'aide et de l'investissement* constitue une clé pour récolter les bénéfices de cette configuration ». C'est ce qu'a déclaré le Directeur de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Mario Pezzini.

L'Afrique est en train de s'intégrer au monde financier en s'attachant un panel de partenaires différents et en révélant des opportunités économiques sans précédent, alors que les partenaires traditionnels contribuent pour la plupart à la promotion du commerce notamment grâce à l'aide publique au développement.

Les puissances émergentes peuvent fournir une expérience de développement différente et un transfert de technologie additionnel[361]. Cependant, la politique de coopération ne peut se satisfaire d'objectifs purement utilitaristes ou financiers.[362] Les nouveaux partenaires africains mettent au point une diplomatie offensive avec une diversification de leurs alliances.

1) L'Afrique : un enjeu planétaire

Dans les années quatre-vingt-dix, on pouvait lire dans un traité de relations internationales, sur lequel se sont penchés plusieurs générations d'étudiants en sciences politiques et futurs diplomates, la phrase suivante : « En cette fin de XXème siècle, dominée *par la poursuite du formidable processus d'intégration mondiale, des régions demeurent en marge… Ainsi en est-il de l'Afrique au sud du Sahara*[363] ». Tout le monde pensait que l'Afrique était esseulée, déconnectée de la modernisation et de toutes les transformations planétaires. Sans conteste, l'Afrique évolue de plain-pied avec la mondialisation. Ce qui a changé, c'est plus fondamentalement l'insertion de l'Afrique dans les échanges internationaux des biens, des capitaux et des idées. Comme l'a déclaré le président Barak Obama devant le parlement du Ghana le 11 juillet 2009, « Le XXIème siècle sera influencé par ce qui se *passera non seulement à Rome ou à Moscou ou à Washington, mais en Afrique, C'est la simple vérité d'une époque où* nos connexions font disparaître les frontières entre les peuples ».

Depuis dix ans, l'Afrique connaît une intégration dans les réseaux mondiaux à une vitesse et à un niveau sans précèdent. Des difficultés demeurent mais les dynamiques en cours illustrent l'intégration croissante du continent dans la mondialisation. Les échanges dans les

[361] Centre d'actualités de l'ONU, les dépêches du service de documentation de l'ONU : L'Afrique doit diversifier ses partenaires commerciaux, estime l'ONU.
[362] Entretiens avec le général de corps d'armée Damay Christian, le 6 Juillet 2009.
[363] Philippe Moreau Defarges, relations internationales, point seuil, page 177.

domaines du commerce, des voyages et des télécommunications se développent à un rythme soutenu dans la majeure partie du continent africain[364].

Le continent africain est au cœur des enjeux mondiaux dans de nombreux domaines notamment sécuritaires. Au premier plan figurent les risques liés aux trafics de drogues, d'armes ou de terrorisme. La voix des nations africaines qui se compose de cinquante-quatre Etats, commence à compter aux seins des réunions internationales et surtout lors des séances de votes.

2) L'accès à de nouveaux financements internationaux

Le nouveau contexte géopolitique mondial a indéniablement fait évoluer les relations de coopération entre pays. L'Afrique n'est plus seulement l'affaire des anciennes puissances européennes ou occidentales. Ce continent suscite de nouvelles convoitises. La nouveauté dans un premier temps est le développement d'une politique globale par les nouvelles puissances dans une région du monde avec laquelle elles avaient jusqu'à présent peu de liens. Dans un deuxième temps, l'Afrique longtemps exclue des relations internationales semble y revenir au cours des rivalités géopolitiques qu'elle n'avait plus connues depuis la fin du XIXème siècle[365] et le début du XXIème siècle, notamment entre l'Allemagne et la France.

De ce fait, l'Afrique a décidé de multiplier et de diversifier ses partenaires afin d'avoir accès à de nouvelles sources de financement venant des nouveaux pays émergents.[366] Les relations d'influence et de pouvoir passent par les champs de divers secteurs comme le commerce, la finance ou encore celui des O.N.G,[367] et pas seulement par le Hard power des Etats forts et des interventions militaires. On constate également une réactualisation des liens anciens entre les grandes zones africaines et les aires d'influence tandis que les politiques multilatérales ou de coordination de l'aide sont devenues centrales pour les nations occidentales (Union Européenne, fond monétaire international, banque mondiale). Les nouveaux acteurs africains se positionnent alors essentiellement dans des relations libérales avec les nations africaines.[368]

[364] L'Afrique est notre avenir : Rapport n°104(2013-2014) de MM. Jeanny Lorgeaux et Jean-Marie Bockel, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, déposé le 29 octobre 2013
[365] Ibidem
[366] Entretien avec le général de corps d'armée Damay Christian, le 6 Juillet 2009.
[367] O.N.G : Organisation Non Gouvernementale.
[368] Philippe Hugon : Politique de développement international. Revue internationale de politique de développement. « Coopération : Les nouveaux Joueurs en Afrique. » Directeur de recherche à l'I.R.I.S.

3) L'union européenne comme relais des anciennes puissances coloniales

L'Europe et l'Afrique demeurent pourtant deux continents unis par un contexte historique, culturel et géographique commun. Ces relations étroites qu'ils entretiennent ne se limitent pas au niveau politique, économique et humain. La coopération entre l'Union Européenne et le continent africain s'est appuyée dès le début sur la nature riche et diversifiée des rapports entre les deux continents. Celle-ci poursuit une dynamique sur le plan plus large de l'évolution politique et économique. Deux grands cadres législatifs régissent les relations entre l'Union Européenne et les pays africains. Le plus ancien est celui qui a été mis en place avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), lors de la signature de la convention de Lomé en 1975, et remise à jour en 2000 par l'accord de Cotonou. Plus récemment une approche continentale a fait son chemin avec l'adoption de la stratégie commune Afrique-UE en 2007. Cette relation innovante et ambitieuse considérant l'Afrique et l'Europe comme un seul et unique continent définit le cadre politique général des relations entre les deux parties. Celle-ci vise à établir un partenariat d'égal à égal, déterminé à aborder ensemble les problématiques communes[369].

L'Union Européenne a pris lentement la place des anciennes puissances coloniales. Elle fait une distinction dans ses relations avec le continent africain : entre l'Afrique septentrionale et les accords Euromed, entre l'Afrique du sud et les accords de libre-échange, et enfin entre les pays A.C.P (Afrique, Caraïbes et Pacifique) et les accords de Cotonou. Ses quatre principaux objectifs sont : la paix, la sécurité, la gouvernance et l'intégration commerciale de l'Afrique.

L'union Européenne intervient en Afrique principalement par le partenariat, le multilatéralisme, la diplomatie de terrain et le soft power.[370]
L'Europe intervient également sur un plan politique, qui concerne la diplomatie préventive, la gestion militaire des guerres et la résolution pacifique des conflits. Depuis 2003, l'union Européenne applique sa politique étrangère et de sécurité commune.

[369] Article du site Union Européenne et action extérieure, 5ème forum des affaires UE-Afrique, 31 mars-1er avril 2014, Brussels
[370] Philippe Hugon : Politique de développement international. Revue internationale de politique de développement. « Coopération : Les nouveaux Joueurs en Afrique. » Directeur de recherche à l'I.R.I.S.

Malgré cela, on constate que l'Europe ne fait pas une réelle politique audacieuse sur le continent africain. Celle-ci s'attache plus à renforcer sa présence en Europe de l'Est en s'élargissant précisément dans cette zone du monde au détriment de l'Afrique avec qui elle a pourtant des relations anciennes et fortes.

§II : Les nouveaux partenaires de l'Afrique : l'impact des USA et des « BRIC » sur les pays africains

Depuis le début des années 2000, les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) ont investi le continent africain qui regorge de matières premières. L'émergence de ces nations marque la fin d'un monde unipolaire où dominait une unique superpuissance, les Etats-Unis d'Amérique. Ces pays faisant parti des BRIC, montrent clairement leur capacité et leur forte envie de faire face au monde occidental dans divers secteurs, politique, économique. Dès lors, cette mutation vers un monde multipolaire et le développement conjoint des économies des BRIC entraînent un accroissement important de la demande en matières premières[371].

La coopération avec les puissances émergentes modifie profondément les relations internationales. Cette coopération se veut pragmatique, différenciant les champs du politique et les valeurs des stratégies financières. Celle-ci semble en adéquation avec les attentes des pays africains. Elle est moins cynique que la coopération occidentale qui doit concilier un discours sur les valeurs avec des pratiques de soutien aux régimes autoritaires. La question de la coopération tripartite entre les nouveaux partenaires africains, les anciennes nations coloniales et l'Afrique se pose avec acuité dans un monde multipolaire.

A) L'offensive américaine en Afrique

C'était à l'université de Cape Town à la fin juin 2013. Lors de sa première tournée africaine en qualité de président des Etats-Unis Barack Obama avait annoncé la couleur : l'Amérique

[371] Alliance Sud, communauté de travail Swissaid : Les brics à l'assaut de l'Afrique, introduction, publié le 07.08.2012

se doit d'inviter les leaders de l'Afrique d'aujourd'hui pour « ouvrir un nouveau chapitre dans les relations américano-africaines ». La Maison-Blanche veut toutefois se distinguer des autres puissances. Barack Obama est conscient que la prospérité future de l'Amérique dépend aussi de l'ouverture de nouveaux marchés. Il est prioritaire de développer les liens économiques avec le continent africain qui compte sept des économies les plus dynamiques du monde. Les Etats-Unis entendent d'ailleurs émettre un message différent de celui de la Chine dont l'attitude apparaît parfois aux yeux des africains comme une nouvelle forme de colonialisme. Les USA veulent développer l'économie en parallèle à la bonne gouvernance en partenariat avec les pays africains[372]. Il ne doit pas être question d'agir comme la Chine qui a investi de façon impressionnante dans l'extraction de ressources minérales, amenant d'importants revenus à l'Afrique, mais sans créer d'emplois. « C'est frustrant pour les jeunes vivants en zones urbaines », constate Joseph Stiglitz[373].

L'objectif permanent de la politique étrangère américaine en Afrique est l'accès libre aux matières premières. Afin de pouvoir exploiter ces richesses, il est indispensable de solutionner les crises africaines et d'éradiquer le terrorisme dans les zones aux sous-sols riches.

Cependant, cette action offensive sur le sol africain s'affronte aux autres puissances déjà sur place et en particulier la France qui est présente depuis des décennies.
Les intérêts français et américains sont en concurrence directe. On peut prendre l'exemple du Congo-Brazzaville où l'occidental British Petroleum a réussi à s'imposer, même concurrence au Tchad, au Gabon, ou en Angola où l'enjeu est l'enclave du Cabinda. La compagnie Chevron cède peu à peu du terrain à Elf [374] dans cette région.

1) <u>Sur le plan politique</u>

Le gouvernement américain s'affirme de plus en plus en partenaire de relais dans les pays d'Afrique centrale et occidentale où la France a joui longtemps d'une situation privilégiée. Dès le début des années 1990 ses ambassadeurs s'engagent dans la bataille des droits de l'homme en se comportant en véritables parrains naturels de nouveaux régimes à

[372] Stéphane Bussart : L'offensive de Barack Obama en faveur de l'Afrique : article du 05 août 2014 dans le magazine le Temps
[373] Joseph Stiglitz est un économiste américain né en 1943. Il a reçu en 2001 le « prix Nobel » d'économie.
[374] Source : la lettre de continent n°181, 11 février 1993.

visage démocratique. Les USA n'hésitent pas non plus à jouer la carte des opposants contre les pouvoirs en place laissant entendre que la France pérennise des dictatures corrompues et à bout de souffle dans le but de perpétuer son influence en Afrique.[375] Parfois, il arrive que des élections africaines prennent le visage de luttes franco-américaines par le biais des partis soutenus par l'un ou l'autre des deux pays. Au Cameroun, le retour au multipartisme a tourné en une opposition entre la France et les Etats-Unis, ces derniers soutenant l'opposition anglophone issue de la partie occidentale du pays (l'ex-protectorat britannique du Cameroun, qui avait succédé au lendemain de la première guerre mondiale à une partie de la colonie allemande éponyme).[376]

Les gouvernants américains ont également mis au point des institutions économiques et militaires qui concurrencent la France. Dans le domaine purement militaire, les Etats-Unis ont mis en place l'African Crisis Response Initiative (A.C.R.I) au temps de l'administration du président Clinton[377] . Celle-ci a été transformée par l'administration de son successeur G.W Bush[378] en African Contingent Opération Training Assistance (A.C.O.T.A) et a pour objectif de moderniser les armées africaines et de former les militaires aux missions de maintien de la paix. Dans le domaine économique, l'African Growth Opportunity Act (A.G.O.A), ouvre le marché américain aux exportations africaines afin de concurrencer l'accord de Cotonou entre l'Union Européenne et les nations africaines et du Pacifique (A.C.P).

2) <u>Sur le plan diplomatique</u>

La visite du secrétaire d'Etat américain en 1996[379] sur le continent africain fit grand bruit, surtout quand elle déclara que « le temps où des puissances extérieures pouvaient considérer des groupes entiers de pays comme leur domaine privé est révolu ». Madeleine Albright n'hésita pas à surenchérir en disant : « La France est comme la première épouse, celle qu'on n'a pas choisie. Nous sommes la deuxième femme, souvent la préférée. »[380]

[375] Decreame Jean-Pierre, le monde diplomatique, Juillet 1993, p17.
[376] Priscille Guinant : La politique de la France en Afrique subsaharienne après les indépendances, mémoire I.E.P de Toulouse, 2012-2013.
[377] Bill Clinton, 42éme président des Etats-Unis : 20 Janvier 1993 au 20 Janvier 2001 (Réélu une fois).
[378] Georges.W. Bush, 43éme président des Etats-Unis : 20 Janvier 2001 au 20 Janvier 2009 (réélu une fois).
[379] Madeleine Albright
[380] Le monde diplomatique, décembre 1996, p5.

Les années 2000 ont vu réapparaître la présence américaine sur le continent africain notamment par la forte augmentation des visites officielles. Cela s'est concrétisé dès la fin du deuxième mandat du président Bill Clinton qui en 1998 et en 2000 alla en visite officielle en Afrique. Puis en 1999, il y eut la première conférence interministérielle Etats-Unis/Afrique. En 2003, le Général Colin Powell, chef d'État-major des armées américaines et le président G.W Bush se rendirent à leur tour sur le continent africain.
Le président B. Obama alla en visite officielle en Afrique en 2009 et en 2013. Cela témoigne d'une réelle volonté de reconsidérer l'Afrique comme essentielle dans le nouveau dispositif militaire de la puissance américaine. Néanmoins, les Etats-Unis doivent également affronter la concurrence des nations asiatiques telle que la Chine mais aussi le retour en force de la Russie ou du Brésil.

B) L'offensive russe et brésilienne en Afrique

Dans un contexte de mondialisation, il est important de prendre en compte la nouvelle ambition de ces pays en faveur de l'Afrique. Ces pays jouent un rôle décisif dans la participation de l'Afrique quant à la mondialisation. Ils ont un poids économique important sur cette région du monde. L'apparition de ces nations sur la scène économique mondiale se fait sentir surtout par l'intérêt qu'elles portent pour l'Afrique. Cette dernière prend de plus en plus d'importance dans la géopolitique internationale.

1) Le regain d'intérêt de la Russie pour l'Afrique

La reprise de la politique russe fut manifeste en 1999, quand Vladimir Poutine succéda à Boris Eltsine au poste de président de la Russie. Le président approuva une nouvelle politique étrangère en 2000, laquelle promouvait l'expansion des « interactions avec les Etats africains ». La Russie décida d'aider les nations africaines à atteindre certains de leurs objectifs dans le domaine de l'éducation. La Russie est donc de retour en Afrique et asseoit son influence dans bon nombre de domaines[381].

[381] Guy Pandji, The University of Ngaoundere, Cameroun, Le retour de la Russie en Afrique : La dimension des bourses, p. 39-40.

Depuis 2005, il y a eu un renouvellement de deux intérêts énergétiques (gazier et nucléaire) et une réelle envie d'équilibrer un monde multipolaire afin de rivaliser avec les autres puissances présentes dans cette région du monde. La société Russe Gaz Prom a ainsi accès aux ressources de gaz au Nigéria en vue d'approvisionner l'Europe à Abrosa, aux diamants en Angola et à l'aluminium au Nigéria et en Guinée.[382]

A la différence d'autres Etats concurrents, elle n'est pas énergétiquement dépendante mais elle désire varier ses approvisionnements sachant que ses abondantes ressources minières ne couvrent pas toute la gamme des métaux rares. De plus, elle souhaite retrouver une partie de son influence sur le continent africain comme au temps de la guerre froide.[383]

En 2006, c'est en Algérie que le président russe Vladimir Poutine inaugura la première visite d'un chef d'Etat russe sur le continent africain. En septembre de la même année, il réalisa une tournée en Afrique du Sud puis au Maroc. En juin 2010, lors du cinquantième anniversaire des indépendances africaines, la Russie a organisé une conférence internationale de grande envergure intitulée : « Russie-Afrique, les perspectives de la coopération. L'objectif est de renforcer les échanges politiques et économiques avec les africains »[384].
Son successeur Dimitri Medvedev accompagné d'une importante délégation d'hommes d'affaires marqua de façon plus ostensible son passage en terre africaine en juin 2009, de l'Egypte à l'Angola en passant par le Nigéria et la Namibie. Medvedev fit également un voyage en Algérie en octobre 2010. Toutes ces visites ont permis la signature de contrats dans les domaines énergétique, minier, bancaire et même dans l'armement.

Aujourd'hui, les effets commencent à se faire sentir étant donné que la Russie veut renouer des liens politiques forts avec les Etats africains, notamment avec des échanges parlementaires. La Douma d'Etat (chambre basse du parlement russe) dispose de trois groupes : pour l'Afrique du nord, l'Afrique Centrale et Australe, ainsi qu'un groupe spécifique à la Libye. Afin de donner une visibilité à ces ambitions, un site Internet multilingue a même été créé sous le titre « Russie-Afrique : partenariat et succès », où l'on

[382] Philippe Hugon : Politique de développement international. Revue internationale de politique de développement. « Coopération : Les nouveaux Joueurs en Afrique. » Directeur de recherche à l'I.R.I.S.
[383] Entretien avec le général de division, Jean-Paul Monfort, le 2 Juin 2009.
[384] Philippe Randrianarimanana, op.cit.

peut lire des analyses des hauts responsables russes comme des interviews d'ambassadeurs africains à Moscou[385].

Anatoli Klimov, vice-président de la commission pour les affaires étrangères à la Douma, énonce des critiques acerbes à l'encontre de Washington et du parlement européen de Bruxelles : « *La différence repose sur le fait qu'au lieu des idéaux communistes de Marx et* Lénine, les dirigeant*s occidentaux sont préoccupés par l'idée d'exporter leur vision de la ''démocratie'', en oubliant qu'ils ont affaire à des pays souverains avec leurs propres* cultures, coutumes et traditions. »

2) Le Brésil : partenaire commercial de l'Afrique

Le président Lula ne manquait jamais de répéter que son pays compte la deuxième population noire du monde après le Nigéria. Soulignant cette dette historique à l'égard de l'Afrique, il n'hésitait jamais à mettre en avant ce passé commun au Brésil et à l'Afrique que sont la traite négrière, l'esclavagisme et la colonisation.

Entre l'Afrique et l'Amérique latine, deux continents intimement liés par l'histoire et la culture, le Brésil s'impose particulièrement comme un partenaire stratégique singulier du continent africain à l'échelle mondiale. Avec soixante-seize millions d'afro-descendants, le Brésil compte la seconde communauté afro-américaine au monde après les Etats-Unis. Ses impératifs géostratégiques sont de plus en plus axés sur les relations avec l'Afrique au nom d'une solidarité Sud-Sud qu'il n'hésite jamais à invoquer. Quant à l'Afrique, l'envie de resserrer les liens semble réciproque. Le Brésil est perçu par plusieurs pays africains comme le partenaire idéal pour aider à l'industrialisation du continent dans ce moment décisif pour son développement économique et son ouverture au reste du monde[386].

A la différence de beaucoup de puissances asiatiques, le Brésil est un grand producteur en hydrocarbures et en énergies diverses comme les ressources minières ainsi qu'en terres arables. Pour le Brésil, l'Afrique n'est pas un réservoir de matières premières mais plutôt un

[385] Philippe Randrianarimanana, spécialiste de Madagascar et de la Russie : Les Russes veulent reconquérir l'Afrique, La Russie revient en Afrique, répète-t-*on à Moscou. Mais l'héritière de l'Union* Soviétique a perdu *beaucoup de terrain sur un continent qu'elle n'a ni colonisé, ni* libéré. Magazine SlateAfrique

[386] Tiago Martins, Le Brésil et l'Afrique : Unis pour le futur, 28 juin 2011, Centre d'Etude et de prospective stratégique.

partenaire commercial de plus d'un milliard d'habitants. Il met en place depuis plusieurs années des sommets Amérique du sud-Afrique en 2006 et 2009, ceci afin de lier des relations avec les nations africaines et pouvoir signer des accords de coopération.

Ces mêmes accords ont permis de faire progresser le commerce bilatéral de 4 à 25 milliards de dollars entre 1999 et 2009. Aujourd'hui encore, cette progression se confirme. Le Brésil cherche également des appuis solides de la part des Etats africains afin de lui permettre d'avoir une place au sein du Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Bon nombre de pays africains s'identifient au Brésil, notamment dans son expérience à apporter des solutions à des problèmes qu'ils ont en commun. Le Brésil a su surmonter ses difficultés en particulier dans le domaine de la sécurité alimentaire et énergétique.

De plus, contrairement aux Chinois qui font venir des centaines d'ouvriers, les brésiliens, eux, emploient la main-d'œuvre locale sous la direction de leurs ingénieurs. Dès lors, les relations entre le Brésil et l'Afrique afin d'asseoir des relations Sud-Sud durables semblent réelles et honnêtes à la différence de certains pays Asiatiques.
Naturellement, l'arrivée de ces pays sur le sol africain et leur expansion rapide sont un vrai handicap pour la France. C'est pour cela que les autorités françaises cherchent à étendre leur influence en dehors des pays francophones.

Section II : L'intérêt grandissant des puissances asiatiques pour l'Afrique et ses conséquences pour la France

L'émergence de la Chine et de l'Inde ainsi que d'autres pays en tant que nouveaux acteurs de poids sur la scène mondiale est indiscutable. Comme ce fût le cas de l'Allemagne unie au XIXème siècle et des puissants Etats-Unis d'Amérique au début du XXème siècle, transformant le paysage géopolitique. Cette apparition de pays émergents pourrait avoir des répercussions aussi spectaculaires que celles intervenues au cours des deux siècles précédents. Le XXIème siècle pourrait être vu comme celui où l'Asie, menée par la Chine et l'Inde, donnera toute sa mesure. Croissance économique forte et soutenue, capacités

militaires en expansion et fortes populations, tous ces facteurs combinés contribueront à l'accroissement rapide de ces deux pays, tant dans le domaine politique, qu'économique[387].

Les années 90, marquées par la disparition de l'U.R.S.S (ainsi que la perte momentanée d'influence des U.S.A sur le sol africain), permet à des Etats émergents comme l'inde, le Japon ou la Chine de s'engouffrer dans la brèche. La présence récente de ces nations en Afrique s'explique par leurs besoins permanents de matières premières et la recherche de nouveaux marchés commerciaux.

L'Afrique quant à elle diversifie ses interlocuteurs et cela lui permet d'échapper à la pression occidentale des droits de l'homme et à la démocratisation forcée.
Cette coopération entre pays du sud rassure les africains, elle leur apparaît comme plus égalitaire qu'une relation nord/sud, encore vue comme une relation dominant/dominé.

§ I : La stratégie des puissances asiatiques concernant l'Afrique

Les perspectives du marché africain qui comptent aujourd'hui plus d'un milliard d'individus, deux milliards vers les années 2030, incitent les nations émergentes à investir massivement. Il faut aussi prendre en compte les pays émergents qui cherchent à obtenir le vote des Etats africains lors des votes dans les différentes instances internationales. Beaucoup de pays convoitent ces voix africaines qui sont au nombre de cinquante-trois[388].

L'arrivée en force d'Etats eux-mêmes autrefois victimes de la colonisation est accueillie comme une sorte d'étape nouvelle. Comme le déclare le gouvernement indien : « Nous avons *avec l'Afrique une communauté de souffrance liée à la colonisation. Vous, vous avez une* dette historique. Nous, nous faisons des investissements. Vous, vous financez *l'aide au développement. Chacun œuvre selon son passé et ses compétences* »[389].

[387] Gérald Schmitz, analyste principal : Les puissances émergentes dans le système mondial, défis pour le Canada ; Division des affaires politiques et sociales, le 27 mars 2006 (Parlement du Canada).
[388] L'Afrique est notre avenir : Rapport n°104(2013-2014) de MM. Jeanny Lorgeaux et Jean-Marie Bockel, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, déposé le 29 octobre 2013
[389] Déclaration du 2ème sommet du Forum Afrique-Inde, 25 mai 2011

La coopération Sud-Sud ne repose pas uniquement sur des fondements idéologiques. Elle se nourrit d'une expérience concrète et récente du développement des pays émergents. Mais elle n'est pas exempte de tous reproches.
En témoigne ces phrases de l'ambassadeur Tebogo Seokolo, directeur Europe au Ministère des affaires étrangères (DIRCO) d'Afrique du Sud, disant : « *l'occident nous a apporté les 3* c : commerce, civilisation et colonisation, les BRICS viennent avec les 3 i : intégration, infrastructure et industrialisation »

A) Le rôle croissant des pays d'Asie

La stratégie des puissances émergentes et notamment asiatiques se fait autour de la mise en place de sommets réguliers avec les pays africains. Dès lors, la France, comme les Etats-Unis doit affronter la concurrence qui lui est imposée par les nouveaux acteurs sur le continent africain, surtout pour l'accès aux matières premières et plus particulièrement le pétrole. L'Afrique devient ainsi une zone multiplicatrice de puissance. L'arrivée de ces nouvelles nations sur le continent africain contribue indéniablement à la réorganisation politique et économique du pouvoir mondial vers le Sud[390]. L'influence croissante de ces pays dans les négociations internationales tient surtout à leurs poids démographique. Ces pays rassemblent près de la moitié de la population mondiale.

La Chine, l'Inde et le Japon ne jouent pas sur le même pied d'égalité que les pays d'Afrique. Ces trois immenses nations représentent trois fois le volume de la population africaine. La présence de ces géants asiatiques dans cette zone du monde s'explique notamment par la diversification de leurs échanges depuis leur insertion au sein de l'organisation mondiale du commerce. Leur présence tient aussi à des besoins énormes de matières premières et d'énergie ainsi qu'à leur émergence sur la scène mondiale.

[390]Ibidem

1) La puissance chinoise : une relation gagnant/gagnant

Débutées au lendemain de la conférence de Bandung en 1955, les relations sino-africaines se sont consolidées à la faveur de la période de la décolonisation par le soutien de Pékin aux divers mouvements d'indépendance. Depuis les années 2000, la « China-Afrique » est devenue un secteur à part entière dans la politique étrangère chinoise. La stratégie d'influence chinoise est fondée sur le pragmatisme. Il n'est surtout pas question de lier ses investissements au respect des droits de l'homme ou à l'appel de la démocratie[391]. Pékin « revendique la solidarité des Sud, apporte cet argent qui manque cruellement et une coopération technique généreuse, en échange des richesses dont elle est avide pour financer sa croissance record », analyse la géographe et économiste Sylvie Brunel[392].

Les relations entre la Chine et l'Afrique sont principalement économiques et officiellement fondées sur le principe «gagnant-gagnant », comme l'ont déclaré les autorités chinoises. L'une des priorités de la Chine est d'assurer la sécurité des routes commerciales et d'approvisionnement en pétrole.

En 2011, un tournant majeur pour l'économie mondiale a lieu lorsque « l'empire du milieu » est devenu membre de l'organisation mondiale du commerce. Pendant la décennie suivante le taux de croissance de son économie tourne autour de 10% par an et la Chine devient ainsi en 2010, la deuxième puissance économique du monde devant le Japon. Puis, la première puissance économique du monde en 2014. Depuis 2003, la Chine est devenue le deuxième consommateur de produits pétroliers après les Etats-Unis. Il est vital pour elle de s'assurer et de sécuriser des approvisionnements énergétiques et en matières premières.
C'est la raison majeure pour laquelle la puissance chinoise se tourne vers l'Afrique afin de s'approvisionner en matières premières[393].
En effet, la Chine veut retrouver le prestige de sa civilisation millénaire et s'impose progressivement sur la scène internationale sachant qu'elle est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations-Unies. Afin de prendre pied en Afrique, celle-ci n'hésite pas à utiliser les méthodes françaises : l'organisation de forums, multiplication de partenariats

[391] Jean-François Fiorina : L'Afrique convoitée, entre coopération et prédation, un continent « sous influence ». CLES, comprendre les enjeux stratégiques, Note hebdomadaire d'analyse géopolitique de l'ESC Grenoble, le 28 mars 2013.
[392] Sylvie Brunel : « L'Afrique est-elle si bien partie », éditions Sciences humaines, 183 pages.
[393] Entretien avec le général de corps d'armée Jean-Claude Thomann le 12 mai 2009.

économiques, mise en place d'une aide au développement mais aussi utilisation du « soft power » culturel.[394]

Dès octobre 2000, Pékin lance un forum de coopération Chine-Afrique (« forum on China-Africa coopération, » F.O.C.A.C) triennal afin de travailler au rapprochement économique et politique du continent africain et de l'empire du milieu, à l'image des sommets France-Afrique. En 2006, la Chine approfondit sa politique d'aide au développement en annulant la dette africaine pour un milliard trois cents millions de dollars. Elle crée un fonds de développement Sino-Africain doté de cinq milliards de dollars et favorise les importations de produits africains par la baisse des droits de douane. Toutes ces initiatives revalorisent l'image de Pékin en Afrique qui devient ainsi une réelle concurrente face à la présence des puissances comme la France ou les Etats-Unis dans cette région du globe.

La stratégie véhiculée par la Chine semble avoir un vrai succès sur le continent africain puisque le président Nigérian déclarait en 2006 : « nous souhaiterions que la Chine dirige le monde et quand nous ne voulons pas être laissés derrière, nous voulons être avec vous ». Et le président Zimbabwéen de surenchérir lors du vingt-cinquième anniversaire de l'indépendance de son pays : « *il nous faut nous tourner vers l'Est, là où le soleil se lève.* »

2) Le Japon : une relation géostratégique

Les relations entre le Japon et l'Afrique sont principalement de nature géostratégique. Sa présence accrue sur le continent africain est aussi liée à sa rivalité ancienne avec la Chine.
L'Empire du Soleil Levant est un partenaire discret mais efficace de l'Afrique depuis cinquante ans. Par l'entremise de son cercle de donateurs, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a apporté une aide sous forme de subventions et de prêts : elle a investi sur la paix, les droits de l'homme et la gouvernance[395].

Le Japon est devenu le premier donateur dans cette zone du monde, s'engageant lors de la T.I.C.A.D IV en 2008 à effectuer quatre milliards de dollars U.S à l'aide publique au

[394] Priscille Guinant : La politique de la France en Afrique subsaharienne après les indépendances. Mémoire I.E.P de Toulouse, 2012-2013.
[395] Jocelyne Sambira, Japon : Le partenaire discret mais efficace de l'Afrique, entretien avec Akhihito Tanaka, président de la JICA

développement (A.P.D). Cependant, il est clair que les objectifs de cette coopération sont d'ordre utilitariste ceci afin d'avoir accès aux matières premières et permettre aux entreprises Japonaises de s'installer en Afrique. Il faut préciser que le premier T.I.C.A.D : (Tokyo international Conférence on African Développement) a été créé dès 1991 à la chute du bloc de l'Est.

Le T.I.C.A.D se réunit tous les cinq ans pour « promouvoir un dialogue de haut niveau entre les leaders africains et leurs partenaires du développement.»
Il est à noter que la politique Japonaise concernant l'Afrique repose sur trois piliers : contribuer à la paix et à la stabilité du continent, augmenter l'aide financière, promouvoir le commerce et les investissements, mais aussi prendre en compte les questions géopolitiques mondiales. Grâce à cette politique, le Japon entretient un très bon contact avec les nations africaines.

3) L'Inde : le besoin de pétrole

L'Inde et l'Afrique entretiennent des relations depuis les années 1950. Après son accession à l'indépendance en 1947 dans un contexte de guerre froide, elle s'est érigée en fer de lance du mouvement Tiers-mondiste en suscitant la conférence de Bandung d'avril 1955. Elle prend ainsi une sérieuse option pour le renforcement de la coopération Sud-Sud en passant par le développement des relations politiques, économiques avec le Tiers-monde dont les Nations africaines qui venaient d'accéder à l'indépendance. Les réformes entamées depuis les années 1990, la capitalisation des politiques mises en œuvre depuis l'indépendance et une Diaspora constituée d'élites sorties des meilleures universités du monde, qui de retour aux pays constitue une nouvelle branche d'investisseurs, ont permis à l'Inde d'asseoir une économie sur des bases stables[396].

L'Inde est depuis peu de retour en Afrique. Ayant affiché ses intentions sur le continent, elle a accompagné ses entreprises privées afin de leur faciliter l'accès a ce marché. La présence de ce pays sur le sol africain diffère nettement de celle de sa rivale chinoise. L'Empire du milieu est présent sur toute l'étendue de ce territoire sous plusieurs formes : les entreprises d'Etat,

[396] Aissatou Diallo, l'Inde en Afrique : un autre « émergent » à la conquête du continent africain. ICTSD (International Centre For Trade and Sustainable Development), 15 Août 2011.

les entrepreneurs individuels, ainsi qu'une Diaspora installée dans les villes à la tête de petits commerces. En ce qui concerne l'Inde, les multinationales et les entrepreneurs privés ont précédé le gouvernement Indien, bien avant la création de l'India-Africa Summit en avril 2008. L'Inde par contre, a mis en place en 2004 le Team 9 (Techno-Economic Approch for Africa-India Movement), qui est un groupe de neufs pays avec la nation Indienne (Burkina-Faso, Tchad, Côte d'Ivoire, Guinée Equatoriale, Ghana, Guinée Bissau, Mali et Sénégal) prioritaires dans l'agenda de la politique africaine de l'Inde. L'Inde mène un projet intitulé le Pan-African e Network qui permet de relier des universités, centres de recherche et hôpitaux Indiens à ceux des pays africains promouvant ainsi le transfert de technologies, mais aussi des connaissances[397].

L'Inde est une puissance émergente dans bon nombre de domaines, compte tenu de sa forte croissance économique, sa performance dans les secteurs de haute technologie et de son arsenal militaire. L'Inde intéresse l'Afrique et s'intéresse à l'Afrique qui peut devenir un véritable marché économique pour elle. La puissance indienne importe déjà 70% de ses besoins pétroliers depuis le continent africain. Huit pays d'Afrique lui fournissent ces besoins (Burkina-Faso, Tchad, Cote d'Ivoire, Ghana, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale Mali et Sénégal).

Les échanges entre la nation Indienne et le continent africain ont été multipliés par cinq depuis 2007 et ont atteint plus de 30 milliards de dollars américains. En 2008, l'Union Indienne organise un premier forum Inde-Afrique, cité ci-dessus, pour montrer à la communauté internationale qu'elle a des ambitions en Afrique. « La déclaration de Delhi et du cadre Afrique-Inde pour la coopération », pose les fondations d'un partenariat indo-africain. En 2011, il y eût un deuxième sommet renforçant le partenariat initial, l'Inde disposant ainsi d'un grand réseau de firmes indiennes sur le continent africain.
Cependant à la différence des autres nations présentes sur ce continent, la présence indienne est moins contrôlée par ses autorités nationales car ce sont des entreprises du secteur privé. En 2014, l'épidémie mortelle d'Ebola en Afrique de l'Ouest a obligé l'Inde à reporter le troisième sommet Inde-Afrique normalement prévu dans la capitale indienne (New Dehli) en décembre de la même année et où devait être présents la plupart des Etats africains.

[397] Ibidem

B) Les luttes d'influence en Afrique, conséquence de cette diversité

Le continent africain est depuis plusieurs décennies un terrain d'affrontements des puissances occidentales et des autres nations.[398] Les territoires de confrontation sont nombreux. Une rude concurrence se livre entre la Chine depuis la mise en œuvre de sa stratégie offensive sur le sol africain et les partenaires traditionnels des africains que sont les USA et la France. Ils sont en situation de perte d'influence dans un contexte de mondialisation. Il s'agit aussi de voir comment certains pays émergents tels que l'Inde et le Brésil, devenant des partenaires importants pour les africains s'invitent dans ce jeu[399]. Alors que durant la guerre froide, les Etats-Unis appréciaient que la France soit le « Gendarme de l'Afrique », Paris et Washington aujourd'hui se concurrencent.[400] Néanmoins, si la France perd, il est vrai, du terrain sur un plan commercial face aux U.S.A et aux autres nations émergentes, elle reste militairement présente.

1) La multiplicité des intervenants

L'Afrique est de plus en plus courtisée car celle-ci regorge de matières premières. Les pays émergents pour la quasi-totalité présentent leurs coopérations comme plus légitimes que la coopération de la France avec cette partie du monde. Pour ces nations du Sud, rien ne vaut une solidarité Sud-Sud. Le principe de non-ingérence au sein des affaires africaines est la base de leur politique. Ces pays émergents ne conditionnent pas leur aide à la mise en place d'institutions démocratiques ou au strict respect des droits de l'homme. Il est vrai que l'arrivée de ces nouveaux partenaires africains, la Chine, le Japon, le Brésil, l'Inde ou encore la Russie, avec les Etats-Unis (présents en Afrique depuis de nombreuses années déjà) chahute la position française dans cette région du globe. La raison principale de leur intérêt pour ce continent, c'est la recherche de matières premières, la conquête de nouveaux marchés et une quête de puissance.

[398] Entretien avec le général de corps d'armée Jean –Claude Thomann le 12 mai 2009.
[399] Julien Bokilo : Lutte d'influence entre la Chine et les alliés traditionnels :USA et la France, article dans Alternatives Internationales.
[400] Entretien avec le général de division, Jean-Paul Monfort, le 2 Juin 2009.

L'Afrique est une zone stratégique en ce sens qu'elle est une source d'énergie certaine. Celle-ci est également un tremplin financier important dans une société internationale privée de sens et en proie à des incertitudes économiques sans précédent. C'est dire que la dépression que connait le monde depuis 2008 a accentué la recherche de richesses car dorénavant le « nouvel ordre mondial » dépend grandement des garanties accumulées pouvant assurer l'équilibre économique des Etats. L'Afrique est un réservoir de pétrole et les Etats qui la composent sont très pauvres pour pouvoir l'exploiter à sa juste valeur[401].

2) Une présence pas nécessairement bénéfique pour l'Afrique

Les relations que ces nouveaux pays entretiennent avec l'Afrique ne sont pas aussi « gagnant-gagnant » qu'elles le laissent penser. En effet ne reproduisent-elles pas un schéma de type colonial où les échanges se limitent le plus souvent à une économie de prélèvement de matières premières échangées contre des produits manufacturés [402] ?

Les relations qu'ont ces pays émergents avec l'Afrique ne peuvent pas être comparées à la relation Franco-africaine. Celle-ci est le résultat d'une longue histoire de plus d'un siècle. Il est vrai que ces nouveaux pays émergents, ont effectué une véritable percée économique et politique en Afrique, en particulier la Chine. Cependant, leur influence culturelle ou leur présence militaire n'a rien de comparable à celle de la France dans cette région du monde.

On assiste à une guerre secrète des grandes puissances ainsi que des firmes internationales pour avoir accès au pétrole africain, voire le contrôler. Parmi ces acteurs, on notera la présence accrue des Etats-Unis qui sont le plus grand consommateur de pétrole au monde, du fait de leur développement industriel avancé et des besoins énergétiques sans cesse grandissants, sans omettre de citer les puissances émergentes que sont les BRIC[403].

A côté des Etats-Unis la Chine est en Afrique car : « ce brusque accroissement des échanges é*tait lié à un certain nombre de moteurs politiques, sociaux et économiques que l'on peut*

[401] Hamidou Samba BA, Mémoire de maitrise de Sciences Po, UGB, Saint-Louis : L'Afrique, enjeu actuel des relations internationales, 2012-2013.

[402] Priscille Guinant : La politique de la France en Afrique subsaharienne après les indépendances. Mémoire I.E.P de Toulouse, 2012-2013.

[403] Toutefois la demande américaine baisse en raison de l'exploitation sur les territoires des gaz de schiste, et la surproduction pétrolière actuelle tire les prix à la baisse.

classer comme suit : la quête de sécurité énergétique, de ressources, de marchés, et de sécurité alimentaire, entre autres.[404] »
Le continent africain est donc prospecté pour des raisons de pure stratégie économique.

En effet, Philippe Hugon explique en ces termes la situation délicate autour du pétrole africain : « Les grandes puissances mènent une politique de diversification de l'offre mondiale. L'Europe achète globalement 22% de son pétrole en Afrique. Les Etats-Unis ont une stratégie de diversification des fournisseurs en hydrocarbures et escomptent assurer 25% de leur approvisionnement en Afrique courant 2015-2016 contre 17% auparavant. La Chine importe plus de 20% de son pétrole d'Afrique, notamment de l'Angola et du Soudan : elle est présente dans la quasi-totalité des pays producteurs d'hydrocarbures[405] ».
L'Afrique est pleine de pétrole, enjeu économique, stratégique et politique dans une société en recherche permanente d'une autonomie énergétique et en proie à des mutations sociétales sans précédent. Le continent africain attire aussi car il possède d'autres matières premières.

§2 : L'évolution complexe de la stratégie française face aux puissances asiatiques

La politique africaine actuelle de la France s'inscrit en partie dans la continuité. La France occupe de par son histoire un rôle de puissance régionale en Afrique. Durant la guerre froide, la politique économique de la France vis-à-vis de l'Afrique subsaharienne reflétait dans la tradition gaulliste l'importance géopolitique que Paris attachait à cette région du monde (francophonie, votes aux Nations-Unies, enjeux pétroliers, crainte du communisme, etc...).[406]
Avec le temps, cette politique a évolué, en raison de la montée en puissance d'autres Etats partenaires de l'Afrique.

La France ancienne puissance coloniale a perdu de son influence tout en demeurant présente sur le continent africain. Elle a cherché à se constituer un espace vital et énergétique autonome. La situation postcoloniale des chasses gardées et des rapports entre les trois E

[404] Enda Cacid, « La Chine et l'Afrique : Les faits et les chiffres : évaluation des relations commerciales de l'investissement et de l'aide publique au développement », Dakar, Sénégal, Novembre 2012, p.19.
[405] Hugon Philippe, « Les nouveaux acteurs de la coopération en Afrique ».
[406] Philippe Hugon : La France et l'Afrique : vers une nouvelle équation stratégique Directeur de recherche à l'I.R.I.S

(Elysée, Elf, Etat-major militaire) a disparu ou du moins s'est considérablement modifiée. Le jeu est aujourd'hui complexe et moins transparent avec la présence de nouveaux acteurs qui veulent absolument souligner leurs présences par tous moyens, comme par le biais d'accords de troc ou encore avec des prêts à des taux proches de zéro ou voire même des rémunérations en nature (matériel).

Des liens privilégiés entre certains pays africains et la France se traduisent encore aujourd'hui dans plusieurs domaines. Il y a un lien monétaire avec la persistance d'une zone franc, ou économique, avec la présence de grands groupes en Afrique, comme Total, Bouygues ou encore France Télécom. La tendance est à la baisse puisque ces groupes sont mondialisés et investissent largement en dehors de cette région du monde[407].

Militairement aussi, la tendance est à la baisse, même s'il reste toujours des bases militaires françaises en Afrique, comme à Djibouti. De plus la France participe activement à des opérations militaires dans la bande Sahélienne avec l'opération Barkhane, au Mali (opération Serval) ou encore en Centrafrique (opération Sangaris). Sur un plan purement politique, la France donne caution à des gouvernements qui ne sont pas toujours en accord avec l'esprit des Droits de l'Homme (Tchad, Centrafrique, Nigéria etc…). Sur un plan culturel la Francophonie drainera en 2050 environ 600 millions de personnes. Celles-ci parleront français en Afrique[408].

Toutefois, comme l'écrit Yves Gounin[409](2009), la relation Franco-africaine reste au-delà des évolutions d'une exceptionnelle densité car elle diversifie son champ de relations hors du pré carré francophone. Les relations difficiles entre la France et le continent africain renvoient à un jeu de miroirs à deux discours inversés. A celui des Français hésitant entre ingérence et aide, correspond celui des africains oscillant entre le sentiment d'abandon et la critique de l'intervention néocoloniale.

[407] Philippe Hugon,Françafrique : « Sur les liens entre la France et l'Afrique, il y a des réalités et des fantasmes » ; interview du 12 septembre 2011, propos recueillis par Anne-Laëtitia Béraud.
[408] Ibidem
[409] Yves Gounin Maître des requêtes au conseil d'état. Il a été premier conseiller à l'ambassade de France au Kenya de 2000 à 2003 et conseiller juridique du président de la république du Sénégal de 2006 à 2009. Il a enseigné les relations internationales à sciences po Paris et à Paris I-Sorbonne : ouvrage, « La France et l'Afrique, hexagone et continent noir » , éditions De Boeck supérieur. 166 pages.

A) Une relation en cours d'essoufflement entre la France et l'Afrique

Aujourd'hui, l'Afrique a moins besoin de la France car elle varie ses relations commerciales avec des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie et les Etats-Unis, pour ne citer que ces pays. Pour la France, le continent africain représente moins qu'il n'a pu être et ne pèse aujourd'hui que 4% dans le commerce extérieur.

L'Afrique est encore précieuse dans le domaine politique et sur le plan international car c'est un réservoir de voix au sein des instances internationales comme au conseil de sécurité des Nations-Unies. L'Afrique est également un terrain d'entraînement idéal pour les forces militaires françaises, comme on l'a vu précèdemment.

La nature des relations entre la France et l'Afrique est loin de laisser indifférent : certains dénoncent leur caractère ambigu lié à des réflexes coloniaux encore très présents : d'autres louent une relation particulière à nulle autre comparable. Dès lors, une relation particulière lie la France à ses anciennes colonies d'Afrique comme l'a souligné Michel Camdessus, ancien directeur général du FMI[410], devant les membres de la commission[411]:

« Nous avons, nous français commis des crimes et multiplié les manquements, mais nous avons aussi cherché à y apporter parfois avec maladresse le meilleur de nous-mêmes. *L'Afrique a versé son sang pour la France et, à cet égard, notre dette est immense* ; cette dette est éternelle, tellement le sacrifice *de tant d'africains a contribué au cours des deux* derniers conflits du siècle dernier, à préserver ce que nous sommes. »

En dépit de leur dimension unique, ces relations ont aujourd'hui perdu de leur intensité, laissant la place à une incompréhension mutuelle, nourrie d'un côté par une indifférence croissante, de l'autre côté par une certaine déception, voire un sentiment de rejet.[412]
Les relations entre la France et l'Afrique sont complexes et pas totalement décomplexées. Selon l'analyse de Philippe Hugon, sur la colonisation, il y a un important travail de mémoire à effectuer, sur les effets qu'elle a pu produire. Il faut aussi la considérer comme un moment

[410] Directeur du FMI, du 16 janvier 1987 au 14 février 2000.
[411] Audition du 30 Janvier 2008 : commission des Affaires Etrangères, politique de la France en Afrique, assemblée nationale.

[412] Jean-Louis Christ : Rapport d'information par la commission des affaires étrangères en conclusion des travaux d'une mission constituée le 31 Juillet 2007 sur « la politique de la France en Afrique.

de l'histoire. Aujourd'hui, plus de 80% de la population africaine n'a pas connu la colonisation. Elle est passée à une attitude dégagée de « post-colonialisme », comme la nomme ce spécialiste, où les relations sont plus détachées et paisibles.

Cela semble nécessaire, comme l'a fait la Grande-Bretagne avec ses anciennes colonies et sans engendrer de problèmes particuliers. Toutefois, des Etats africains francophones ont souvent besoin de l'aide militaire de la France.

1) La difficile adaptation de la politique militaire française en Afrique

Bâti par le général de Gaulle et amélioré par ses successeurs, l'outil militaire français a su s'adapter à l'évolution du monde et aux enjeux diplomatiques mais aussi techniques. Façonné dans le cadre de la guerre froide, l'outil militaire national a bénéficié dès le début de la cinquième république d'un effort considérable de l'Etat afin de devenir une puissance nucléaire synonyme de souveraineté tout en conservant une capacité d'action indispensable à son indépendance économique[413].

Si la menace terroriste aujourd'hui semble la plus proche mais est protéiforme, les intérêts économiques français sont directement impactés par la perte de souveraineté de certains états partenaires et plus particulièrement en Afrique et au Proche-Orient. La France ne peut pas tolérer que des pays riverains de la Méditerranée deviennent des bases de groupes terroristes soutenus par des monarchies du golfe persique[414].

Cette évolution est en partie la conséquence d'un environnement international totalement changé depuis la chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'union soviétique. Cette situation a incité à détourner l'attention de l'Afrique jusqu'alors terrain d'affrontement indirect entre les deux blocs tout en laissant croire à l'arrivée d'une ère nouvelle dans les relations internationales.

[413] Permanences et mutations de l'outil militaire français, mise en ligne en mai 2014 par panorama-social.net
Travail réalisé dans le cadre d'une licence administration publique à l'UBO : Université de Bretagne Occidental.
[414] Ibidem

La politique française en direction du continent africain a en effet souvent oscillé entre « (…) une politique de puissance (interventionnisme dans le pré carré, francophonie, soutien de pays africains à la France dans le cadre de l'O.N.U, utilisation des reliquats de réseaux de la Françafrique) et des relations normalisées (proximité moindre avec les pays francophones, européanisation et présence plus affirmée dans les plus grands marchés africains comme l'Afrique du sud, le Nigéria ou l'Angola) ».[415]

Ces différentes hésitations ont enclenché des paradoxes dans la mise en place des orientations politiques voulues, ce qui a certainement porté préjudice à l'image de la France en Afrique. A cela, s'ajoute le soutien par la France de régimes autoritaires détestés par les africains au nom de la stabilité du continent. Aujourd'hui le reproche lui est fait.

2) Les contradictions de la politique française en Afrique

La France semble tétanisée par des procès d'intention liés à son passé colonial incapable de se projeter sur le long terme avec un continent qui quoiqu'il arrive avec deux milliards d'habitants en 2050 sera un partenaire majeur de la France et de l'Europe pour le meilleur ou pour le pire. A cette hésitation correspond l'ambivalence des Africains francophones eux-mêmes à l'égard de la France qui oscillent entre attirance et répulsion. A la politique française du « ni ingérence, ni indifférence » répond l'accusation africaine d'immixtion ou d'inaction suivant la posture adoptée[416].

Pourtant, la coopération militaire française en matière de sécurité est d'autant plus pertinente, qu'elle répond aux préoccupations des africains en matière de maitrise du territoire et de frontières, de lutte contre le terrorisme ou encore en réponse aux catastrophes naturelles. Le bilan de la coopération passée conduit à renforcer les exigences à l'égard des Etats africains, mais en dehors du domaine militaire, la France ne mène actuellement aucun projet spécifiquement dédié à l'Union Africaine à l'exception d'un soutien au renforcement de la francophonie.

[415] Alain Antil, « la politique africaine a besoin de lisibilité », la tribune, 10 décembre 2007.
[416] Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées par le groupe de travail sur la présence de la France dans une Afrique convoitée. N°104 Sénat session ordinaire de 2013-2014, enregistré à la présidence du Sénat le 29 octobre 2013.

Cette situation s'explique notamment par le bilan mitigé tiré de la coopération passée avec les pays africains. La présence française souffre d'une absence de clarté dans les domaines, hors « paix et sécurité » de l'Union Africaine alors que le développement de ces activités constitue une priorité de l'institution.

Le discours de la Baule (juin 1990) a suscité en son temps de grands espoirs sur le continent. Cependant, vingt-cinq ans après celui-ci, le résultat est sans appel. Non seulement la France n'a pas réussi à promouvoir les processus de démocratisation sur le continent africain, mais elle est souvent associée dans les relations internationales au maintien des régimes autoritaires et corrompus. Le non-respect de certaines conditions pour accéder à la démocratie ainsi que le soutien apporté à des gouvernements bafouant les libertés publiques ou autres interventions militaires destinées à sauver de la banqueroute un régime ami, la diplomatie du « double standard », a terni l'image de la France en Afrique et a affecté sa crédibilité auprès des jeunes générations africaines en devenir[417].

Cette histoire partagée est à double tranchant. Elle vaut d'être à la fois admirée et haïe. Si le temps a passé depuis les indépendances, la présence française en Afrique peut toujours être rapportée à cette origine, soit pour dénoncer un comportement irrespectueux, humiliant ou exagérément interventionniste, soit pour rappeler la dette morale et le devoir d'assistance de l'ex-puissance coloniale. Le rôle de la France dans les maux qui affligent l'Afrique peut à tout moment être évoqué.

L'orientation consistant dans le cadre européen à privilégier un cadre multilatéral d'intervention n'a pas été systématiquement suivie, suscitant de vives critiques quant à l'attitude jugée ambigüe de la France.[418] L'implication de la France dans les crises africaines et notamment au Tchad, lui a récemment été reprochée comme le signe de la persistance d'une politique d'ingérence. C'est pour cela que les autorités françaises recourent désormais aux principes d'africanisation et de mutualisation des efforts.[419] Dans le même moment, la France veut reconsidérer la portée des accords de défense qui la lient depuis les années 60 à beaucoup de nations africaines.

[417] Ibidem
[418] Entretien avec le général de division, Jean-Paul Monfort, le 2 juin 2009.
[419] Rapport d'information par la commission des affaires étrangères en conclusion des travaux d'une mission constituée le 31 juillet 2007 sur : « La politique de la France en Afrique. » Mr Jean Louis Christ.

Cette évolution de fond indique la fin d'une époque dominée par la recherche de zones d'influence en Afrique au profit d'une approche multilatérale des relations franco-africaines. La France a aussi déçu du fait des contradictions de sa politique mais aussi d'interventions contestées, comme cela a été le cas au Rwanda, au moment du génocide en 1994[420].

B) Le dispositif militaire français en Afrique est en pleine mutation

Le nouveau cadre des relations franco-africaines repose sur la transparence et la normalisation des dispositifs institutionnels et surtout sur une association équitable et solidaire. Amorcée par Lionel Jospin, la réforme de la coopération a été achevée par François Hollande qui a créé un ministère du développement placé sous la tutelle du ministère des affaires étrangères. Concernant la cellule africaine de l'Elysée, elle est désormais sous la responsabilité d'un conseiller diplomatique du président de la république. Cette double modification et mutation radicale de la politique militaire française en Afrique a signifié la disparition institutionnelle de la Françafrique. Afin de mettre en place cette nouvelle politique, la France a déterminé quatre priorités pour la mise en œuvre de ce partenariat avec le continent africain : partage des missions sécuritaires, rééquilibrage de l'aide au développement, intensification des échanges économiques et promotion des transferts culturels[421].

La France a renoncé à un interventionnisme égoïste qui ne visait qu'à défendre ses intérêts particuliers. Les accords militaires visaient deux principaux objectifs : la stabilité politique des régimes ainsi que la garantie des frontières afin de défendre les intérêts géopolitiques et géoéconomiques. Cependant, depuis quelques années, les guerres sont devenues asymétriques face à des forces utilisant l'insurrection, la guérilla, le djihadisme. La puissance militaire conventionnelle n'est plus en mesure d'assurer seule la sécurité face à une pluralité de facteurs et d'acteurs. Le dispositif militaire français, à la suite des livres blancs de 2008 et 2013 est en pleine mutation.

[420] Cf, 2ème partie de cette thèse
[421] François Loncle, député de l'Eure : Ancien Président de la commission des Affaires étrangères ; Pascal Terrasse, député de l'Ardèche : Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie: « Construire un nouveau partenariat franco-africain ».

Les accords militaires bilatéraux ont été renégociés entre la France et plusieurs pays africains comme la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Centrafrique, le Tchad, le Togo ou encore le Sénégal et la République de Djibouti. Les effectifs de la plateforme de Dakar sont passés de 1 200 à 400 hommes, une fois la base de Dakar fermée. Seules les bases de Djibouti (2 800 hommes) et de Libreville (900 soldats) ont été préservées. De nouveaux accords de partenariat sont signés avec le Togo (12 mars 2009), le Cameroun (21 mai 2009), le Sénégal et le Gabon (24 février 2010).[422] Le principe énoncé est celui de partenariat et non plus le maintien de l'ordre.
La France demeure toutefois prise dans un dilemme : intervenir en étant taxée d'ingérence ou laisser faire, signe d'indifférence voire d'acceptation ou de participation.

1) Une politique militaire source de divergences

Au fil du temps, une relation plus tendue s'est instaurée entre la France et ses partenaires africains traditionnels autour de certains sujets de crispation. Tout d'abord, la présence militaire française en Afrique est de plus en plus mal perçue : « Les bases militaires françaises représentent des abcès de fixation dans la mesure où elles apparaissent comme le *symbole d'une forme de permanence coloniale.* »[423]
Ensuite, le soutien apporté par la France à certains régimes en place est contesté par une société civile africaine de plus en plus active et présente dans le débat public.
Ces critiques sont relayées par des organisations non gouvernementales françaises qui recommandent *« d'abandonner la doctrine française de soutien aux régimes en place qui ne* favorise pas les alternances politiques mais au contraire, une réelle instabilité à plus ou moins long terme. »[424] Ce « désamour » entre la France et l'Afrique s'inscrit dans un contexte par ailleurs marqué par un retrait progressif de la France en Afrique malgré les récentes interventions militaires.

[422] Philippe Hugon La France et l'Afrique : « vers une nouvelle équation stratégique ». Op.cit
[423] Vincent Hugulux, journaliste de l'express lors de l'audition du 23 janvier 2008.
[424] Audition de représentants d'ONG réunis au sein de la « plateforme citoyenne France – Afrique » 9 avril 2008.

2) Une présence française en recul

Dans le contexte de la globalisation, Paris ne pouvait plus se contenter de poursuivre une politique conventionnelle de coopération, car sachant que le continent africain est en pleine transformation, celui-ci suscite de plus en plus de convoitises. C'est la région du monde où la croissance démographique et économique a été la plus forte durant la dernière décennie.
La France semble aujourd'hui en retrait sur le continent africain, en raison de la concurrence accrue de la présence des pays émergents mais également d'une baisse des moyens qu'elle consacre au maintien de cette présence polyvalente et multiforme. Le lien entre la France et l'Afrique se distend inexorablement.

Alors que l'Afrique représentait une part importante des échanges commerciaux de la France dans les années 50, pas loin de 40% en 1957, elle n'occupe désormais plus qu'une place marginale, environ 2% du fait notamment de la réorientation de la France vers l'Union Européenne. A l'heure actuelle, les entreprises françaises se désintéressent du continent africain, largement perçu comme un marché marginal par rapport à d'autres marchés, asiatiques notamment « en dehors du secteur des hydrocarbures, aucune entreprise non implantée en Afrique ne placera le continent en tête de ses diversifications géographiques, car il a une très mauvaise image. Les seules sociétés investissant en Afrique sont celles qui y sont déjà présentes, souvent depuis longtemps ».[425]

La coopération a longtemps constitué un des instruments privilégiés de la politique de la France en Afrique. Il est important que Paris garde les moyens d'une stratégie ambitieuse d'appui à la lutte contre la pauvreté dans ce continent, où elle bénéficie d'un avantage comparatif lié à une relation historique à multiples facettes, incluant un effort de coopération de long terme.[426]

Au regard des nouvelles orientations, la diminution de l'aide française en Afrique contribue à affaiblir sa présence dans cette région du monde. La France semble avoir d'avantage subi les changements qui y sont intervenus qu'elle ne les a anticipés et analysés dans le cadre d'une stratégie globale. Il en résulte un recul de sa présence économique et une incertitude quant à

[425] Propos de Anthony Bouthelier, commerce international, 30 avril 2007.
[426] Comité d'aide au développement, OCDE, examen des politiques et programmes de la France en matière de coopération pour le développement, mai 2008.

y garder une place prépondérante, compte tenu de la baisse des moyens qu'elle consacre aujourd'hui à sa politique africaine.

La France veut revoir son réseau économique dans cette région du monde afin de donner la priorité à l'implantation des petites et moyennes entreprises (PME) sur des secteurs d'activités porteurs au sein des pays émergents d'Afrique, comme la téléphonie mobile, le secteur bancaire, l'aménagement urbain ou encore les activités de transports. Cette nouvelle vision de partenariat financier entre l'ancienne puissance coloniale et le continent africain a été proposée lors du sommet de l'Elysée de décembre 2013.

Conclusion du chapitre

La France n'a plus le monopole au sein des pays africains francophones. L'Afrique fait l'objet de rivalités entre de nouvelles puissances émergentes.[427]Il existe de nouveaux enjeux stratégiques pour la France comme l'accès aux ressources naturelles, la gestion des interdépendances environnementales ou épidémiologiques ou la contagion des réseaux terroristes dans la région soudano-sahélienne ou dans la corne de l'Afrique. Ils donnent un intérêt vital aux bases militaires de Djibouti ou Libreville.

Depuis l'été 2014, le dispositif militaire français dans la bande sahélo-saharienne est placé sous un commandement régional unique : c'est l'opération Barkhane. Cette force a pour objectif dans un premier temps de lutter contre le terrorisme fondamentaliste sous toutes ses formes puis dans un deuxième temps de renforcer la coopération militaire entre la France et les nations africaines impliquées (Mauritanie, Burkina-Faso, Mali, Niger et le Tchad) afin que celles-ci à terme parviennent à assurer elles-mêmes leur sécurité[428].

L'Afrique a diversifié ses partenaires, elle désire sortir de ses relations postcoloniales en affrontant les nouveaux défis qui se posent à elle. Celle-ci fait l'objet de convoitises pour ses matières premières. Dès lors, il est clair que l'union Européenne ne peut favoriser un espace de paix, si en son sein les enjeux démographiques, sécuritaires, migratoires ne trouvent pas de réponses. Lénine disait : « qui contrôle l'Afrique contrôle l'Europe. » Aujourd'hui, les nations africaines rassemblent ¼ des voix aux Nations-Unies et sont de vrais alliés dans les négociations internationales.[429]

L'Afrique demeure un enjeu sérieux pour la France face à beaucoup d'autres pays dans le monde. Dans tous les cas, Paris a un atout : la langue française peut être un argument non négligeable pour un partenariat nouveau entre la France et son ancien Empire colonial. Il est vrai que l'Afrique va atteindre deux milliards d'habitants et se trouve aux portes de l'Europe. Au-delà de cette Méditerranée qui n'a jamais été une frontière mais un trait d'union voire une continuité entre les deux continents, mais aussi une forme d'insécurité.

[427] Entretien avec le général de corps d'armée Jean-Claude Thomann, le 12 mai 2009.
[428] François Loncle, député de l'Eure : Ancien Président de la commission des Affaires étrangères ; Pascal Terrasse, député de l'Ardèche : Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie : « Construire un nouveau partenariat franco-africain ».
[429] Philippe Hugon La France et l'Afrique : vers une nouvelle équation stratégique. Op.cit

Malheureusement, les événements récents avec le flot de bateaux clandestins africains chavirant en voulant atteindre l'Union Européenne, le rappellent chaque jour, en démontrant l'inexistence d'une véritable politique européenne de sécurité face à ces flux migratoires.

Chapitre II : La mutation de la gestion des conflits en Afrique au profit des organisations internationales :

Malgré l'arsenal juridique encadrant la résolution des conflits, deux systèmes semblent s'opposer, mais il existe des tentatives pour dépasser cette opposition avec l'avènement de nouvelles structures. Selon une expression de Robert D. Kaplan[430], nous entrons dans un monde divisé en deux parties qui évoluent chacune à une vitesse différente. Une partie du monde, industrialisée, abrite, protège et choie le « dernier homme » cher à Hegel et Fukuyama, tandis qu'une autre partie, plus étendue, est habitée par le « premier homme » de Hobbes, celui qui vit selon « *l'état de nature où règne la guerre* de tous contre tous, condamnés à une vie solitaire, besogneuse, quasi animale et brève ». Ainsi, il existe de nos jours deux systèmes, qui n'obéissent pas à la même logique des conflits. L'un apparaît beaucoup plus développé et se trouve face à des situations inédites, des conflits moins classiques qui demandent la plupart du temps à être réglés par la négociation. L'autre semble être un système dans lequel les antagonismes ont pour enjeu certes l'étendue du territoire mais surtout la cohérence ethnique[431].

Depuis de nombreuses années le continent africain constitue un terrain d'actions permanentes et un laboratoire d'organisations internationales comme les Nations-Unies ou l'Union Européenne dont les ambitions sont de mettre fin aux guerres et d'essayer d'établir durablement la paix dans cette zone du monde.

Néanmoins, l'apparition des nombreux conflits sur le sol africain depuis la fin du monde bipolaire oblige les organisations internationales à revoir leurs positions et leurs engagements et à reformuler leurs orientations politiques, sous peine de subir de sérieux revers. Pendant des décennies l'armée française était la seule à avoir des bases permanentes en Afrique. La raison de cette situation était liée à son histoire coloniale passée. Elle était en première ligne pour assurer la sécurité, comme « gendarme de l'Afrique ».

[430] Journaliste américain, spécialiste des sciences politiques : il écrit des articles au Washington Post, The New York Times, The Wall Street Journal, la revanche de la géographie : Ce que les cartes nous disent des conflits à venir (« The revenge of Geography : what the map Tells Us About Coming Conflicts and the Battle Against Fate »), éditions du Toucan, 2014, 528.p.

[431] Confer, FIP : Forum International des Plateformes Nationales d'ONG FIP : « Résolution et prévention des conflits »; PFN responsable : CNONGD

Ses troupes se trouvaient en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Tchad, au Gabon et à Djibouti, soit 65 000 hommes pré-positionnés d'Ouest en Est de l'Afrique. A ceux-là s'ajoutaient 1 000 hommes stationnés dans la zone australe (Mayotte et la Réunion) ainsi qu'une présence de la marine nationale française de façon permanente dans l'Océan Indien et en Atlantique avec un millier de militaires. Cette spécificité française n'est plus aujourd'hui car l'armée américaine est également établie à Djibouti depuis décembre 2002 avec 4000 hommes. Les autorités militaires américaines sont présentes sur le sol Djiboutien afin de montrer leur intérêt pour ce continent. Paradoxalement les troupes stationnées dans cette zone sont essentiellement composées de réservistes ou d'unités conventionnelles.

La situation de la France en Afrique est une donnée très importante sur les plans géopolitique et géostratégique. Sans emprise sur un plan symbolique, la France perdrait son statut de grande puissance et deviendrait une puissance de moyenne catégorie. N'étant plus la seule puissance qui évolue en Afrique elle se retrouverait en concurrence avec d'autres pays occidentaux comme les USA, la Grande-Bretagne ou encore la Chine qui s'implantent progressivement sur le sol africain. Il est clair que l'Afrique de par ses richesses et sa position stratégique suscite de plus en plus d'intérêts de la part des grandes nations mondiales. L'intérêt est commercial. Avec une croissance de plus de 5% par an, l'Afrique semble être le nouvel endroit prospère du 21ème siècle. Des pays comme le Ghana affichent une croissance de 8% par an et la présence chinoise notamment dans ce pays est importante. Mais le continent Africain est aussi convoité pour des raisons géopolitiques et géostratégiques. Aujourd'hui, même la Russie a un « œil » sur cette zone du monde. Il y a également beaucoup de pays d'Europe de l'Est qui sont des fournisseurs d'armes de petit calibre à un grand nombre de pays africains. Ces nouvelles puissances arrivant sur le continent africain jouent sur les relations ambigües du passé historique de la France dans ce coin du globe, pour la déstabiliser, voire la chasser.

Dès lors, le continent africain serait délaissé et infantilisé, ceci afin de mieux mettre la main sur ses richesses, L'Afrique devra à un moment donné choisir entre la logique du partenariat, du co-développement ou du multilatéralisme et, face au libre-échange, devra se soumettre au marché comme régulateur. Face à cette dimension mondiale, subsiste la position de la France, qui par le biais des forces militaires sur place, s'estime dépositaire de la capacité de coercition et du maintien de l'ordre. Mais les interventions militaires notamment sous l'égide des Nations-Unies, s'effectuent grâce à une coordination

internationale. L'une des urgences actuelles en Afrique pour contenir le désordre et assurer la stabilité, c'est le déploiement d'une force multinationale de maintien de la paix. Mais pour développer ce processus, il faudrait assurément plus impliquer d'autres grandes puissances comme les U.S.A[432], voire la Chine ou la Russie.

La fin de la guerre froide ainsi que certains échecs de l'armée française en Afrique, on peut citer l'affaire Rwandaise (1994), le Zaïre, le Congo-Brazzaville ou encore la Centrafrique, ont vu la position de la France sur ce continent s'émietter. A cela s'ajoute la multiplicité des conflits africains et leur complexité qui durent depuis une vingtaine d'années. Dès lors une nation seule de moyenne puissance et concédant un lourd passif dans cette région du monde, ne peut plus et ne doit plus intervenir d'une manière unilatérale. Plus propices seront les interventions sous l'égide des organisations internationales comme les Nations-Unies.[433]

L'Afrique a besoin de devenir une société démocratique et libre. Les africains doivent se prendre en main afin de développer un système politique qui convient à leurs aspirations. Ce continent doit mettre en place des structures démocratiques sûres et adaptées à la société africaine qui est multiethnique. Les derniers évènements en Lybie (2011), en Tunisie (2012) et en Egypte (2013) l'ont montré. Les peuples aspirent à la démocratie, à la liberté. Cependant, la chute des régimes en place a amené le chaos. Violence et effondrement social ont succédé aux promesses de liberté. A l'exception de la Tunisie avec la révolution de Jasmin, les révolutions en Afrique du nord se sont soldées par un échec, et les attentats contre les étrangers dont les français ruinent l'espoir de stabilisation et du développement.

Les Etats africains doivent s'inspirer du système démocratique occidental mais en l'adaptant à leurs peuples, à leurs coutumes et traditions[434]. Pour pouvoir mettre en application ce système, cette société devra insister sur les points d'entente qui existent entre les différentes ethnies au sein de la société africaine. Le continent africain a donc besoin d'institutions taillées pour « lui » en prenant en considération la spécificité culturelle de chaque communauté et tribu vivant dans cette région du monde[435].

[432] James Rupert, « US Troops Teach Peace Keeping to african the Washington Post », 26 septembre 1997.
[433] cf : André Dumoulin « la redéfinition de la politique française en Afrique », contribution à l'Encyclopédie universalis, 1999.
[434] Entretien avec le général de corps d'armée : Jean-Claude Thomann le 12 mai 2009
[435] Entretien avec le général de Brigade : Marc Delaunay le 24 septembre 2009.

Il faut sortir l'Afrique de cette situation catastrophique dans laquelle elle se trouve depuis des années. Il faut aider les africains car c'est l'arrière-cour de l'Europe si on ne veut pas que ce continent du Sud en devenir ne soit le vivier permanent du terrorisme. Dans un premier temps il conviendra d'étudier la mise en place d'un droit d'ingérence humanitaire.
Puis dans un deuxième temps on se consacrera à la réalité des interventions extérieures par les organisations internationales face à la menace terroriste.

Section I : la mise en place d'un droit d'ingérence pour répondre à la préoccupation humanitaire.

Le droit d'ingérence n'est pas un concept nouveau. En effet, une des premières mentions d'un droit d'intervention pour un Etat date de 1625 quand Hugo Grotius, juriste néerlandais qui posa les fondements du droit international, parle d'un droit « accordé à la société humaine » dans le cas où un tyran « *ferait subir à ses sujets un traitement que nul n'est* autorisé à faire ».

L'Afrique elle-même, a également pris conscience que ses relations avec l'Occident et notamment celles avec les anciens Empires coloniaux ne sont plus celles d'antan. Depuis la disparition du bloc de l'Est, l'intérêt qu'ils portent à ce continent a changé de nature et a transformé leurs relations avec cette région du globe. Ils ont redessiné une nouvelle géographie économique et stratégique de ce nouvel environnement géopolitique. Cette nouvelle façon de faire met en exergue le rôle de certains pays et réduit au contraire le rôle de certains autres.

Ce désengagement méticuleux et sélectif est lié précisément à la multiplication des crises sur le continent ainsi qu'au coût financier exorbitant qu'implique toute intervention sur le terrain. De plus, se retrouver seule en première ligne, n'est plus d'actualité pour les démocraties européennes ou occidentales, celles-ci recherchant des alternatives afin de redéfinir leurs rôles et mettre en place une politique d'avenir tout en préservant leurs intérêts personnels. La France a complètement changé sa politique africaine en réduisant notamment son dispositif sur place au sein de ses forces pré-positionnées. Car sans

conteste, les guerres intestines africaines sont un vrai défi pour les nations occidentales surtout quand celles-ci se propagent au niveau régional.

Ce sont des guerres violentes sachant qu'elles impliquent les populations locales qui bien souvent n'ont rien à perdre tant sur un plan politique, matériel, social, qu'économique.
Elles n'ont connu que la dictature coloniale ou par la suite après la décolonisation, la dictature étatique. De ce fait, les pays riches ne peuvent rester sans réagir sous peine de voir ces populations pauvres essayer de migrer au sein de leur ancien empire colonial ou sur le continent européen qui est le plus proche du continent africain. C'est en prenant en compte tous ces critères socio-économiques que les institutions tentent d'instaurer à titre préventif la démocratie dans la zone du globe depuis la fin de la Guerre Froide et qu'elles essaient d'apporter des solutions africaines aux problèmes de ce continent. Depuis un certain temps les populations veulent se prendre en main et agir sur leur destin[436].

A un siècle d'intervalle, comme pour se faire pardonner leurs conquêtes coloniales, les démocraties occidentales multiplient les opérations militaro-humanitaires en Afrique, afin de mettre fin aux conflits qui sévissent sur ce continent. Il est vrai que cette zone du monde est l'une des plus meurtrières de la planète. Dès lors, pour pouvoir intervenir dans des cas précis, sans attenter à la souveraineté nationale d'un Etat, en application stricte du droit international public, le droit d'ingérence humanitaire a été instauré.

§1 : Une application particulière et controversée du Droit international

La chute du mur de Berlin, contrairement à ce que l'on croyait, n'a pas apporté la paix tant attendue par tous, ni sur un plan international avec la multiplication d'un terrorisme à multiples facettes, ni sur un plan régional où l'Afrique sombre dans un chaos sans précèdent.
Dans ce cas, pourquoi les Etats modernes comme la France veulent-ils encore et toujours s'approprier l'Afrique ?
L'une des raisons principales, c'est que l'abandon de cette région du monde pourrait constituer une vraie menace pour l'ordre mondial sachant qu'il faut à tout prix sécuriser cette zone qui est si proche de l'Union Européenne. De ce fait l'instabilité de l'Afrique

[436] C'est aux africains de se reprendre en main avec l'aide des nations démocratiques européennes afin d'arriver à des solutions de paix durables.

pourrait être néfaste au continent européen. De plus aujourd'hui on observe une grande diversification des acteurs des relations internationales et intergouvernementales. Il est de ce fait évident que la mondialisation joue un rôle majeur sur l'évolution du système juridique international.

Les Etats sont contraints de coopérer entre eux, ceci afin de rationaliser les échanges économiques mais également afin de lutter d'une façon radicale contre le terrorisme international qui frappe le monde aujourd'hui. Contrairement aux apparences, l'époque contemporaine dans laquelle nous vivons, n'est pas celle du dépérissement de la notion d'Etat mais bien au contraire celle de son renforcement. Cette ambigüité reste flagrante entre l'envie d'une coopération dans divers domaines et en même temps l'affirmation d'un Etat fort et souverain. C'est ainsi que Max Weber disait que l'Etat détenait le monopole de la puissance légitime.

Le droit international comporte donc un ensemble de techniques et de règles juridiques permettant aux Etats de coordonner leurs volontés. D'où le lien très étroit entre politique internationale et droit international, sachant que l'une et l'autre sont complémentaires. Le droit international est donc un droit de coordination des souverainetés car l'Etat et la souveraineté nationale forment un bloc et ils fonctionnent ensemble, mais dans un environnement international.

La résolution 2625 (XV) de l'assemblée générale des Nations Unies qui est une déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre Etats énonce que « tout Etat a le droit inaliénable de choisir son système *politique, économique, social, culturel sans aucune forme d'ingérence de la part d'un autre* Etat ». Néanmoins, l'évolution juridique de notre société oblige à nuancer ce constat en apportant des exceptions à ce principe. La société contemporaine met de plus en plus l'accent sur le caractère obligatoire du respect et de la protection des droits de l'homme.
Dès lors, les rapports entre dirigeants et dirigés changent un peu de nature et influent sur l'organisation du pouvoir ainsi que sur le cadre de l'exercice de celui-ci.

De nos jours l'institutionnalisation de la société internationale et la création d'un grand nombre d'organisations à vocation internationale dont la majorité incite à mettre en œuvre un climat de négociation afin d'amener à moyen ou à long terme la paix entre les

parties en présence amène la création de nouvelles normes juridiques. En politique internationale l'idée d'ingérence humanitaire est apparue durant la guerre du Biafra (1967-1970). Le conflit a engendré une famine sans précédent qui avait fait la une des journaux occidentaux, mais qui avait été totalement ignorée par les chefs d'Etats et de gouvernements des démocraties modernes au nom de la sacro-sainte neutralité et de la non-ingérence dans les affaires internes d'un Etat souverain.

Pourtant, comme on l'a vu précédemment l'idée d'ingérence humanitaire, Hugo Grotius (cité ci-dessus) dans son ouvrage « De jure belli ac pacis », l'avait déjà abordée dans le cas où un tyran commettrait des actes abominables.

C'est donc à cause de la guerre du Biafra[437] que se sont créées plusieurs Organisations non gouvernementales dont Médecins sans frontières. Ces O.N.G datant des années 70 défendent l'idée que la violation massive des droits de la personne peut dans certains cas permettre la remise en cause de la souveraineté nationale d'un Etat en favorisant l'intervention d'une force extérieure fondée sur la protection humanitaire.

La théorisation de ce concept date des années 1980. Le philosophe Jean-François Revel fut le premier à évoquer le « *devoir d'ingérence* », notamment à l'encontre des dictatures africaines, devenu « *un droit d'ingérence* », expression formulée en 1988 lors d'une conférence organisée par le professeur de droit international Mario Bettati et Bernard Kouchner qui était l'un des créateurs de Médecins sans frontières. Aujourd'hui Bernard Kouchner est l'un des plus fervents défenseurs de ce concept, et il a été ministre des affaires étrangères.

Cette doctrine concernant le droit d'ingérence entend se hisser au-dessus du concept de souveraineté nationale. Ce droit d'ingérence veut s'inscrire dans le nouvel ordre mondial notamment depuis la chute du bloc de l'Est. Celui-ci aurait pour fondement les principes des démocraties occidentales en reprenant le respect de l'Etat de droit ainsi que le respect de la personne humaine. C'est donc au nom de ce droit d'ingérence que plusieurs Etats occidentaux interviennent de façon régulière en Afrique ou dans d'autres régions du globe

[437] La guerre civile du Biafra a causé plus d'un million de morts entre 1967 et 1970. Rêves d'indépendance brisés pour le peuple Igbo qui souhaitait s'affranchir de la tutelle fédérale du Nigéria. Un conflit historique, héroïque et sanglant qui émut une grande partie de l'opinion internationale.

comme en Irak ou en Afghanistan. S'agissant de l'Afrique, « Restore Hope » fut une opération menée en Somalie par les USA à partir de la fin 1992 consacrée par la résolution 794 des Nations-Unies. Il y eut une intervention similaire pour la France, l'opération Turquoise au Rwanda en 1994[438].

Puis, il y a eu des interventions toujours menées au sein des années 90 au Libéria ou en Sierra Léone, pour ne parler que du continent africain. Ces interventions portent en elles, une certaine ambigüité juridique ainsi que la complexité de la distinction entre l'humanitaire et le militaire. De facto, la notion de « droit *d'ingérence* » porte en elle une contradiction juridique qui met en exergue les difficultés de sa mise en application. Il est clair que ce concept de droit d'ingérence a été créé en totale opposition aux principes de souveraineté, de non-ingérence et de non-intervention dans les affaires intérieures d'un Etat.

Ce concept juridique affirmant la souveraineté des Etats, déjà énoncé dans le traité de Westphalie en 1648 a été repris par l'article 2.7 de la charte des Nations Unies qui dispose qu' « au*cune disposition de la présente charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans les* affaires qui relèvent essentiellement *de la compétence nationale d'un Etat* ». Le droit d'ingérence n'a donc pas d'existence juridique précise. Cependant cela n'empêche pas les Nations Unies de voter des résolutions mettant en œuvre l'application de ce concept. La théorie du droit d'ingérence est floue sur un plan strictement juridique. C'est pour cela que les juristes feront plus volontiers référence au « droi*t d'assistance humanitaire* ». Ce droit est à mi-chemin entre l'assistance humanitaire et les principes de non-ingérence.

Néanmoins de plus en plus de voix s'élèvent à l'encontre de ce « *droit d'assistance* humanitaire ». Il peut être logique de supposer que sous des prétextes humanitaires, certaines nations occidentales justifieraient une nouvelle forme d'expansion impérialiste pour ne pas dire une nouvelle forme de colonisation. Il est vrai que l'ambiguïté principale de ce droit d'ingérence tient aux motivations d'une telle intervention de certains Etats qui ne seraient mobilisés que par la promotion de leurs propres intérêts. C'est pour cela que ce droit d'ingérence humanitaire comporte en son sein des critiques. Certains voient en lui la nouvelle forme d'impérialisme du 21ème siècle subissant une application sélective dans ces interventions en fonction des lieux ou régions possédant des richesses et d'autres lieux laissés

[438] confère chapitres précédents

pour compte. Cette ingérence sélective peut se voir également paralysée en fonction des puissances régionales qu'il y a autour d'un pays auquel on voudrait apporter assistance. Les exemples de la Tchétchénie ou des territoires Palestiniens sont éloquents.

Les domaines d'application de ce droit peuvent également revêtir des formes d'ingérence démocratique, écologique voire judiciaire. Ajoutons à cela qu'à l'ère de la médiatisation à outrance, certaines zones peuvent rester dans l'oubli tout simplement parce qu'elles n'intéressent pas. D'autre part, Il est donc normal que vouloir remettre en cause la souveraineté d'un Etat, sous quelque prétexte que ce soit, ne mobilise pas les nations qui risqueraient de se voir soumises à ce droit.

Les pays pauvres voient en cette ingérence humanitaire, la volonté des démocraties libérales d'asseoir leurs cultures contre la leur. Ils reprochent également à celles-ci leurs caractères sentimentaux. Agir à chaud, sans prendre le recul nécessaire à la compréhension des choses, vouloir délibérément orienter l'opinion publique occidentale, n'est pas chose objective.

Cependant, de nos jours, ce droit connaît des avancées fulgurantes. En effet, les droits de l'homme sont plus que jamais d'actualité. Cette révolution et contre-révolution des droits de la personne se retrouvent au sein du contexte de l'intervention humanitaire. Ainsi les Etats ne peuvent plus se réfugier derrière le principe de la souveraineté territoriale pour violer les droits des citoyens. De ce fait, l'intervention est plus facile lorsque des civils sont malmenés dans un Etat étranger. Mais en même temps, il est délicat de mettre au point le concept d'intervention humanitaire sans provoquer la controverse. Si les interventions ont été fréquentes, les Etats intervenants ont cherché à légitimer leur action militaire en invoquant une pratique internationale ancienne, l'intervention d'humanité.

Le philosophe Antoine Rougier[439] écrivait en 1910 : « *Toutes les fois qu'une puissance interviendra dans la sphère de compétences d'une autre puissan*ce, elle ne fera jamais *qu'opposer sa conception du juste et du bien social à la conception de cette dernière, en la* sanctionnant au besoin par la Force… *Ainsi l'intervention d'humanité apparaît comme un*

[439] Antoine Rougier, « la théorie de l'intervention d'humanité », revue sur le droit international public, 1910.

moyen ingénieux d'entamer peu à peu l'indépendance d'un Etat pour s'incliner progressivement vers la mi-souveraineté ».

Il existe donc un réel paradoxe dans toutes ces interventions humanitaires. Il est peut-être vrai que la souveraineté étatique n'est plus un absolu. Cependant on ne peut admettre qu'un Etat ou plusieurs Etats groupés en organisation interétatique ou en organisation non gouvernementale puissent prendre la décision d'entreprendre une intervention sur un territoire étranger et venir compromettre la légitimité d'un Etat souverain, en se fondant seulement sur des droits humanitaires. C'est un pas difficile à concevoir ou à franchir. Ce serait donc la mise en danger de la vie d'autrui au sein de populations en détresse qui imposerait à chacun un « *devoir d'assistance à peuple en danger* ».

Cette notion irait pourtant à l'encontre des règles juridiques traditionnelles car les principes qui régissent les relations internationales sont la souveraineté, le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat et le non recours à la force. Ces principes sont autant de limites lors d'opérations extérieures entreprises par les Etats ou les organisations voulant appliquer le droit d'ingérence humanitaire. C'est dans ce contexte que doivent être mises en œuvre les différentes tentatives afin de développer cette théorie juridique portant sur l'humanitaire. L'objectif essentiel du « *droit d'assistance humanitaire* » est de supplanter le principe de non-ingérence sans pour cela remettre en cause la souveraineté de l'Etat.

A : La recherche d'une définition du droit d'ingérence

Charles Rousseau, dans son manuel de droit international public de 1971, définit l'intervention humanitaire comme une action qui est exercée par un Etat contre un gouvernement étranger « dans le but de faire cesser les traitements contraires aux lois de *l'humanité qu'il applique à ses propres ressortissants* ».

Alors qu'Antoine Rougier[440], de son côté, énonce que « *l'intervention cesse d'être désintéressée lorsque l'intervenant a un intérêt à dépasser les* limites où devrait se tenir son action ».

[440] Antoine Rougier, « La théorie de l'intervention d'Humanité » : Op.cit. p.486-526.

Dès lors, il apparaît que le contenu de la définition du droit d'ingérence reste un peu flou, Le droit humanitaire consiste à légitimer une intervention armée afin d'aider une population qui en a besoin.

Les Etats ont depuis quelques temps voulu justifier leurs interventions armées au sein des affaires intérieures des Etats étrangers par des motifs comme la défense des droits de l'homme ou d'autres motifs humanitaires. De ce fait, de par l'imprécision même de cette définition, tous les abus peuvent être permis. Il est difficile de croire qu'un Etat va s'engager avec personnels et matériels militaires en connaissant les divers risques pris dans une opération qui peut amener à un désastre humain seulement dans un but humanitaire et désintéressé. Dès lors des questions peuvent être posées comme de savoir si l'Etat qui intervient dans un but dit humanitaire cherche ou non à dominer l'Etat visé. Les Etats qui interviennent, et eux seuls, peuvent donner les raisons réelles de leur intervention et dans bon nombre de cas ils agissent en fonction de leurs intérêts. La pratique des relations internationales montre clairement que les considérations humanitaires qui sont prises comme prétexte par les pays qui interviennent, ne sont pas fondées sur une base juridique solide. C'est même l'inverse qui prime dans la plupart des interventions armées, l'explication de cette action se trouve dans le champ politique. La règle d'interdiction du recours à la force et les exceptions qui existent à cette règle, ne permettent pas l'utilisation de la violence armée unilatérale, ceci même pour des motifs d'ordre humanitaire. Seul le conseil de sécurité des Nations-Unies peut ordonner une intervention humanitaire armée. Dès lors même si le droit international permet les interventions humanitaires armées unilatérales, celles-ci restent aujourd'hui très limitées.

1) L'esquisse d'un nouvel ordre humanitaire international

Celui-ci a été mis en place en 1983 par la commission indépendante sur les questions relatives à l'humanitaire. Cette commission des Nations-Unies a pour vocation d'étudier les questions humanitaires et de sensibiliser l'opinion publique à ces problèmes humanitaires. Celle-ci œuvre pour l'amélioration des questions humanitaires en apportant une réponse juste de la part des Nations-Unies. La commission prône également des interventions multilatérales, d'autant que les nations en voie de développement sont peu favorables à ce processus d'intervention. Ces nations principalement africaines mettent en

exergue une nouvelle forme d'impérialisme fondées sur de prétendues morale et justice internationales. Celles-ci craignent une nouvelle définition de la notion de souveraineté spécifiquement à leur encontre. Pour les pays en cours de modernisation, le facteur important réside dans l'aide au développement qu'il faut accentuer. Cette aide permettra de résoudre bon nombre de problèmes en mettant l'accent sur les mesures préventives dans différents secteurs comme l'économique ou le social. Seules ces mesures d'aide pourront permettre à ce nouvel ordre international humanitaire d'avancer afin de consacrer ce « nouvel humanisme humanitaire [441]». Néanmoins ce nouvel ordre mondial se doit de prendre en compte le respect du droit international qui émane dans ce domaine précis du Conseil de sécurité des Nations-Unies. Seul le Conseil de sécurité peut prétendre à mener à bien cette mission. Certes, ce système n'est pas parfait mais il a le mérite d'exister et ainsi de gérer les velléités de certaines nations qui ont des manières de faire ou des envies d'expansion pas toujours compatibles avec les lois internationales. Cette institution de l'O.N.U permet aussi de contraindre certains Etats ou groupes apparentés à des Etats, de ne pas imposer leur vision du monde par la force.

Dans ce domaine des interventions militaires humanitaires, la politique africaine française depuis le début des années 1990 a complètement changé d'orientation durant cette décennie. Le grand bouleversement a été l'engagement de la France aux côtés du régime rwandais de Juvénal Habyarimana[442] dès octobre 1990. Cet engagement prend la forme d'un déploiement militaire français au Rwanda et d'une intense activité diplomatique aux Nations Unies pour le maintien de la paix dans cette région dès juin 1993. En 1994, la république française met en place une opération « militaro-humanitaire » pour essayer d'enrayer le génocide des Tutsis. Celui-ci prend fin au Rwanda mais se transporte dans la République démocratique du Congo ainsi qu'au Zaïre en octobre 1996 dans l'indifférence la plus totale. C'est seulement en 1999 qu'une nouvelle opération pour le maintien de la paix voit le jour en république démocratique du Congo afin de mettre fin au conflit qui sévit dans ce pays.

La France acquiert de nouveau une certaine légitimité au sein du Conseil de sécurité concernant les problèmes africains notamment grâce à l'effort diplomatique entrepris pour mettre fin à ces conflits. La guerre en République démocratique du Congo a mis en exergue la

[441] Noam Chomsky, pour une éducation humaniste, éditions Broché, 2010.
[442] Il fut le président de la république rwandaise de 1973 jusqu'à son assassinat en 1994

nouvelle forme d'intervention en Afrique, celle d'un « humanitaire armé » avec un contrôle permanent des Nations Unies et de l'Union européenne. Une nouvelle forme de diplomatie venait de naître. Le génocide rwandais où les Tutsis furent massacrés sous la présence des soldats de l'O.N.U qui sont restés sans réaction, est en totale contradiction avec les principes du droit public international. Cela montre précisément le décalage qu'il peut y avoir entre un droit humanitaire et les enjeux géostratégiques et géopolitiques au sein de la diplomatie internationale. Dans l'affaire rwandaise, la France est d'abord intervenue seule entre 1990 et 1993 en référence à son passé historique sur ce continent et aux différents accords bilatéraux qu'elle entretient avec bon nombre de nations africaines[443]. La France ainsi que les instances internationales n'ont pas décelé et compris la gravité de cette guerre. Tout le monde au sein des pays membre du Conseil de sécurité pensait que la France seule pouvait gérer aisément cette crise. Les autorités françaises avaient les moyens matériels suffisant pour intervenir avec efficacité et autorité.

A maintes reprises, la France était venue à bout de ce genre de crise au sein de ses anciennes colonies africaines car les régimes en place étaient dans l'incapacité d'assurer seuls leur sécurité. Dès octobre 1990, quand le F.P.R (Front Patriotique Rwandais) menace de renverser le régime en place, la France envoie ses militaires pour y remettre de l'ordre, comme elle l'a toujours fait en Afrique. Il faut préciser qu'avant cela, il y a eu le discours de la baule du 20 juin 1990[444]qui parlait de partenariat, d'aide à l'accession vers des régimes démocratiques en Afrique.

Cependant avec cette intervention, on constate nettement que le réflexe sécuritaire continue à s'exercer avec autorité face aux régimes africains qui n'ont qu'un semblant de souveraineté nationale et d'indépendance. Faut-il rappeler que depuis la chute du mur de Berlin, les Etats africains sont de plus en plus réticents à une intervention bilatérale de la France sur ce continent. Il faut également préciser que certaines puissances occidentales dont les U.S.A, voient d'un mauvais œil le quasi- monopole français dans le cadre sécuritaire en Afrique. D'autre part, la France se rend à l'évidence que budgétairement elle ne peut plus faire face et mener seule des interventions en Afrique comme dans le passé. Toutes ces raisons compromettent sérieusement le rôle de gendarme puis de leader humanitaire que Paris avait acquis au fil des décennies en Afrique. Dès lors, le choix de recourir à l'O.N.U dans ce

[443] Confer les parties précédentes
[444] Note : confère les chapitres 1 et 2.

genre de conflits est devenu une évidence. C'est pour cela que la France a décidé d'œuvrer pour un multilatéralisme au sein même de sa « chasse gardée ». Cette décision est accompagnée d'un réajustement général de la politique française en Afrique au-delà même de l'épineux dossier rwandais.

2) Le renforcement du droit Humanitaire sur le plan international

En ce qui concerne la diplomatie française, celle-ci doit allier les priorités de la France avec les avis des diplomates Onusiens, sous peine d'être discréditée par cette institution. Ce glissement vers un multilatéralisme sert à justifier l'idée humanitaire et son importance au sein des relations internationales. Il faut banaliser ce droit d'ingérence humanitaire afin qu'il soit accepté par tous et employé sur toutes les zones du monde où cela sera nécessaire. Il semble évident que depuis quelques années ce droit est de plus en plus renforcé au sein des institutions internationales et notamment à l'O.N.U. Ce renforcement se fait tant sur les plans juridique et diplomatique. L'objectif de la diplomatie française à tendre vers un multilatéralisme retenu vise à ne pas inciter le Conseil de sécurité à s'impliquer totalement dans les débats. L'idée humanitaire s'impose petit à petit dans le droit international. Néanmoins beaucoup de pays ne sont pas encore convaincus de son bienfait et ne partagent toujours pas son fondement juridique. Pour bon nombre de pays, le droit d'ingérence humanitaire doit strictement demeurer dans le domaine du secours en cas de catastrophe naturelle ou de crise politique grave. Celui-ci ne doit pas s'appliquer systématiquement et doit obtenir le consentement du pays en difficulté pour intervenir. En aucun cas, ce droit humanitaire ne doit être un droit d'intervention militaire sous prétexte de troubles quelconques. Depuis la fin de la guerre froide, à maintes reprises, ce droit humanitaire a servi de mobile à plusieurs diplomaties modernes afin que celles-ci puissent intervenir là où se trouvent des situations de conflits armés. Contrairement à ce que les juristes ou les politiques croyaient, ce droit humanitaire donne une marge de manœuvre plus grande au jeu diplomatique international. Cette assistance humanitaire peut dans bien des cas justifier un appui politique ou militaire à un belligérant, qui peut être un gouvernement en exercice ou un groupe à vocation politique susceptible d'accéder au pouvoir par les armes.

Dès lors la notion pacifique d'une intervention humanitaire à vocation universelle et totalement objective n'est pas encore atteinte. Il est clair que l'interaction entre le diplomatique, l'humanitaire et le juridique n'est pas chose facile et pas toujours compatible. L'un des exemples les plus probants fut l'intervention américaine en 1992 en Somalie. Les U.S.A sont intervenus militairement et d'une manière unilatérale sous mandat de l'O.N.U avec l'appui du chapitre VII et comme mobile, l'humanitaire. Depuis cette date, la France s'inspire de cette méthode afin d'intervenir sur le continent africain et d'y préserver tant bien que mal ses intérêts vitaux. Paris a réussi à s'engouffrer dans ce nouveau monde de l'humanitaire en mettant à profit cette nouvelle doctrine en sa faveur. Grâce à cette crédibilité acquise avec l'aval des Nations Unies, la France se voit soutenue dans son action par toutes les organisations humanitaires à vocation internationale. Cette entrée de la France dans ce nouveau monde avance à grands pas. Les autorités françaises ont su se réorienter politiquement et militairement en Afrique en s'adaptant très rapidement aux nouvelles exigences géostratégiques mondiales. L'opération turquoise menée au Rwanda en juin-août 1994, montre clairement ce changement profond dans la politique française en Afrique même si elle n'a pas été couronnée de succès.

Depuis, l'appel au droit humanitaire est à présent une solution plus ou moins efficace qui fait la majorité au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ce droit permet de protéger des vies en stoppant des génocides ou des conflits armés brutaux. Même s'il y a des ratés, l'alibi humanitaire peut faire office de sauveur. En ce qui concerne les autorités françaises, celles-ci ont réussi avec le temps à maîtriser ces instruments juridico-militaires. La France a aussi appris à prendre en compte les attentes du Conseil de sécurité des Nations-Unies. Aujourd'hui la prise en compte de l'opinion publique nationale et internationale est une priorité.

B) La légitimation du maintien de la paix , par le « peace keeping »

Le droit international est parfaitement capable de s'adapter lorsque la nécessité sociale l'impose. Il n'y a donc aucun obstacle à la mise en application de la légitime défense même si les interventions unilatérales armées sont en contradiction totale avec les principes de l'O.N.U. Plusieurs interventions ont eu lieu afin d'instaurer le maintien de la paix sachant que cette doctrine est fondée sur des bases juridiques définies. Les opérations de

maintien de la paix des Nations-Unies (ONU) aident les pays déchirés par des conflits à créer les conditions d'un retour à une paix durable. Ces opérations se sont avérées être l'un des outils les plus efficaces dont dispose l'O.N.U afin d'aider les pays qui en ont besoin et ainsi naviguer dans les eaux difficiles qui mènent du conflit à la paix[445].

Afin d'appliquer leur mandat, les opérations de maintien de la paix disposent d'atouts uniques notamment la légitimité de l'action menée et une capacité à développer et à maintenir des casques bleus sur place. Les militaires sous la Bannière Onusienne apportent la sécurité et mettent en place le soutien primordial à la consolidation de la paix en aidant les nations à franchir l'étape difficile de la transition vers la paix. La prévention des conflits est aujourd'hui au cœur des organisations internationales et régionales qui cherchent à assurer un environnement international pacifique, malgré la fréquence de l'éclatement des conflits armés.

Les Nations-Unies ont été créés en 1945 pour « préserver les générations futures du fléau de la guerre », obligeant ainsi les Etats membres à prendre « des mesures collectives efficaces pour la prévention et l'élimination des menaces pour la paix ».

Soixante-six opérations des Nations Unies se sont déployées dans le monde, dont un grand nombre sont des opérations « militaires-humanitaires ».
C'est donc l'O.N.U qui impulse cette dynamique tout en appuyant les initiatives prises en Afrique, en Asie, en Europe, dans les Amériques et dans les régions qui en dépendent.
Pour ce faire l'O.N.U utilise un certain nombre d'outils et de mécanismes. En outre elle met en scène plusieurs acteurs qui participent à la prévention des conflits et à l'instauration de la paix dans le monde avec des résultats satisfaisants[446].

1) L'évolution structurelle de la prévention des conflits

Elle consiste à analyser la situation des zones de conflits c'est-à-dire à avoir une réelle connaissance du terrain, des faits et des tendances mondiales sur ce sujet et d'anticiper sur les événements. Certes, ce concept de prévention des conflits n'est pas nouveau car il

[445] United Nations : Peace Keeping, Département des operations de maintien de la paix (DOMP).
[446] Ibidem : R.O.P.

y a une histoire qui se traduit par les différents instruments et structures l'ayant jalonné. C'est ainsi que naquirent l'arbitrage (1899), la société des Nations (1919) et la cour permanente de justice internationale (1922) qui avaient déjà été créés pour empêcher que les tensions internationales ne se transforment en conflits armés[447]. Cependant ces structures n'empêchèrent pas le déclenchement de la deuxième guerre mondiale. Depuis la création de l'O.N.U, le concept a connu une certaine évolution.

Durant les années 50, le secrétaire général Dag Hammarskjöld faisait prendre « *conscience de la nécessité d'agir à un stade précoce en cas de crise* ». La prévention avait pour objet « *d'éviter l'éruption de différends entre les parties ou la transformation d'une* crise en un conflit ouvert. Il faut faire en sorte *si un conflit éclate qu'il s'étende le moins* possible »[448].

En 1992 le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali publiait l'agenda pour la paix au sein duquel il traitait de « la diplomatie préventive ». Celle-ci édictait un certain nombre de mesures visant à « *apaiser les tensions avant qu'elles ne provoquent un conflit… ou si le conflit a déjà éclaté, pour agir rapidement afin de le circonscrire et d'en éliminer les* causes sous-jacentes ». En 1997 la commission Carnegie pour la prévention des conflits meurtriers recommandait des actions internationales axées sur la prévention structurelle qui s'attache aux causes profondes des conflits[449].

2) Une évolution accélérée depuis 2000

Au deuxième semestre de l'année 2000 (partenariats), le rapport Brahimi[450] adopté lors du sommet du Millénaire proposait quatre partenariats pour l'action préventive : collaborer

[447] R.O.P : Réseau Francophone de recherche sur les opérations de Paix, créé en 2005, le R.O.P est devenu une référence incontournable pour les praticiens, professeurs, chercheurs, journalistes et étudiants de par le monde qui s'intéressent aux opérations de paix. Il est affilié au centre de recherche internationale de l'Université de Montréal (CERIUM). Le R.O.P a pour double mission de jeter un éclairage aussi large que possible sur les opérations de paix et d'œuvrer au renforcement global des capacités pour les opérations de paix. http://www.operationspaix.net/90-details-lexique-prevention-des-conflits.

[448] Discours de Michelle Bachelet, directrice exécutive d'ONU Femmes et secrétaire générale adjointe des Nations-Unies, à l'occasion d'un évènement en hommage à Dag Hammarskjöld sur la diplomatie préventive des Nations-Unies au XXIème siècle qui s'est tenu à NewYork, le 22 septembre 2011.

[449] R.O.P : Réseau Francophone de recherche sur les opérations de Paix http://www.operationspaix.net/90-details-lexique-prevention-des-conflits.

[450] Lakhdar Brahimi est un diplomate et politicien algérien. Il fut secrétaire général adjoint de la Ligue Arabe et

avec l'O.N.U, les bailleurs de fonds, les gouvernements ainsi que les organisations de la société civile. Ce rapport préconisait « *d'améliorer la collecte et l'analyse des informations au siège et notamment renforcer le dispositif d'alerte rapide qui permet de déceler ou de* reconnaître la menace ou le risque de conflits violents ainsi que les horreurs de la guerre ». Au sommet mondial de 2005, les Etats membres s'engagent à passer d'une culture de réaction à celle de la prévention des crises.

En 2006 est créé à l'O.N.U le groupe d'appui à la médiation qui épaule les efforts faits à ce sujet au niveau international[451]. Par sa résolution 63/261 de 2008, l'assemblée générale a renforcé le département des affaires politiques du secrétaire général en vue de promouvoir la capacité préventive des Nations-Unies. Dans sa résolution 65/283, du 22 juin 2011, elle visait aussi à « renforcer le rôle de la médiation dans le règlement pacifique des différends ainsi que dans la prévention et le règlement des conflits ».
Les Nations-Unies sont considérées comme « *l'outil normatif de la médiation, le cadre général d'une collaboration fructueuse avec les Etats membres, les organisations et les* efforts faits au niveau de tous les continents ».

Sur le continent africain la doctrine de non-ingérence a été remplacée par le principe avancé par l'Union africaine, de non-indifférence à l'égard des menaces imminentes contre la paix, la sécurité et les populations et les changements anticonstitutionnels. La quasi-totalité des organisations régionales a adhéré au concept de la prévention des conflits, notamment par la mise sur pied des systèmes d'alerte précoce[452]. Par ailleurs lors des cinq dernières années les Nations-Unies ont mis en place des nouveaux partenaires pour la prévention des conflits. Une médiation a également vu le jour avec des organisations comme l'union africaine, l'Union européenne, l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la communauté économique des Etats d'Afrique occidentale (CEDEAO), la communauté de développement d'Afrique australe (SADC), la communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC).

---

de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'envoyé spécial chargé de plusieurs dossiers/ régions pour ces deux organisations.

[451] R.O.P : Réseau Francophone de recherche sur les opérations de paix. Rapport de secrétaire général des Nations-Unies. « Les fruits de la diplomatie préventive » (s/2011/552)
(DATA/Document).

[452] Les limites et les opérations de l'alerte précoce, de la diplomatie préventive, et de la médiation. (DATA Document), mai 2012.

§II : Vers une légitimation de la guerre préventive: l'évolution du droit international au sein des actions préventives ?

L'article 51 de la charte des Nations-Unies reconnaît de façon expresse aux Etats un « droit naturel de légitime défense, individuelle et collective, dans le cas où un membre des Nations-*Unies est l'objet d'une agression armée* ».
Cet article qui est au sein du chapitre VII permet le recours à la force seulement en réaction à « une agression armée » et à condition que l'Etat en cause agisse en légitime défense et en informe expressément le Conseil de sécurité des Nations-Unies.
Bien des Etats approuvent la consistance et les implications de cette réglementation. Mais les Etats sont incités à faire des interprétations extensives de l'article 51 de la charte dans le seul but d'en élargir la portée normative. La question qui se pose à l'encontre de cet article est de savoir s'il permet l'application de la légitime défense quand il n'y a pas d'agression militaire en cours.

Si l'on dispose de la preuve certaine d'une attaque future de la part d'un pays ou d'un groupe terroriste, il apparaît qu'une action préventive peut être éventuellement engagée. Il faut que celle-ci soit ordonnée par la communauté internationale en l'occurrence le Conseil de sécurité des Nations-Unies. Ces actions armées préventives avec l'accord de l'O.N.U, se font sur la base de l'article 24 de la charte de 1945. Les membres des Nations-Unies, donnent à cette institution « la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité *internationale et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que l*ui impose cette responsabilité, le Conseil de sécurité agit en leur nom ».
Seul le Conseil de sécurité au sein de son chapitre VII de la charte peut décider d'une intervention militaire même si aucune agression armée n'a été commise[453].
Il y a eu l'exemple de la crise Congolaise en 1960 où le Conseil de sécurité a joué un rôle important. L'opération des Nations Unies au Congo (O.N.U.C.) n'entre pas en réalité dans les prérogatives de son chapitre VII. Certes les troupes dépêchées au « Congo-ex-Belge » par les Nations-Unies ont dû recourir à la force sur le terrain[454] mais initialement, il ne s'agissait que de simples forces de maintien de la paix[455].

[453] T. Christakis, « vers une reconnaissance de la notion de guerre préventive ? »
[454] C.F.M Virally « Les Nations-Unies et l'affaire du Congo » : AFDI, 1960, p.557-597.
[455] C.F.M Flory « L'O.N.U. et les opérations de maintien de la paix », AFDI, 1965, p.446-468.

Selon la cour internationale de justice (C.I.J.) il n'y a pas eu dans le cas précis au sens du chapitre VII de la charte des Nations-Unies d'action coercitive. Les actions militaires entreprises ont été menées à l'encontre des groupes armés anarchiques et non pas contre un Etat. Le fondement juridique de l'O.N.U.C repose sur les dispositions du chapitre VII concernant la gestion pacifique des différends, de cette même charte. L'argument de légitime défense afin de prévenir ou repousser une action agressive n'a pas toujours été utilisé à bon escient. L'Ouganda ainsi que le Rwanda ont tous deux justifié leur occupation du territoire congolais comme une riposte aux soutiens des autorités congolaises à des forces rebelles.

Au final la mise en application du texte sur la légitime défense énoncée au sein de l'assemblée générale de l'O.N.U, texte dont le sens a été illustré par la C.I.J. dans une affaire de principe, garde toute sa pertinence. Il est impossible pour les Etats aujourd'hui de justifier d'une guerre préventive au regard même de la notion de la « légitime défense préventive » qui implicitement porte en elle le non respect des règles du recours à la force. Dès lors les Etats, par leurs pratiques sur le terrain vont chercher à justifier leurs actions préventives par d'autres moyens juridiques, politiques ou diplomatiques.

A : un contexte international favorable à la guerre préventive

La doctrine de la guerre préventive sont au nombre de deux : premièrement, l'insécurité internationale due à l'émergence des groupes terroristes et à la menace nucléaire. Deuxièmement, la reconnaissance apportée au concept de l'ONU. Cependant pour être légitime, ce droit ne devrait être reconnu qu'au conseil de sécurité. Son usage ne doit intervenir que si toutes les voies pacifiques ont été épuisées. Le conseil de sécurité des Nations-Unies pourra peut-être le déléguer à un Etat agissant seul, s'il le juge opportun. A défaut d'une telle délégation, aucun Etat ne devrait se prévaloir du droit à une guerre préventive que s'il s'agit du cas précis d'une menace.

1) La délicate utilisation du concept pour justifier une opération militaire

Le droit international est parfaitement capable de s'adapter lorsque la nécessité sociale l'impose. Il n'y a donc aucun obstacle à la mise en application de la légitime défense anticipative même si les interventions unilatérales armées sont en contradiction totale avec les principes de l'O.N.U. Alors que chaque Etat possède le droit fondamental de choisir et de mettre en place un système politique et économique qui lui convient, est-ce qu'un Etat tiers peut intervenir au sein d'un territoire qui n'est pas le sien afin d'assurer l'application de la sauvegarde des droits de l'homme ?

Même si la protection humanitaire n'est pas expressément prévue par la charte des Nations-Unies, il s'agit de faire face à une menace grave qui met en péril la vie d'êtres humains grâce à une mesure de protection urgente. L'intervention d'humanité doit être limitée dans le temps et avoir un fondement légal. Il est de fait que ni les simples suspicions de violations des droits de l'homme pouvant peser sur un pays ni l'orientation idéologique ou politique de ses autorités ne pourraient justifier à son encontre un recours unilatéral et préventif. Mais lorsqu'un Etat utilise l'emploi de la force armée sans raison valable, il est arrivé par exemple que certains Etats recourent à des actes de représailles en invoquant la légitime défense[456], dans le contexte actuel du droit international les représailles armées à l'encontre d'une autre nation constituent un usage illicite de la force. La résolution 2625 de l'assemblée générale du conseil de sécurité des Nations-Unies énonce d'une façon claire et sans ambiguïté que les Etats ont le devoir de s'abstenir d'actes de représailles en utilisant la force. Elle ajoute que ces méthodes sont totalement contraires à l'esprit de la charte.

Aujourd'hui le système de sécurité collective est fondé sur le principe qu'à l'exception de la légitime défense l'usage de la force ne peut-être décrété que sur la décision du Conseil de sécurité de l'O.N.U, alors que l'on constate que beaucoup d'actions militaires menées dans le monde ainsi qu'en Afrique fondées sur la prévention ont été entreprises soit contre l'avis même du Conseil de sécurité soit sans autorisation de sa part (Irak, Afghanistan, Syrie).

[456] J.CL. Vénézia, « la notion de représailles en droit international public », RGDIP, 1960, p. 465-468.

Il est donc très difficile de vouloir justifier juridiquement la notion de guerre préventive en mettant en avant un prétendu droit d'intervention. La décision d'engager des actions militaires préventives n'est pas chose neutre. Elle se prend dans bon nombre de cas sur une appréciation unilatérale des motifs ou une interprétation subjective des faits par l'Etat guerrier préventif. Ceci va à l'opposé même de l'esprit du système de sécurité collective mis en place par la charte des Nations-Unies. Comme, on l'a constaté après l'intervention voulue par les USA en Irak, lors de la deuxième guerre du Golfe. La complexité et la subjectivité dans l'interprétation du concept de « légitime défense » favorisant des actions militaires préventives rend extrêmement délicate l'interprétation sur le caractère licite ou illicite de ces actions militaires préventives.

2) Les actions internationales non militaires en faveur de la prévention des conflits

En dehors de l'évolution normative plusieurs propositions sont formulées en faveur de l'action préventive des conflits. Depuis 2008 le Conseil de sécurité tient régulièrement des « dialogues interactifs informels » dans le seul souci de mettre en exergue la diplomatie préventive.

Certains organismes comme l'institut des Nations-Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) ou l'UNESCO[457] créent un « Etablissement de la paix et de la diplomatie préventive » (1993) ou de « paix, sécurité humaine et prévention des conflits en Afrique » (2001) par le biais desquels plusieurs formes d'enseignements à caractère purement préventif sont distillées aux divers acteurs pouvant prendre part à un conflit quel qu'il soit. Concernant le programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) celui-ci met en pratique une série de programmes d'assistance pour le renforcement de la paix après les conflits. Il y a des opérations qui sont mises en place en faveur de la réinsertion des Vétérans (programme DDR). Ce programme s'intéresse également à la bonne gouvernance, au maintien de la sécurité publique, à l'éducation, à la santé, au respect fondamental des Droits de l'homme ainsi qu'à la Justice. Le secrétaire général de l'ONU en vertu de l'article 99 s'investit également. Il est informé des opérations en cours grâce à l'appui de représentants spéciaux envoyés sur les théâtres d'opérations comme au Sahara occidental ou lors du

[457] Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture

référendum au Soudan du Sud en janvier 2011. Les organisations régionales comme l'Union africaine ou la CEDEAO ont aussi des systèmes d'alerte précoces.

Les Nations-Unies travaillent souvent avec les organisations régionales de façon différente. Elles peuvent avoir un rôle d'appui pour des missions communes de maintien de la paix. Les missions d'envoyés spéciaux sont souvent utilisées par les organisations internationales ou régionales afin de prévenir les crises futures. En 2013, il y a eu plus de cinquante missions menées à travers la planète sous l'égide des Nations-Unies, l'Union Européenne, l'OSCE[458], l'OEA[459] et même l'Union africaine. Dans certains cas la « diplomatie préventive » peut mener à l'intervention militaire préventive.

Les missions politiques existantes intègrent la prévention des conflits au service de la paix et renforcent dès lors les perspectives d'une paix durable. Ces missions consolident les efforts de prévention en aidant les parties en présence à démanteler les tensions et à renforcer le sentiment de confiance. Les actions en faveur de la paix sont un mécanisme de prévention issu de l'O.N.U et sont appuyées par les organisations régionales. D'autres acteurs indépendants sont parties prenantes dans la prévention des conflits comme les organisations de la société civile, les universités ou encore les institutions non gouvernementales. Les opérations de maintien de la paix s'adaptent aux nouveaux défis des réalités politiques toujours plus complexes.

B : Les organisations internationales au cœur des crises

Conflits armés, catastrophes naturelles, crises financières, effondrements étatiques. Les crises aux formes diverses infranationales[460], nationales et internationales sont de nos jours l'objet d'interventions croissantes d'organisations internationales : ONU, HCR, FMI, UE, OSCE… la liste serait bien longue et l'on pourrait y ajouter tous les dispositifs ad hoc (groupes de contact etc…) créés le temps d'une crise.

[458] Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
[459] Organisation des Etats américains : son but est de défendre la démocratie et les droits de l'homme, renforcer la sécurité du territoire, de lutter contre les trafics de drogue et la corruption, ainsi que d'aider aux échanges entre les différents pays de l'Amérique.
[460] Relatif à un niveau inférieur à celui d'une nation, par exemple régional

Les organisations internationales ne seraient qu'un instrument à disposition des Etats. Elles seraient tributaires de rapports de force qui non seulement en dessineraient les contours mais décideraient de leurs usages[461]. Globalement, le rôle croissant accordé aux acteurs locaux prôné par les organisations internationales pose un certain nombre de problèmes. En effet, les pouvoirs locaux comme les organisations internationales ne répondent pas forcément aux attentes des populations. La délégation de pouvoirs à des organismes dont les capacités institutionnelles et techniques sont encore plus faibles que celles de l'Etat soulève de grandes incertitudes. Les résultats dépendent fortement des contextes locaux : du degré de cohésion de la population, de la responsabilité démocratique ou non des institutions ou élus locaux ainsi que du degré d'organisation et des moyens de pression au niveau local[462].

1) Les interventions des organisations internationales : l'action militaire au service de la paix

« *L'organisation des Nations*-Unies possède dans une large mesure la personnalité juridique *et la capacité d'agir sur le plan international. Elle ne pourrait répondre aux intentions de ses* fondateurs si elle était dépourvue de la personnalité internationale. On doit admettre que ses membres, en lui assignant certaines fonctions, avec les devoirs et les responsabilités qui *les accompagnent l'ont revêtue de la compétence nécessaire pour lui permettre de s'acquitter* effectivement de ses missions[463] ».

Investie de cette légitimité et prenant appui sur son acte constitutif (la charte des Nations-Unies) l'organisation mondiale a pu mettre sur pied sa première opération de maintien de la paix (OMP) à l'occasion de la crise de Suez[464]. Cependant les désaccords résultant de la

[461] David Ambrosetti et Yves Buchet de Neully, les organisations internationales au cœur des crises : configurations empiriques et jeux d'acteurs p. 7-14 (La revue Cultures & Conflits)
[462] Géraldine Froger et Fano Andriamahefazafy, les stratégies environnementales des organisations internationales dans les pays en développement : continuité ou rupture? revue mondes en développement 2003/4 n° 124 page 111
[463] Extrait de l'avis de la C.I.J rendu le 11 avril 1949 sur réparation des dommages, rapporté par Patrick Daillier et autres, Droit international public, L.G.D.J 8ème éd. 2009, p.659.
[464] Guerre qui éclata en 1956 en territoire égyptien. Le conflit opposa l'Egypte et une alliance secrète, le protocole de Sèvres, formée par l'Etat d'Israël, la France et le Royaume-Uni, à la suite de la nationalisation du

guerre froide vont empêcher l'O.N.U de s'engager durablement dans la résolution des conflits à travers la planète. La chute de l'URSS en 1990 institue une sorte de réunification de la communauté internationale.[465] Elle a changé la façon de faire en matière de résolution des conflits actuels[466] et trouve en Afrique une terre de prédilection des missions de maintien de la paix.

L'O.N.U semble déterminée à se poser comme l'acteur principal de la résolution des crises africaines. En effet rien ne semble pouvoir retenir l'organisation interétatique dans sa capacité à manier le droit international dont elle se présente comme étant la garante, ceci en vue de rendre légitime ses interventions dans le domaine réservé des pays africains. De simples missions de paix, on assiste à des opérations de maintien de la paix avec des mandats qui autorisent désormais tout[467]. Ces interventions n'hésitent aucunement à s'attaquer aux règles du droit international et à son principe de souveraineté des Etats. Certains professeurs comme Olivier Corten et Pierre Klein en font le constat en des termes qui précisent leurs soupçons :

« Au-*delà de certaines mesures classiques au regard d'autres précédents, le Conseil de* sécurité des Nations-Unies a en effet pris certaines décisions qui paraissent *particulièrement originales, en ce qu'elles touchent à priori au cœur* même de la *souveraineté d'un état* » et de se demander « *jusqu'où le Conseil de sécurité peut*-il *intervenir dans l'ordre juridique interne des Etats*[468]. »

La deuxième organisation internationale qui se présente comme l'acteur de la gestion des conflits en Afrique est l'Union Européenne. Nouvel arrivant sur le continent africain,

---

canal de Suez par l'Egypte : l'opération militaire franco-anglaise se heurta aux vetos soviétiquo-américain et dut être interrompue. Les troupes franco-anglaises furent remplacées par la force d'urgence des Nations –Unies (EUNU) pour restaurer la paix.

[465] Charles Zorgbibe, Paix et guerres en Afrique : les chemins de l'union africaine, tome 2, Paris, François Bourin éditeur, 2010, p.7.

[466] Sur la notion de conflits actuels, confer Kobenan Kra Kpri, « les opérations de maintien de paix de l'O.N.U à l'épreuve des conflits actuels : le cas des conflits de la région des grands lacs africains », mémoire de DEA, université de cocody, chaire Unesco pour la culture de la Paix, janvier 2006.

[467] Surveillance du cessez le feu, désarmement, réhabilitation des infrastructures étatiques en passant par les missions humanitaires et les actions de développement. En Côte d'Ivoire par exemple la résolution 1721 (2006) a institué le poste de Haut représentant du secrétaire général des Nations-Unies pour les élections avec un mandat d'attribution différent de celui du représentant spécial du S.G des Nations-Unies. Deux autres autorités nommées par la même instance, travaillant sur le même espace territorial sur le même objet.

[468] Olivier Corten et Pierre Klein, « L'action des Nations-Unies en côte d'Ivoire : jusqu'où le Conseil de sécurité peut-il intervenir dans l'ordre juridique interne des Etats ? », in Maurice Kamga (Sous la dir.) mélanges en l'honneur de Raymond Ranjeva, Paris, Pedone, 2013, p.73-9.

l'organisation Européenne semble vouloir refaire son retard dans ce domaine. De l'Ituri[469] au Mali[470] en passant par le Kivu[471], l'union européenne s'est découvert une nouvelle vocation.

Malgré l'engagement manifeste des organisations internationales en Afrique en faveur de la résolution des conflits, la conflictualité semble ne pas vouloir prendre fin.

2) Des crises africaines nombreuses et durables

Marquant la fin de la bipolarité, 1989, comme l'écrit le professeur Pierre Grosser est « *l'année où le monde a basculé*[472] ». Cette année est une étape spéciale pour l'Afrique qui entre à cette date dans une série de nouveaux conflits d'une gravité extrême et qui durent depuis un quart de siècle. En ouvrant les hostilités en décembre 1989, le Libéria subit en Afrique de l'Ouest un conflit diffus, nomade et « sans frontière » comme le qualifient les spécialistes des crises en Afrique. Depuis 1989 aucune sous-région subsaharienne n'a échappé à ce fléau. En Afrique de l'Ouest les différents conflits du Libéria (1989-2003) et de la Sierra Léone (1991-2000) se sont entremêlés et ont établi une insécurité presque totale dans la sous-région.

Toute cette zone a été touchée par la guerre. Du Sénégal à la côte d'Ivoire en passant du Nord au Sud et d'Est en Ouest par la Guinée Bissau, la Guinée Conakry, la Sierra Léone et le Libéria, plus au nord avec l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte, la Lybie, aucun pays n'a été épargné par une conflictualité diffuse. L'Afrique est noyée dans la violence des conflits. Le Congo Brazzaville ainsi que la République Centrafricaine vivent depuis des décennies dans une instabilité politique récurrente liée aux soubresauts de leur démocratisation[473]. La multiplicité des conflits internes à caractère régional engendre une inquiétude légitime

[469] L'Ituri est un district de la province Orientale au nord-est de la république démocratique du Congo

[470] Le 10 décembre 2012 un « concept de gestion de crise » au Mali est approuvé par les ministre des affaires étrangères de l'U.E qui conclut à la nécessité d'avancer rapidement dans le processus de planification et de préparer une décision du conseil instituant la mission ». Cette mission est effectivement mise en place moins d'un mois après, soit le 17 janvier 2013. C'est l'Europe Training mission in Mali (EUTM Mali) où la mission de formation de l'union Européenne au Mali dont le commandement militaire est confié a la France.

[471] Le Kivu est une région et une ancienne province de l'Est de la république démocratique du Congo.

[472] Pierre Grosser, 1989, l'année ou le monde a basculé, Perrin, 2009, 605 pages.

[473] Encore que dans cette partie les conflits ne sont pas réellement internes. Les rivalités internes ont souvent été exploitées par les Etats de la région dans leur quête de puissance régionale. Lire à propos, Yann Bedzigui, op ;cit ; p ;165 et suiv. Lire également Colette Braeckman, « les nouveaux prédateurs : politique des puissances en Afrique Centrale », Paris, Fayard, 2003.

pour les africains. La volonté des organisations africaines de stopper ces conflits est manifeste, l'engagement de la CEDEAO est significatif et fait écho sur le continent africain. A cela s'ajoutent également les initiatives des Leaders africains eux-mêmes. On retiendra à titre d'illustration le rôle joué par l'Afrique du Sud dans la résolution de certains conflits au sein desquels ses présidents dans l'ère post apartheid se sont investis. On rappellera que la signature de l'accord d'Arusha[474] du 28 août 2000 est due à l'intervention du président N. Mandela. L'intervention sud-africaine a également permis l'élection à la Présidence de la République d'un Président ivoirien[475].

Par ailleurs l'organisation continentale qu'est l'Union Africaine semble avoir compris l'importance de créer un organe spécial de prévention, de gestion et de résolution des conflits africains. Il ne lui reste plus qu'à mener à bien cette mission en instaurant dans la vie politique de ce continent le jeu démocratique.

Section II : la réalité des interventions extérieures : la préoccupation terroriste

Délaissé après la guerre froide, le continent africain est redevenu un enjeu géostratégique pour les grandes puissances dans les années 2000, tant pour des raisons économiques, que politique. L'Afrique sera utilisée comme base française et américaine compte-tenu de la multiplicité des actions terroristes sur le continent africain. Les grandes nations de ce monde revoient par conséquent leurs politiques en matière de lutte contre le terrorisme international. Il leur faut adapter leurs stratégies afin de contrer ce terrorisme qui vient essentiellement d'Afrique et du Moyen-Orient. La réelle volonté de destruction qui est recherchée par les groupes terroristes aujourd'hui constitue une des justifications du réexamen par la France de son dispositif de lutte antiterroriste notamment en Afrique. Il est important de préciser que c'est un terrorisme nouvelle génération, de par ses méthodes, sa capacité de nuisance ainsi que ses modes de recrutement et de formation. Celui-ci touche le monde dans sa globalité (tous les continents subissent cette terreur) avec une violence aveugle et sans précédent. Il faut prendre en compte plusieurs facteurs pour comprendre la

[474] Arusha est une ville du nord de la Tanzanie.
[475] Sur l'engagement des Présidents Sud-Africains dans la résolution des conflits en Afrique, lire Benjamin Bengobeyi, « Vers une approche Sud-Africaine de résolution des conflits en Afrique Subsaharienne », annuaire français de relations internationales, vol XII, 2011, pp.667-685. Lire également Delphine Lecoutre, « médiation Sud-Africaine en Côte d'Ivoire », Géopolitique africaine n°28, octobre-décembre 2007, pp.91-111.

menace terroriste. Tout d'abord, il y a le rapport de force entre Sunnites et Chiites, souvent réduit à la lutte entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. Cette rivalité entre Sunnites[476] et Chiites[477] amplifie la menace terroriste parce que les Sunnites craignent de perdre la main. Selon Gilles de Kerchove, le coordonnateur européen de la lutte antiterroriste : « Une grande partie de *l'explication tient à la perception du monde sunnite qu'il est en train de perdre la partie. Et l'on voit l'Iran devenir pro*gressivement la puissance régionale majeure. Dans le même *temps, les sunnites sont considérablement divisés face à un Iran dont ils perçoivent qu'il est* en train de devenir de plus en plus important. Cela pourrait expliquer la tentation de soutenir des groupes plus extrémistes pour une sorte de harcèlement par procuration de *l'Iran*[478] ». Le principal groupe soutenu par les pétromonarchies sunnites n'est autre que l'organisation Etat Islamique, qui combat les régimes Chiites, ou perçus comme tel en Irak et en Syrie.

L'expansion vers l'Afrique de l'idéologie saoudienne radicale, le wahhabisme[479], est un autre facteur de danger. Le wahhabisme est une vision fondamentaliste de l'islam qui se répand particulièrement aujourd'hui sur le continent africain. La Mauritanie où il y avait un islam Malékite[480] ou soufi extrêmement modéré, en vingt ans, est devenu un pays tout à fait différent, très conservateur. Cela se passe actuellement de la même manière au Mali et au Niger. Il y a un investissement religieux considérable des pays du golfe sur l'Afrique, Ce qui a les conséquences que l'on connaît aujourd'hui.

Pour lutter contre les actions terroristes, de plus en plus les pays intervenant sur des théâtres d'opérations extérieures en Afrique font appel aux Nations Unies via le conseil de sécurité. L'O.N.U est devenue un outil diplomatique important dans la résolution des

[476] Le sunnisme est le courant religieux majoritaire de l'Islam. 90% des musulmans sont sunnites. Il est parfois apparenté à une vision orthodoxe de l'Islam. Ce qui distingue les courants de l'Islam est principalement l'interprétation de la religion tandis qu'ils peuvent se référer aux mêmes sources utilisées pour écrire le droit musulman.

[477] Le chiisme constitue l'une des trois principales branches de l'Islam avec le sunnisme et le kharidjisme. Il regroupe 10 à 15% des musulmans, dont 90% de la population iranienne. Les chiites sont les partisans de Ali. Le kharidjisme évoque ceux qui sont sortis. Ils sont ceux qui se révoltent contre le dirigeant autour duquel sont réunis les musulmans. Ils sont considérés comme des dissidents.

[478] « La rivalité entre sunnites et chiites amplifie la menace terroriste »/ rédaction RTBF, publié le mardi 3 février 2015 à 13h40.

[479] Le wahhabisme est un mouvement politico-religieux saoudien, fondé au XVIIIème siècle par Mohammed ben Abdelwahhab. Selon cette vision puritaine et rigoriste.

[480] Le malikisme est l'une des quatre madhhab, écoles classiques du droit musulman sunnite. C'est une école majoritaire en Afrique du nord et Afrique de l'Ouest. On la retrouve au Soudan, en Egypte et dans certains pays du golfe persique (Koweit, Emirats arabes unis, quatar, Barhein). C'est la troisième école en nombre de pratiquants avec 20%. En France, cette école est la première.

conflits. Elle permet à la puissance occidentale en charge du dossier de minimiser ses coûts d'interventions et de ne pas trop s'impliquer sur un plan militaire ou politique. Cependant cette stratégie a des côtés négatifs pour la puissance qui fait appel à cette organisation, liés à la présence de nouvelles institutions ainsi que de nouveaux acteurs politiques, militaires et humanitaires sur la zone où le conflit sévit. Car dès qu'un dossier est sur le bureau du conseil de sécurité, tous les Etats ont un droit de regard sur le sujet notamment les nations qui contribuent financièrement ou militairement aux opérations de maintien de la paix. Les objectifs politiques, militaires et humanitaires sont donc soumis aux influences des Etats les plus puissants sur le dit conflit.

L'histoire des interventions récentes commence le 11 septembre 2001[481], un point de départ commode pour les occidentaux. Ces actions conduites par certains Etats dans des pays tiers et notamment africains démontrent que le jeu des impératifs a été singulier dans chaque cas. Une preuve en est donnée par la remarquable variation des stratégies des pays au cours de la période citée. Il n'y a pas de configuration fixe d'Etats intervenants ou d'Etats opposants : unanimité en 2001 en Afghanistan, divisions profondes des alliés occidentaux en 2003 en Irak, abstention des puissances émergentes et de l'Allemagne au Conseil de sécurité en 2011 en Libye, solitude française en 2013 au Mali et dans la zone Sahélienne en 2014, mais appui logistique de quelques alliés[482].

Dans les livres blancs Européens les plus récents les interventions extérieures envisagées sont sous mandat explicite de l'O.N.U, et on insiste sur le fait que l'action militaire n'est qu'un élément permettant de débloquer une situation de crise et d'inciter à un compromis politique[483]. Dans la vision française des conflits en Afrique l'effort est porté sur l'implication des forces africaines régionales de maintien de la paix ainsi que sur les médiations diplomatiques des institutions régionales.

[481] Des attentats aux Etats-Unis d'Amérique ont été perpétrés sur: New York, Washington, le Pentagone.
[482] Michel Foucher : « Les interventions extérieures dans les pays en crise ». Question d'Europe n°302, 10 février 2014.
[483] Entretien avec le général de corps d'armée Jean-Claude Thomann, le 12 mai 2009.

§1 : L'évolution et la connexion entre les divers conflits africains

Il existe au moins trois évolutions marquantes au sein de l'environnement stratégique actuel qui jouent un rôle significatif sur les missions militaires. Il y a tout d'abord les impératifs de la guerre contre le terrorisme qui obligent les forces armées à combiner une façon nouvelle de faire face à un ennemi de territorialité parfois difficilement détectable. Puis, il y a le transfert d'une défense territoriale vers une défense de projection et de réaction rapide avec ses conséquences sur la logique d'organisation dans l'emploi de ces forces armées ainsi que sur la perception de celles-ci. Enfin il y a le rôle de plus en plus présent d'acteurs internationaux gouvernementaux (ONU, O.T.A.N, U.E), mais aussi d'acteurs non gouvernementaux (ONG, médias, entreprises, groupes privés de sécurité)[484].

L'environnement des missions militaires actuelles a donc vu se multiplier plusieurs dimensions à prendre en considération. Il faut tenir compte de la dimension humaine, économique, culturelle, psychologique, sociale et environnementale. Ce sont les conséquences immédiates de la nouvelle géopolitique du monde. Celle-ci influence directement les pratiques d'antan, elle joue un rôle très important également sur le fonctionnement ainsi que sur la préparation de la nouvelle géopolitique mondiale, car cette géopolitique nécessite d'être analysée et de plus en plus, il existe une réflexion sur les interventions effectuées en opération extérieure. Ajoutons à cela, une européanisation des politiques de défense au sein de l'Union Européenne et la France n'y échappe pas.

On ne peut pas ignorer l'histoire ainsi que la géographie. La moitié des crises graves en Afrique se trouvent actuellement à proximité de l'Europe. Il est donc impossible d'y être indifférent. Ce n'est ni raisonnable, ni viable pour l'avenir Européen de les ignorer compte tenu de la proximité géographiques de ces crises. Les interactions historiques et humaines qui lient les peuples de part et d'autre de la Méditerranée et du Sahara atténuent toute notion de frontières. L'analyse des dangers et des risques dans les crises africaines montre l'importance des connexions qui se sont établies entre les différents conflits. Les nations qui sont intervenues en ont tiré des leçons, ce qui explique aujourd'hui leur politique prudente. Il est fondamental de laisser la place aux organisations gouvernementales ou non

[484] Confer, Pierre-André Lecocq et Caroline Bouillart « Ombres et lumières sur l'Europe de la défense et la défense de l'Europe. P. 45 et suiv, in l'OTAN, « enjeux et avenirs », publication de l'institut de recherches internationales et Européennes de Défense de Lille 2 : 2006, 316 p.

gouvernementales afin que celles-ci apportent des solutions tant sur la question de la légitimité d'intervenir que de la souveraineté nationale. Le poids des puissances régionales ne doit pas être surestimé à cause de leur immobilisme et de leur manque d'engagement.

A) Analyse des différentes interventions en Afrique

La relation française avec l'Afrique résulte d'évolutions délicates depuis plus de quarante ans, entre normalisation, retrait, et (ré) engagement. Comme on l'a vu précédemment, le président Hollande a annoncé vouloir mettre « fin à la Françafrique » cependant les crises sur ce continent l'ont obligé à intervenir. Les différentes interventions successives de la France au Mali en janvier 2013 puis en République Centrafricaine (RCA) en décembre 2013 ainsi que l'opération Barkhane en août 2014 dans la région du Sahel donnent le sentiment à première vue que le président Hollande a échoué à renouveler en profondeur la relation avec l'Afrique. Il revient comme les anciens présidents aux pratiques « traditionnelles » de la France en Afrique qui fait figure de « gendarme » et de « faiseuse de rois ». Pourtant la réalité est plus complexe[485]. La catégorie des impératifs regroupe les motivations et les arguments des acteurs extérieurs notamment lorsque sont invoqués des chapitres de la charte des Nations-Unies. Ceux-ci portent sur les principes de la morale collective, des objectifs stratégiques ou des intérêts économiques[486].

1) Les interventions militaires françaises récentes sur le sol africain pour combattre le terrorisme.

L'engagement de la France contre le terrorisme représente l'une de ses priorités. Avec le repli progressif des forces de l'opération Sangaris en Centrafrique, on assiste à une transformation de l'emploi des effectifs. Les opérations de guerre contre des ennemis désignés l'emportent sur les opérations de stabilisation, et la France est désormais la seule nation occidentale à engager des troupes au sol. La guerre contre les organisations djihadistes prend de l'ampleur. Celle-ci se déroule sur quatre fronts. L'opération

[485] Héléne Quénot-Suarez et Aline Leboeuf : « La politique africaine de la France sous François Hollande, renouvellement et impensé stratégique » ; IFRI, le 10 décembre 2014

[486] Michel Foucher : « Les interventions extérieures dans les pays en crise ». Question d'Europe n°302, 10 février 2014.

Chammal marque la participation française à la campagne de la coalition au Proche-Orient contre *l'Etat* islamique avec les USA et leur impressionnant déploiement. Le deuxième front se situe le long de la bande saharo-sahélienne avec l'opération Barkhane qui depuis août 2014 regroupe dans un ensemble unique les moyens militaires de la région avec les forces locales et internationales comme la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA). Cette force Barkhane est engagée également sur un troisième front contre l'organisation terroriste nigériane Boko Haram. Elle utilise ses moyens de renseignement pour appuyer les forces africaines engagées. Le quatrième front est en métropole avec l'opération Sentinelle. Celle-ci est composée de 10 400 soldats. C'est une opération de protection anti-terroriste « Vigipirate ». Elle a été déclenchée le 7 janvier 2015 après les attentats meurtriers contre le journal Charlie Hebdo. En parallèle de ces opérations de guerre, la France continue à s'engager aussi dans des missions de stabilisation ou de police internationale. Elle se situe en mer dans le cadre de l'opération Atalante. La France lutte contre la piraterie au large de la Somalie. La république française fournit également 900 hommes à la force intérimaire des Nations-Unies au Liban (FINUL). C'est la dernière grande opération « sous casques bleus » à laquelle elle participe encore. L'opération de stabilisation la plus importante actuellement est l'opération Sangaris qui depuis 2013 vise à la sécurisation de la Centrafrique[487].

Au Mali l'initiative de l'intervention militaire de janvier 2013 est strictement française. Celle-ci a été décidée en riposte directe à l'avancée de colonnes armées djihadistes en direction de la capitale Bamako. Cette offensive est entreprise par A.Q.M.I (Alquaida au Maghreb islamique) et Ansar dine[488] en réponse à la résolution 2085 (du 20/12/2012) ferme et détaillée du Conseil de sécurité des Nations-Unies qui prévoyait entre autres le déploiement de la M.I.S.M.A (mission internationale de soutien au Mali) avec le renfort des forces régionales ainsi qu'internationales. L'opération militaire française « opération Serval » a été sollicitée par le Président Malien. L'objectif a été de stopper puis de refouler et de détruire A.Q.M.I dans les montagnes refuge des « Ifoghas[489] ». Il fallait impérativement rétablir l'intégralité territoriale du Mali et combattre durement les groupes terroristes afin

[487] Cf,Michel Goya, « lutte contre le terrorisme : les quatre fronts où l'armée française est engagée ». Le Figaro.fr. Figaro vox, Vox politique.

[488] Qui veut dire « défenseur de la religion », groupe armé salafiste djiahadiste. C'est l'un des principaux groupes armés participant à la guerre au Mali.

[489] Tribu Touarègue noble maraboutique et zénète (fondateurs de plusieurs Etas Berbères) réunie autour d'un ancêtre commun : Mohammed El Makhtar. Les Ifoghas sont répartis au Mali, dans la région de Kidal, dans l'Adrar des Ifoghas, en Algérie et au Niger dans la vallée de Tidène. Ce sont essentiellement des pasteurs nomades.

que la région ne s'enflamme pas. L'Algérie joua un rôle essentiel dans ce conflit notamment en déployant son armée le long de sa frontière avec le Sahara.

Concernant la république Centrafricaine (RCA) la brusque dégradation de la situation politique et sociale après la prise de Bangui (Capitale) par la coalition de la Séléka (coalition formée de forces rebelles et de partis politiques contre le Président Bozizé François en 2012) a conduit à une totale anarchie. Des exactions réciproques ont été commises par les anti-Balaka (milices d'auto-défense mises en place par les paysans). La situation était si grave qu'un risque « pré-génocidaire » était ressenti, à la différence de la situation malienne où il s'agit de combattre des groupes djihadistes internationaux. L'intervention militaire française en Centrafrique (opération Sangaris) lancée le 5 décembre 2013 après l'adoption à l'unanimité de la résolution 2127 du Conseil de sécurité se fonde sur une motivation essentiellement humanitaire. Il y a plus de 1 600 soldats français au sein de cette opération. Ceux-ci sont épaulés par une force africaine, la M.I.S.C.A (mission internationale de soutien à la Centrafrique) composée de 6 000 militaires. Même s'il y a un leadership militaire français, les militaires africains engagés sont désormais plus nombreux que les militaires français, ce qui correspond aux évolutions précédemment étudiées.

L'opération Barkhane dont l'objectif essentiel est de combattre le terrorisme, selon Mr Le Drian ministre de la défense française, a été lancée à l'été 2014. Ce dispositif permet des interventions rapides et efficaces en cas de crises graves dans la zone Sahélienne. Selon un document baptisé « Horizons Stratégiques, Approches Régionales[490] » on peut lire à la page 215 que « *L'Afrique restera une zone de* convoitises et de confrontations potentielles et une *zone d'intérêt stratégique prioritaire pour* la France. » .L'analyse se base sur certains signes tels que « Le creusement des in*égalités et l'instrumentalisation identitaire, en particulier dans des Etats fragiles qui pourraient favoriser le développement de l'islamisme radical et de la menace terroriste (Sahel, Corne de l'Afrique), dont la France constituera une cible* particulière[491] ». La multiplication de groupes criminels sur ce continent qui se trouve aux portes de l'Europe pourrait nécessiter encore des interventions de pays comme la France dans un futur proche. Ceci afin de stabiliser cette zone et préserver par la même occasion ses intérêts vitaux.

[490] Ministère de la Défense 2015, approches régionales
[491] Ibidem

2) La variété des configurations d'interventions

L'Europe de la défense est en pleine construction et a connu ces dernières années des progrès notables. Au-delà des questions de capacités et d'armement, ce processus d'européanisation de la défense des pays de l'U.E implique des évolutions majeures au sein même des armées nationales. Celles-ci doivent changer leurs façons de fonctionner face au bouleversement de toute la chaîne de commandement. Leur propre culture militaire ainsi que la relation nation/armée se voient également modifiées, car dorénavant la décision d'intervenir ou de ne pas intervenir sur un théâtre d'opération ne dépend plus d'un seul pays mais de plusieurs qui ont chacun leurs intérêts et leurs affinités personnelles. Il est indéniable que l'armée française qui a un passé lourd avec l'Afrique devra repenser ses structures d'interventions, ses perspectives ou ses visions sur ce continent. Sa gestion des personnels ainsi que les liens les deux sociétés française et africaine doivent aussi être repensés. C'est cet ensemble de considérations qui émerge d'un mouvement en pleine évolution, voire en pleine mutation avec une diplomatie plus interventionniste en Afrique.

On peut retenir la variété des configurations d'interventions extérieures selon les conflits. Il faut nécessairement prendre en considération le rôle des personnalités gouvernantes au moment de la prise de décisions notamment dans les pays démocratiques ainsi que la volonté de tel ou tel dirigeant de se démarquer de son prédécesseur[492]. On constate également que les objectifs visés sont le plus souvent détournés de la ligne initialement prévue. La seule exception est le cas de l'intervention au Mali où l'objectif désigné au départ par les autorités françaises a été atteint. Il semble que le fait de ne pas intervenir au sein d'une coalition militaire internationale ait rendu la poursuite des objectifs plus simple à tenir. Lancée le 1er août 2014, Barkhane est une opération conduite par les armées françaises. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une vision de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS)[493], puisque ce conflit malien à l'origine, déborde dans toute la région

[492] Michel Foucher : « Les interventions extérieures dans les pays en crise ». Question d'Europe n°302, 10 février 2014.
[493] Mauritanie, Mali, Niger, Tchad, Burkina-Faso

B) Les résultats de ce type nouveau d'opex

Les opérations extérieures ont connu une phase de renouveau au cours de la décennie 1990. Il s'agit donc de fixer les changements intervenus dans l'environnement international ces dix dernières années, afin de comprendre comment la France y a réagi, à partir de son histoire, de sa culture et des ses moyens. Les mutations intervenues en matière de défense et de sécurité ont amené les Etats à refondre complètement leur concept stratégique. En France, la nouvelle donne stratégique a conduit à la publication d'un nouveau Livre Blanc en 1994, qui fixe les objectifs, les intérêts et les nouvelles priorités de la politique de défense. Dans le même temps, les opérations de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU se sont multipliées. Elles se sont transformées sous l'influence de la fin de la logique des blocs, de la résurgence des conflits ethniques et du soupçon que l'opinion publique fait peser sur la notion d'intérêt général[494].

1) Les nouveaux concepts

Depuis les attentats du 11 septembre 2001 le terrorisme international a franchi un palier. Aujourd'hui avec les nouvelles technologies un petit groupe de terroristes peut faire basculer une nation en attaquant des points stratégiques (centrale nucléaire, usine à gaz, aéronefs etc…). Cette nouvelle façon d'agir a obligé les Etats à revoir leurs normes de comportement ainsi que leur cadre juridique international. Ces actes de guerre qui sont menés par des groupes terroristes vont à l'encontre de toutes les règles de combat comme du respect des civils, qui n'ont pas le statut de « combattants » pour le droit international. Il semble donc impératif aux nations touchées par ces actes terroristes de mettre au point une nouvelle stratégie afin de se défendre et de prévenir une éventuelle nouvelle agression. C'est de là qu'est né le concept de guerre « préemptive »[495] ceci afin

[494] L. Francart (général, 2S) et Isabelle Dufour, « Les fondements de la politique française des opérations extérieures : permanences et mutations note de synthèse », fondation pour la recherche stratégique. décembre 2001, p. 1 et 2.

[495] Guerre préemptive : une guerre est une guerre initiée avec la croyance qu'un conflit futur est inévitable et imminent. Une guerre préventive a pour but d'éviter un basculement et l'équilibre des puissances entre deux

de justifier la lutte armée contre les attaques terroristes potentielles avant que les terroristes ne passent à l'action. La communauté internationale doit prendre en compte l'environnement changeant et la pratique de l'usage de la force.

Plusieurs livres blancs de la défense et de la sécurité nationale publiés en Europe à la fin des années 2000 avaient mis en avant le concept « *d'arc de crise* ». Ce concept devait mettre en exergue une aire étendue du Sahara au Pakistan où les groupes djihadistes internationaux pouvaient se coordonner afin de se renforcer. Toutes les crises ont une dimension régionale, nationale, mais souvent aussi internationale. Des portions de pays voisins peuvent servir de sanctuaires aux groupes d'opposants. L'extension de ce type de situation régionale critique avec déplacement des foyers de crises est sans doute le principal danger pour la stabilité, l'autre danger étant l'échec politique de l'intervention. Que se passe-t-il lorsque les forces étrangères ont quitté leurs terrains d'interventions ?

2) Les résultats de trois opérations

On peut prendre en exemple trois situations différentes, le cas Libyen, l'intervention au Mali et la République Centrafricaine.

a) Le cas Libyen

En Libye, le pouvoir de Tripoli n'a pas encore à ce jour réussi à imposer son autorité sur les groupes régionaux et les différentes tribus[496] qui ne veulent pas rendre les armes.
La société Libyenne traverse une crise sociétale. Celle-ci est divisée en plusieurs parties : une société moderne et urbanisée face à une société orientale plus sensible aux appels religieux de groupuscules comme les frères musulmans-égyptiens. Depuis quelques temps

adversaires en attaquant stratégiquement avant que l'autre ait une chance de dominer. La guerre préventive est distincte de la guerre préemptive, qui est le fait d'attaquer le premier quand une attaque est imminente.
[496] Environ 200 katibas échappent au pouvoir central.

cette confrérie religieuse semble être elle-même en perte d'influence malgré l'appui du Qatar ou de l'Arabie Saoudite.

b) Le cas Malien

La France qui a été la principale force armée de l'O.N.U[497] à œuvrer sur le sol malien, a permis de restaurer l'intégrité territoriale de ce pays. Cet épisode d'une intervention extérieure justifiée par l'incapacité d'un régime à assurer sa sécurité a suscité un sursaut de l'union africaine. Plusieurs pays de ce continent veulent désormais renforcer les capacités africaines d'intervention militaire régionale. Il reste pour l'Afrique à faire fonctionner le triangle « sécurité, démocratie et développement ». L'armée malienne est en pleine reconstruction et sa formation est prise en charge par l'Union Européenne (E.U.T.M) : « mission de formation de l'Union Européenne au Mali ».

c) Le cas centrafricain

En république Centrafricaine un gouvernement provisoire est en place depuis janvier 2014. L'objectif est de rétablir un minimum de sécurité avec l'appui des forces françaises via la MISCA[498]. L'opération « Sangaris » menée par la France se poursuit, afin de ramener le calme et de permettre aux ex-forces de la Séléka de retourner dans leur région d'origine. Un processus de transition est engagé et des réunions de conciliation animées par des représentants des trois cultes ainsi que des acteurs locaux (Peulhs, anti-balaka) se poursuivent. Le 30 janvier 2014 le Président polonais Bronislaw Komorowski a envoyé un contingent militaire de soutien aux troupes françaises avec un C 130 pour une durée de trois ans. C'est une décision majeure qui est issue d'un dialogue de deux ans. A ceux-ci se sont jointes l'Estonie et la Belgique[499]. Il y a donc cette timide amorce de participation européenne à la mission militaire de rétablissement et du maintien de la paix autorisée par l'ONU.

On constate donc la grande variété des résultats obtenus grâce à ces interventions extérieures. Il faut aussi insister sur le fait qu'il importe de coordonner des acteurs régionaux

[497] M.I.N.U.S.M.A : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations-Unies pour la stabilisation du Mali. Elle a été créée par la résolution 2100 du 25 avril 2013 par le Conseil de sécurité.
[498] M.I.S.C.A : Mission internationale de soutien à la Centrafrique, mission de maintien de la paix autorisée le 5 décembre 2013 par le Conseil de sécurité des Nations-Unies via la résolution 2127.
[499] Fondation Robert Schuman : « Les interventions extérieures dans les pays en crise », questions d'Europe n°302 ; le 10/02/2014

dans la mise en place de solutions diplomatiques et politiques durables afin que celles-ci trouve une légitimité sans conteste[500].

§2 : Le rôle des institutions Européennes

L'Union Européenne a récemment renforcé ses institutions. Celle-ci a toujours eu une politique d'aide et de coopération forte et originale vis-à-vis du continent africain. Cependant elle sort affaiblie de la succession de crises qui ont secoué le monde (crises financières, économique et budgétaire). L'Europe se cherche et cherche un nouveau souffle. Elle se demande quel sera l'impact de ses relations avec le continent africain. Les partenariats avec l'Union Européenne sont très importants, que ce soit dans le domaine économique ou dans celui du règlement des conflits. L'Afrique attire les convoitises et elle est devenue en quelques années un lieu de compétitions stratégiques entre la Chine, les Etats-Unis et l'Europe, comme on l'a vu précédemment. Dès lors le vieux continent est aujourd'hui devenu un partenaire parmi d'autres[501]. Les guerres évoquées qui ont fait l'objet des interventions occidentales ont plusieurs caractéristiques. Une bonne partie des crises graves du monde se situe à proximité des démocraties occidentales et Européennes. On ne peut dès lors les ignorer.

A) La prise de conscience de l'Europe

L'Europe n'est pas encore une puissance au sens d'entité politique. Pourtant, même s'ils conservent leur souveraineté dans le domaine militaire les Etats constituant cette organisation ne peuvent plus décider seuls de la politique africaine à suivre. Les liens particuliers de la France avec son ancien Empire colonial africain suscitent des difficultés au sein même de l'Union Européenne pour savoir quelle politique mener. Il en ressort des difficultés au sein même de l'Union Européenne à savoir quelle politique menée ? Beaucoup de nations composant l'Union Européenne ne possèdent pas le même passé ni la même proximité géographique que la France avec l'Afrique. Mais les

[500] Ibidem
[501] IRIS : Compte rendu de la conférence-Maison de l'Europe, 1er février 2001 : « Les relations entre l'Union Européenne et le continent Africain ».

interventions françaises ont été l'occasion d'une prise de conscience des enjeux de stabilité en Afrique par les autres européens. La présence de spécialistes militaires Européens au Mali, de forces Polonaises, Estoniennes et Belges en république Centrafricaine a permis d'amener un semblant de stabilité[502]. Les autorités de ces nations semblent vouloir s'impliquer d'une manière plus concrète dans la gestion des crises extérieures, en adhérant à certains concepts nouveaux.

1) Le concept d'Arc de crise (en anglais : Crescent of Crisis)

C'est un concept de géopolitique visant à définir la politique américaine puis occidentale face au monde musulman. Le concept a beaucoup évolué et connu divers avatars, entre son développement initial par l'américain Zbigniew Brzezinski[503] en 1978, sa reprise par l'historien britannique Bernard Lewis dans les années 1980 et son développement le plus récent par les penseurs de l'armée française dans les années 2000 et 2010.

Celui-ci trouve une certaine substance dans ce qu'il définit comme un contexte de connexion territoriale, qu'iI faut empêche d'évoluer. Les crises africaines restent difficiles à gérer. Le bilan des interventions occidentales notamment de la France depuis des années mérite d'être jugé sévèrement car les situations se répètent. La France a de plus en plus de difficultés à asseoir son autorité. Il faut donc une réorientation stratégique.

2) La notion de réorientation stratégique et d'intervention élargie aux non occidentaux

Après la guerre froide le concept de sécurité du continent africain à évolué. Les différents changements géopolitiques intervenus depuis les années 90 ont réorienté la stratégie des gouvernements occidentaux. Ceux-ci s'orientant vers un désengagement militaire partiel en

[502] Michel Foucher : « Les interventions extérieures dans les pays en crise ». Question d'Europe n°302, 10 février 2014

[503] Politologue américain : cette stratégie géopolitique américaine puis otanienne est similaire au plan Yinon de la politique israélienne des années 1980. Son objectif était d'abord la déstabilisation de l'URSS et de l'Iran. Oded Yinon est un fonctionnaire du ministère Israélien des Affaires étrangères.

Afrique. Les Etats-Unis d'Amérique avec le douloureux cas de la Somalie[504] ont mis un arrêt brutal à leur interventionnisme en Afrique. Les Nations Unies après plusieurs décennies d'interventions sur le continent africain et face à la réticence des Etats pourvoyeurs de fonds se sont orientées vers le domaine du maintien de la paix. Après le génocide Rwandais de 1994 et face aux risques d'une intervention unilatérale dans ce genre de conflit, la France a conforté son option de partenariat dans la recherche des solutions de crise. Ce désengagement apparent de l'Afrique par les occidentaux n'est en fait qu'une réorganisation de leur politique sécuritaire sur ce continent. Ceux-ci ont vu les limites de leurs actions depuis des années. Cette nouvelle stratégie va permettre la mise en place d'un système de sécurité propre aux Etats africains. Cette façon de faire novatrice pour les occidentaux implique les nations africaines lors des crises. Sans leur participation à la solution de ces crises, les acteurs traditionnels de la sécurité internationale et africaine vont se sentir impuissants face aux changements de nature et à la fréquence des conflits. Les puissances responsables dotées de grands services diplomatiques doivent renoncer à façonner l'Afrique et à s'engager seules dans les transitions et les sorties de crises. Elles doivent obligatoirement agir en conformité avec les résolutions des Nations-Unies. Cependant comme le démontre la situation du continent africain, les Etats membres de l'Union africaine doivent s'impliquer davantage dans la résolution de crises. Il serait judicieux de les encourager et les appuyer dans cette direction[505].

Les acteurs « extérieurs » ne se limitent pas aux seules nations occidentales. Il faudrait élargir la notion d'interventions aux pays qui ont des intérêts permanents dans certains Etats africains comme la Russie, la Chine, la Turquie, l'Algérie, le Qatar, l'Arabie Saoudite, l'Iran entre autres. Ces grandes nations devraient être impliquées quand une crise surgit dans leur sphère régionale. Bien souvent ces Etats ont les clés soit pour continuer de fomenter l'instabilité soit au contraire pour favoriser des compromis.

Faut-il rappeler que certains Etats africains ont conduit (maintenu) des interventions extérieures ? :

L'Ouganda et le Burundi en Somalie (AMISOM[506]) en janvier 2007, l'Ethiopie également, qui compte des forces importantes à la périphérie des deux Soudan, et l'Afrique du Sud

[504] En 1993, l'opération « Restore Hope » avait été un échec sans précédent pour les américains sur le continent africain.

[505]Michel Foucher géographe et ancien diplomate : Les interventions extérieures dans les pays en crise : texte du 10/02/2014, conférence international on Security à Rio les 28-29/11/2013

[506] A.M.I.S.O.N : Mission de l'Union Africaine En Somalie est une mission régionale de maintien de la paix en

en République Centrafricaine. Il est de ce fait évident que l'intervention extérieure en Afrique n'est plus exclusivement un monopole de l'occident.

B) La nouvelle organisation française dans ce cadre européen et international

Dans un contexte international désormais libéré des tensions Est-Ouest les principes de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires internes des Etats même s'ils sont toujours en vigueur, ont pu s'accommoder d'assouplissements[507]. Ils rendent la légalité de l'intervention des pays dans la résolution des conflits internes peu contestable. Les Etats occidentaux avec leur « bonne parole[508] » ont développé une réelle politique d'intervention au sein des crises africaines. Les anciennes puissances coloniales comme la France ont acquis une véritable expertise dans ce domaine. Parmi la grande majorité des guerres qui se sont déclenchées en Afrique Francophone, la France a été un acteur de premier plan dans les initiatives pour leur résolution. Ce qui lui a valu souvent les critiques d'une opinion à la fois africaine et occidentale l'accusant de pratique néocoloniale. Sa place de « puissance africaine » fait d'elle la « nation leader » dans le cadre d'une intervention multilatérale. La France s'est senti investie d'un rôle majeur dans la lutte contre le terrorisme sur le continent africain. Les autorités françaises s'affirment lors de la guerre au Mali en 2013 comme le rempart contre l'avancée du « mal » en Afrique[509]. La France est un « leader » dans l'action militaire, parce qu'elle dirige des opérations auxquelles d'autres Etats, européens, africains, américains, sont associés, sous l'aval d'organisations internationales. C'est dans cet esprit et dans ce cadre que la France réorganise sa présence militaire en Afrique afin de lutter contre le Terrorisme au Sahel. Cette nouvelle force a été baptisée « Barkhane » du nom donné à certains types de dunes en forme de croissant.

Somalie menée par l'Union africaine avec l'aval des Nations-Unies suite à la guerre civile Somalienne. Celle-ci a été créée le 19 janvier 2007 pour 6 mois : Résolution 1744 de l'O.N.U.

[507] En réalité on doit parler de principes plus que de simples assouplissements, le droit d'ingérence inventé par la doctrine française et épanouie dans le cadre des Nations-Unies n'est pas un réaménagement simple mais un principe autonome. Sur ce point, lire Slim Laghmani « le nouvel ordre politique international et son impact sur le droit international », Emmanuelle Jouannet (sous la dir), regards d'une génération sur le droit international, Paris, Pedone, 2008, p. 223-225

[508] L'expression est de Karoline Postel-Vinay, « l'occident et sa bonne parole : nos représentaions du monde, de l'Europe coloniale à l'Amérique hégémonique », Paris, Flammarion, 2005.

[509] Auréolé de son succès au Mali, le président Hollande s'est cru obligé de lancer un appel on ne peut plus paternaliste aux africains en ces termes : « C'est la raison pour laquelle, j'ai invité les chefs d'Etats africains à venir à Paris, pour que nous puissions mettre en place une force d'intervention qui pourrait agir là où elle sera nécessaire », discours de François Hollande lors de la remise de prix Félix Houphoüet-Boigny à l'Unesco, le 5 juin 2013.

Elle est déjà constituée et a été mobilisée pour intervenir sur le site du crash de l'avion d'air Algérie AH5017[510]. Celle-ci succède aux précédentes opérations menées dans la région : Epervier au Tchad, Sabre au Burkina Faso, Serval au Mali. L'opération Serval fut menée par la France à la demande des autorités maliennes et de l'ONU. Cette dernière a été lancée le 11 janvier 2013 contre les groupes religieux islamistes armés qui descendaient vers le Sud du pays et la capitale Bamako. Elle est la plus grosse opération militaire hors coalition depuis la fin de la guerre d'Algérie. L'opération Serval, du nom de ce petit félin du Sahel, est composée de plus de 4 500 soldats déployés. Leur mission est de mettre un coup d'arrêt aux offensives des terroristes, de rendre l'intégrité territoriale au Mali et d'assurer la sécurité des 5 000 ressortissants français. C'est une remarquable manœuvre interarmes. Elle est armée par la troisième brigade mécanisée [511]: la brigade Monsabert (sa devise un seul but, la victoire) dont le nom est un symbole en Afrique. Les africains de la 3ème brigade sont restés fidèles à leurs anciens de 1944. Sous les ordres du général de Monsabert, ils avaient fait le chemin inverse pour libérer la France occupée.

En juillet 2014, la force Barkhane a pris le relais. Elle est dans la continuité de l'opération Serval même si son rayon d'action s'étend de la Mauritanie jusqu'au Tchad, en passant par le Mali et le Niger. Pour les militaires français ces quatre Etats de la région forment désormais un unique théâtre opérationnel: le Mali, le Niger, la Mauritanie et le Tchad. Leurs quatre gouvernements sont impliqués dans la lutte antiterroriste et coopèrent avec la France dont les troupes sont répertoriées sur ces territoires. Ce repositionnement avait commencé depuis 2008 avec la renégociation des accords de défense.

1) Un repositionnement français en devenir en Afrique

A partir de 2008 le processus de renégociation des accords de défense est enclenché.
La fin de l'ingérence française repose sur la suppression des accords d'antan. Les autorités françaises n'interviendront plus pour un motif d'ordre intérieur. Plus de vingt ans après le discours de François Mitterrand à la Baule, qui avait proclamé la fin de toute ingérence en

[510] Le vol AH5017 d'air Algérie reliait Ouagadougou à Alger et s'était écrasé dans le nord du Mali moins d'une heure après son décollage. C'était le 24 juillet 2014 et 118 personnes, dont 54 Français ont perdu la vie.
[511] Afin d'honorer l'Armée d'Afrique, le 1er régiment de tirailleurs a été recréé le 21 mai 1994 à partir du 107ème régiment d'infanterie. Il est stationné à Epinal, et il appartient à la 7ème Brigade blindée rattachée au 3ème corps d'Armée.

Afrique, la mesure est enfin mise en application. Il y a une réelle volonté d'une relation égalitaire et transparente. La France ne peut plus s'engager dans une défense automatique en cas d'agression extérieure contre un pays africain. Même si ce pays est sous l'influence de la France, cette nouvelle forme d'accord ne choque pas. Elle est l'aboutissement de la logique du désengagement constructif et réfléchi de la France qui a marqué sa volonté de laisser sa place à des institutions supranationales telles que l'O.N.U, l'Union Africaine ou l'Union Européenne. Le principe de transparence passe par une remise à l'honneur du rôle du parlement français dans le domaine de la défense et repose sur trois règles : des prérogatives accrues, la publication des nouveaux accords au Journal Officiel et une meilleure connaissance des forces déployées par les parlementaires français.

Il est important de garder à l'esprit que les déploiements militaires ont des conséquences politiques et peuvent entrainer une dépendance accrue de la France vis-à-vis de ses alliés africains. De plus, la posture face à la situation Sahélienne et Tchadienne est l'héritage des années Foccart sans être véritablement remise en cause et discutée[512] : le Tchad, malgré son instabilité chronique et l'implication constante de la France est toujours valorisé « comme un territoire à la position stratégique : à la porte des ambitions (ou des tensions) libyennes et de la zone de désordre soudanaise, ce territoire est considéré comme une marche militaire du pré-*carré, pièce maitresse de l'ordre géographique français en Afrique* subsaharienne (depuis la conquête coloniale).[513] »
En pleine cohérence avec son objectif de revalorisation du rôle du parlement, la réforme de 2008 a changé la rédaction de l'article 35 de la constitution du 4 octobre 1958.
Cet article prévoit maintenant que pour toute opération excédant quatre mois, le parlement doit donner son accord à une poursuite des opérations.

2) <u>Un futur qui ne peut exclure l'improbable</u>

L'Afrique de demain doit être accrochée au réel et au registre des possibles. Cette Afrique rêvée mais plausible est celle dans laquelle les différentes régions du continent sont des endroits où la majorité des résidents vit décemment et dignement. Dessiner un meilleur

[512] Aline Leboeuf, Hélène Quénot-Suarez : La politique Africaine de la France sous François Hollande ; Les études IFRI
[513] Jean-Pierre Bat, op. cit., p. 23, 2013.

avenir implique de se concentrer sur l'objectif de construire des sociétés africaines apaisées, dignes, productives et solidaires[514]. Comment réaliser cet objectif alors que la France intervient militairement de moins en moins ?

Avec les nouveaux accords de défense[515], l'Etat français montre son envie de réduire fortement sa présence en Afrique. Ceci est dû à la continuité de sa politique de désengagement et aussi à la nécessité pour la France de réduire l'effectif de ses militaires sur le sol africain. Pour mener à bien ce projet, la nouvelle vision française en Afrique prévoit de conserver trois bases dans cette région du monde et de se retirer militairement dès que la situation l'autorisera. Pour autant, la question du retrait progressif des militaires français peut se poser alors que l'Afrique est sans conteste un continent du futur. Avec les nouveaux accords de défense, la France a pour objectifs le désengagement et le repositionnement sur le continent africain. Pourtant l'Afrique devient un continent convoité par plusieurs nations grandes ou émergentes. Dès lors, le monde ne peut ignorer un continent de plus d'un milliard de personnes. Parmi les nations rivales de la France sur le continent africain, il n'y a que les U.S.A qui possèdent des relations militaires poussées tant avec les alliés communs qu'avec d'autres pays d'Afrique. La situation financière ne permet plus à la France d'asseoir sa présence sur ce continent et encore moins de garder une armée forte. La France opte pour une position subtile en Afrique car le retrait progressif de ses soldats lui permet d'avoir un bon compromis. Celui-ci lui donne la possibilité de préserver encore une vraie influence sur la géopolitique africaine, tout en redorant son image au contact des nouvelles générations de ce continent par la diminution, mais la permanence, de sa présence militaire.

3) Entre multi-latéralité et bilatéralité : La France se cherche

Pour l'Afrique, les premières années du XXIème siècle sont celles des crises multiples et à répétition, sur les plans politique, humanitaire et ethnique. L'évolution géopolitique de l'Afrique a fait basculer trente ans de coopération d'un système bilatéral vers un mode multilatéral. L'Etat français ne veut plus et ne peut plus maintenir seul la sécurité de ce

[514] Gilles Yabi : « L'Afrique de demain doit être accrochée au réel et au registre des possibles. »

[515] « Renégociation des accords de défense, rompre avec la « Françafrique » : Jeune Afrique, 16 mai 2012. Paris a finalisé la remise à plat des accords militaires passés avec ses anciennes colonies. Au final, des bases moins nombreuses et des effectifs réduits. L'essentiel, c'est de se faire discret. La renégociation de ces textes controversés, considérés comme un des principaux leviers de la « Françafrique », avait été inaugurée par le Cameroun, la Centrafrique, les Comores, Djibouti et, plus récemment, la Côte d'Ivoire. Alors que les précédents accords contenaient des clauses secrètes permettant à l'armée française d'intervenir en cas de troubles intérieurs, les nouveaux l'en empêchent de manière explicite.

continent. Pour ce faire, la France met en œuvre un nouveau partenariat fondé sur la sécurité et la modernité des relations militaires franco-africaines. La nouvelle vision de la politique française en Afrique est de faire évoluer sa coopération dans un cadre multilatéral. La France se doit de préserver une authentique coopération militaire avec ses partenaires africains comme avant. Celle-ci possède des instruments de formation et de soutien militaire ainsi qu'une expérience dans le domaine des entraînements et des expériences multilatérales, qui sont acquises par les armées françaises dans des cadres multilatéraux (Otan, Eurocorps).

La préoccupation de la France concerne aussi ses relations diplomatiques avec les différents Etats qui bordent la Méditerranée, pour consolider l'Union pour la Méditerranée, améliorer ses relations avec l'Algérie et peser dans le processus de paix israélo-palestinien. D'autre part, en Afrique subsaharienne, la France est confrontée à l'influence croissante de la Chine. La France semble forger une nouvelle approche de ses liens avec les Etats africains et s'efforce de maintenir des rapports uniques, privilégiés, sans sombrer dans les travers du passé[516].

Le dilemme de la présence française en Afrique c'est d'être sur le terrain. Cette présence doit être discrète et en symbiose complète avec l'autorité militaire locale. Les autorités françaises doivent permettre aux Etats africains d'avoir une certaine autonomie. De ce fait, la France modifie sa stratégie. D'un rôle moteur, elle passe à un rôle de coordonnateur de la sécurité. Cependant, la société africaine est une société en pleine structuration et sans réels repères. La nouvelle génération a grandi dans une culture tiraillée entre les héritages de la colonisation et ses racines africaines. La conséquence immédiate de cet état postcolonial a été la multiplication des crises intra-étatiques et interétatiques. Face à ces tragédies humaines, les Africains ne peuvent se passer de l'aide des institutions internationales et de la France, pour résoudre les conflits mais aussi tenter de sortir de la pauvreté car le rapport entre conflit et pauvreté est sans conteste évident. Il faut donc apporter des solutions efficaces et adaptées afin d'amener une certaine stabilité, voire la paix. La violence est l'obstacle qui empêche le développement du continent africain. La France malgré des efforts réels pour apporter la stabilité n'y peut rien, si les Africains ne se prennent pas en main. Leur future émancipation est désormais dans leur camp, pour constituer des Etats stables, où les forces

[516] Patrice Liquière, Frédéric Charillon, Pierre Alain Gréciano : « La France 2009, Chronique politique, économique et sociale ». La documentation française. Edition 2010.

armées et policières soient capables d'assurer la sécurité intérieure et extérieure, condition nécessaire pour permettre le développement économique par l'exploitation africaine des richesses de son territoire[517].

[517] Confer, « Formation et entrainement des forces opérationnelles », travaux du club de réflexion du CHEAR sous la présidence de Pierre Lecocq, numéro hors-série de la revue Défense Nationale et Sécurité européenne, juin 2009.

Conclusion du chapitre

La prévention des conflits africains est aujourd'hui régie par de nombreux acteurs qui travaillent pour la sécurité, la paix. Des résultats positifs commencent à être entrevus.
Cependant, des efforts restent à faire afin d'éviter l'explosion des guerres africaines. Pour cela, il faut renforcer les partenariats, élaborer des stratégies communes dans le cadre de la prévention des crises. Aujourd'hui, l'action préventive donne des résultats concrets en aidant au développement des régions pauvres, en aidant à sauver des vies humaines et à protéger les acquis en matière de développement. Afin de préserver une paix réelle et durable, il est nécessaire que les parties en présence soient disposées à entreprendre des efforts, favoriser la discussion et combattre la violence et tendre vers un modèle pacifique. Cet idéal correspond aux aspirations de la majorité des citoyens des pays d'Afrique, au-delà de leur diversité ethnique, religieuse, culturelle, sociale et économique.

La stratégie retenue pour arriver à la concrétisation de ces visions semble également novatrice et se base sur une démarche à quatre volets. Le premier consiste à utiliser le canal de la francophonie pour créer un noyau dur autour de la nouvelle politique. Le deuxième, consiste à s'ouvrir à des Etats anglophones du continent pour éviter les critiques à soubassement néocolonialiste et démontrer au reste du monde qu'un large consensus se dessine sur ces nouvelles problématiques entre les anciens colonisateurs désormais intégrés à l'Europe. Le troisième volet consiste à exploiter intelligemment le canal des organisations politiques sous-régionales et continentales du genre CEDEAO, UNEMOA, CEMAC et UA afin d'obtenir des adhésions multilatérales plus efficientes que les seuls contacts bilatéraux. Le quatrième volet enfin est à rechercher dans la volonté de toujours agir sous le couvert de l'Organisation des Nations Unies afin de donner une légitimité internationale aux opérations à mener contre le terrorisme. On peut remarquer que, déjà, lors de la deuxième guerre du Golfe, le président Chirac avait développé cette idée pour rallier à sa cause l'ancien secrétaire général de l'ONU, Koffi Annan, dont la présence inhabituelle au 22ème sommet France Afrique en avait étonné plus d'un[518].

[518] Magaye-Gaye: « interventions militaires françaises en Afrique : les dessous d'une nouvelle politique » : la voix de la Russie, le 20 janvier 2014. Fr.sputniknews.com

Il existe donc une double nécessité pour la France : définir clairement ses priorités dans une stratégie d'action nouvelle et diffuser des idées et des initiatives par des canaux qui correspondent aux nouvelles modalités de la diplomatie en réseau[519], car si la France ne peut à elle seule résoudre les problèmes de l'Afrique, elle demeure sans doute la mieux placée, notamment grâce à sa présence militaire à la fois formatrice et pacificatrice, pour concourir au succès des missions internationales du rétablissement et du maintien de la paix.

[519] Patrice Liquière, Frédéric Charillon, Pierre Alain Gréciano : La France 2009, Op.cit.

CONCLUSION GENERALE

Depuis 1960, le maintien de la présence militaire française en Afrique a une indéniable influence sur la stabilité de la région. Grâce à l'ensemble des liens qu'elle a su tisser et à son dispositif militaire, la France reste la seule puissance coloniale à garder une présence effective sur le continent africain. Ainsi, après avoir accordé l'indépendance à toutes ses ex-colonies d'Afrique subsaharienne, la France à mis en place un large dispositif de coopération bilatérale couvrant de nombreux aspects: des interventions politiques lors des sommets France-Afrique, des accords de défense et de coopération militaire, une coopération monétaire, une aide au développement, une coopération culturelle et une coopération économique où progressivement la place et le rôle de l'Europe montent en puissance. Ces différentes étapes dans le partenariat ont permis à la France de maintenir son influence en Afrique et de l'étendre hors de sa « chasse gardée » originelle. Cependant, la France a été suspectée d'avoir voulu « poursuivre la colonisation par d'autres moyens » en Afrique, afin d'y préserver ses propres intérêts économiques et stratégiques sur le continent, quitte à devoir soutenir des régimes autoritaires et corrompus.[520]

Les critiques de plus en plus vives stigmatisant la politique française sur le continent africain et la fin de la guerre froide ont incité la France à rénover sa politique de coopération dans les années 1990, ce qui permit une adaptation au nouveau contexte diplomatique international promouvant les Droits de l 'Homme, la démocratie, le principe de non-ingérence et le multilatéralisme.

Avec le sommet de la Baule en 1990, l'aide française notamment militaire a été liée à la démocratisation et au respect des droits de l'homme dans ces pays africains. Il s'agissait entre autre de favoriser l'adaptation des systèmes militaires africains à l'Etat de droit.
L'une des nouvelles ambitions de la politique française concernant la sécurité africaine est de placer sa coopération dans un cadre multilatéral. L'Afrique ne doit plus être la chasse gardée de la France. Toutefois Paris se doit de conserver une coopération militaire avec ses partenaires africains. Cette présence française doit être l'assise de l'africanisation de la

[520] Priscille Guinant: « La politique de la politique de la France en Afrique subsaharienne après les indépendances ». Mémoire préparé sous la direct du Général Raffenne. I.E.P de Toulouse, op.cit, 2012-2013.

sécurité. En effet la connaissance française de la société africaine dans son ensemble, dans le cadre de la pluralité des Etats africains, justifie la présence de l'ex-empire colonial, mais une présence adaptée, et régénérée par de nombreuses mutations.

La France dispose également de moyens de formation et de soutien militaire ainsi qu'une expérience dans le domaine des entraînements et des exercices multilatéraux. Si la France doit rester présente sur le continent africain, cette présence devra être discrète, voire effacée, car l'ex-puissance coloniale ne peut plus être le fer de lance des stratégies dans cette zone du monde. Elle doit laisser une marge de manœuvre aux pays africains afin que ceux-ci s'émancipent. Paris doit jouer un rôle de coordinateur et non pas être encore et toujours le tuteur et face aux conflits, la distinction entre ces différents types de mission n'est pas facile.

L'africanisation de la sécurité par le biais de la mise en place d'une capacité africaine de maintien de la paix (RECAMP) est une bonne chose. Cette méthode convient à l'ensemble des acteurs impliqués par ce processus, cherchant à assurer la sécurité du continent africain en associant les Etats africains, l'ONU, l'Union Africaine, les organismes sous régionaux, les USA et la France.
L'Afrique a besoin d'autonomie et d'indépendance, si elle veut pouvoir construire un continent à l'image d'une société moderne. Néanmoins face à la situation actuelle, elle ne peut se passer du soutien financier et logistique des pays occidentaux ainsi que des organisations non africaines.

La société africaine est une société déstructurée, sans repères. La nouvelle génération a grandi au sein d'une éducation tiraillée entre les héritages de la colonisation et les racines d'origine. On peut ajouter que le modèle occidental leur a été imposé. La conceptualisation de l'Etat africain est venue des standards occidentaux or un pays ne peut se construire en appuyant ses structures sur un simple sentiment d'appartenance nationale. L'Etat doit venir d'un groupement de personnes ayant un fort besoin d'unité et une réelle volonté de vivre ensemble[521], cette aspiration pouvant donner naissance à la Nation.

[521] Qu'est-ce qu'une Nation ? Dans ce discours de 1882, Ernest Renan (1823-1892, Historien et philologue français), s'efforce de distinguer race et nation, soutenant que, à la différence des races, les nations s'étaient formées sur la base d'une association volontaire d'individus avec un passé commun, ce qui constitue une nation, ce n'est pas parler la même langue, ni appartenir à un groupe ethnographique commun, c'est « avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore » dans l'avenir.

La conséquence directe de cet état postcolonial a été la multiplication des conflits intra-étatiques : face aux catastrophes humaines et matérielles provoquées par ces crises, ces guerres, les pays de l'ex-empire colonial et les puissances actuelles ne cessent d'être sollicités. Il en résulte une mise sous condition de l'aide apportée par les nations occidentales, la mise en place d'une gouvernance permettant l'accès à la démocratie et au respect des Droits de l'Homme devant être envisagée.

Toutefois, si les Livres Blancs sur la sécurité et la défense de 2008 et 2013 semblaient tendre vers un retrait militaire français progressif dans cette zone du globe avec notamment la baisse du nombre de soldats et de bases militaires, les différentes opérations comme « Serval » lancée au Mali en 2013, en Centrafrique avec l'opération « Sangaris » et dans la zone Sahélienne en juillet 2014 avec l'opération « Barkhane » en ont inversé la tendance. Il est indéniable que toutes ces interventions mettent en évidence l'utilité du pré-positionnement des unités françaises en Afrique. Cependant, le temps des interventions unilatérales est obsolète. Toutes ces opérations sont ordonnées dans un cadre multilatéral sous mandat des Nations Unies et en accord avec les organisations régionales africaines. Sur le terrain, les militaires français agissent en collaboration avec des forces européennes ou africaines. Cette nouvelle façon d'agir de la France en Afrique sous mandat Onusien et avec des troupes venant de divers pays, offre une réelle légitimité internationale, indispensable pour couper court à toute velléité d'accusation d'arbitraire postcolonial et à toute stigmatisation d'une intervention planifiée sans l'aval des institutions internationales.

Pour l'avenir, on peut augurer que la présence militaire française en Afrique subsaharienne sera encore dans les prochaines années un gage pour la stabilité de la région voire du continent africain. Mais à terme la mise en place d'une force d'interposition africaine semble être la seule solution d'avenir pour tous, tant au niveau de l'Union Africaine qu'au niveau d'une autre organisation régionale africaine spécifique en lien avec la zone où il y a conflit. Certaines nations de ce continent pourraient jouer à l'avenir un rôle prépondérant dans les crises auxquelles elles doivent faire face comme l'Afrique du Sud ou encore l'Algérie qui sont des forces régionales puissantes, ainsi que l'armée Tchadienne ou Nigérienne.

Aujourd'hui la présence militaire française reste nécessaire. Une organisation régionale puissante avec des moyens conséquents et une crédibilité sans faille doit être créée. La

France demeure le gendarme de l'Afrique, les derniers évènements en Libye, au Mali, en Centrafrique, au Burkina-Faso ou encore en Côte d'Ivoire et dans la zone Sahélienne le montrent et le démontrent. La meilleure solution pour la France dans ses rapports militaires avec son ancien Empire colonial serait que les membres de l'Union Européenne s'engagent réellement à ses côtés. Toutefois, Paris dans ses missions militaires sur le continent africain se doit de veiller sur ses intérêts : ceux-ci doivent rester fondamentalement français[522].

Est-ce à penser que la France serait à jamais condamnée à intervenir en Afrique et à y conserver ainsi son rôle de gendarme dans cette région du monde ?

La réponse à cette question semble complexe et peu évidente. La situation actuelle au sein du continent africain et l'implication politico- militaire française dans la gestion de ces guerres ainsi que la lutte contre le terrorisme international laissent à penser que la France restera longtemps encore engagée en Afrique. Ceci sous des formes multiples afin d'essayer d'y apporter la stabilité et la paix pour préserver les intérêts de tous notamment les intérêts français. Sur un continent porteur d'avenir, et qui sera à moyen terme peuplé de deux milliards d'habitants, il appartient à la France, notamment grâce à la constance de sa présence militaire, de tendre et de prêter la main aux Etats d'Afrique dans leur longue marche vers la pacification, le développement économique des territoires non dénués de richesses, et l'institution de régimes politiques stables, où règne la sécurité, la marche progressive vers la prospérité, et le respect des droits de l'homme.

La seconde guerre mondiale, à travers la lutte commune contre le nazisme, jette les fondements de la décolonisation. Epoque charnière d'un point de vue géopolitique, elle scelle définitivement le déclin de l'Europe et l'émergence comme puissance mondiale des Etats-Unis. Cette fois, en raison de la levée massive de troupes dans les colonies, le choc en retour sera bien plus fort encore que le souvenir des tranchées de la Grande Guerre. En août 1944, l'armée de la France libre sans les FFI[523] compte environ 550 000 hommes, dont plus de la moitié proviennent des possessions d'Outre-mer : 134 000 Algériens, 73 000 Marocains, 26 000 Tunisiens et 92 000 militaires de l'Afrique noire (42 000 africains de l'Ouest, 23 000 de l'Afrique Centrale, 27 000 de Madagascar). Ces anciens combattants n'oublieront ni la

[522] Inger Österdahl : « La France dans l'Afrique de l'après-guerre froide, interventions et justifications ». Document de recherche 2, Nordiska Afrikainstitut

[523] Force française intérieure

fraternité d'armes qu'ils ont connue ni les sacrifices qu'ils ont consentis, alors que tous n'étaient pas volontaires[524].

C'est en chantant « nous sommes venus d'Afrique pour libérer la France » que les recrues du continent noir voguent à l'été 1944 vers les plages de Provence. Le débarquement du 15 août 1944 est le « jour J » de la France libre et d'un empire colonial mobilisé pour affranchir cette la métropole. Ce jour de gloire confond « sujet » et colons dans une quête commune de liberté[525]. Parce que, si la France est libre, l'Afrique allait être libre.

Pour la seconde fois, et avant même que la guerre froide ne fige la donne sur le continent, la France trahit en 1945 l'espoir placé en elle par les fils en armes africains. La France et son empire sortent étrillés de la seconde guerre mondiale, en vainqueurs apparents plus que fragiles.

Les relations franco-africaines se sont étrangement prolongées, voire renforcées, au tournant des années 60 : comme si un lien plus puissant que l'avènement des indépendances en avait resserré la trame. Comment les relations de la France avec l'Afrique ont-elles acquis cette singularité qui, selon le juste mot de Hannah Harendt, conduisit la France à traiter ses colonisés « à la fois en frères et en sujets » ? Comment un besoin grandissant d'Afrique, avec son cortège de violences et de dominations, a-t-il, dès l'Ancien régime, tissé les fils d'une fraternité sans pareil ?

Où l'on voit l'Afrique devenir de plus en plus indispensable à la France sur fond d'intrigues historiques ambiguës, ponctuées d'épisodes grandioses et douloureux. Où l'on assiste aussi à l'émergence d'un « désir de France » en Afrique qui achève le tableau d'un insolite chassé-croisé entre une puissance coloniale et son empire[526].

[524] Antoine Glaser/Stephen Smith, Comment la France a perdu l'Afrique : éditions Pluriel, mars 1994.
[525] Ibidem
[526] Jean-Pierre Dozon, Frères et Sujets : La France et l'Afrique en perspective : éditions Flammarion, août 2003.

Mots clés

Afrique

France

Armée

adaptabilité

Coopération

continent

Décolonisation

Continuité

Indépendances

Politique

Présence militaire

Acteurs

Accords de défense

Forces spéciales

De gaulle

Françafrique

Jacques foccart

Gouvernement

Président

Guerre

Conflit

Ethnie

Bibliographie : Ouvrages

Aussaresses Paul, je n'ai pas tout dit, ultimes révélations au service de la France, édition du Rocher, édition du 24 avril 2008, 297 pages

Alain, propos sur le pouvoir, édition Gallimard, édition du 1er janvier 1985, 371 pages

Bagayoko–Perrone Niagalé : Afrique : Les stratégies françaises et américaines. « L'Harmattan ».

Balmonel Louis : Les interventions militaires françaises en Afrique, actes de colloque de Nice les 27 et 28 février 1997, Travaux de recherche de l'institut du Droit de la paix et du développement. « Editions Pédone », 1998, 182 p.

Bayart, Jean François, L'Etat en Afrique : la politique du ventre, édition Fayard, édition du 12 octobre 2006, 436 pages

Bayard J-Y., Ellis S., Hibou B. : Criminalisation de l'Etat en Afrique. « Editions Complexe » 1997.

Boniface Pascal : ATLAS des relations internationales. « Hatier » 1997.

Bouthoul Gaston : La Guerre. Que sais-je. « P.V.F ».

Chaigneau Pascal : La politique militaire de la France en Afrique, Publication de CHEAMS, Paris, 1996, 124 p.

Chaliand Gérard : L'enjeu africain : Stratégies des puissances. Editions complexe.

Clayton Anthony : Histoire de l'armée française en Afrique 1830-1862. Editions Albin Michel.

Dahl, A. robert, On democracy, édition Yale University Press, édition du 11 décembre 1998, 224 pages

D'Almerda-Topor Hélène : L'Afrique au 20ème Siècle. Armand Colin.

Dallaire, Roméo, j'ai serré la main du diable : la faillite de l'humanité au Rwanda, édition Libre expression, du 22 janvier 2004, 684 pages.

Decraene Philippe : Vieille Afrique, Jeune Afrique. « P.V.F ».

Deltombe, Thomas, Domergue, Manuel et Tatsita, Jacob, Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique, édition de la découverte, édition du 21 octobre 2010, 744pages

Desportes Vincent : Comprendre la guerre. Stratégie et stratégie. Economica.

De Saint Exupery, Patrick, *l'inavouable* : La France au Rwanda, édition les Arènes, édition du 1er avril 2004, 287 pages

De Saint Exupery, Patrick, *Complices de l'inavouable* : La France au Rwanda, édition les Arènes, édition de 2009, 313 pages

Dinges, John, les années condor, édition la découverte, édition du 10 avril 2008, 299 pages

Dozon Jean-Pierre : Frères et Sujets, La France et l'Afrique en perspective. Editions Flammarion, 2004.

Dulphy Anne : La politique extérieure de la France depuis 1945. Nathan Université.

Dumoulin André : La France militaire et l'Afrique – coopération et interventions : un état des lieux, GRIP Dossiers. Edition complexe, n°224-225, 1997 125 p.

Dumoulin André : La France et la sécurité en Afrique Subsaharienne. La Documentation française 1999.

Faligot Roger et Guisnel Jean (sous la dir.), Histoire secrète de la Vème république, édition la découverte, édition du 2 novembre 2006, 752 pages

Foccart, Jacques et Gaillard, Philippe, Foccart parle, Entretiens avec Philippe, 2 tomes, édition Gaillard-Jeune Afrique, 500 et 523 pages

Foutoyet, Samuel, Nicolas Sarkozy ou la Françafrique décompléxée, édition Tribord, 21 janvier 2009, 145 pages

Glazer Antoine / Smith Stephen : Comment la France a perdu l'Afrique. Editions Pluriel mars 2014.

Gonidec Pierre-François : « Relations internationales africaines », bibliothèque africaine et malgache, broché.

Gounelle Max : Relations internationales, 4ème édition. Dalloz (Droit Public).

Granvaux, Raphaël, *Que fait l'armée en Afrique* ?, dossier noir survie, édition Agone, 16 octobre 2008, 473 pages.

Kessler Marie-Christine : La politique étrangère de la France : Acteurs et processus. Presse de Sciences-Politiques.

Livre blanc sur la Défense de 1994. Editions 10/18, Paris, 261 p.

Livre blanc sur la Défense du 17 Juin 2008, (site Ministère de la Défense).

Lugan Bernard : Histoire de l'Afrique des origines à nos jours. Ellipses, 2009.

Mérienne Patrick, Atlas Mondial, éditions Ouest-France, 2008.

Messmer Pierre : Les blancs s'en vont. Albin Michel 1998.

Mwayaila Tshiyenbe et Mayele Bukasa : L'Afrique face à ses problèmes de sécurité et de défense. Présence africaine.

Ngoupandé J-P. : *L'Afrique sous la France*. Histoire d'un divorce consommé. Albin Michel 2002. 393 p.

Ngoupande, Jean-Paul, *L'Afrique* sans la France, édition Albin Michel, édition de 2002, 394 pages

Pascallon Pierre : La politique de sécurité de la France en Afrique. L'Harmattan.

Péan Pierre, Affaires africaines, édition Fayard, édition du 19 octobre 1983, 340 pages

Péan Pierre, *L'Homme de l'ombre, éléments d'enquête autour de Jacques Foccart, l'homme* le plus puissant de la Vème république, édition Fayard, 585 pages

Possio Thibault Stéphène : Les évolutions récentes de la coopération militaire française en Afrique : Droit et Sciences Politiques : Politiques étrangères. « E.P.U. » Editions publibook université.

Prunier G. : Rwanda 1959-1996. Histoire d'un génocide. Paris, Dagomo, 1997.

Rapport de la commission « Région africaine en crise », conflits en Afrique, analyse des crises et pistes pour une prévention, Bruxelles, G.R.I.P, 1997.

Renouvin Pierre et Duroselle Jean-Baptiste : Introduction à l'histoire des relations internationales. Agora.

Stamm Anne : L'Afrique de la colonisation à l'indépendance. Paris, P.V.F (Que sais-je ?) 1998, 127 p.

Verschaeve François-Xavier : La Françafrique : Le plus long scandale de la République. « Stock ».

Zartman I. William : La résolution des conflits en Afrique. L'Harmattan.

Bibliographies thèses (Mémoires de diplômes)

Aide au développement et coopération décentralisée : esquisse d'une désétatisation de l'aide française. Les cas du Cameroun, Congo, Gabon, R.C.A, Tchad et Rwanda. Mvelle Menfinda, Guy (Université Jean Moulin, Lyon 3. Faculté de Droit. France).

De la diplomatie préemptive à la guerre préventive. Quel avenir pour le système international ? Troin, Vincent (Université de Lille 2) sous la direction de P.A Lecocq.

Diplomatie et outil militaire : Application à la politique française de coopération en Afrique. Nguematcha, Emmanuel, 1999. Catalogue Sudoc.

La culture politique : un déterminant essentiel de la démocratisation en Afrique. Une analyse comparative Sénégal-Mali. Gaye, Ibrahima (Université Laval. Faculté des Sciences Sociales. Département de Science politique. Québec. Canada) ; Pelletier, Réjean (Dir).

La politique de coopération française en matière de défense et de sécurité en Afrique Subsaharienne : Le cas du Cameroun. Kamdjon, Luc Colbert 1999. Catalogue Sudoc.

La résolution des conflits en Afrique. Sady, sidy (UCAD. Université Cheikh Anta Diop. Faculté des Sciences Juridiques et Politiques. Dakar. Sénégal) ; Diop. Sérigne. (Dir).

La gestion de la France de la crise en Côte d'Ivoire, de Septembre 2002 à Avril 2005 : La nouvelle politique d'engagement de la France sur le continent africain mise à l'épreuve. Dublin, Antoine (I.E.P : Institut d'Etudes Politiques. Lyon. France) ; Bacot-Décriaud Michèle (Dir).

La France et la sécurité collective en Afrique Subsaharienne. De l'interventionnisme militaire systématique au renforcement africain de maintien de la paix. Possio, Thibault Stéphène (I.E.P. : Institut d'Etudes Politiques. Lyon. France) ; Leconte Patrick (Dir).

La politique de défense et de sécurité de la France en Afrique à l'épreuve de l'après Guerre Froide. Mne Mbéga, Tobie, 2000. Catalogue Sudoc.

La politique militaire africaine de la France : enjeux et contraintes. Chum, Dong-Jin : 1990. Catalogue Sudoc.

La stabilisation et le maintien de la paix en Afrique de l'Ouest. Koffi Kouané (Université de Lille 2).

Les interventions militaires en Afrique au Sud du Sahara de 1960 à 1996. Likoku, Bekodj Aoluwa 1997. Catalogue Sudoc.

Les relations franco-africaines dans le domaine militaire : Aspects juridiques et politiques. Osakwe, ONO 1989. Catalogue Sudoc.

Pluralisme politique et Droit en Afrique noire francophone : essai sur les dimensions institutionnelles et administratives de la démocratisation en Afrique noire francophone. Lissouck, Félix François (Université Jean Moulin, Lyon 3. Faculté de Droit. France). Doumé-Billé Stéphane (Dir).

Pourre Catherine : « Les interventions extérieures de l'armée française », sous la direction de Pascal Boniface, 800 p.

Quel avenir pour le système international ? Troin, Vincent (Université de Lille 2) sous la direction de P.A Lecocq.

Articles / Conférences

Adda. J et Smouts M.C. : la France face au Sud, le miroir brisé, Karthela 1989.

Ablin P. : Rapport sur la politique française de coopération, Documentation Française, 1975.

Amselle Jean-Loup : *l'Afrique peut*-elle être « décrochée » de *l'occident* ? Cahiers d'études africaines, 2010/2-3-4 – n° 198-199-2000, pages 843 à 851.

Beaud M. (Dir) : La France et le Tiers-Monde P.U Grenoble, 1979.

Boniface Pascal : les opérations militaires réservées, revue pouvoirs 2008/2 – n°125, pages 55 à 67.

Bourgi Albert : Les institutions françaises en Afrique depuis 1970 », conférence du 6 Janvier 2004, devant le collège interarmées de défense, page 9.

Cadenat P. La France et le Tiers-Monde, Vingt ans de coopération bilatérale, Documentation française 1983.

Carmoy G. de : les politiques extérieures de la France 1944-1966. « La Table ronde » 1967.

Chesneau Jean : Afrique : une nouvelle donne pour l'an 2000 ? Défense Nationale, n° 1, Janvier 1999, p 119-138.

Chipman J. La V^{ème} République et la Défense de l'Afrique, Bosquet 1986.

Dabezies Pierre : Où en est la France en Afrique ?, Etudes, 3882, Février 1998, p 167-170.

Dalloz J. Textes de politique étrangère de la France, PUF, « Que sais-je ? ».

De Combles de Nayves Dominique : La nouvelle politique militaire française en Afrique. Défense Nationale, n° 8/9, Août-Septembre 1998, p 13-16.

Deniau W. : La francophonie, PUF, « Que sais-je ? » 1992. 2ème édition.

Doise J et Vaisse M. : Diplomatie et outil militaire 1871-1991 : « points seuil », 1992.

Dumoulin André : La France et la sécurité en Afrique subsaharienne. Problèmes politiques et sociaux, n° 825, La documentation française, Paris, 6 Août 1999.

Dumoulin André : La France militaire et l'Afrique. Editions Complexe, Bruxelles 1997.

Duteil Mireille : Ce que pèse encore la France en Afrique. Le Point n° 1263, Paris, 30/11/1996.

Gaulme François : Intervention en Afrique ? Le dilemme franco-britannique pour l'Afrique. Note de l'Ifri, n° 34, Octobre 2001.

Grosser A. : Affaires extérieures, la politique extérieure de la France 1944-1989. Champs Flammarion, 1989.

Grosser A. : La politique extérieure de la V^{ème} République, seuil, 1965, la politique extérieure de la 5ème Rép., cours FNSP, 1981-1982.

Ignard Jacques : Une force franco-britannique pour l'Afrique. Le Monde, 29 Novembre 2003.

La politique de coopération avec les pays en voie de développement, rapport Jeanneney, Juillet 1963.

Le monde diplomatique, Juin 2002 : Malaise dans la coopération entre la France et l'Afrique.

Le monde diplomatique, Février 2000 : Dramatique déliquescence des Etats africains.

Les interventions militaires sous l'œil du parlement. Le Figaro, 9 Mars 2000.

Leymaire Philippe : La France s'accroche à son Afrique « Géopolitique du chaos », Manière de voir n° 33, Le Monde diplomatique, Paris 1997, p 47.

Mbaye Cissé : L'Afrique et les défis de la sécurité collective Frères d'armes, n° 216, Janvier-Février 1999, p 22-29.

Nouschi : La France et le monde arabe, Vuibert, 1994.

Pascalini Valérie : L'évolution des conflits en Afrique. La Revue internationale et stratégie, Printemps 1999, p 133-141.

Pascalini Valérie : Les Nations-Unies et la sécurité en Afrique, La Revue internationale et stratégie, Printemps 1999, p 168-175.

Pac Henri : Interventions militaires françaises et restructurations des forces armées. Ares-défense et sécurité, Avril 1998, p. 63-72.

Rigot Michel : La mission militaire française de coopération. Défense Nationale, n°8/9, Août-Septembre 1998, p 17-25.

Ruehl L. : La politique militaire de la V^{ème} République, PFNSP, 1976.

Sada Hugo : La coopération militaire française en Afrique. Défense Nationale, n° 1, Janvier 1996, p 183-185.

Sada Hugo : Réexamen de la politique militaire française en Afrique ? Défense Nationale, n° 6, Juin 1997, p 178-180.

Serre de F. Lebuez J. et Wallace H. (Dir) : Les politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945, L'inévitable ajustement ; PFN SP, 1990.

Encyclopédie

Balencie Jean-Marc et De La Grange Arnaud, (ouvrage sous la dir.), Mondes rebelles, Guerres civiles et violences militaires, édition Michalon, édition du 13 janvier 1999, 1550 pages.

Documentaires

Elf la Pompe Afrique, réalisation Legoff Arnaud et Scho Bernard, acteurs Lambert Nicolas, Seydina Insa, Billard Hélène, France, 8juin 2006, théâtre journalistique, 130 minutes.

Françafrique : 50 années sous le sceau du secret, réalisation Banquet Patrick, France, 2011, documentaire, 240 minutes.

Histoire des services secrets français, LCP assemblée nationale, www.lcp.fr (catégorie émissions)

Sites internet

www.diplomatie.fr : Ministère des affaires étrangères, « renforcement des capacités africaines de maintien de la paix ».

www.diplomatie.fr : Ministère des affaires étrangères, « la politique africaine de la France ».

www.um.org : Nations-Unies, rapport du secrétaire général, « Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durable en Afrique ».

www.défense.fr : Ministère de la défense, « international : coopération de défense ». Enjeux régionaux : Afrique.

www.défense.fr : Ministère de la défense, « opérations ».

www.défense.fr : Ministère de la défense, « enjeux : libre Blanc (17 Juin 2008) ».

www.basedoc.diplomatie.gouv.fr/Traites/Accords_traites.php : Site du Ministère des affaires étrangères et Européennes, Base des traités et accords de la France.

Entretiens avec le personnel militaire

Le général des Corps d'Armée (2S) Jean-Claude Thomann :

Spécialiste reconnu des questions africaines.

Officier des troupes de Marine, il a commandé le prestigieux 8 RPIMA de 1989-1991.

Il a mené de nombreuses opérations au Tchad, Rwanda, Cameroun, Sénégal.

(Entretien effectué le 12 Mai 2009).

Le général de Division Jean-Paul Monfort :

Ancien officier général de la zone de défense Nord (OGZD), Gouverneur militaire de Lille.

Ancien officier de l'infanterie de Marine, il a effectué de nombreuses opérations en Afrique (opération Manta en 1983 et épervier du Tchad en 1990 et en République Centre Africaine) au Moyen-Orient (Division Daguet).

(Entretien effectué le 2 Juin 2009).

Le général de Corps d'Armée Christian Damay :

Ancien commandant du corps de réaction Rapide-France.

Officier dans l'infanterie et dans des unités aéroportées (il a commandé la 11ème brigade parachutiste).

Il a participé à de nombreuses opérations extérieures (Tchad, Liban).

(Entretien effectué le 6 Juillet 2009).

Le général de Brigade (2S) Marc Delaunay :

Officier dans la Légion Etrangère.

Spécialiste de l'Afrique, il sera vice-président de la commission de cessez-le-feu au Darfour et au Soudan (2003).

(Entretien effectué le 24 Septembre 2009).

Le général de Division Alain Pellegrini :

Officier des Troupes de Marine.

En 1990, il participe, à la tête du 21ème R.I.M.A, à l'opération Epervier et à l'évacuation de N'djamena.

En 1991, il commande l'opération de Kinshasa.

De 2000 à 2001, il est chef du bureau « Afrique - Moyen-Orient » de la direction du renseignement militaire.

De 2001 à 2004, il est conseiller pour l'Afrique et le Moyen-Orient du Chef d'Etat-Major des Armées.

(Entretien effectué en Octobre 2009).

ANNEXES



21 000 SOLDATS EN OPÉRATION

7 500 militaires mobilisés en France pour le plan Vigipirate, à peu près 13 500 déployés à l'étranger : sur terre, sur mer, dans l'air, nos armées luttent sur différents terrains.

FORCES DE PRÉSENCE
Stationnement permanent
- Côte d'Ivoire : 450 hommes
- Djibouti : 2 000 hommes
- Émirats arabes unis : 750 hommes
- Gabon : 900 hommes
- Sénégal : 300 hommes

OPÉRATION BARKHANE
MAURITANIE • MALI • BURKINA FASO NIGER • TCHAD
Poste de commandement : N'Djamena (Tchad)
- 3 000/3 500 soldats
- 2 bases permanentes (Gao au Mali, N'Djamena au Tchad)
- Une base opérationnelle avancée à Abidjan (Côte d'Ivoire)
- 8 détachements à Atar (Mauritanie), Tessalit et Kidal (Mali), Ouagadougou (Burkina Faso), Niamey et Madama (Niger), Abéché et Faya (Tchad)
- 8 avions de chasse
- 14 hélicoptères
- 10 avions de transport (tactique et stratégique)
- 5 drones
- 200 véhicules blindés
- 200 véhicules logistiques

MINURSO
SAHARA OCCIDENTAL
Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
- 13 militaires

HARPIE
GUYANE
Lutte contre l'orpaillage illégal
- 2200 soldats

MINUL
LIBERIA
Mission des Nations unies au Liberia
- 5 militaires

VIGIPIRATE
- 7 500 militaires

EUFOR ALTHEA
BOSNIE
- 5 militaires

OPÉRATION DAMAN
LIBAN
- 900 soldats, intégrés à la Finul (Force intérimaire des Nations unies au Liban) depuis 1978

MINUSMA
MALI
Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
- 15 soldats

EUTM
Mission européenne d'entraînement au Mali
- 70 militaires

OPÉRATION CHAMMAL
IRAK
- 700 soldats
- 6 Rafale
- 6 Mirage 2000 D
- 1 avion ravitailleur C135
- 1 avion de patrouille maritime Atlantique 2

FMO
SINAÏ
Force multinationale et d'observateurs au Sinaï
- 5 militaires

OPÉRATION SANGARIS
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
- 900 soldats
- 7 hélicoptères
- 130 véhicules de combat

OPÉRATION ATALANTE
OCÉAN INDIEN
- Lutte contre la piraterie
- 570 marins
- 1 frégate
- 1 avion de patrouille maritime Atlantique 2

ONUCI
CÔTE D'IVOIRE
- 10 militaires

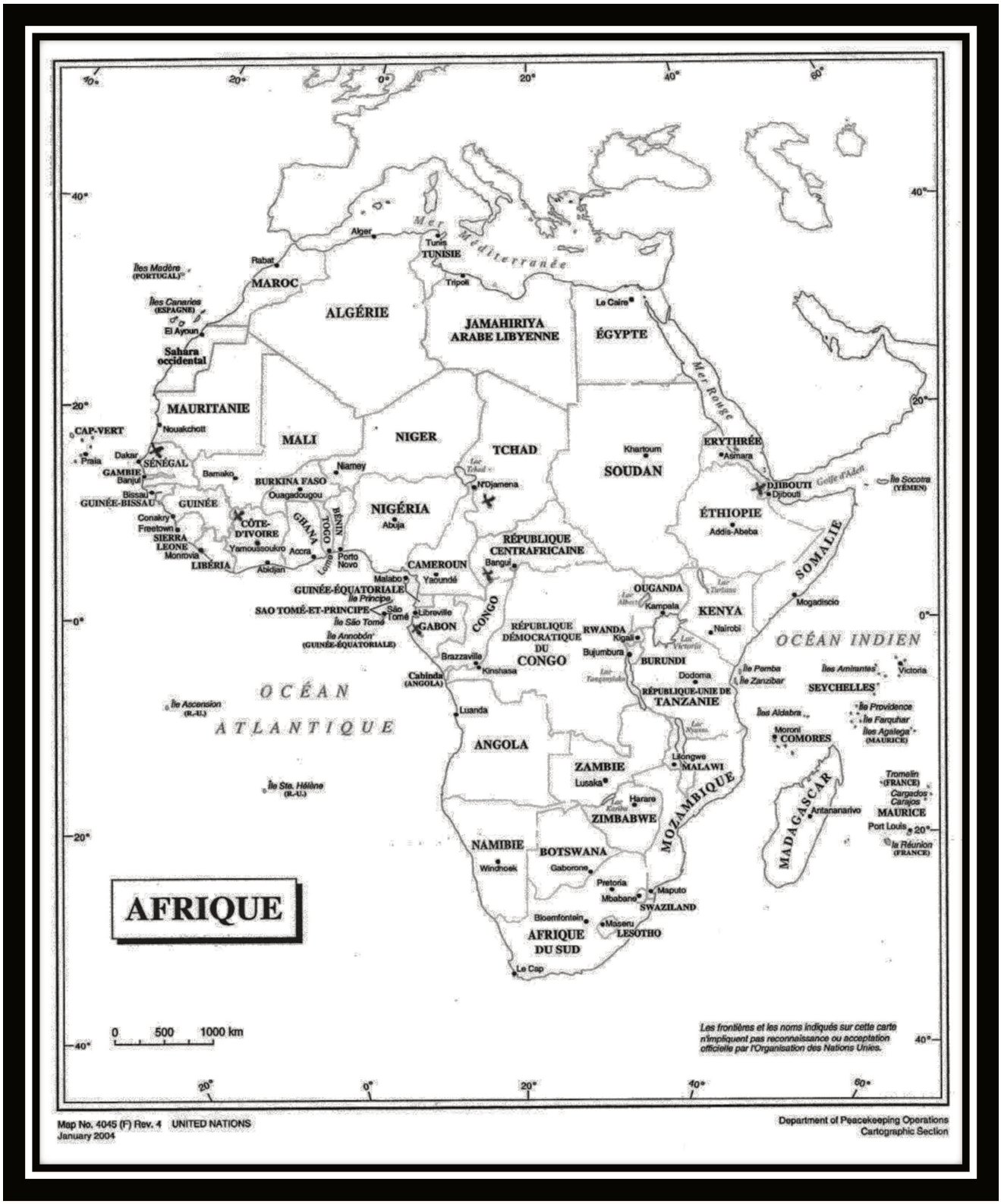
OPÉRATION CORYMBE
GOLFE DE GUINÉE
- 350 marins
- 1 frégate, *FS Germinal*
- Lutte contre la piraterie

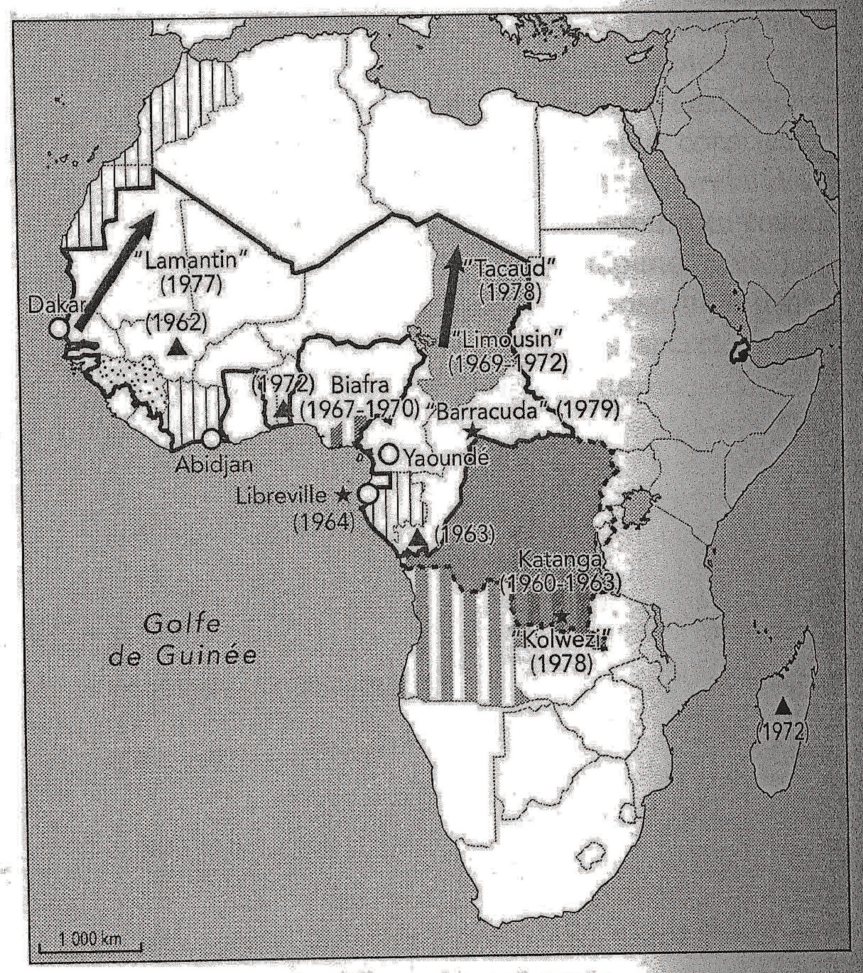
MONUSCO
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
- 12 militaires

Paris
FRANCE
Sarajevo
BOSNIE-HERZÉGOVINE
Beyrouth
LIBAN
IRAK
Bagdad
SINAÏ
SAHARA OCCIDENTAL
El Aioun
Nouakchott
MAURITANIE
MALI
Niamey
NIGER
TCHAD
N'Djamena
Bamako
Ouagadougou
BURKINA FASO
Monrovia
LIBERIA
CÔTE D'IVOIRE
Abidjan
Golfe de Guinée
Bangui
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Kinshasa
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Océan Indien
GUYANE

Forces d'intervention
Forces de maintien de la paix

INFOGRAPHIE VSD


AFRIQUE
Mer Méditerranée
Mer Rouge
OCÉAN ATLANTIQUE
OCÉAN INDIEN
Golfe d'Aden
Alger
Tunis
TUNISIE
Rabat
MAROC
Tripoli
Le Caire
ÉGYPTE
ALGÉRIE
JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE
Îles Madère (PORTUGAL)
Îles Canaries (ESPAGNE)
El Ayoun
Sahara occidental
MAURITANIE
Nouakchott
CAP-VERT
Praia
Dakar
SÉNÉGAL
GAMBIE
Banjul
Bissau
GUINÉE-BISSAU
GUINÉE
Conakry
Freetown
SIERRA LEONE
Monrovia
LIBÉRIA
Bamako
MALI
Niamey
NIGER
BURKINA FASO
Ouagadougou
CÔTE-D'IVOIRE
Yamoussoukro
Abidjan
GHANA
Accra
TOGO
BÉNIN
Porto Novo
NIGÉRIA
Abuja
TCHAD
N'Djamena
Khartoum
SOUDAN
ÉRYTHRÉE
Asmara
DJIBOUTI
Djibouti
Île Socotra (YÉMEN)
ÉTHIOPIE
Addis-Abeba
SOMALIE
Mogadiscio
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Bangui
CAMEROUN
Yaoundé
Malabo
GUINÉE-ÉQUATORIALE
Île Principe
SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE
São Tomé
Île São Tomé
Île Annobón (GUINÉE-ÉQUATORIALE)
Libreville
GABON
CONGO
Brazzaville
Kinshasa
Cabinda (ANGOLA)
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
OUGANDA
Kampala
KENYA
Nairobi
RWANDA
Kigali
BURUNDI
Bujumbura
Dodoma
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE
Île Pemba
Île Zanzibar
Îles Aldabra
SEYCHELLES
Îles Amirantes
Victoria
Île Providence
Île Farquhar
Îles Agalega (MAURICE)
Moroni
COMORES
Tromelin (FRANCE)
Cargados Carajos
MAURICE
Port Louis
Île Réunion (FRANCE)
MADAGASCAR
Antananarivo
Île Ascension (R.-U.)
Île Ste. Hélène (R.-U.)
Luanda
ANGOLA
ZAMBIE
Lusaka
Lilongwe
MALAWI
MOZAMBIQUE
Harare
ZIMBABWE
NAMIBIE
Windhoek
BOTSWANA
Gaborone
Pretoria
Mbabane
Maputo
SWAZILAND
Bloemfontein
Maseru
LESOTHO
AFRIQUE DU SUD
Le Cap
0 500 1000 km
Les frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.
Map No. 4045 (F) Rev. 4 UNITED NATIONS
January 2004
Department of Peacekeeping Operations
Cartographic Section



La défense du « pré carré »
(1959-1981)

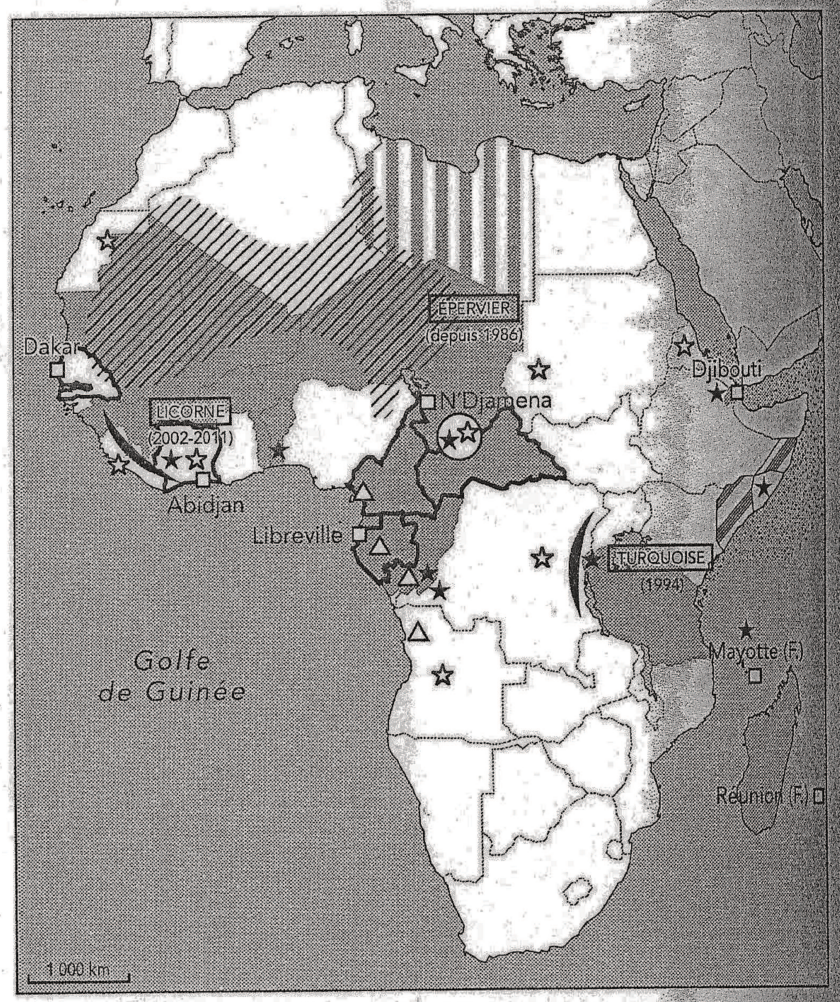
La constitution du « pré carré »

- « Pré carré » originel
- Extension aux pays francophones
- Principaux postes du SDECE
- Opération « Persil » (1960)
- ★ Principales interventions parachutistes
- Première intervention militaire à moyen terme

L'épreuve de la guerre froide

- Porte d'entrée de la guerre froide (1960)
- Principaux pays relais de la France
- Sécessions soutenues par Maurichéau-Beaupré
- Front de la « guerre fraîche »
- « Politique du Jaguar »
- ▲ Régimes « révolutionnaires » au sein du « pré carré »

La défense du « pré carré »
(1959-1981)



L'ordre franco-africain au lendemain de la guerre froide
(1990-2012)

L'héritage du « pré carré »

- Accords de coopération en matière de Défense (2002)
- Accord d'assistance militaire (2002)
- Bases permanentes et points d'appui de l'armée française (2002)
- Rôle politique d'Elf

Le « gendarme de l'Afrique »

- LICORNE Opérations qui ont remis en cause le rôle de la France
- Interventions militaires françaises depuis 1990
- Participations françaises à des missions ONU depuis 1990
- « Eufor » (2008)

Les nouvelles menaces

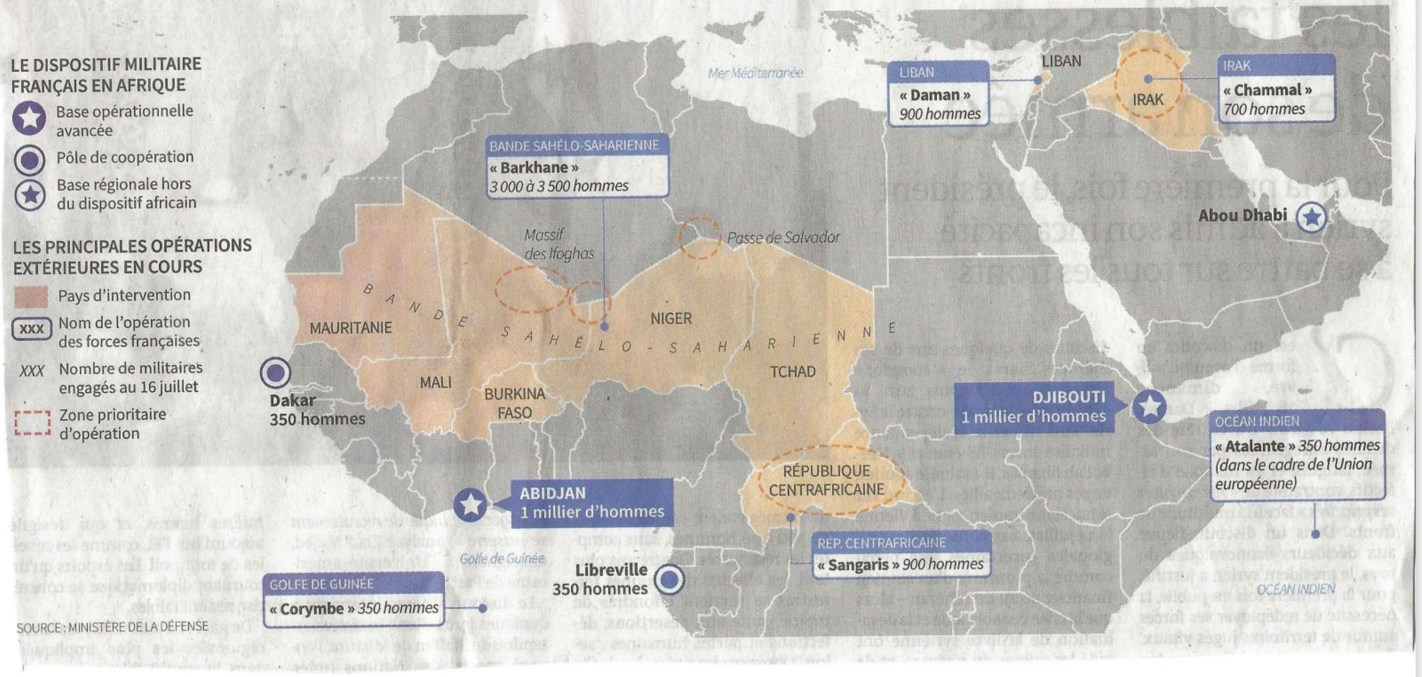
- Arcs de tensions régionales
- Zone grise sahélienne où opère Aqmi
- Zone d'influence des milices Al-Chabab
- Zone d'opération de sécurisation par la marine française
- Libye, adversaire continental

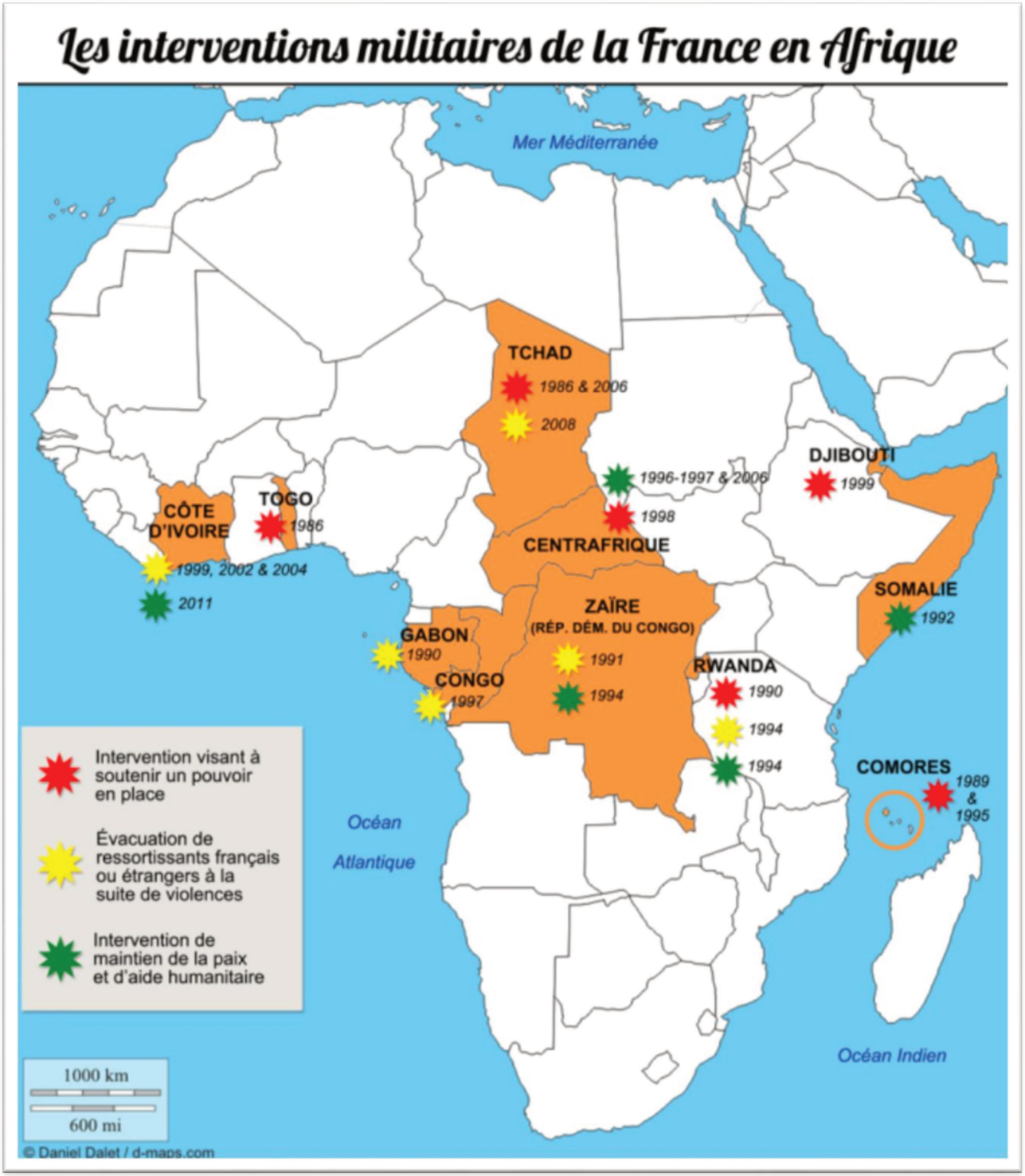
L'ordre franco-africain au lendemain de la guerre froide
(1990-2012)

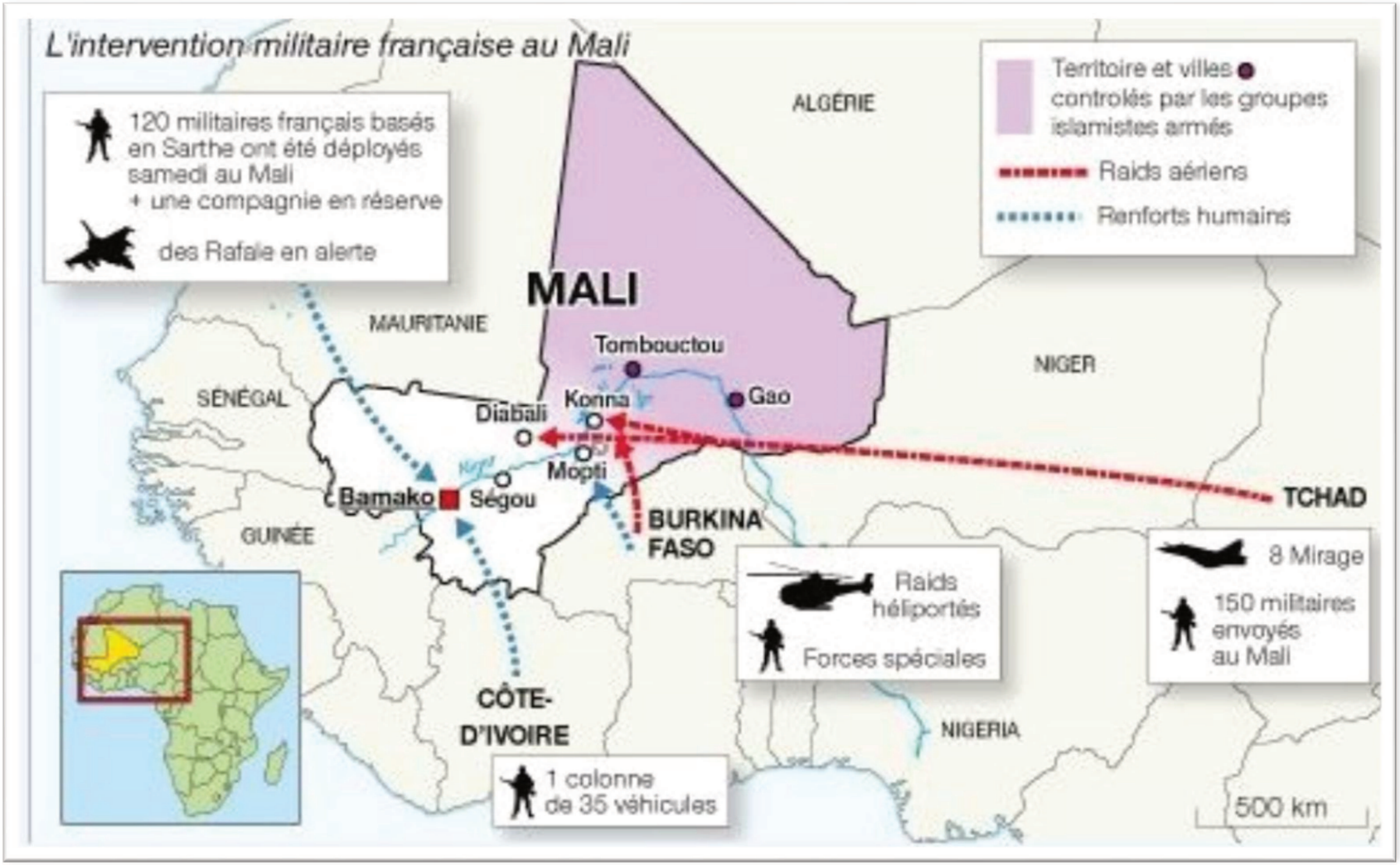
Le Monde
MARDI 28 JUILLET 2015

La France maintient une présence forte à Djibouti

La base est relativement épargnée dans le cadre de la réorganisation des forces françaises en Afrique



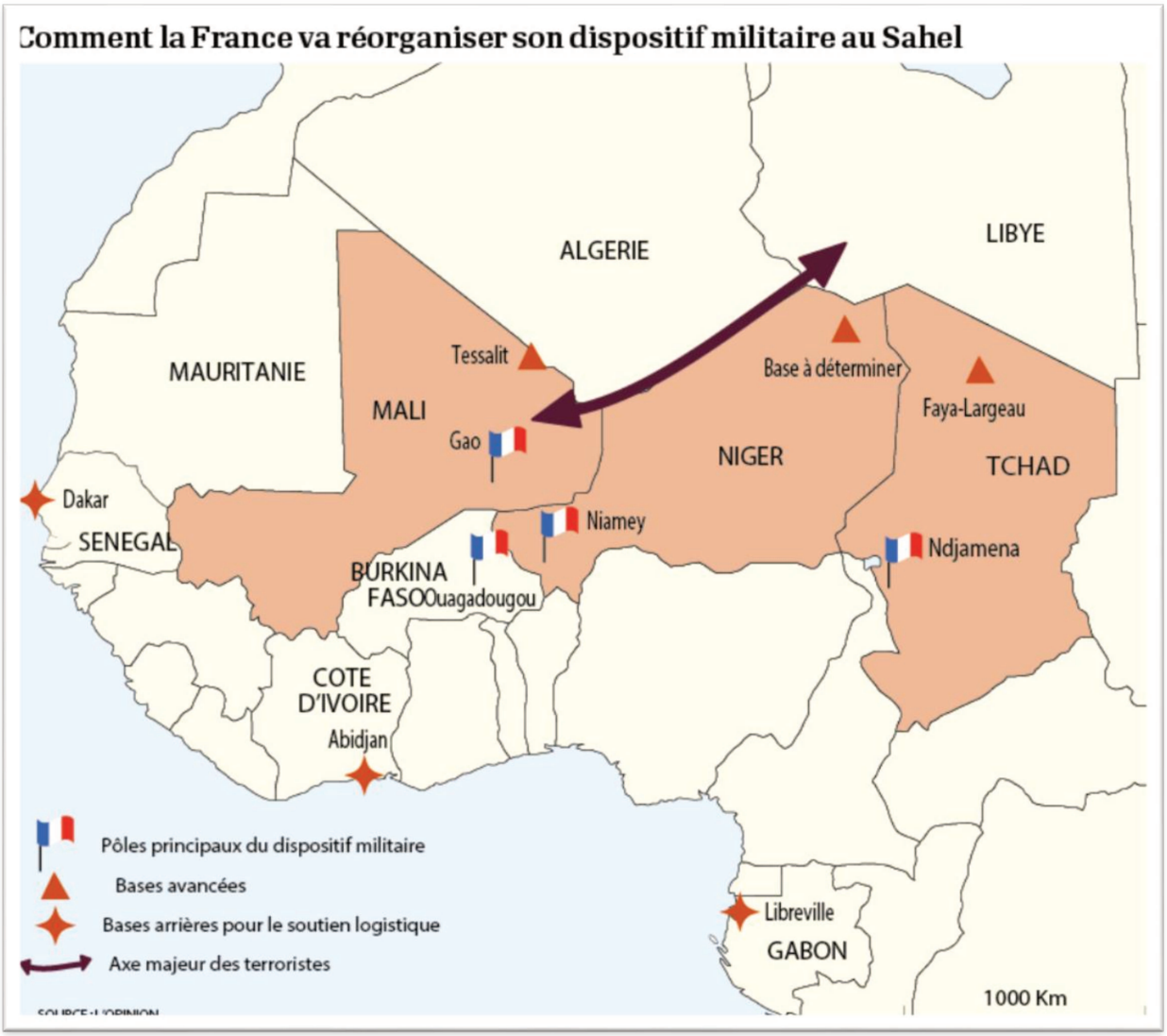

Les interventions militaires de la France en Afrique
Mer Méditerranée
TCHAD
1986 & 2006
2008
1996-1997 & 2006
1998
CENTRAFRIQUE
DJIBOUTI
1999
CÔTE D'IVOIRE
1999, 2002 & 2004
2011
TOGO
1986
ZAÏRE
(RÉP. DÉM. DU CONGO)
1991
1994
GABON
1990
CONGO
1997
RWANDA
1990
1994
1994
SOMALIE
1992
COMORES
1989 & 1995
Océan Atlantique
Océan Indien
Intervention visant à soutenir un pouvoir en place
Évacuation de ressortissants français ou étrangers à la suite de violences
Intervention de maintien de la paix et d'aide humanitaire
1000 km
600 mi
© Daniel Dalet / d-maps.com

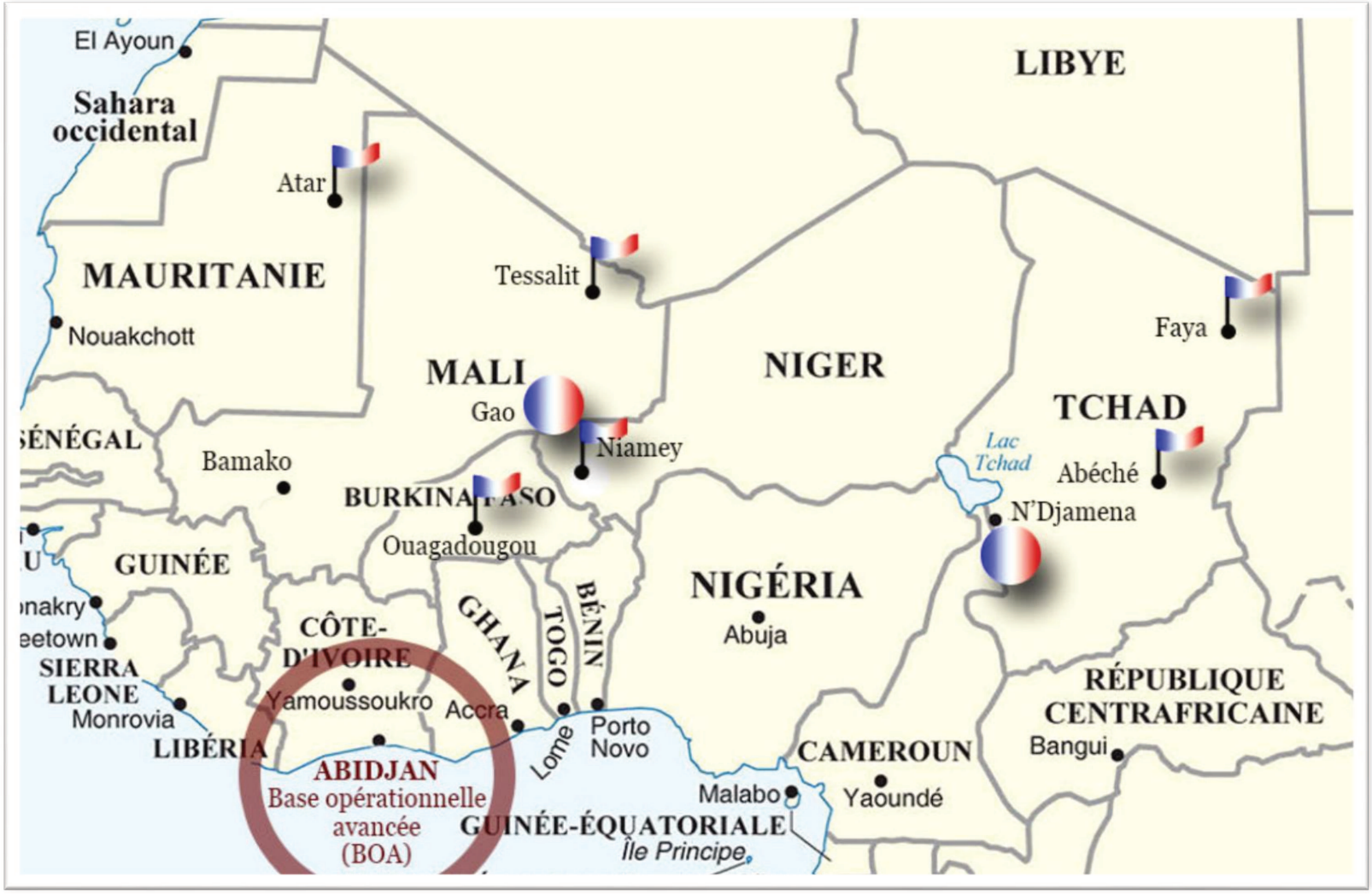

L'intervention militaire française au Mali
120 militaires français basés en Sarthe ont été déployés samedi au Mali
+ une compagnie en réserve
des Rafale en alerte
Territoire et villes contrôlés par les groupes islamistes armés
Raids aériens
Renforts humains
ALGÉRIE
MALI
MAURITANIE
SÉNÉGAL
GUINÉE
NIGER
Tombouctou
Gao
Konna
Diabali
Mopti
Bamako
Ségou
BURKINA FASO
TCHAD
CÔTE-D'IVOIRE
NIGERIA
Raids héliportés
Forces spéciales
8 Mirage
150 militaires envoyés au Mali
1 colonne de 35 véhicules
500 km



FORCES FRANÇAISES DÉPLOYÉES DANS LA ZONE :

3 000 soldats (dont 1 000 basés au Mali et 1 200 au Tchad)
6 avions de chasse (3 Rafale et 3 Mirage 2000D)
3 drones (2 Reaper et 1 Harfang)
20 hélicoptères
10 avions de transport
200 véhicules


Comment la France va réorganiser son dispositif militaire au Sahel
ALGERIE
LIBYE
MAURITANIE
Tessalit
Base à déterminer
Faya-Largeau
MALI
Gao
NIGER
TCHAD
Dakar
SENEGAL
Niamey
Ndjamena
BURKINA FASOOuagadougou
COTE D'IVOIRE
Abidjan
Libreville
GABON
Pôles principaux du dispositif militaire
Bases avancées
Bases arrières pour le soutien logistique
Axe majeur des terroristes
1000 Km


El Ayoun
Sahara occidental
Atar
LIBYE
MAURITANIE
Tessalit
Nouakchott
Faya
MALI
NIGER
Gao
TCHAD
Niamey
Lac Tchad
Abéché
Bamako
BURKINA FASO
N'Djamena
Ouagadougou
GUINÉE
NIGÉRIA
GHANA
TOGO
BÉNIN
Abuja
CÔTE-D'IVOIRE
SIERRA LEONE
Yamoussoukro
Accra
Porto Novo
Lome
Monrovia
LIBÉRIA
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Bangui
ABIDJAN
Base opérationnelle avancée (BOA)
CAMEROUN
Yaoundé
Malabo
GUINÉE-ÉQUATORIALE
Île Principe

L'Afrique, un partenaire stratégique pour le statut de puissance mondiale français

L'engagement de la France en Afrique contribue à maintenir son statut de puissance mondiale.
En effet, la France tire une grande partie de sa légitimité au sein des institutions internationales du rôle central qu'elle joue en Afrique en matière de gestion des conflits.

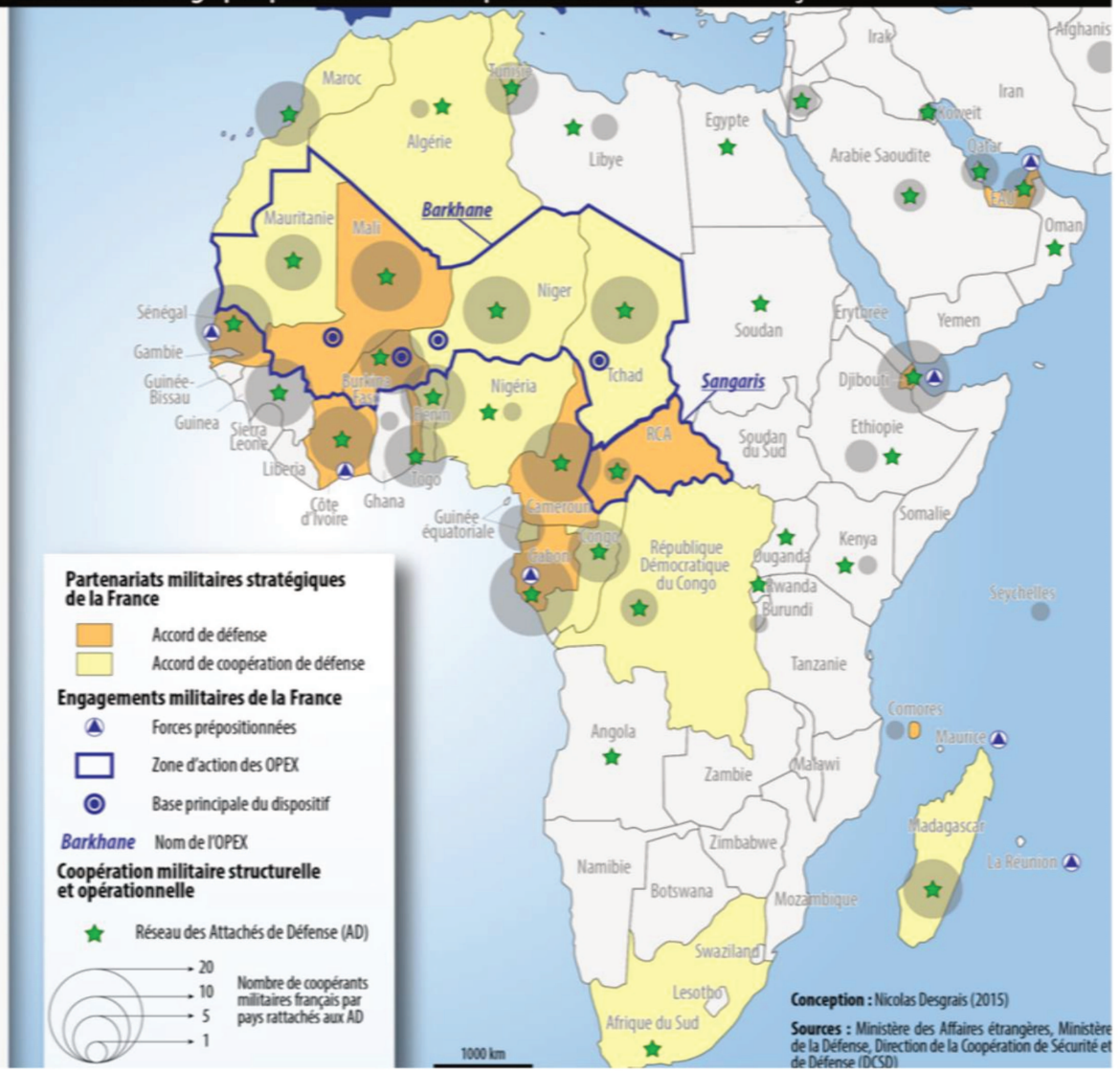
Une forte présence militaire

Héritée de la période coloniale, sa présence militaire sur le continent reste importante (cinq bases militaires permanentes).
Avec les opérations extérieures (OPEX), l'ensemble du dispositif compte environ 10 000 hommes. Cette présence s'appuie sur des accords de défense et de coopération signés principalement avec des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

Un partenaire de premier plan

Ce dispositif, complété par le réseau des Attachés de défense, permet à la France de s'imposer comme un partenaire de premier plan en matière de coopération militaire. Ainsi, dans le cadre du soutien à l'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité (APSA, en anglais), la France mène auprès des pays africains aussi bien des actions de coopération structurelle avec l'envoi de coopérants militaires de la Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense (DCSD), que des actions de coopération opérationnelle assurées par les forces prépositionnées.

CASSINI



LISTE DES ACCORDS DE DÉFENSE OU DE COOPÉRATION MILITAIRE DE LA FRANCE EN VIGUEUR

PAYS	DATE	NATURE DE L'ACCORD	LOI AUTORISANT LA RATIFICATION	PUBLICATION AU JOURNAL OFFICIEL
Afrique du Sud	28.05.98	Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud relatif à la coopération dans le domaine de la défense.	-	-
Bénin	27.02.75	Accord de coopération militaire technique. Echange de lettres sur les facilités d'escales et de transit.	03.06.77	10.01.78
	31.03.66	Protocole relatif à la sécurité des vols des aéronefs militaires.	-	- (1)
Burkina-Faso	24.03.61	Accord d'assistance militaire technique.	26.07.61	05.02.62
	14.07.65	Convention relative au soutien logistique des forces armées.	-	01.06.67
Burundi	07.10.69	Accord particulier relatif au concours en personnel militaire pour l'organisation, l'instruction et l'emploi de l'escadrille burundaise.	-	21.04.70
	31.05.74 05.06.74	Extension de l'accord précité à l'ensemble des forces armées burundaises.	-	01.07.75
	25.02.94	Accord relatif à la coopération militaire technique.	-	-
Cameroun	21.02.74	Accord spécial de défense (secret).	-	-
	21.02.74	Accord de coopération militaire.	20.05.75	17.12.75
	21.02.74	Convention fixant les règles et modalités du soutien logistique aux forces armées.	-	-

	18.07.66	Protocole relatif à la sécurité des vols des aéronefs militaires.	-	- (1)
Centrafrique	15.08.60	Accord de défense.	22.11.60	24.11.60
	10.09.65	Convention fixant les règles et conditions du concours au soutien logistique des forces terrestres, aériennes et de la Gendarmerie (avenant de mars 1973).	-	-
	21.05.66	Protocole relatif à la sécurité des vols des aéronefs militaires.	-	- (1)
	08.10.66	Accord concernant l'assistance militaire technique.	-	- (1)
	04.08.79	Convention relative au concours militaire technique.	15.04.81	12.02.83
Congo	01.01.74	Accord de coopération technique en matière de formation des cadres et d'équipement de l'armée populaire nationale.	20.05.73	10.02.82
Côte d'Ivoire	24.04.61	Accord de défense.	26.07.61	05.02.62
	24.04.61	Accord d'assistance militaire technique.	26.07.61	05.02.62
	09.02.62	Convention relative au maintien de l'ordre (secrète).	-	-
	08.04.65	Convention fixant les règles et conditions du concours français au soutien des forces terrestres, aériennes et de Gendarmerie.	-	- (1)
	03.09.65	Protocole relatif à la sécurité des vols des aéronefs militaires.	-	-
	26.01.78 et 19.03.80	Accords particuliers pour la coopération en matière d'armement (1978) et la formation des pilotes (1980).	-	-
Djibouti	27.06.77	Protocole provisoire fixant les principes de la coopération militaire.	-	10.11.85
	28.04.78	Echange de lettres fixant	-	-

		les conditions fiscales applicables aux AMT.		
	03.09.79	Convention relative à la création et au fonctionnement d'un bureau postal militaire. - Modifiée par un échange de lettres du 12.02.85.	- -	08.12.79 19.02.86
	14.02.80	Convention au sujet des compétences de la prévôté en matière de délits ou fautes commises par les AMT.	-	16.01.87
Gabon	17.08.60	Accord de défense (3 annexes, dont annexe 2 : Assistance militaire technique).	22.11.60	24.11.60
	18.03.61	Convention spéciale relative au maintien de l'ordre (secrète).	-	-
	25.08.65	Convention fixant les règles du soutien logistique des forces terrestres, aériennes et de la Gendarmerie.	-	-
	17.11.65	Protocole relatif à la sécurité des vols des aéronefs militaires.	-	-
	01.02.80	Accord particulier relatif à l'instruction des personnels de l'armée de l'Air sur Mirage (+ avenant du 29.08.80).	-	-
Guinée Equatoriale	09.03.85	Accord de coopération militaire technique.	18.11.87	16.04.88
Guinée	07.04.85	Accord de coopération militaire technique.	18.11.87[(2)]	-
Madagascar	04.05.66	Convention de soutien logistique.	-	30.07.75
	04.06.73	Convention concernant les affaires militaires et l'assistance technique.	-	30.07.75
	26.10.73 et 05.11.73	Rectificatifs aux conventions du 04.06.73.	-	-
	29.12.78	Convention concernant	-	04.10.81

		l'hôpital militaire d'Antananarivo.		
	12.06.98	Accord relatif à la coopération militaire.	-	- [3]
Malawi	29.03.80	Accord particulier entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Malawi relatif au détachement d'un conseiller technique auprès du Gouvernement de la République du Malawi.	-	-
Mali	06.05.85	Accord de coopération militaire technique.	18.11.87[2]	-
(Mali)	08.07.86 et 27.07.86	Echange de lettres fixant les conditions fiscales applicables aux assistants militaires techniques (AMT).	-	05.12.90
Maroc	11.10.94	Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc relatif à la coopération militaire technique.	-	-
	16.09.65	Protocole relatif à la sécurité des vols des aéronefs militaires.	-	- [1]
Mauritanie	27.04.86	Accord de coopération militaire technique.	18.11.87[2]	-
	21.09.86 et 19.02.87	Échange de lettres fixant les conditions fiscales applicables aux AMT.	-	-
Niger	19.02.77	Accord de coopération militaire technique.	05.07.79	26.04.80
Rep. Dem. du Congo (ex-Zaïre)	22.05.74	Accord général de coopération militaire technique.	29.11.78	04.09.80
		Accord particulier de coopération en matière d'aéronautique militaire.	-	-
		Arrangement de coopération militaire technique dans les domaines de l'aéronautique :	-	-.
		· avenant n° 1 en date		

		du 07.07.75 · avenant n° 2 en date du 02.03.76 · avenant n° 3 en date du 07.05.77		
		Arrangement relatif à l'instruction du personnel zaïrois dans les écoles de l'armée de l'Air française.	-	-
	09.07.76	Arrangement de coopération militaire technique dans le domaine de la force terrestre. - Avenant n° 1 en date du 07.02.78.	-	-
Rwanda	18.07.75	Accord particulier d'assistance militaire.	-	- (4)
Sénégal	29.03.74	Accord de coopération en matière de défense.	19.12.75	30.11.76
	29.03.74	Convention fixant les règles et conditions du concours au soutien logistique des forces terrestres, aériennes, maritimes, de la Gendarmerie, des unités militaires du service civique et des formations paramilitaires (garde républicaine, sapeurs pompiers).	-	30.11.76
	29.03.74	Protocole relatif à la sécurité des vols des aéronefs militaires.	-	30.11.76
Tchad	06.03.76	Accord de coopération militaire technique complété par l'accord du 16.06.76.	09.11.77	30.04.78
	06.03.76	Convention fixant les règles et conditions du concours au soutien logistique des forces armées.	-	30.04.78
	16.06.76	Annexe relative au fonctionnement de l'hôpital militaire de N'Djamena.	21.04.78	30.04.78
	06.03.61	Convention spéciale relative au maintien de	-	-

		l'ordre (secrète).		
Togo	10.07.63	Accord de défense (secret).	-	-
	29.04.65	Convention fixant les règles et conditions du concours au soutien logistique des forces terrestres, aériennes et de la Gendarmerie.	-	- (1)
	28.10.65	Protocole relatif à la sécurité des vols des aéronefs militaires.	-	-
	23.03.76	Accord de coopération militaire technique(5).	06.07.78(2)	-
Tunisie	02.05.73	Convention de coopération technique militaire entre le Gouvernement de la République tunisienne et le Gouvernement de la République française.	-	-
Zimbabwe	10.12.92	Arrangement technique entre le ministère de la Défense de la République française et le ministère de la Défense de la République du Zimbabwe relatif à la coopération dans le domaine des équipements de défense.	-	-

(1) Cet accord a été publié au RGTF (Recueil général des traités de la France), recueil réalisé sous l'égide du ministère des Affaires étrangères et publié à la Documentation française. Il figure au volume II de la 2ème série du RGTF, consacrée aux accords bilatéraux non publiés.

(2) Cette loi a autorisé l'approbation de l'accord et non sa ratification, jugée non nécessaire. Le texte de l'accord était annexé au projet de loi demandant l'autorisation de l'approbation.

(3) L'accord de 1998 relatif à la coopération militaire avec Madagascar a été communiqué, à sa demande, au rapporteur pour avis de la Commission de la Défense sur le budget des Affaires étrangères.

(4) L'accord particulier d'assistance militaire et ses avenants ont été publiés par la mission d'information de l'Assemblée nationale sur le Rwanda (rapport d'information n° 1271, 11ème législature, tome II, pp. 80 à 94). Son application est actuellement suspendue.

(5) L'accord de coopération militaire technique avec le Togo est en cours de réexamen afin de l'adapter au nouveau contexte.

Source : Ministère des Affaires étrangères, et : François Lamy, député, Contrôler les

Annexes

Ancien accord de défense avec la République du Cameroun

ACCORD DE DEFENSE

Le PRESIDENT de la REPUBLIQUE FRANCAISE

et

Le PRESIDENT de la REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Conscients des responsabilités qui leur incombent en ce qui concerne le maintien de la Paix, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies,

Considérant que la République du Cameroun ne participe à la date de signature du présent Accord à aucun système de Défense et n'est pas inclue dans les pactes militaires et de Défense inter-Etats actuellement en vigueur, tels que OTAN, Communauté...,

Considérant que la République du Cameroun soucieuse de maintenir l'intégrité de ses limites territoriales et de garantir ses populations et ses ressources matérielles contre le danger d'agressions extérieures, manifeste sa volonté de coppérer avec la République Française dans le domaine de la Défense, et demande notamment à celle-ci de lui apporter provisoirement l'assistance de ses Forces Armées, en attendant qu'elle ait mis sur pied son armée nationale,

Désireux de déterminer les modalités de leur coopération en matière de Défense, dans un esprit de confiance

101

réciproque et de compréhension mutuelle.

Ont résolu de conclure le présent Accord
Ils ont désigné, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

Le PRESIDENT de la REPUBLIQUE FRANCAISE, M. Maurice COUVE de MURVILLE, Ministre des Affaires Etrangères,

Le PRESIDENT de la REPUBLIQUE DU CAMEROUN, M. Charles-René OKALA, Ministre des Affaires Etrangères,

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions qui suivent :

ARTICLE 1

La République du Cameroun responsable de sa Défense intérieure et extérieure peut demander à la République Française de lui apporter, dans des conditions définies par des accords spéciaux, l'assistance de ses Forces armées.

ARTICLE 2

Chacune des parties contractantes s'engage à donner à l'autre toutes facilités et toutes aides nécessaires à la Défense et en particulier à la constitution, au stationnement, à la mise en condition et à l'emploi des forces de Défense.

ARTICLE 3

Pour la durée du présent Accord, la République du

Cameroun autorise la République Française à utiliser des casernements, bâtiments et installations militaires de transmission ou à vocation logistique, existant ou à créer.

Ces casernements, bâtiments et installations seront rendus à la République du Cameroun lorsque cessera d'avoir effet le présent Accord qui a motivé leur mise à disposition, qu'ils existent à la date de l'entrée en vigueur du présent Accord ou qu'ils aient été créés par la suite.

Les casernements, bâtiments et installations visés au présent article sont mis à la disposition de la République Française pour permettre à celle-ci de garantir en toute occurrence et effectivement le concours qu'elle apporte à la République du Cameroun.

ARTICLE 4

La République Française apportera à la République du Cameroun son aide pour la constitution des Forces Armées camerounaises y compris la Gendarmerie.

ARTICLE 5

Les parties contractantes se concertent chaque fois que nécessaire sur les problèmes de Défense. Ces problèmes sont traités par un Comité institué à cet effet.

ARTICLE 6

Des annexes définissent les modalités d'application du présent Accord en ce qui concerne l'aide et les facilités mutuelles en matière de Défense et la coopération dans le domaine des matériaux de Défense.

ARTICLE 7

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Paris dès que faire se pourra. Les Annexes I et II au présent Accord entreront en vigueur à la même date que celui-ci.

Fait à YAOUNDE, le 13 novembre 1960 en double original

Ancien accord de défense avec la République Centrafricaine, la République du Congo et la République du Tchad

ACCORDS PARTICULIERS

CONCLUS LES 11, 13 ET 15 AOÛT 1960 ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LES GOUVERNEMENTS RESPECTIFS : DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO ET DE LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD.

ACCORDS QUADRIPARTITES

Le Gouvernement de la République française,

Le Gouvernement de la République centrafricaine,

Le Gouvernement de la République du Congo et

Le Gouvernement de la République du Tchad,

Considérant que par l'effet de l'entrée en vigueur des accords de transfert des compétences de la Communauté, la République centrafricaine, la République du Congo et la République du Tchad ont accédé à l'indépendance et que la République française a reconnu leur indépendance et leur souveraineté,

Conscients des responsabilités qui leurs incombent en ce qui concerne le maintien de la paix, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies,

Considérant que la République centrafricaine, la République du Congo et la République du Tchad manifestent la volonté de coopérer avec la République française au sein de la Communauté à laquelle elles participent désormais dans les conditions prévues aux accords conclus à cet effet,

19.

Désireux de déterminer les modalités de leur coopération en matière de défense,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

La République centrafricaine, la République du Congo et la République du Tchad conviennent d'organiser avec la République française un système commun afin de préparer et d'assurer leur défense et celle de la Communauté dont elles font partie.

Article 2

Les Parties contractantes se prêtent à cet effet aide et assistance et se concertent d'une manière permanente sur les problèmes de défense.

Les problèmes généraux de défense de la Communauté sont traités en conférence des chefs d'État et de Gouvernement.

Les problèmes régionaux de défense au niveau des trois États d'Afrique équatoriale sont traités par le conseil de défense de l'Afrique équatoriale.

Les problèmes locaux de défense au niveau de chaque État sont traités par un comité de défense.

Article 3

La République centrafricaine, la République du Congo et la République du Tchad sont responsables de leur défense intérieure et extérieure.

A cette fin, chacune de ces Républiques dispose de forces armées nationales.

Ces forces armées nationales participent, avec les forces armées françaises, sous un commandement unique, au système commun de défense organisé par le présent accord.

Article 4

Chacune des Parties contractantes s'engage à donner aux autres toutes facilités et toutes aides nécessaires à la défense et en particulier à la constitution, au stationnement, à la mise en condition et à l'emploi des forces de défense.

Sur le territoire de la République centrafricaine, de la République du Congo et de la République du Tchad, les forces de défense disposent des installations militaires et bénéficient des droits et facilités nécessaires à leur existence, leur entraînement et leur sécurité ainsi qu'à l'exécution de leurs missions.

En particulier afin de permettre à la République française d'assumer ses responsabilités dans la défense commune et à l'échelle mondiale, la République centrafricaine, la République du Congo et la République du Tchad reconnaissent aux forces armées françaises la libre disposition des bases qui leur sont nécessaires.

Article 5

Les forces de défense sont essentiellement les forces armées de la République centrafricaine, de la République du Congo et de la République du Tchad et les forces armées françaises chargées de la défense de la Communauté.

Article 6

La République française s'engage à apporter à la République centrafricaine, à la République du Congo et à la République du Tchad l'aide nécessaire à la constitution de leurs forces armées nationales.

Article 7

Des annexes définissent les modalités d'application du présent accord.

Article 8

Chacune des Parties contractantes notifiera aux autres l'accomplissement des procédures constitutionnellement requises pour la mise en vigueur du présent accord et de ses annexes qui prendront effet à la date de la dernière notification.

Fait à Brazzaville, le 15 août 1960.

Pour le Gouvernement de la République française :

Jean FOYER.

Pour le Gouvernement de la République centrafricaine :

David DACKO.

Pour le Gouvernement de la République du Congo :

Fulbert YOULOU.

Pour le Gouvernement de la République du Tchad :

François TOMBALBAYE.

Ancien accord de défense avec la République islamique des Comores

ACCORD DE COOPERATION

EN MATIÈRE DE DÉFENSE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE ISLAMIQUE DES COMORES

Le Gouvernement de la République française, d'une part,

Le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores, d'autre part,

Considérant les liens d'amitié existant entre les deux pays :

Conscients des responsabilités qui leur incombent en ce qui concerne le maintien de la paix, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies :

Considérant que, si la défense tant intérieure qu'extérieure des Comores dépend de la seule République fédérale islamique des Comores, celle-ci peut faire appel au concours de la République française pour assurer sa défense extérieure ;

Désireux de déterminer les modalités de leur coopération en matière de défense, sur la base de l'égalité, du respect et de l'intérêt mutuels ;

sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores peuvent se prêter mutuellement aide et assistance en cas d'agression extérieure dans l'exercice du droit de légitime défense reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies.

Les problèmes généraux de défense sont traités au niveau des chefs d'Etat et de Gouvernement des deux pays.

Les deux parties contractantes se consulteront chaque fois que nécessaire sur les modalités de cette coopération.

Article II.

Le Gouvernement de la République française, dans la limite de ses possibilités, apportera au Gouvernement de la République fédérale islamique des Comores son concours technique pour la formation, l'organisation et l'équipement des forces comoriennes ainsi que pour la formation de stagiaires militaires comoriens dans les écoles et centres d'instruction militaire en France.

Les conditions du concours militaire technique ainsi apporté et de l'admission de stagiaires comoriens en France donneront lieu entre les deux Gouvernements à l'établissement de Conventions particulières, étant entendu que les personnels militaires français mis à la disposition du Gouvernement comorien ne pourront pas prendre part à l'exécution d'opérations de guerre ni de maintien ou de rétablissement de l'ordre ou de la légalité.

Article III.

La République fédérale islamique des Comores, compte tenu de ses rapports amicaux avec la République française et en échange de l'aide que celle-ci lui apporte, s'engage à accorder en retour à la République française les facilités qui lui seraient nécessaires, notamment en matière de survols, de transits et d'escales.

Le nombre et la nature de ces facilités seront définis par Convention particulière.

Article IV.

Chacune des deux parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnellement requises pour la mise en vigueur du présent Accord qui prendra effet à la date de la dernière notification.

Il peut être dénoncé à tout moment par l'une des Parties contractantes après un préavis d'un an.

Chacune des Parties contractantes peut demander à tout moment la modification d'une ou plusieurs dispositions du présent Accord et l'ouverture de négociations à cet effet.

Fait à Paris, le 10 novembre 1978 (en double exemplaire original).

Pour le Gouvernement
de la République française :

ROBERT GALLEY,
Ministre de la Coopération

Pour le Gouvernement
de la République fédérale islamique des Comores :

ALI MROUDJAE,
Ministre des Affaires étrangères,
de la Coopération et du Commerce extérieur.

Ancien accord de défense avec la République de Côte d'Ivoire, le Dahomey et le Niger

Décret nº 62-136 du 23 janvier 1962 portant publication des traités et accords de coopération entre la France et la Côte-d'Ivoire, entre la France et le Dahomey, entre la France et le Niger, entre la France et la Haute-Volta, et de l'Accord de défense entre la France, la Côte-d'Ivoire, le Dahomey et le Niger, signés le 24 avril 1961.

ACCORDS FRANCO-IVOIRIENS

Traité de coopération entre la République française et la République de Côte-d'Ivoire

Le Président de la République française, d'une part,

Le Président de la République de Côte-d'Ivoire, d'autre part,

Désireux d'arrêter les principes selon lesquels les deux États entendent affirmer, dans l'égalité complète et le respect de leur indépendance, la permanence des liens d'amitié qui unissent leurs deux peuples;

Reconnaissant que leurs politiques étrangères s'inspirent de l'idéal et des principes de liberté, de démocratie et d'humanisme qui sont ceux de la Charte des Nations Unies;

Soucieux de définir et de préciser les modalités de leur coopération confiante et de renforcer ainsi leur solidarité,

Ont résolu de conclure le présent Traité.

A cet effet,

Le Président de la République française, ayant désigné comme son plénipotentiaire M. Michel Debré, Premier ministre, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, et

Le Président de la République de Côte-d'Ivoire, agissant en vertu de ses pouvoirs, sont convenus des dispositions qui suivent :

Article 1er

Chacune des Hautes Parties contractantes accrédite un ambassadeur auprès de l'autre Haute Partie contractante.

L'ambassadeur de la République française à Abidjan est le doyen du corps diplomatique. Il est réservé à l'ambassadeur de la République de Côte-d'Ivoire une place privilégiée parmi les envoyés diplomatiques accrédités à Paris.

Article 2

Les deux États, tenant compte des liens particuliers d'amitié qui les unissent, aménagent leurs relations diplomatiques, notamment en se consultant régulièrement sur les questions de politique étrangère.

Article 3

La République française assure, à la demande de la République de Côte-d'Ivoire, dans les États où celle-ci n'a pas de représentation propre, la représentation de la République de Côte-d'Ivoire ainsi que la protection de ses ressortissants et de ses intérêts.

La République française assure, à la demande de la République de Côte-d'Ivoire, sa représentation auprès des organisations internationales où celle-ci n'a pas de représentation propre.

A cet effet, le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire donne directement, en cas d'urgence, toutes directives et instructions aux agents diplomatiques et consulaires et aux délégués français.

Article 4

Aucune des dispositions du présent Traité ne saurait être interprétée comme comportant pour l'un des deux États contractants une limitation quelconque à son pouvoir de négocier et de conclure des traités, conventions ou autres actes internationaux.

Article 5

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tout différend au sujet de l'application ou de l'interprétation du présent Traité qu'Elles ne seraient pas parvenues à résoudre par des négociations directes sera réglé suivant les procédures prévues par le droit international.

Article 6

Le présent Traité entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Abidjan, dès que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité et y ont apposé leur sceau.

Fait à Paris, le 24 avril 1961.

Michel DEBRÉ. Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

Ancien accord de défense avec la République de Djibouti

Décret nº 85-1171 du 5 novembre 1985 portant publication du protocole provisoire fixant les conditions de stationnement des forces françaises sur le territoire de la République de Djibouti après l'indépendance et les principes de la coopération militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, signé à Djibouti le 27 juin 1977 (1)

(*Journal officiel* du 10 novembre 1985, page 13060)

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des relations extérieures,

Vu les articles 52 à 55 de la Constitution ;

Vu la loi nº 79-358 du 8 mai 1979 autorisant l'approbation du protocole provisoire fixant les conditions de stationnement des forces françaises sur le territoire de la République de Djibouti après l'indépendance et les principes de la coopération militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, signé à Djibouti le 27 juin 1977 ;

Vu le décret nº 53-192 du 14 mars 1953 relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la France,

Décrète :

Art. 1er. – Le protocole provisoire fixant les conditions de stationnement des forces françaises sur le territoire de la République de Djibouti après l'indépendance et les principes de la coopération militaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti, signé à Djibouti le 27 juin 1977, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Art. 2. – Le Premier ministre et le ministre des relations extérieures sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 novembre 1985.

FRANÇOIS MITTERRAND

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
LAURENT FABIUS

Le ministre des relations extérieures,
ROLAND DUMAS

(1) Le présent protocole est entré en vigueur le 31 octobre 1982.

PROTOCOLE PROVISOIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE DJIBOUTI FIXANT LES CONDITIONS DE STATIONNEMENT DES FORCES FRANÇAISES SUR LE TERRITOIRE DE LA REPUBLIQUE DE DJIBOUTI APRES L'INDEPENDANCE ET LES PRINCIPES DE LA COOPERATION MILITAIRE

Le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement de la République de Djibouti, d'autre part,

Décidés à établir une coopération fondée sur le principe de l'égalité souveraine et de la non-intervention dans les affaires intérieures de chacun des deux Etats ;

Désireux de régler les questions liées à la présence de forces françaises sur le territoire de la République de Djibouti, ainsi que les modalités de l'aide que ces forces peuvent apporter à la République de Djibouti,

sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er

A la demande du Gouvernement de la République de Djibouti, dans l'exercice du droit de légitime défense reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, et en cas d'agression par une armée étrangère, le Gouvernement de la République française apportera à la République de Djibouti, dans les conditions à fixer d'un commun accord, la participation des forces armées françaises stationnées sur le territoire de celle-ci.

Les forces françaises stationnées sur le territoire de la République de Djibouti ne peuvent participer à des opérations de maintien ou de rétablissement de l'ordre.

Article 2

Le Gouvernement de la République française, sur demande du Gouvernement de la République de Djibouti, est disposé à accorder son aide en vue de la mise sur pied des forces armées de la République de Djibouti.

Cette aide se manifeste par :

1. L'octroi d'un soutien logistique par les forces françaises stationnées sur le territoire de la République de Djibouti ;
2. La mise à la disposition du Gouvernement de la République de Djibouti, pour emploi, de personnels militaires français au titre de la coopération militaire technique ;
3. Dans la mesure des possibilités, la formation dans des écoles françaises ainsi que l'instruction et le perfectionnement des cadres des forces armées de la République de Djibouti.

Article 3

Pour que les forces armées françaises puissent assurer leurs missions, le Gouvernement de la République de Djibouti :

– mettra à leur disposition l'infrastructure (bâtiments, terrains, installations et logements) nécessaires à leur maintien en condition. Ces installations, terrains, bâtiments et logements seront remis à la disposition du Gouvernement de la République de Djibouti au fur et à mesure qu'ils ne seront plus nécessaires aux forces armées françaises ;

– leur accordera les facilités de circulation et d'entraînement nécessaires ;

– exemptera des droits et taxes d'entrée, à l'exception des frais de port, les matériels, matériaux et les équipements à usage strictement militaire. En ce qui concerne l'approvisionnement, un contingent à

déterminer de carburants et ingrédients ainsi que les rations de combat conditionnées, individuelles et collectives, bénéficient des mêmes exemptions.

Article 4

Le Gouvernement de la République de Djibouti accorde également aux forces armées françaises les facilités de survol, d'escale et de transit aérien et maritime dont elles peuvent avoir besoin selon des modalités à convenir.

Article 5

Les personnels militaires français placés en coopération militaire technique sont régis par le statut militaire français. Ils servent dans les forces armées de la République de Djibouti selon les règles d'emploi de leur arme ou service. Ils ne peuvent toutefois être employés pour des opérations de maintien ou de rétablissement de l'ordre et ne peuvent participer à des opérations de conflit armé que dans le cas d'engagement des forces françaises stationnées sur le territoire de la République de Djibouti.

Article 6

Les juridictions djiboutiennes sont compétentes pour connaître des infractions commises par les militaires français sur le territoire de la République de Djibouti.

Cependant, lorsque ces infractions sont commises en service, à l'occasion du service ou à l'intérieur des installations mises à leur disposition, ces militaires, demeurant régis par le statut de la fonction militaire française, relèvent de la juridiction militaire française. Le Gouvernement de la République française est tenu d'informer le Gouvernement de la République de Djibouti des suites judiciaires données.

L'Etat français est civilement responsable des dommages causés par les membres des forces armées françaises, en conséquence des infractions jugées par les tribunaux militaires français.

Les militaires français et leurs familles faisant l'objet de poursuites devant une juridiction djiboutienne et dont la détention est jugée nécessaire sont assignés à résidence en un lieu fixé, d'un commun accord, entre les autorités djiboutiennes et françaises. Cette assignation a valeur de détention préventive.

En cas de condamnation à une peine d'emprisonnement, ils sont remis aux autorités françaises et, sous réserve de la production d'une caution garantissant le paiement des dommages-intérêts éventuels, seront rapatriés et purgeront leurs peines dans des locaux pénitentiaires français.

Le Gouvernement de la République française est tenu d'informer le Gouvernement de la République de Djibouti des lieux et conditions d'exécution des peines.

Une clause de réciprocité sera incluse dans les accords prévus à l'article 8.

Article 7

Les personnels militaires français en service sur le territoire de la République de Djibouti sont soumis au régime fiscal et douanier défini par la convention relative au concours de la République française en matière de personnels de coopération technique.

Les autorités militaires françaises peuvent entretenir des mess, cercles, foyers. Les approvisionnements sont soumis au régime fiscal et douanier de droit commun. Les mesures nécessaires sont prises

afin que les personnes n'ayant pas droit à s'approvisionner auprès de ces établissements ne puissent y avoir accès, ni se procurer les marchandises qu'ils mettent en vente.

Article 8

Des accords de coopération pourront être signés ultérieurement entre les parties contractantes. Ils définiront les détails des dispositions concernant, d'une part, la situation des forces françaises et, d'autre part, les conditions de la coopération militaire technique à fournir aux armées de l'Etat de Djibouti.

Article 9

Les deux parties contractantes se concerteront sur la nature des armements introduits par les forces françaises sur le sol de la République de Djibouti.

Article 10

Le territoire de la République de Djibouti ne pourra être utilisé comme base ou point d'appui pour une intervention armée contre une tierce puissance, hormis le cas prévu à l'article 1er.

Article 11

Le présent protocole entrera en vigueur lors de l'échéance des instruments d'approbation. Ses dispositions peuvent être, à tout moment, réexaminées et modifiées à la demande de l'une ou de l'autre des parties.

Il peut être également dénoncé à tout moment par chacune des parties contractantes, avec un préavis de trois mois, adressé par écrit à l'autre partie contractante.

Fait à Djibouti, le 27 juin 1977, en deux exemplaires, en langue française.

Pour le Gouvernement de la République française :
ROBERT GALLEY,
Ministre de la coopération

Pour le Gouvernement de la République de Djibouti :
HASSAN GOULED APTIDON,
Président de la République de Djibouti

Ancien accord de défense avec la République Gabonaise

ACCORD DE DÉFENSE

ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

Le Gouvernement de la République française, d'une part;
Le Gouvernement de la République gabonaise, d'autre part,

Considérant que par l'effet de l'entrée en vigueur de l'accord de transfert des compétences de la Communauté, la République gabonaise a accédé à l'indépendance et que la République française l'a reconnue en tant qu'État indépendant et souverain,

Conscients des responsabilités qui leur incombent en ce qui concerne le maintien de la paix, conformément aux principes de la Charte des Nations-Unies,

Considérant que si la défense, tant intérieure qu'extérieure, du Gabon dépend de la seule République gabonaise, celle-ci peut, avec l'accord de la République française, faire appel aux forces armées françaises pour sa défense intérieure ou extérieure,

Considérant que la République gabonaise manifeste la volonté de coopérer avec la République française au sein de la Communauté à laquelle elle participe désormais dans les conditions prévues aux accords franco-gabonais, en date de ce jour, conclus à cet effet,

Désireux de déterminer les modalités de leur coopération en matière de défense,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

La République française et la République gabonaise préparent et assurent en commun leur défense et celle de la Communauté dont elles font partie.

Elles se prêtent à cet effet aide et assistance et se concertent d'une manière permanente sur les problèmes de défense.

Les problèmes généraux de défense de la Communauté sont traités en conférence des chefs d'État et de Gouvernement.

Article 2

Un comité de défense paritaire et permanent sera constitué pour préparer le plan de défense et de coopération entre la République française et la République gabonaise, notamment dans le cadre de la défense extérieure.

Article 3

La République gabonaise a la responsabilité de sa défense intérieure. Elle peut demander à la République française une aide dans des conditions définies par des accords spéciaux.

Les forces armées gabonaises participent avec les forces armées françaises, sous un commandement unique, à la défense extérieure de la Communauté.

Article 4

Chacune des Parties contractantes s'engage à donner à l'autre toutes facilités et toutes aides nécessaires à la défense, et en particulier, au stationnement, à la mise en condition et à l'emploi des forces de défense.

Ces forces de défense sont composées essentiellement des forces armées de la République gabonaise et des forces armées françaises chargées de la défense de la Communauté.

Des emplacements et installations déterminés d'un commun accord sont mis à la disposition de ces dernières sur le territoire de la République gabonaise pour leur permettre en tout temps et en toutes circonstances de préparer et d'assumer leurs missions de défense commune.

La République française s'engage à transférer à la République gabonaise la propriété et la jouissance des casernements et bâtiments nécessaires à l'armée gabonaise.

Article 5

La République française s'engage à apporter à la République gabonaise l'aide nécessaire à la constitution de ses forces armées nationales.

Article 6

Des annexes définissent les modalités d'application du présent accord.

Article 7

Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises pour la mise en vigueur du présent accord et de ses annexes qui prendront effet à la date de la dernière notification.

Fait à Libreville, le 17 août 1960.

Pour le Gouvernement de la République française :

Jean FOYER.

Pour le Gouvernement de la République gabonaise :

Léon MBA.

Ancien accord de défense avec la République du Sénégal

ACCORD DE COOPERATION
en matière de défense entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal (ensemble une annexe), signé à Paris le 29 mars 1974.

Le Gouvernement de la République française d'une part,

Le Gouvernement de la République du Sénégal d'autre part,

Considérant les liens d'amitié existant entre les deux pays ;

Conscients des responsabilités qui leur incombent, en ce qui concerne le maintien de la paix, conformément aux principes de la charte des Nations Unies :

Considérant que, si la défense tant intérieure qu'extérieure du Sénégal depend de la seule République du Sénégal, celle-ci peut faire appel au concours de la République française pour assurer sa défense extérieure ;

Désireux de déterminer les modalités de leur coopération en matière de défense, sur la base de l'égalité, du respect et de l'intérêt mutuels,

sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal se prêtent mutuellement aide et assistance pour leur défense extérieure contre toute menace.

Les problèmes généraux de défense sont traités au niveau des chefs d'Etat et de Gouvernement des deux pays.

Un comité de défense paritaire, réuni à la demande, est constitué pour préparer le plan de défense et de coopération entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, dans le cadre de la défense extérieure

Article 2.

Le Gouvernement de la République française transfère au Gouvernement de la Republique du Sénégal la propriété de tous les casernements, terrains et bâtiments actuellement utilisés à des fins militaires, y compris ceux de la gendarmerie,

implantés sur le territoire sénégalais. Ce transfert concerne également toutes les autres installations annexes, notamment l'infrastructure du réseau téléphonique.

Il s'engage, en outre, une fois ce transfert réalisé, à participer avec le Gouvernement de la République du Sénégal à la transformation de la D. C. A. N. en un organisme mixte. Une convention fixera les modalités de cette opération.

Article 3.

Le Gouvernement de la République française apportera au Gouvernement de la République du Sénégal le concours technique nécessaire pour l'organisation, l'armement, l'équipement, la formation des cadres et recevra des Sénégalais dans les grandes écoles et établissements militaires français.

Les conditions du concours militaire technique de la République française et de l'admission des Sénégalais dans les écoles et établissements militaires sont fixées à l'annexe I du présent accord.

Article 4.

La République du Sénégal, compte tenu de ses rapports amicaux avec la République française et en échange de l'aide que celle-ci lui apporte, s'engage à accorder en retour à la République française les facilitations qui s'avéreront nécessaires.

Le nombre et la nature de ces facilitations sont définis à l'annexe II du présent accord.

Article 5.

Le présent accord ainsi que ses annexes entreront en vigueur le premier jour du deuxième mois de l'échange des instruments constatant l'accomplissement des formalités constitutionnelles propres à chaque partie contractante.

Ils peuvent être dénoncés à tout moment par l'une des parties contractantes après un préavis d'un an.

Fait à Paris, le 29 mars 1974.

Pour le Gouvernement de la République française :
Le Ministre des Affaires étrangères,
MICHEL JOBERT.

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal :
Le Ministre des Affaires étrangères,
ASSANE SECK.

Ancien accord de défense avec la République du Togo

ACCORD DE DÉFENSE[1] ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Le Président de la République française, d'une part,

Le Président de la République togolaise, d'autre part,

Conscients des responsabilités qui leur incombent en ce qui concerne le maintien de la paix, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies;

Soucieux de matérialiser les liens d'amitié et de confiante coopération qui les unissent;

Considérant que les parties contractantes manifestent à cette fin la volonté de coopérer dans le domaine de la défense;

Désireux de déterminer les modalités de cette coopération dont les engagements ont un caractère essentiellement défensif, ont résolu de conclure le présent accord;

Ils ont désigné, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République française, M. Habib-Deloncle,
Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères;

Le Président de la République togolaise, M. Apedo-Amah,
Ministre des Affaires Étrangères,

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme sont convenus des dispositions suivantes :

Article Ier

La République française et la République togolaise se prêtent aide et assistance pour préparer et assurer leur défense.

Article 2

La République togolaise responsable de sa défense intérieure et extérieure peut demander à la République française une aide dans des conditions définies par des accords spéciaux.

Article 3

La République française apportera à la République togolaise, dans les conditions prévues par les accords de coopération des 26 et 30 octobre 1961, l'aide nécessaire à la constitution de ses forces armées.

[1] Entré en vigueur le 8 février 1964 par l'échange des instruments de ratification, qui a eu lieu à Lomé, conformément à l'article 6.

Article 4

Les parties contractantes se concertent sur les problèmes intéressant la défense; elles assurent entre elles une collaboration efficace et régulière aux niveaux nécessaires.

L'étude des problèmes de défense donne lieu à consultations entre les autorités togolaises chargées de la défense et l'autorité militaire française déléguée à cet effet.

Article 5

La République togolaise s'engage à donner aux Forces françaises agissant à la demande de la République togolaise en application de l'article 2 du présent texte, toutes facilités et toutes aides nécessaires à sa défense.

Ces facilités comportent notamment :

Le stationnement éventuel et la libre circulation sur le territoire togolais;

La libre circulation dans l'espace aérien et dans les eaux territoriales;

L'utilisation des infrastructures côtière, ferroviaire, routière et aérienne et des réseaux postaux et de télécommunications;

L'établissement et l'utilisation sur le territoire et dans les eaux territoriales des balisages aériens et maritimes et des moyens de transmissions nécessaires à la sécurité et à l'accomplissement des missions des forces armées.

Article 6

Le présent accord entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Lomé.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires ont signé le présent accord.

FAIT à Paris, le 10 juillet 1963 en double exemplaire.

Pour la République française :

Michel HABIB-DELONCLE

[SCEAU]

Pour la République togolaise :

APEDO-AMAH

[SCEAU]

Nouvel accord de défense avec la République du Togo

Préambule

Le Gouvernement de la République française, d'une part,

Et

Le Gouvernement de la République togolaise, d'autre part,

ci-après dénommés les "Parties",

considérant les liens d'amitié anciens et profonds unissant la France et le Togo,

rappelant leur commun attachement à la Charte des Nations Unies et au principe du règlement pacifique des différends internationaux,

résolus à inscrire leur coopération dans le cadre du partenariat stratégique Afrique – Union européenne adopté lors du sommet de Lisbonne du 7-9 décembre 2007, afin de construire une paix et une sécurité durables en Afrique et en Europe,

déterminés dans cette perspective à rendre opérationnelle l'architecture africaine de paix et de sécurité sous la conduite de l'Union Africaine, et à soutenir les mécanismes africains de sécurité collective et de maintien de la paix dans leurs dimensions continentale et régionales,

désireux d'approfondir leur coopération en matière de défense, en établissant un partenariat fondé sur les principes de respect mutuel de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des deux Etats,

sont convenus de ce qui suit :

Article 1er : définitions

1. Dans le présent accord, l'expression :

a) "forces" désigne tout corps, contingent ou détachement constitué de personnels appartenant aux armées de terre et de l'air, à la marine nationale, à la gendarmerie nationale, ainsi qu'aux services de soutien inter-armées ;

b) "membres du personnel" désigne le personnel appartenant aux forces de l'une des Parties ainsi que le personnel civil de l'une des Parties employé par les ministères compétents dans les domaines de la défense et de la sécurité, présent sur le territoire de l'autre dans le cadre du présent accord, à l'exclusion des ressortissants et des résidents permanents de l'Etat d'accueil ;

c) "Personne à charge" signifie le conjoint ou toute autre personne vivant maritalement avec un membre du personnel, ainsi que ses enfants mineurs, conformément à la législation respective des Parties ;

d) "Matériel" désigne les biens, équipements des forces, y compris les armes, munitions, véhicules militaires et tout autre moyen de transport ;

e) "Etat d'origine" signifie la Partie dont relèvent les membres du personnel qui se trouvent sur le territoire de l'autre Partie ;

f) "Etat d'accueil" signifie la Partie sur le territoire de laquelle se trouvent, en séjour ou en transit, les forces ou les membres du personnel de l'Etat d'origine.

2. Aucune disposition du présent accord ne déroge aux droits et obligations qui seraient reconnus à une force ou à un membre du personnel de l'une des Parties à raison de sa participation à une opération de maintien de la paix sous mandat des Nations Unies.

I. Principes généraux du partenariat de défense

Article 2 : objectifs du partenariat

1. Par le présent accord, et dans le respect de leurs engagements internationaux, les Parties s'engagent dans un partenariat de défense, afin de concourir à une paix et une sécurité durables sur leur territoire ainsi que dans leur environnement régional respectif.

2. Dans la perspective de la constitution de la force africaine en attente, les Parties peuvent décider d'un commun accord d'associer les contingents nationaux d'autres Etats africains à certaines activités initiées dans le cadre du présent accord, en concertation avec les organisations régionales concernées.

3. L'Union Européenne et ses Etats membres peuvent être invités par les Parties à s'associer aux activités prévues par le présent accord. Les modalités de cette participation sont précisées dans des accords particuliers conclus par les Parties avec l'Union Européenne et toute organisation ou Etat concerné.

Article 3 : principes du partenariat de défense

Les forces et les membres du personnel de l'Etat d'origine respectent les lois et règlements de l'Etat d'accueil et s'abstiennent de tout comportement incompatible avec les objectifs du présent accord.

Article 4 : Domaines et formes de la coopération en matière de défense

1. Dans le cadre du partenariat de défense, les Parties mettent en œuvre une coopération qui peut couvrir les domaines suivants :

a- Echanges de vues et d'informations relatifs aux risques et menaces à la sécurité nationale et régionale ;

b- Organisation, équipement et entraînement des forces, le cas échéant par un soutien logistique et des exercices conjoints ;

c- Organisation de transits, de stationnements temporaires, d'escales aériennes et maritimes ;

d- Organisation et conseil aux forces mettant en œuvre des actions de formation, de soutien technique et la mise à disposition de coopérants militaires techniques français ;

e- Formation des membres du personnel togolais par leur accueil ou leur admission en qualité d'élève ou de stagiaire dans les écoles de formation militaires françaises ou soutenues par la France ;

f- Toute autre activité convenue d'un commun accord entre les Parties en fonction de leurs intérêts communs.

2. Les conditions d'application de la coopération définie ci-dessus peuvent être précisées par voie d'accords ou d'arrangements techniques spécifiques.

Article 5 : Facilités opérationnelles et soutien logistique

1. Chaque Partie s'engage à prendre les mesures appropriées pour mettre à la disposition de l'autre Partie les facilités nécessaires à l'accomplissement du Partenariat de défense.

2. Les conditions d'utilisation des installations et infrastructures, ainsi que du soutien logistique fournis par l'Etat d'accueil, à l'occasion des activités des Parties, sont précisées par voie d'accords ou d'arrangements techniques spécifiques.

Article 6 : Comité de suivi

Afin de donner une cohérence aux activités prévues par le présent accord, il est créé un comité de suivi co-présidé par un représentant civil de chaque Partie. Il peut faire appel, en tant que de besoin, à des experts civils et militaires de chacune des Parties. Le mandat et le fonctionnement du comité sont déterminés d'un commun accord entre les Parties.

II. Statut des membres du personnel engagés dans le partenariat de défense

Article 7 : Conditions d'entrée et de séjour des membres du personnel

1. Les dispositions de la présente section s'appliquent aux forces, aux membres du personnel d'une Partie et aux personnes à charge qui séjournent sur le territoire de l'autre Partie dans le cadre du Partenariat de défense. L'Etat d'origine communique à l'avance aux autorités compétentes de l'Etat d'accueil l'identité des membres du personnel et des personnes à charge entrant sur son territoire. Elles sont également informées de la cessation de leurs fonctions et de la date consécutive de leur départ du territoire de l'Etat d'accueil.

2. Les membres du personnel de l'Etat d'origine et les personnes à charge sont autorisés à entrer et sortir du territoire de l'Etat d'accueil sous réserve de détenir un passeport en cours de validité. Ils sollicitent, si nécessaire, un visa et un titre de séjour dont les autorités de l'Etat d'accueil facilitent l'obtention en dispense de frais et dans les meilleurs délais.

3. Les membres du personnel de l'Etat d'origine présentent un ordre de mission individuel ou collectif ou un ordre de mutation délivré par l'autorité compétente de l'Etat d'origine.

4. La présente disposition ne peut être interprétée comme conférant à un membre du personnel et aux personnes à charge un droit à résidence permanente ou au domicile dans l'Etat d'accueil.

5. Les membres du personnel peuvent, à l'occasion de leur première arrivée en vue de prendre leur service sur le territoire de l'Etat d'accueil, importer, dans les limites compatibles avec un usage familial, leurs effets et mobiliers personnels, en franchise de droits de douane, taxes et autres redevances, pour la durée de leur séjour.

6. Les membres du personnel participant pour une durée de plus de 6 mois aux activités de formation mentionnées au 4.1.d ainsi que les personnes à charge sont hébergés à titre gratuit par l'Etat d'accueil dans des logements meublés.

Article 8 : Port de l'uniforme

Les membres du personnel de l'Etat d'origine peuvent revêtir l'uniforme et les insignes militaires de leur force conformément à la réglementation en vigueur dans leur armée, sauf lorsqu'ils participent pour une durée de plus de six mois aux activités de formation mentionnées à l'article 4.1.d. Dans ce cas, ils revêtent l'uniforme et les insignes militaires de l'Etat d'accueil, et se conforment aux règlements et directives en vigueur dans les forces de celui-ci.

Article 9 : Permis de conduire des véhicules et engins militaires

1. Les membres du personnel de l'Etat d'origine autorisés à conduire les véhicules et engins militaires dans l'Etat d'origine sont également autorisés à les conduire dans l'Etat d'accueil.

Article 10 : Port et utilisation d'armes

1. Pour les besoins du service, les membres du personnel appartenant aux forces armées peuvent détenir et porter une arme de dotation sur le territoire de l'Etat d'accueil, conformément aux lois et règlements en vigueur dans l'Etat d'accueil.

2. Pour les besoins du service, les membres du personnel de l'Etat d'origine utilisent leur arme de dotation conformément à la législation de l'Etat d'accueil, à moins que les autorités compétentes de ce dernier n'acceptent l'application des règles en vigueur dans l'Etat d'origine.

Article 11 : Discipline

Les autorités de l'Etat d'origine exercent une compétence exclusive en matière de discipline sur leurs forces et les membres du personnel. En cas de manquement à leurs

obligations, elles peuvent prendre toutes sanctions disciplinaires à leur encontre, sans préjudice d'éventuelles poursuites judiciaires.

Article 12 : Santé

1. Les membres du personnel de l'Etat d'origine ainsi que les personnes à charge sont exemptés des dispositions de sécurité sociale en vigueur dans l'Etat hôte.

2. Chaque Partie est responsable de ses services médicaux et de ses évacuations sanitaires. Toutefois, en cas de nécessité ou d'urgence, les membres du personnel ainsi que les personnes à leur charge peuvent recevoir les soins médicaux et dentaires au sein du service de santé des armées, y compris l'hospitalisation, dans les mêmes conditions que les membres du personnel correspondant dans l'Etat d'accueil. Les actes médicaux pratiqués à cette occasion, de même que les évacuations d'urgence, sont effectués à titre gratuit.

3. Toute autre prestation médicale non urgente en milieu hospitalier civil et militaire, de même que les rapatriements sanitaires, demeure à la charge de l'Etat d'origine.

Article 13 : Décès d'un membre du personnel

1. Le décès d'un membre du personnel de l'Etat d'origine sur le territoire de l'Etat d'accueil est constaté conformément à la législation en vigueur dans l'Etat d'accueil par un médecin habilité, qui en établit le certificat. L'Etat d'accueil communique dans les meilleurs délais aux autorités de l'Etat d'origine la copie certifiée conforme du certificat de décès.

2. Si l'autorité judiciaire de l'Etat d'accueil ordonne l'autopsie du défunt, ou si l'Etat d'origine la demande, celle-ci est effectuée par le médecin désigné par l'autorité judiciaire de l'Etat d'accueil. Un médecin de l'Etat d'origine peut assister à l'autopsie, lorsque la législation de l'Etat d'accueil le permet.

3. Les autorités compétentes de l'Etat d'accueil assurent la remise du corps du défunt aux autorités militaires de l'Etat d'origine dès que possible, aux fins de rapatriement.

Article 14 : Dispositions fiscales

1. Pour l'application des impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi que des droits de succession et de donation, les membres du personnel de l'Etat d'origine qui, à seule fin d'exercer leurs fonctions, établissent leur résidence dans l'Etat d'accueil, sont considérés, pour l'application de la Convention fiscale entre la République française et la République togolaise et du protocole signés à Lomé le 24 novembre 1971, complétés par un échange de lettres signé à Lomé les 25 et 26 novembre 1971, comme conservant leur résidence fiscale dans l'Etat d'origine qui leur verse les soldes, traitements, et autres rémunérations similaires.

2. Cette disposition s'applique également aux personnes à charge dans la mesure où celles-ci n'exercent pas d'activité professionnelle propre.

3. Les soldes, traitements et rémunérations similaires payés par l'Etat d'origine aux membres du personnel en cette qualité ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 15 : Infractions commises par des membres du personnel ou des personnes à charge

1. Les infractions commises par un membre du personnel de l'Etat d'origine ainsi que par les personnes à charge relèvent de la compétence des juridictions de l'Etat d'accueil, sous réserve des dispositions prévues au paragraphe 2 du présent article.

2. Les autorités compétentes de l'Etat d'origine exercent par priorité leur droit de juridiction en cas d'infractions résultant de tout acte ou négligence d'un membre du personnel accompli dans l'exercice de ses fonctions officielles, ainsi que dans les cas suivants :

a) lorsque l'infraction porte uniquement atteinte à la sécurité de l'Etat d'origine ;
b) lorsque l'infraction porte uniquement atteinte à la personne ou aux biens d'un autre membre du personnel de l'Etat d'origine ;
c) lorsque l'infraction porte uniquement atteinte aux biens de l'Etat d'origine.

3. Lorsque l'Etat qui a le droit d'exercer par priorité sa juridiction décide d'y renoncer, il le notifie immédiatement aux autorités compétentes de l'autre Etat. Les autorités compétentes de l'Etat qui bénéficient de la priorité de juridiction examinent avec bienveillance les demandes de renonciation à ce droit, lorsque les autorités compétentes de l'autre Etat estiment que des considérations particulièrement importantes le justifient.

4. L'Etat d'origine s'engage à présenter tout membre du personnel ainsi que les personnes à charge devant les autorités judiciaires compétentes de l'Etat d'accueil aux fins de l'instruction. Elles portent une attention bienveillante aux demandes des autorités de l'Etat d'origine visant à obtenir la garde de cette personne jusqu'à ce que des poursuites aient été engagées contre elle par l'Etat d'accueil.

5. Les autorités de l'Etat d'accueil avisent sans délai les autorités de l'Etat d'origine de toute arrestation d'un membre du personnel ainsi que des personnes à charge, en précisant les motifs de l'arrestation.

6. Les Parties se prêtent mutuellement assistance pour la conduite des enquêtes et pour la recherche de preuves, et s'informent mutuellement des suites données à l'affaire par leurs juridictions.

7. En cas de poursuite devant les juridictions de l'Etat d'accueil, tout membre du personnel de l'Etat d'origine ainsi que les personnes à charge ont droit :

- à être jugé dans un délai raisonnable ;
- à être représenté selon son choix ou à être assisté dans les conditions légales en vigueur dans l'Etat d'accueil ;
- à bénéficier si nécessaire d'un interprète compétent gracieusement fourni par l'Etat d'accueil pour l'assister tout au long de la procédure et du procès ;
- à communiquer avec un représentant de l'Ambassade de l'Etat d'origine, et lorsque les règles de procédure le permettent, à la présence de ce représentant aux débats ;
- à être informé, avant l'audience, des accusations portées contre lui ;
- à être confronté avec les témoins à charge ;

- à ne pas être poursuivi pour tout acte ou négligence qui ne constitue pas une infraction à la législation de l'Etat d'accueil, au moment où cet acte ou négligence a été commis ;
- à purger, à la demande de l'Etat d'origine, sa peine dans l'Etat d'origine en cas de condamnation par les juridictions de l'Etat d'accueil, conformément à la Convention judiciaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise, signée à Lomé le 23 mars 1976.

8. Lorsqu'un membre du personnel de l'Etat d'origine ou une personne à charge a été jugé conformément aux dispositions du présent article et a été acquitté ou condamné, il ne peut être jugé une nouvelle fois pour la même infraction par les juridictions de l'autre Etat.

9. Lorsqu'elles exercent leur compétence de juridiction conformément aux dispositions du présent article, les Parties s'engagent à se remettre mutuellement les membres respectifs du personnel ainsi que les personnes à charge auteurs d'infractions, quelles que soient la nature et la gravité de la faute commise. Si ces infractions sont punies de la peine capitale par la Partie qui exerce sa juridiction, l'autre Partie subordonne la remise à l'assurance que la peine capitale ne sera ni requise, ni prononcée à leur encontre.

Lorsqu'elles exercent leur compétence de juridiction conformément aux dispositions du présent article, les Parties s'engagent à ce que, dans les cas où elle serait prévue par la loi, la peine de mort ne soit ni requise ni prononcée à l'égard du membre du personnel ainsi que des personnes à charge de l'autre Partie.

Article 16 : Règlement des dommages

1. Chaque Partie renonce à tout recours qu'elle pourrait avoir contre l'autre Partie, les forces, ou un membre du personnel de cette Partie pour les dommages causés à ses biens ou à son personnel, y compris ceux ayant entraîné la mort, en raison d'actes ou de négligences dans l'exercice des fonctions officielles qui découlent du présent accord.

2. Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas en cas de faute lourde ou intentionnelle. Par faute lourde, il convient d'entendre l'erreur grossière ou la négligence grave. Par faute intentionnelle, il convient d'entendre la faute commise avec l'intention délibérée de son auteur de causer un préjudice.

3. Pour les dommages causés aux biens ou à la personne d'un tiers par les forces ou un membre du personnel de l'Etat d'origine en service, l'Etat d'accueil se substitue dans l'instance à l'Etat d'origine. Les Parties prennent conjointement en charge les indemnités versées pour la réparation des dommages causés aux tiers, selon la répartition suivante :

- Lorsque le dommage est imputable à une seule des Parties, cette Partie assure le règlement total du montant de l'indemnité ;

- Lorsque le dommage est imputable aux deux Parties, ou qu'il ne peut être précisément attribué à l'une ou l'autre des Parties, le montant des indemnités est réparti à parts égales entre les Parties.

L'imputabilité du dommage et le montant subséquent de l'indemnisation sont déterminés d'un commun accord entre les Parties.

4. Par dérogation aux dispositions des trois paragraphes précédents, l'Etat d'accueil prend en charge la réparation des dommages causés en service ou à l'occasion du service par les membres du personnel participant, pour une durée de plus de six mois, aux activités de formation mentionnées à l'article 4.1.d, que ces dommages soient causés au personnel ou au matériel des forces armées de l'Etat d'accueil ou à des tiers. L'Etat d'accueil s'engage à rembourser à l'Etat d'origine les dépenses ayant résulté pour ce dernier des dommages subis par les personnes visées ci-dessus en service ou à l'occasion du service, quelles qu'en soient les causes.

Article 17 : Echange d'informations et de matériels classifiés

Dans l'attente de la conclusion par les Parties d'un accord relatif à l'échange d'informations et de matériels classifiés, qui viendrait s'appliquer dès son entrée en vigueur aux activités prévues dans le cadre du présent partenariat, les règles suivantes sont appliquées :

- Les Parties protègent les informations et matériels classifiés auxquels elles peuvent avoir accès dans le cadre du présent accord en conformité avec leur réglementation nationale respective ;

- Les informations et matériels classifiés sont transmis uniquement par voie officielle ou par des procédures agréées entre les autorités compétentes des Parties ;

- Aucune information ou matériel classifié reçu par l'une des Parties dans le cadre du présent accord ne peut être d'une quelconque manière transféré, diffusé ou divulgué à des tiers ou à des personnes ou entités non autorisées par l'autre Partie, et sans son consentement préalable.

III. Dispositions relatives aux activités organisées dans le cadre du partenariat de défense

Article 18 : Champ d'application

1. La présente section s'applique aux activités organisées d'un commun accord sur le territoire de l'une ou l'autre des Parties. De telles activités sont soumises au consentement de l'Etat d'accueil et aux conditions agréées dans les accords et arrangements prévus aux articles 4.2 et 5.2 du présent accord.

2. Les autorités militaires de l'Etat d'accueil apportent leur concours aux forces de l'Etat d'origine dans toutes les démarches administratives et techniques nécessaires à la mise en œuvre de la présente section.

Article 19 : Déplacement et circulation des forces

1. Les forces de l'Etat d'origine sont autorisées à entrer sur le territoire de l'Etat d'accueil, y compris ses eaux territoriales et son espace aérien, avec le consentement de ce dernier.

2. Chaque Partie est responsable des demandes d'autorisation permanente de survol et d'atterrissage nécessaires pour l'exécution des activités prévues à l'article 4 du présent accord. Les autorités compétentes de l'Etat d'accueil délivrent à cette fin les autorisations de survol renouvelables chaque année, dans le respect de la réglementation nationale en vigueur.

Article 20 : Importation du matériel

1. L'Etat d'accueil prend les mesures utiles pour faciliter l'entrée et la sortie de son territoire des matériels, ressources financières, approvisionnements et autres marchandises nécessaires à l'exécution des activités prévues à l'article 4 du présent accord.

2. Les forces de l'Etat d'origine peuvent importer sous le régime de l'admission temporaire en exonération totale de droits et taxes, pour une période de 24 mois prorogeable, le matériel destiné à leur usage exclusif. Les quantités raisonnables d'approvisionnements destinés à leur usage exclusif sont importées en franchise de droits et taxes. L'admission ainsi prévue en franchise est subordonnée au dépôt auprès des autorités douanières de l'Etat d'accueil des documents de douane que les Parties auront convenu de fournir, d'une attestation dont la forme aura été acceptée par les Parties et signée par une personne habilitée à cet effet par l'Etat d'origine. Les autorités compétentes de l'Etat d'accueil peuvent demander que le nom des personnes habilitées à signer les formulaires douaniers, ainsi qu'un spécimen de leur signature et des cachets utilisés, leur soit adressé par avance.

3. Les matériels, approvisionnements et marchandises admis en franchise en application du présent article ne peuvent être normalement cédés à titre onéreux ou gratuit sur le territoire de l'Etat d'accueil. Cependant, dans des cas particuliers, une cession ou une destruction peut être autorisée, sous réserve des conditions imposées par les autorités compétentes de l'Etat d'accueil.

4. Les matériels, approvisionnements et marchandises admis en franchise en application du présent article peuvent être réexportés librement en exonération de tous droits et taxes, à condition que soit remise aux autorités douanières de l'Etat d'accueil une attestation délivrée dans les conditions prévues par le paragraphe 2 du présent article. Les autorités douanières de l'Etat d'accueil conservent le droit de vérifier, s'il y a lieu, que les biens réexportés sont effectivement ceux décrits sur l'attestation et ont été réellement importés dans les conditions prévues au présent article.

5. Les autorités militaires de l'Etat d'accueil apportent leur concours aux forces de l'Etat d'origine dans toutes les démarches administratives et techniques nécessaires à la mise en œuvre du présent article.

Article 21 : Entreposage des matériels et approvisionnements

Le matériel et les approvisionnements, en particulier les armes et munitions de sécurité, destinés aux forces de l'Etat d'origine, sont entreposés et gardés dans le respect de la réglementation applicable dans l'Etat d'accueil. L'Etat d'origine est tenu de remettre la liste de ces matériels et approvisionnements à l'occasion de leur entrée sur le territoire de l'Etat d'accueil. Tout autre échange d'information est précisé au cas par cas selon les modalités prévues à l'article 4.2 du présent accord.

Article 22 : Echange de personnel

L'échange de membres du personnel entre les forces des Parties est autorisé conjointement par leurs autorités militaires compétentes. L'activité des membres du personnel, ainsi que le soutien logistique dont ils bénéficient, est soumise aux règles en vigueur dans l'unité qui l'accueille.

Article 23 : Communication

1. Toute installation de systèmes de communication des forces armées de l'Etat d'origine est soumise à autorisation de l'Etat d'accueil. Les demandes d'installation sont examinées avec bienveillance par les autorités compétentes de l'Etat d'accueil. Leur construction, entretien et utilisation s'effectuent dans les conditions communément agréées entre les Parties.

2. Les forces armées de l'Etat d'origine n'utilisent que les fréquences qui leur sont attribuées par les autorités de l'Etat d'accueil. Les procédures d'attribution et de restitution des fréquences sont déterminées d'un commun accord entre les Parties. Les Parties coopèrent pour que l'utilisation des fréquences qui leur sont attribuées ne perturbe pas les transmissions locales.

IV. Dispositions finales

Article 24 : Règlement des différends

Tout différend lié à l'interprétation ou à l'application du présent accord est réglé par voie de consultations au sein du comité de suivi institué par l'article 6 du présent accord ou de négociations entre les Parties.

Article 25 : Abrogation des accords conclus antérieurement dans le domaine de la défense

1. Le présent accord abroge les accords et arrangements conclus antérieurement dans les domaines de la défense et de la sécurité entre les deux Parties ou leurs autorités compétentes.

2. Tous les accords entrant dans le champ d'application du paragraphe précédent demeurent pleinement applicables dans toutes leurs dispositions, tant que le présent accord n'est pas entré en vigueur.

Article 26 : Entrée en vigueur, amendements, et résiliation

1. Chaque Partie notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prend effet le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière notification.

2. Le présent accord est conclu pour une durée de cinq ans. Il est renouvelable par tacite reconduction pour de nouvelles périodes de cinq ans, à moins que l'une des Parties notifie à l'autre son intention de mettre fin à l'accord six mois avant son expiration.

3. Les Parties peuvent, à tout moment et d'un commun accord, amender par écrit le présent accord.

4. Chaque partie peut dénoncer le présent accord par le biais d'une notification écrite. Cette dénonciation prend effet six mois après réception de la notification par l'autre Partie.

5. La résiliation du présent accord n'affecte pas les droits ou obligations résultant de son exécution préalablement à cette résiliation.

En foi de quoi, les représentants dûment autorisés des deux Parties ont signé le présent accord.

Fait à Lomé, le 13 mars 2009, en deux originaux, en langue française.

Pour le Gouvernement de la
République française,

Dominique RENAUX
Ambassadeur de France au Togo

Pour le Gouvernement de la
République togolaise,

Koffi ESAW
Ministre des Affaires étrangères
et de l'Intégration régionale

Nouvel accord de défense avec la République de Centrafrique

Préambule

Le gouvernement de la République française, d'une part,

Et

Le gouvernement de la République centrafricaine, d'autre part,

ci-après dénommés les « parties »,

Considérant les liens d'amitié anciens et profonds unissant la France et la République centrafricaine,

Rappelant leur commun attachement à la Charte des Nations unies et au principe du règlement pacifique des différends internationaux,

Résolus à inscrire leur coopération dans le cadre du partenariat stratégique Afrique -Union européenne adopté lors du sommet de Lisbonne du 7-9 décembre 2007, afin de construire une paix et une sécurité durables en Afrique et en Europe,

Déterminés, dans cette perspective, à rendre opérationnelle l'architecture africaine de paix et de sécurité, sous la conduite de l'Union africaine, et à soutenir les mécanismes africains de sécurité collective et de maintien de la paix dans leur dimension régionale ou sous-régionale,

Désireux d'approfondir leur coopération en matière de défense, en établissant un partenariat fondé sur les principes de respect mutuel de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des deux Etats, et ayant à l'esprit les menaces qui peuvent peser sur ces dernières,

Considérant la restructuration en cours des forces armées centrafricaines,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er : Définitions.

Dans le présent Accord, l'expression :

a) « ***Forces*** » désigne tout corps, contingent ou détachement constitué de personnels appartenant aux armées de terre et de l'air, à la marine nationale ou forces navales, à la gendarmerie nationale, ainsi qu'aux services de soutien inter-armées ;

b) « ***membres du personnel*** » désigne le personnel appartenant aux forces de l'une des parties, ainsi que le personnel civil de l'une des parties, employé par les ministères compétents dans les domaines de défense et de sécurité, présent sur le territoire de l'autre dans le cadre du présent Accord, à l'exclusion des ressortissants et des résidents permanents de l'Etat d'accueil ;

c) « ***personne à charge*** » signifie le conjoint ou toute autre personne vivant maritalement avec un membre du personnel, ainsi que ses enfants mineurs, conformément à la législation respective des Parties ;

d) « ***matériel*** » désigne les biens, équipements des forces, y compris les armes, munitions, véhicules militaires et tout autre moyen de transport ;

e) « ***Etat d'origine*** » signifie la Partie dont relèvent les membres du personnel qui se trouvent sur le territoire de l'autre Partie ;

f) « ***Etat d'accueil*** » signifie la Partie sur le territoire de laquelle se trouvent, en séjour ou en transit, les forces ou les membres du personnel de l'Etat d'origine ;

g) « ***faute lourde*** » signifie l'erreur grossière ou la négligence grave ;

h) « ***faute intentionnelle*** » signifie la faute commise avec l'intention délibérée de son auteur de causer un préjudice.

I. Principes généraux du partenariat de défense.

Article 2 : Objectifs du partenariat.

1. Par le présent Accord, et dans le respect de leurs engagements internationaux, les parties s'engagent dans un partenariat de défense, afin de concourir à une paix et une sécurité durables sur leur territoire ainsi que dans leur environnement régional respectif.

2. Dans la perspective de la constitution de la force africaine en attente, les Parties peuvent décider d'un commun accord d'associer les contingents nationaux d'autres Etats africains à certaines activités initiées dans le cadre du présent Accord, en concertation avec les organisations régionales concernées.

3. L'Union européenne et ses Etats membres peuvent être invités par les Parties à s'associer aux activités prévues par le présent Accord. Les modalités de cette participation sont précisées dans des accords particuliers conclus par les Parties avec l'Union européenne et toute organisation ou Etat concerné.

4. Les dispositions du paragraphe précédent ne s'opposent pas à la conclusion d'accords bilatéraux entre la RCA et d'autres Etats membres de l'Union européenne.

Article 3 : Principes du partenariat de défense.

Les forces et les membres du personnel de l'Etat d'origine respectent les lois et règlements de l'Etat d'accueil et s'abstiennent de tout comportement incompatible avec les objectifs du présent Accord.

Article 4 : Domaines et formes de la coopération en matière de défense.

1. Dans le cadre du partenariat de défense, les Parties mettent en œuvre une coopération qui peut couvrir les domaines suivants :

a) échanges de vues et d'informations relatifs aux risques et menaces à la sécurité nationale et régionale et aux moyens appropriés d'y faire face ;


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
RECAMP
RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS AFRICAINES
DE MAINTIEN DE LA PAIX
LE CYCLE 5

RECAMP

Recamp s'articule
en 3 volets différents :

la coopération
l'entraînement
l'engagement



RECAMP

Les origines

La France, fidèle à sa relation historique avec l'Afrique, oeuvre à y développer un partenariat d'égal à égal, ouvert à l'ensemble du continent, soutenu par les Nations Unies et l'Union Européenne.
Pour répondre à la volonté légitime et de plus en plus affirmée des pays africains de gérer eux-mêmes les problèmes de sécurité sur leur continent, la France conçoit et propose RECAMP dans le milieu des années 90.

1997 - Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France reconnaissent la nécessité de coordonner leurs programmes de coopération militaire en Afrique afin d'optimiser leurs actions (initiative P3).

1998 - Le concept RECAMP est présenté au cours du sommet Afrique-France du Louvre (Paris).

2003 - Le concept RECAMP fait l'objet, en France, d'une réflexion destinée à renforcer son efficacité ; il est présenté à l'UE.

2005 - Le concept RECAMP s'ouvre à un partenariat avec l'UE et l'UA, de la conception à la conduite du cycle.

Les fondements

RECAMP constitue une réponse aux besoins exprimés par les organisations et les États africains en matière de maintien de la paix. Il vise à contribuer au renforcement de leurs capacités militaires et à leur permettre, s'ils le désirent, de concevoir et de conduire des opérations de maintien de la paix sur le continent. Dans le respect de la Charte des Nations Unies, il s'ouvre désormais vers un double partenariat, avec l'Union Africaine et avec l'Union Européenne.

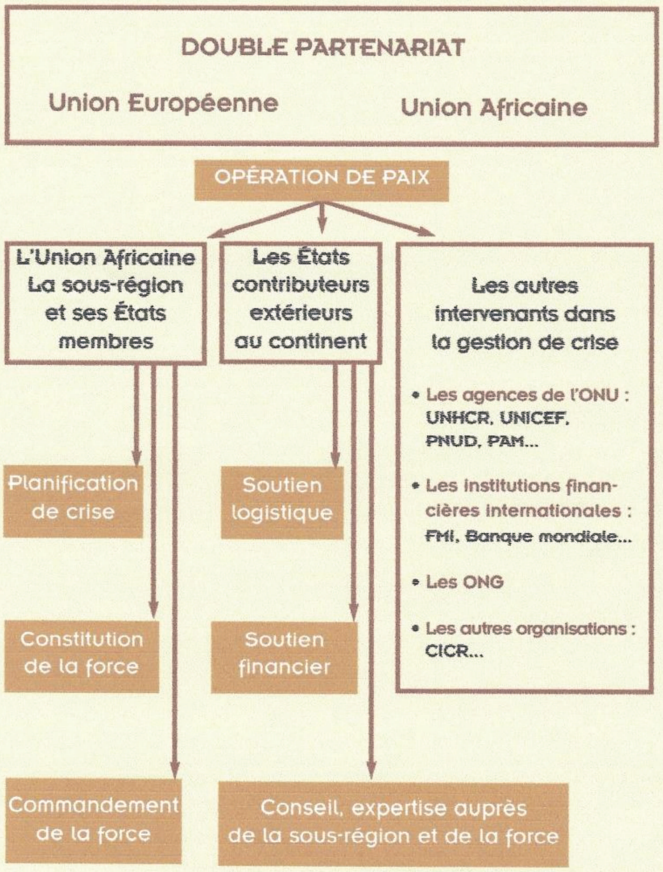
Il s'appuie sur les principes suivants :

- **Légitimité internationale** en plein accord avec les objectifs de la Charte des Nations Unies
- **Partenariat**, les décisions politiques sont prises en coopération avec les Africains
- **Ouverture** à l'ensemble de l'Afrique et à tout pays ou organisation souhaitant s'y associer
- **Complémentarité** avec les coopérations bilatérales, les actions des sous-régions et celles de nos partenaires, en particulier européens
- **Volontariat**, chaque État restant libre de la nature et du rythme de sa contribution
- **Cohérence** entre acteurs civils et militaires
- **Évolution** du concept en fonction des caractéristiques actuelles des opérations de paix et de l'environnement international

RECAMP

Les acteurs

Dans un cadre sous-régional (ou de coalition ad hoc) avec l'autorisation de l'ONU et en accord avec l'UA



RECAMP

Coopération

Le volet coopération technique de RECAMP s'applique aux niveaux politique, politico-militaire et militaire. Il participe à la mise en place des moyens de prévention et de gestion des crises africaines au sein des organisations sous-régionales avec l'Union Européenne et en coordination avec l'ONU.

Le niveau politique

- Accompagner le renforcement des institutions politiques continentales et sous-régionales, en partenariat avec l'Union Européenne
- Accompagner la mise en place d'outils de défense nécessaires à la veille stratégique et à la coordination avec les pays membres au profit du continent et des sous-régions
- Participer à la formation des militaires et des civils des organisations sous-régionales avec des programmes européens ou nationaux

Le commandement des opérations

- Renforcer la capacité à mettre sur pied des états-majors de niveau stratégique et opératif
- Appuyer la mise en place de procédures et de langues de travail pour agir dans un environnement multinational
- Participer à la formation d'officiers d'état-major

Les forces armées

- Former les cadres au maintien de la paix au sein d'écoles militaires en Afrique ou en Europe
- Contribuer à l'établissement d'une culture du dialogue en multipliant les formations militaires à un niveau sous-régional
- Offrir un cadre de référence pour les différents programmes de coopération bilatérale

- En France, l'ENA (école nationale d'administration) développe des programmes de coopération pour les fonctionnaires civils, le FICA (forum de l'IHEDN pour le continent africain) s'adresse aux élites civiles et militaires, tandis que le CID (collège interarmées de défense) accueillechaque année des stagiaires africains.
- Basé sur un partenariat multinational, le centre international d'entraînement au maintien de la paix Kofi Annan (KAIPTC), installé à Accra (Ghana), est un centre régional de maintien de la paix destiné à des auditeurs civils ou militaires pouvant jouer un rôle dans la prise de décisions au niveau du théâtre d'opération.
- Soutenue par la France, l'école de maintien de la paix du Mali est exclusivement consacrée au maintien de la paix. Chaque année, 150 à 200 stagiaires francophones ou non y suivent différents stages de niveau tactique (observateurs, cadres de PC multinational de brigade ou cadres de PC de bataillon ...).
- Les écoles nationales à vocation régionale (ENVR), soutenues par la France, permettent aux cadres militaires africains de différents pays d'être formés ensemble et de développer une fraternité qui participe du maintien de la paix. Les ENVR de Koulikoro et de Libreville, notamment, assurent une formation d'état-major.
- Des formations particulières au maintien de la paix sont ouvertes en France pour les stagiaires africains, notamment pour la formation aux techniques d'état-major (à Compiègne), au soutien (à Tours), et aux techniques opérationnelles ou d'administration (Montpellier).

RECAMP

Entraînement

L'entraînement est conçu et conduit en partenariat avec l'Union Africaine, l'Union Européenne, les organisations sous-régionales africaines, les pays africains concernés, de nombreux autres partenaires européens et non européens, publics et de la société civile. Il vise en priorité la prise de décision et la planification, aux niveaux stratégique et opératif, et l'interopérabilité des forces.

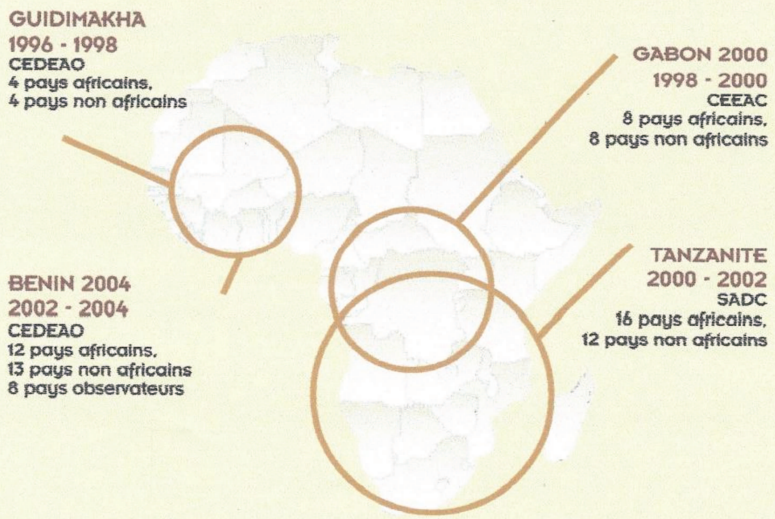
Il s'organise sur un cycle de deux ans autour de trois axes :

Un exercice majeur est organisé au sein d'une des organisations sous-régionales. Le thème de la gestion d'une crise au niveau sous-régional est retenu en commun selon un scénario réaliste.

Des cycles intermédiaires sont organisés dans les autres sous-régions par les forces françaises pré-positionnées qui entretiennent ainsi un lien permanent avec les organisations sous-régionales et les pays de leur environnement.

Des exercices hors cycle, à l'initiative de pays africains ou non africains, peuvent bénéficier du soutien de RECAMP dans la mesure où ils visent à renforcer les capacités africaines de maintien de la paix.

Outre des conférences préparatoires, un exercice majeur permet de développer une planification politico-militaire complète d'une opération de paix en quatre phases :
- 1re phase, un séminaire politico-militaire (choix politiques relatifs à la gestion de la crise).
- 2e phase, une conférence stratégique (planification stratégique de l'opération).
- 3e phase, un exercice d'état-major (CPX) avec déploiement de PC tactiques sur le terrain (protection et soutien) pour l'entraînement à la conduite opérative et tactique.
- 4e phase, une conférence « RETEX » de retour d'expérience.



RECAMP

Engagement

Le concept RECAMP a été, depuis sa création, en constante évolution. Il poursuit l'objectif d'accompagner la mise en œuvre par l'Union Africaine de la Force africaine en attente (FAA) et de soutenir la montée en puissance des structures de paix et de sécurité développées par les organisations sous-régionales africaines.
Une crise survient, une organisation sous-régionale engage une force interafricaine autorisée par l'ONU et en accord avec l'UA, RECAMP offre alors son expertise, ses capacités, voire ses équipements, pour mettre sur pied et soutenir une partie de la force. Un partenariat étroit est recherché avec les pays ou organisations intéressés, au premier rang desquels l'Union Européenne et ses États membres, mais aussi les pays du G8, dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action pour l'Afrique.

RECAMP, un concept mis en application hier et aujourd'hui

Mise sur pied, équipement et soutien logistique de la MISAB (1997) en République Centrafricaine, composée de 6 contingents (Tchad, Gabon, Mali, Burkina Faso, Sénégal et Togo)

- En 1998, la MINURCA se substitue à elle, suite au vote de la résolution 1159 des Nations Unies
- Depuis 2003, la FOMUC poursuit l'action internationale en faveur de la paix en République Centrafricaine

Mise sur pied et soutien logistique d'un bataillon multinational (Bénin, Gambie, Niger et Togo) en Guinée Bissau (1999)

Contribution à la mise sur pied de la MONUC (2000-2001)

- Formation et équipement du contingent sénégalais
- Participation à l'équipement du contingent marocain



MICECI (Bénin, Ghana, Niger, Sénégal, Togo)

- Fin septembre 2002, les États membres de la CEDEAO décident d'envoyer une force de paix en Côte-d'Ivoire, la MICECI, chargée de faciliter l'application des accords de Marcoussis
- Une coordination est en outre assurée dès le début de l'opération avec d'autres partenaires contributeurs (Belgique, États-Unis, Royaume-Uni...)
- Le 4 avril 2004, les forces de la MICECI passent sous commandement de l'ONU dans le cadre de l'ONUCI

RECAMP

Le cycle RECAMP 5

Le cycle RECAMP 5, qui déroule un processus de planification au sein de l'UA et de la CEEAC, traduit la prise en compte des enseignements tirés du cycle précédent s'étant déroulé en 2004 dans la CEDEAO :

- en impliquant plus particulièrement l'Union Africaine et l'organisation sous-régionale concernée,
- en associant très en amont tous les partenaires, africains ou non, au montage de l'exercice.

Un cycle innovant, soutenu et bien réparti dans le temps

6 événements majeurs

- 20 juin 2005
  conférence d'initialisation à l'UA à Addis Abeba (Éthiopie)
- 26 septembre 2005
  conférence des contributeurs à Paris (France)
- 15 au 19 mai 2006
  séminaire politico-militaire à Brazzaville (Congo) sous la conduite de l'Union Européenne
- 22 au 26 mai 2006
  conférence stratégique à Libreville (Gabon)
- Automne 2006
  exercice CFX au Cameroun
- 1er trimestre 2007
  conférence de "retour d'expérience" au siège de l'UA à Addis Abeba (Éthiopie).

Conférences de planification en novembre 2005, juin et septembre 2006 au Cameroun.

Renforcement du rôle stratégique de l'UA et de la sous-région

Partenariat renforcé avec l'UE

Renforcement de l'expertise au niveau opératif

Implication forte des contributeurs



www.recamp5.org

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Réalisation : EMIA-FE - EMA - DICOD
Maquette DICoD (Y.Vasseur - M.Saby-Maiorano)
Crédits photographiques : adj dubois/sirpa terre
Impression Opale Istra - septembre 2005

Pays	Écoles nationales à vocation régionale
	Centre de Perfectionnement de la Police Judiciaire (Porto-Novo)
Burkina Faso	Ecole Militaire Technique d'Ouagadougou
Gabon	Ecole d'Etat-Major (Libreville)
Cameroun	Centre de Perfectionnement aux Techniques de Maintien de l'Ordre (Awaé)
	Pôle Aéronautique National à Vocation Régionale (Garoua)
Gabon	Ecole d'Etat-Major (Libreville)
Mali	Ecole de Maintien de Paix (Koulikoro)
	Ecole Militaire d'Administration (Koulikoro)
	Ecole d'Etat-Major (Koulikoro)
Niger	Ecole des Personnels Paramédicaux de Niamey
Togo	Ecole du Service de Santé de Lomé
Sénégal	Ecole d'Application de l'Infanterie (Thiès)
	Ecole Nationale des Officiers d'Active (Thiès)
	Centre de Perfectionnement de la Gendarmerie Mobile (Ouakam)

Le programme est basé sur quatre principes directeurs[71]:

- Multilatéralisme de la participation : des contingents de plusieurs états travaillant ensemble
- Ouverture à tous les pays africains et non uniquement francophones
- Transparence des contributions et des budgets
- Non-permanence des forces : La force africaine n'est pas permanente mais corrélée à la temporalité des crises et dépendante de la contribution des Etats.

Lorsque ce programme s'ouvre en 1996, il n'y a pas vraiment de structure capable d'effectuer des missions de maintien de la paix sur l'ensemble du Continent. En effet, si l'organisation de l'Unité Africaine a, de part ses statuts, le droit d'agir militairement[72], elle n'en dispose pas matériellement les capacités. Elle est donc dépendante des casques bleus de l'ONU.

Seule la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (CEDEAO) semble suffisamment aboutie pour pouvoir résoudre efficacement des conflits[73] mais cette dernière n'agit que dans la limite des Etats membres, en Afrique de l'ouest[74].

Afin de créer une force de maintien de la paix, le program RECAMP comprend la création d'une série d'écoles militaires sur l'ensemble du continent. Actuellement, ces écoles offrent une formation complète qui couvre tout l'éventail des opérations de maintien de la paix (de la gestion de la crise à l'après crise) et enseigne les mêmes méthodes à tous les militaires des différents Etats, les préparant ainsi à travailler ensemble.

Les écoles sont réparties de la façon suivante :

Pays	Écoles nationales à vocation régionale
Bénin	Centre de Perfectionnement aux Techniques de Déminage et de Dépollution (Ouidah)

Nations Unies S/RES/1625 (2005)

Conseil de sécurité

Distr. générale
14 septembre 2005

Résolution 1625 (2005)

Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 5261e séance, le 14 septembre 2005

Le Conseil de sécurité

Décide d'adopter la déclaration ci-jointe sur le renforcement de l'efficacité du rôle joué par le Conseil dans la prévention des conflits, en particulier en Afrique.

Annexe

Le Conseil de sécurité,

Réuni le 14 septembre 2005, au niveau des chefs d'État et de gouvernement, afin d'examiner comment renforcer l'efficacité de son rôle dans la prévention des conflits, notamment en Afrique,

Réaffirmant son attachement aux buts et principes de la Charte des Nations Unies,

Conscient qu'il assume la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Profondément préoccupé par le coût humain élevé et les pertes matérielles importantes occasionnés par les conflits armés et constatant que la paix, la sécurité et le développement se renforcent mutuellement, notamment pour ce qui est de la prévention des conflits armés,

Réaffirmant qu'il importe d'adhérer aux principes de l'abstention, dans les relations internationales, du recours à la force ou de la menace du recours à la force d'une façon qui ne serait pas compatible avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies, et du règlement pacifique des différends internationaux,

Réaffirmant la nécessité d'adopter une vaste stratégie de prévention des conflits, qui traite les causes profondes des conflits armés et des crises politiques et sociales d'une manière globale, notamment en favorisant le développement durable, l'élimination de la pauvreté, la réconciliation nationale, la bonne gouvernance, la démocratie, l'égalité des sexes, l'état de droit et le respect et la protection des droits de l'homme,

Conscient de la nécessité de renforcer le rôle important de l'Organisation des Nations Unies dans la prévention des conflits violents, et considérant qu'il doit

05-51065 (F)

établir un partenariat efficace avec les organisations régionales, en particulier l'Union africaine et ses organisations sous-régionales, afin de pouvoir intervenir dès le début des conflits ou dès qu'apparaissent de nouvelles crises,

Rappelant l'Acte constitutif de l'Union africaine, le Protocole relatif à l'établissement du Conseil de la paix et de la sécurité de l'Union africaine, et le Pacte de non-agression et de défense commune, que l'Union a adopté à Abuja, le 31 janvier 2005, ainsi que la position de cette dernière sur les changements anticonstitutionnels de gouvernement affirmée dans la Déclaration d'Alger de 1999 et la Déclaration de Lomé de 2000,

Pleinement conscient du rôle important joué par les hommes et les femmes de la société civile dans la prévention des conflits et de la nécessité de prendre en considération toute la contribution que la société civile locale est susceptible d'apporter,

1. *Exprime* sa détermination à renforcer l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dans la prévention des conflits armés et à surveiller de près les situations susceptibles de déboucher sur des conflits armés;

2. *Affirme* qu'il est résolu à renforcer les capacités de prévention des conflits de l'Organisation des Nations Unies en :

a) Évaluant régulièrement l'évolution de la situation dans les régions où existent des risques de conflit armé et encourageant le Secrétaire général à lui fournir des informations sur cette évolution conformément à l'Article 99 de la Charte;

b) Assurant le suivi des initiatives de diplomatie préventive prises par le Secrétaire général;

c) Appuyant les initiatives de médiation au niveau régional, en étroite consultation avec les organisations régionales et sous-régionales concernées;

d) Renforçant les capacités régionales et sous-régionales d'alerte rapide et mettant en place avec elles des mécanismes appropriés afin de pouvoir intervenir promptement et de manière adéquate compte tenu d'indicateurs d'alerte avancée;

e) Demandant au besoin des informations et une aide au Conseil économique et social, conformément à l'Article 65 de la Charte;

f) Prenant les mesures voulues pour contribuer à la lutte contre le trafic d'armes sous tous ses aspects et le recours à des mercenaires;

g) Aidant à renforcer des institutions stables propres à assurer la paix, la stabilité et le développement durable;

h) Aidant les États africains à se doter d'institutions judiciaires nationales indépendantes et fiables;

3. *Prie* le Secrétaire général :

a) De lui fournir des rapports et une analyse périodiques des événements dans les régions où existent des risques de conflit armé, en particulier en Afrique et, le cas échéant, un exposé des initiatives de diplomatie préventive en cours;

b) D'aider les pays où existent des risques de conflit armé à effectuer une évaluation stratégique du risque de conflit et à appliquer les mesures convenues par

les pays concernés afin de renforcer les capacités nationales de gestion des différends et de solution des causes profondes de ces conflits;

c) De promouvoir la coordination avec les structures régionales de gestion des conflits en Afrique, ce qui lui permettrait de disposer d'informations fiables et actualisées et de prendre plus rapidement des décisions;

4. *Souligne* qu'il importe d'établir des stratégies efficaces et globales de prévention des conflits visant à prévenir les évolutions négatives sur le plan de la sécurité et dans les secteurs économique, social et humanitaire et le domaine de la gouvernance et des droits de l'homme, dans les pays qui font face à des crises, en accordant une attention particulière aux mesures visant à :

a) Mettre en œuvre des activités à impact rapide afin de prévenir les conflits nés de la concurrence pour l'obtention de ressources économiques et de surveiller les tensions résultant de difficultés économiques et sociales;

b) Encourager les bureaux régionaux des Nations Unies à faciliter l'application de stratégies, afin de réprimer les activités transfrontières illicites;

c) Renforcer les capacités des groupes de la société civile, notamment des groupes de femmes, qui s'emploient à promouvoir une culture de paix, et à mobiliser les donateurs afin qu'ils appuient ces efforts;

d) Élaborer des politiques de bonne gouvernance et de protection des droits de l'homme pour renforcer les mécanismes de gouvernement qui se sont affaiblis ou effondrés et mettre fin à la culture de l'impunité;

e) Promouvoir la régularité et la transparence des consultations électorales;

5. *Souligne* qu'il importe au plus haut point d'envisager une approche régionale de la prévention des conflits, en particulier des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion efficace et durable des ex-combattants;

6. *Réaffirme sa détermination* à prendre des mesures contre l'exploitation illégale et le trafic de ressources naturelles et de marchandises de grande valeur dans les secteurs où cela contribue au déclenchement, à l'escalade ou à la poursuite des conflits;

7. *Demande* que soient renforcées la coopération et la communication entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations ou accords régionaux ou sous-régionaux, conformément au Chapitre VIII de la Charte, en ce qui concerne en particulier les initiatives de médiation;

8. *Encourage* tous les États africains à adhérer au Pacte de non-agression et de défense commune de l'Union africaine, adopté à Abuja le 31 janvier 2005, et à signer, le cas échéant, des pactes sous-régionaux dans les domaines de la paix, de la sécurité, de la démocratie, de la bonne gouvernance et du développement et *engage* les organismes des Nations Unies et la communauté internationale à appuyer la mise en œuvre des pactes;

9. *Encourage en outre* les pays africains à continuer à collaborer étroitement avec le Secrétariat et les bureaux régionaux de l'Organisation des Nations Unies en vue de l'application de mesures tendant à assurer la paix, la

sécurité, la stabilité, la démocratie et le développement durable conformément aux objectifs du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique;

10. *Exhorte* la communauté internationale, en particulier les organismes des Nations Unies et les institutions financières internationales, à aider les pays africains dans les efforts qu'ils font pour atteindre les objectifs énoncés ci-dessus, et *se félicite* à ce sujet des décisions prises par le Sommet du G-8, tenu à Gleneagles du 6 au 8 juillet 2005, pour lutter contre la pauvreté en Afrique;

11. *Demande instamment* à tous les États africains et à la communauté internationale de participer pleinement au renforcement des capacités des organisations régionales et sous-régionales africaines, de façon que des moyens civils et militaires puissent être déployés rapidement lorsque cela est nécessaire en particulier en développant la force africaine d'intervention de l'Union africaine; *constate avec satisfaction* que des programmes bilatéraux et multilatéraux ont été élaborés à cette fin, et *affirme* son soutien à la proposition du Secrétaire général concernant un programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine;

12. *Décide* de demeurer saisi de la question.

TABLE DES MATIERES

Dédicaces 1

Remerciements 3

Sommaire 5

Table des sigles et des abréviations 7

Les avatars de la présence militaire Française en Afrique : 9
De la tutelle postcoloniale aux missions internationale de maintien de la paix

Introduction 11

Premier Partie : L'importance du facteur militaire dans les relations 31
Franco-africaines après les décolonisations

Premier chapitre : Le maintien d'un lien privilégié et paternaliste garanti 33
par la présence militaire

Section 1 : Le cadre général de la coopération Franco-africaine 33

§ 1 : Les grands axes de la politique de coopération : le transfert de compétence 34

A) La stratégie de l'engagement français 34

1) L'influence persistance de la France en Afrique 35

2) Pour une stabilité du continent : mettre en place la paix 37

B) Le modèle institutionnel français 39

1) L'Afrique : une priorité gouvernementale dans la politique française 40

2) L'homme de l'ombre : Jacques Foccart 41

§ II : Les aspects économiques et monétaires : le Franc CFA 43

A) Le franc CFA, un outil de contrôle politique et économique sur les pays africains de la zone franc 44

1) Une aide financière française à la baisse : une Europe en crise 45

2) Les principes de cette aide financière 46

B) L'aide publique au développement : une dynamique hégémonique 47

1) La politique d'indépendance des Etats africains 48

2) Préserver la présence française en Afrique par une politique dynamique 50

Section 2 : Une coopération civile et militaire ajustée à chaque Etat africain 52

§ 1 : L'organisation des armées nationales africaines 53

A) Un encadrement formé par la France 53

1) Le partage des moyens militaire sur le continent africain 54

2) La préférence militaire en fonction de l'histoire de chaque pays 54

B) Les particularités des armées africaines 55

1) Le pouvoir civil dominant: une exception en Afrique 55

2) L'armée : un instrument de pouvoir 56

§2 : Les différents aspects de l'aide militaire française 58

A) L'assistance militaire 58

1) La coopération : socle de la présence française en Afrique 58

2) Son fondement juridique 59

B) L'assistance militaire technique (AMT) 60

1) L'aide matérielle apportée par la France 61

2) L'aide à la formation dans les années 60 62

3) La coopération militaire : un lien fort entre la France et le continent africain 62

Conclusion du chapitre 64

Deuxième Chapitre : Nature et effets juridiques des accords de défense Franco-africains 65

Section I : Genèse des accords de défense de la première génération 66

§ 1 : Le cadre général et les clauses spécifiques des accords de défense 69

A) Les clauses communes à tous les accords 70

1) La base juridique 71

2) La hiérarchisation des accords de défense 72

3) Vers des accords spécifiques 73

4) Les différents types d'accords 74

B) Les clauses spécifiques à chaque pays 75

1) La France demeure au fil du temps garante de la stabilité africaine 77

2) Des interventions militaires françaises douteuses 80

§ 2 : Le problème des clauses secrètes 81

A) Des accords obscurs 81

1) La politique du secret 81

2) Des agents français au service de l'Afrique 82

3) Le personnel colonial au service de l'Afrique 83

B) Les raisons cachées du gouvernement français 83

1) Une présence continue de la France en Afrique 84

2) Dans des pays autoritaires 85

3) Des accords préférentiels à visée stratégique 86

Section 2 : Les conséquences pratiques inégalitaires des accords de défense 86

§1 : Sous les gouvernements des présidents de droite : 1960-1981 87

A) Les conflits interétatiques 88

1) Le maintien au pouvoir des présidents africains favorable à la France 89

2) Des interventions militaires françaises ciblées 90

3) L'évolution des liens Franco-africains 90

B) La typologie des crises africaines 91

1) La guerre des frontières 91

2) Une position militaire forte de la France 92

3) La géographie comme source de conflit 93

4) Le cas Tchadien 94

§ 2 : Les Mutations Mitterrandiennes (1981-1990) 94

A) L'action de Jean-Pierre Cot 95

1) La France se rapproche de l'Afrique Anglophone et Lusophone 96

2) Les africains perdent confiance en la France 97

B) L'élaboration de nouveaux principes pour la politique africaine de la France 98

1) Une attitude paternaliste 98

2) Vers une autre ère de présence militaire après 1990 99

Conclusion chapitre 101

Deuxième Partie : Le maintien de la présence militaire de la France en Afrique : une ambition pleinement assumée à l'aube du XXIème siècle **103**

Premier Chapitre : La politique diplomatique française s'adapte à la chute du monde bipolaire 106

Section I : La fin du monde bipolaire 107

§ 1 : Les conséquences de l'effondrement de l'ex-URSS 108

A) L'aspiration universelle à plus de liberté (1989) 109

1) Le déclassement de l'Afrique 109

2) La dynamique démocratique due aux bouleversements mondiaux des années 90 110

B) Un vent de démocratie souffle en Afrique 111

1) Vers un tournant décisif 113

2) La démocratie, un régime difficile à instaurer 114

§ 2 : La difficile quête de démocratie 115

A) L'affirmation de la volonté de démocratisation des régimes africains 117

1) Une priorité : le maintien de la sécurité intérieure des pays africains 117

2) Vers le multipartisme des pays africains 118

3) De timides avancées 120

B) La démocratie à géométrie variable en Afrique 121

1) Une politique démocratique illusoire 122

2) Les limites de la « prime démocratique » 123

3) La démocratie fragilisée par les coups d'Etat 124

Section II : L'adaptation de la politique de coopération française 126
Sur le continent africain à l'aube du XXIème siècle

§ 1 : Le repositionnement militaire français 127

A) Les causes du repositionnement français 128

1) Des interventions multiples devenant multilatérales 129

2) Un dispositif français adapté 131

B) La France impose à partir de 1998 une nouvelle doctrine démocratique 131

1) La non-ingérence dans les crises africaines 132

2) La non-indifférence démocratique 133

§ 2 : L'Afrique autrement 134

A) Une culture militaire africaine en perdition pour l'armée française 135

1) Quelles sont les modalités de sa présence militaire sur le sol africain ? 136

2) Les nouvelles relations Nord / Sud 136

B) La nécessité d'adopter une autre approche et un autre style dans les relations Franco-africaines 138

1) La politique française contestée 139

2) L'action des USA en Afrique 140

3) La France s'ouvre économiquement sur tout le continent africain 142

Conclusion chapitre 144

Deuxième Chapitre : Défis et enjeux de la politique militaire de la France en Afrique : vers une approche multilatérale 145

Section I : Vers une africanisation de la sécurité 146

§1 : La collaboration tripartite : Etats-Unis, Grande-Bretagne, France 148

A) La gestion militaire des crises africaines 149

1) La lenteur des mécanismes de sécurité en Afrique 150

2) Les limites et obstacles à l'africanisation de la sécurité 151

B) La fin des interventions unilatérales de la France 152

1) La redéfinition des actions militaires 153

2) L'adaptation des actions militaires à l'Etat de droit 154

3) Les interventions militaires dans le cadre international 155

§2 : L'Union Européenne et l'Afrique : entre réticence et espoir 156

A) La France leader en matière de politiques menées dans le cadre de la P.E.S.D 157

1) La France initiatrice d'une politique européenne de défense 157

2) Pour une sécurité internationale commune 158

3) Favoriser le développement afin d'apporter la paix 160

B) La gestion commune des enjeux de sécurité sur le continent africain 161

1) Un accord de partenariat décisif pour la résolution des conflits 161

2) Le financement de la paix en Afrique 162

Section 2 : La France réajuste sa politique en Afrique 162

§1 : Une européanisation à la carte de la politique de coopération française 163

A) Un dilemme entre évolution et pratiques anciennes 164

1) Une transition difficile 165

2) Face au nouvel ordre mondial 166

B) L'exigence d'une approche multilatérale de la politique française en Afrique 167

1) Les différentes interventions multilatérales 167

2) Une politique sous tension 169

§ 2 : L'Afrique renforce-t-elle la place de la France dans le concert des nations ? 170

A) Les plateformes stratégiques pour les interventions françaises en Afrique 172

1) L'importance de Djibouti 172

2) Les renforcements de la présence militaire française 174

3) Le renforcement de la coopération militaire 175

B) L'Afrique en guerre perpétuelle 176

1) Le vide sécuritaire dans la zone Afrique 177

2) Le développement du mercenariat, signe de l'impuissance des Etats dans le domaine de la sécurité 179

3) Une prévention des conflits africains est-elle possible ? 181

Conclusion du chapitre 186

Troisième Partie : Les incertitudes de l'avenir de la présence militaire Française en Afrique et les mutations nécessaires **187**

Premier Chapitre : La France face à la nouvelle géopolitique de l'Afrique 190

Section I : Un nouveau contexte géopolitique mondial 191

§1 : L'Afrique convoitée pour ses matières premières 193

A) Le pétrole et les ressources minières (et humaines) en Afrique 194

1) La concurrence entre les compagnies pétrolières 195

2) La concurrence pour les produits miniers 195

B) L'Afrique diversifie ses partenaires économiques 196

1) L'Afrique n enjeu planétaire 197

2) L'accès à de nouveaux financements internationaux 198

3) L'Union européenne comme relais des anciennes puissances coloniales 198

§2 : Les nouveaux partenaires de l'Afrique : l'impact des USA et des « BRIC » sur les pays africains 200

A) L'offensive américaine en Afrique 200

1) Sur le plan politique 201

2) Sur le plan diplomatique 202

B) L'offensive russe et brésilienne en Afrique 203

1) Le regain d'intérêt de la Russie pour l'Afrique 203

2) Le Brésil : partenaire commercial de l'Afrique 205

Section II : L'intérêt grandissant des puissances asiatiques pour l'Afrique et ses conséquences pour la France 206

§ I : La stratégie des puissances asiatiques concernant l'Afrique 207

A) Le rôle croissant des pays d'Asie 208

1) La puissance chinoise : une relation gagnant/gagnant 208

2) Le Japon : Une relation géostratégique 210
3) L'Inde : le besoin de pétrole 211

B) Les luttes d'influences en Afrique, conséquence de cette diversité 212

1) La multiplicité des intervenants 213

2) Une présence pas nécessairement bénéfique pour l'Afrique 214

§2 : L'évolution complexe de la stratégie française face aux puissances asiatiques 215

A) Une relation en cours d'essoufflement entre la France et l'Afrique 216

1) La difficile adaptation de la politique française en Afrique 218

2) Les contradictions de la politique française en Afrique 219

B) Le dispositif militaire français en Afrique est en pleine mutation 221

1) Une politique militaire source de divergences 222

2) Une présence française en recul 222

Conclusion du chapitre 224

Deuxième Chapitre : La mutation de la gestion des conflits en Afrique au profit des organisations internationales 226

Section I : La mise en place d'un droit d'ingérence pour répondre à la préoccupation humanitaire 229

§1 : Une application particulière et controversée du droit international 230

A) La recherche d'une définition du droit d'ingérence 236

1) L'esquisse d'un nouvel ordre humanitaire international 237

2) Le renforcement du droit Humanitaire sur le plan international 239

B) La légitimation du maintien de la paix, par le « peace keeping » 241

1) L'évolution structurelle de la prévention des conflits 242

2) Une évolution accélérée depuis 2000 243

§ 2 : Vers une légitimation de la guerre préventive : l'évolution du droit international au sein des actions préventives 244

A) Un contexte international favorable à la guerre préventive 246

1) La délicate utilisation du concept pour justifier une opération militaire 246

2) Les actions internationales non militaires en faveur de la prévention des conflits 247

B) Les organisations internationales au cœur des crises 249

1) Les interventions des organisations internationales : l'action militaire au service de la paix 250

2) Des crises africaines nombreuses et durables 251

Section II : la réalité des interventions extérieures : la préoccupation terroriste 253

§1 : L'évolution et la connexion entre les divers conflits africains 255

A) Analyse des différentes interventions en Afrique 256

1) Les interventions militaires françaises récentes sur le sol africain pour combattre le terrorisme 257

2) La variété des configurations d'interventions 259

B) Les résultats de ce type nouveau d'opex 260

1) Les nouveaux concepts 261

2) Les résultats de trois opérations 262

a) Le cas libyen 262
b) Le cas malien 262
c) Le cas centrafricain 262

§2 : Le rôle des institutions Européennes 263

A) La prise de conscience de l'Europe 264

1) Le concept d'Arc de crise (en anglais : Crescent of crisis) 264

2) La notion de réorientation stratégique et d'intervention élargie aux non occidentaux 265

B) La nouvelle organisation française dans ce cadre européen et international 266

1) Un repositionnement français en devenir en Afrique 268

2) Un futur qui ne peut exclure l'improbable 269

3) Entre multi-latéralité et bilatéralité : La France se cherche 270

Conclusion du chapitre 272

Conclusion générale 276

Annexes 296

LES AVATARS DE LA PRESENCE MILITAIRE FRANCAISE EN AFRIQUE: DE LA TUTELLE POSTCOLONIALE AUX MISSIONS INTERNATIONALES DU MAINTIEN DE LA PAIX

RESUME

La présence militaire française en Afrique : Du protectorat postcolonial aux missions internationales du maintien de la paix

Les autorités politiques françaises après la décolonisation des années 60, ont voulu mettre en place un système de coopération, pensé par le général de Gaulle. En effet plus de cinq décennies après les indépendances octroyées par la France dans le cadre d'une coopération bilatérale multiforme, tant sur un plan politique, culturel, économique, financier et militaire, la France maintient toujours des relations étroites avec ses anciennes colonies.
L'hypothèse généralement admise est celle d'une continuité de ces relations entre Paris et l'Afrique.

On note en revanche depuis la fin de la guerre froide des signes de changements subtils mais réels dans plusieurs domaines. Beaucoup d'indices mettent en exergue la fin d'une époque et un changement de stratégie inévitable qui s'opère par une remise en cause totale de la politique traditionnelle de la France vis-à-vis de l'Afrique. Parmi ces changements, notons la réforme institutionnelle et politique de la coopération, le désengagement économique et financier progressif de la France.

La politique africaine française est donc entrée dans une période de transition où les signes de changements interfèrent avec la continuité. En fait, il ne s'agit pas d'une nouvelle politique africaine, mais seulement de l'adoption d'un certain nombre de mesures nouvelles engendrées par la géopolitique du monde actuel.

Cette attitude répond à la volonté de la France de s'adapter à l'évolution du monde et en particulier du continent africain. La France passe donc d'une politique de présence à une stratégie de projection. Cette évolution implique une présence humaine moindre sur le terrain et la mise en place de relais aériens pour projeter les forces militaires à partir de bases situées en France. Paris s'est maintenu sur le continent africain après la décolonisation en mettant en place un dispositif juridique approprié.

Cinquante ans après les décolonisations, il lui est encore reproché d'être à l'origine des problèmes qui gangrènent le continent africain avec l'envie de chercher dans l'histoire coloniale la cause des maux actuels rencontrés par l'Afrique. Le double langage des autorités françaises montre que la France a eu bien des raisons politiques ou militaires de s'engager en Afrique et à affirmer sa présence dans cette région du monde. Mais si par moments la politique suivie par l'ex-puissance coloniale est contestable et a connu des dérives certaines lors de ces dernières années notamment avec l'affaire rwandaise, l'Afrique sans conteste est demandeuse d'une certaine présence militaire française sur son territoire comme le montre aujourd'hui les différentes opérations au Mali ou en République Centrafricaine. Mais dans un cadre géopolitique rénové multilatéral, sous la bannière de l'O.N.U et avec l'Union Européenne pour assurer en Afrique la lutte contre le terrorisme et l'émergence d'un nouvel ordre humanitaire international.

THE AVATARS OF THE FRENCH MILITARY PRESENCE IN AFRICA: THE POST-COLONIAL TUTELAGE TO THE INTERNATIONAL PEACEKEEPING MISSION

ABSTRACT

The French military presence in Africa: From postcolonial protectorate of the international peacekeeping mission

The French political authorities after decolonization 60s, wanted to set up a system of cooperation, thought by General de Gaulle. Indeed more than five decades after independence granted by France as part of a multifaceted bilateral cooperation, both on a political, cultural, economic, financial and military. France still maintains close ties with its former colonies.
Although the generally accepted hypothesis is that a continuity of the relationship between Paris and Africa.

We note however since the end of the Cold War but subtle signs of real changes in several areas. Many indicators highlight the end of an era and a change of strategy inevitably occurs with a throw in total due to the traditional policy of France vis-à-vis Africa. These changes include the institutional and political reform cooperation, progressive economic and financial disengagement of France.

The French African policy is entering a period of transition or signs of changes interfere with continuity. In fact, it is not a new Africa policy, but only the adoption of a number of new measures resulting from the geopolitical world today.

This attitude reflects the determination of France to adapt to the changing world and particularly in Africa. France therefore goes from a political presence to a screening strategy. This change means less human presence on the ground and setting up air relays to project military forces from bases in France. Paris remained in Africa after decolonization by setting up an appropriate legal framework.

Fifty years after decolonization, it is still accused of being behind the problems that plague the African continent with the desire to look in the colonial history the cause of present evils faced by Africa. This double talk from the French authorities shows that France has had many political or military reasons to engage in Africa and its presence in this region. Because even if at times the policy of the former colonial power is questionable and has seen some excesses in recent years, particularly with the Rwandan case, Africa is unquestionably requesting a certain French military presence its territory as today shows the various operations in Mali and Central African Republic.

Centre de recherche Droits et Perspectives du Droit Sous la direction de Pierre-André Lecocq.
L'E.R.D.P: l'équipe de recherche de Droit Public
Ecole Doctorale 74-Université Lille 2 Droit et Santé

Research Centre Rights and Law Perspectives Editor Pierre-André Lecocq.
The "E.R.D.P": the Public Law Research Team
Doctoral School 74-Lille 2 University of Health and Law